

Zeitschrift: Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern
Herausgeber: Grosser Rat des Kantons Bern
Band: - (1914)

Rubrik: Compte général

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CANTON DE BERNE

COMPTE GÉNÉRAL

DE

L'ADMINISTRATION DES FINANCES DE L'ÉTAT

POUR

L'EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE

1913.



(Comparé avec le budget et avec le compte de l'exercice précédent.)

BERNE
IMPRIMERIE LEROW & C^{ie}
1914.

INDEX.

	Page
Recapitulation générale et bilan	3—5
<i>Première partie:</i>	
Compte de la fortune nette de l'Etat	7—80
Situation de la fortune nette de l'Etat	8
Compte de profits et pertes	8
Compte des recettes et dépenses de l'Administration courante	9—80
I. Récapitulation des recettes et dépenses de l'Administration courante	9
II. Comptes spéciaux	10—80
<i>Seconde partie:</i>	
Compte des éléments de la fortune (actif et passif)	81—95
I. Fonds capital	82—89
A. Forêts	82—83
B. Domaines	82—83
C. Caisse des domaines	82—83
D. Caisse hypothécaire	84—85
E. Banque cantonale	84—85
F. Emprunts	86—87
Ga. Capitaux des chemins de fer	86—87
Gb Fonds d'amortissement des chemins de fer	88—89
II. Fonds d'administration	88—95
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat	88—95
A. Administrations spéciales (avances et dépôts)	88—89
B. Placements	88—89
C. Administration courante, compte courant	90—91
D. Avances faites à des œuvres d'utilité publique	90—91
E. Dépôts à la Caisse de l'Etat	90—91
F. Emprunts	92—93
G. Caisse	92—93
H. Restes actifs et passifs (créances et dettes échues)	92—93
I. Solde du compte de l'Administration courante.	94—95
K. Inventaire du mobilier	94—95
Appendice. Comptes des fonds spéciaux	98—132
Rapport concernant le compte général de l'administration des finances	133—148

Nota. — Afin de faire concorder la pagination des tableaux et du rapport sur le compte d'Etat et de faciliter ainsi les recherches, les *numéros des pages du compte d'Etat* sont mis entre parenthèse, et la table des matières ne donne que ces chiffres-là. — Les autres chiffres placés au haut des pages en dehors de la parenthèse indiquent les pages correspondantes et consécutives des annexes.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

ET

BILAN.



CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.									
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.						MUTATIONS			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.		Doit.			
fr.	ct.	fr.	ct.				fr.	ct.	
Récapitulation et bilan.									
I. Fonds capital.									
16,351,910	—	—	—	A. Forêts.	Page 82	Achats et augmentations	162,092	—	
32,158,107	—	—	—	B. Domaines.	82	des estimations	1,549,307	45	
1,591,901	71	2,238,790	—	C. Caisse des domaines.	82		758,364	33	
292,441,046	68	272,441,046	68	D. Caisse hypothécaire.	84		193,109,806	07	
302,175,419	09	282,175,419	09	E. Banque cantonale.	84	Nouvelles créances et rem-	3,075,411,130	62	
—	—	50,710,720	—	F. Emprunts.	86	boursements de dettes .	779,500	—	
22,641,260	—	—	—	G. ^a Capitaux de chemins de fer.	86		500,000	—	
—	—	1,804,100	—	G. ^b Fonds d'amortissement des chemins de fer.	88		—	—	
667,359,644	48	609,370,075	77	Total de l'actif et du passif.		Total des augmentations .	3,272,270,200	47	
		57,989,568	71	Actif net.					
II. Fonds d'administration.									
H. Fonds de roulem ^t de la Caisse de l'Etat.									
				Page 94		Nouvelles créances et rem-			
47,971,197	90	52,459,509	52	Avances, placements et dépôts.		boursements de dettes .	104,282,463	46	
618,774	51	207,052	49	Caisses et compensations par décompte.		Recettes	3,446,182,374	11	
4,870,133	15	680	—	Restes actifs.		Nouvelles créances . . .	3,446,730,717	94	
650	—	652,145	51	Restes passifs.		Dépenses	3,445,917,166	09	
53,460,755	56	53,319,387	52				10,443,112,721	60	
—	—	884,796	62	J. Solde du compte de l'Administration					
				courante.					
6,137,887	54	—	—	Page 94		Excédent des recettes .	—	—	
59,598,643	10	54,204,184	14	K. Inventaire du mobilier.	94	Augmentations de l'inventaire .	143,108	07	
		5,394,458	96	Total de l'actif et du passif.		Total des augmentations .	10,443,255,829	67	
				Actif net.		Diminution nette . . .	630,859	34	
I. Fonds capital.									
667,359,644	48	609,370,075	77	Page 4		Augmentations	3,272,270,200	47	
59,598,643	10	54,204,184	14	II. Fonds d'administration.	4		10,443,255,829	67	
726,958,287	58	663,574,259	91	Total de l'actif et du passif.		Total des augmentations .	13,715,526,030	14	
		63,384,027	67	Actif net.					
Bilan.									
726,958,287	58	663,574,259	91	Eléments de la fortune.	Page 4	Augmentations	13,715,526,030	14	
—	—	63,384,027	67	Fortune nette.	8	Diminutions	69,271,784	75	
726,958,287	58	726,958,287	58				13,784,797,814	89	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.				SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Avoir.		Rubriques du compte.		Doit.		Avoir.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
Récapitulation et bilan.							
I. Fonds capital.							
56,982	—	} Ventes et réductions des estimations.	A. Forêts Page 83	16,457,020	—	—	—
444,264	65		B. Domaines 83	33,263,149	80	—	—
957,017	58		C. Caisse des domaines 83	1,400,321	66	2,245,863	20
193,109,806	07		D. Caisse hypothécaire 85	317,362,200	26	297,362,200	26
3,075,411,130	62	} Nouvelles dettes et remboursements de créances.	E. Banque cantonale 85	330,902,939	42	310,902,939	42
500,000	—		F. Emprunts 87	—	—	50,431,220	—
—	—		G. ^a Capitaux de chemins de fer . 87	23,141,260	—	—	—
779,500	—		G. ^b Fonds d'amortissement des chemins de fer 89	—	—	2,583,600	—
3,271,258,700	92	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	722,526,891	14	663,525,822	88
1,011,499	55	Augmentation nette.	Actif net	—	—	59,001,068	26
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulem^t de la Caisse de l'Etat.							
Page 95							
105,045,624	65	Nouvelles dettes et remboursements de créances.	Avances, placements et dépôts .	43,755,689	34	49,007,162	15
3,445,917,166	09	Dépenses.	Caisses et compensations par décompte	853,420	86	176,490	82
3,446,182,374	11	Recettes.	Restes actifs	5,423,296	98	5,500	—
3,445,967,556	75	Nouvelles dettes.	Restes passifs	543	30	702,429	47
10,443,112,721	60	Excédent des dépenses.	J. Solde du compte de l'Administration courante.	50,032,950	48	49,891,582	44
74,741	90		Page 95	—	—	959,538	52
699,225	51	Diminutions de l'inventaire.	K. Inventaire du mobilier . . . 95	5,581,770	10	—	—
10,443,886,689	01	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	55,614,720	58	50,851,120	96
I. Fonds capital Page 5							
3,271,258,700	92	} Diminutions.	Actif net	—	—	4,763,599	62
10,443,886,689	01		II. Fonds d'administration . . . 5	55,614,720	58	50,851,120	96
13,715,145,389	93	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	778,141,611	72	714,376,943	84
380,640	21	Augmentation nette.	Actif net	—	—	63,764,667	88
Bilan.							
Eléments de la fortune							
13,715,145,389	93	Diminutions.	Page 5	778,141,611	72	714,376,943	84
69,652,424	96	Augmentations.	Fortune nette 8	—	—	63,764,667	88
13,784,797,814	89			778,141,611	72	778,141,611	72

PREMIÈRE PARTIE.

COMPTE

DE LA


FORTUNE NETTE DE L'ÉTAT.

Situation de la fortune nette de l'Etat.

Compte de profits et pertes.

Compte de l'Administration courante.

1913.



CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.										
BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Sommes totales.				Soldes.			
Doit.	Avoir.		Doit.		Avoir.		Doit.		Avoir.	
fr.	fr.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Fortune nette.										
—	63,384,027	Situation de la fortune nette au 1 ^{er} janvier VI, 251	—	—	63,384,027	67	—	—	63,384,027	67
—	—	Augmentation, comme ci-dessous	—	—	69,652,424	96	—	—	380,640	21
2,988,287	—	Diminution, comme ci-dessous .	69,271,784	75	—	—	—	—	—	—
60,395,740	—	Situation de la fortune nette au 31 déc.	63,764,667	88	—	—	63,764,667	88	—	—
63,384,027	63,384,027		133,036,452	63	133,036,452	63	—	—	—	—
Compte de profits et pertes.										
A. Augmentations et diminutions de la fortune. *)										
1. Recettes et dépenses de l'Administration courante:										
—	51,476,295	Recettes	—	—	67,369,114	24	—	—	—	—
54,464,582	—	Dépenses	67,443,856	14	—	—	74,741	90	—	—
2,988,287	—		67,443,856	14	67,369,114	24	74,741	90	—	—
Page 9										
B. Rectifications. *)										
1. Forêts:										
—	—	Ventes: Plus-values	—	—	15,112	—	—	—	78,582	—
—	—	Moins-values	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	Achats: Excédents de prix d'achat .	24,660	—	—	—	—	—	—	—
—	—	Infériorités de prix d'achat .	—	—	4,000	—	—	—	—	—
—	—	Achat de droits	350	—	—	—	—	—	—	—
—	—	Vente de droits	—	—	5,000	—	—	—	—	—
—	—	Vente d'eau	—	—	200	—	—	—	—	—
—	—	Relèvements des estimations .	—	—	79,280	—	—	—	—	—
2. Domaines:										
—	—	Ventes: Plus-values	—	—	131,024	25	—	—	983,929	70
—	—	Moins-values	3,291	35	—	—	—	—	—	—
—	—	Achats: Excédents de prix d'achat .	75,133	20	—	—	—	—	—	—
—	—	Infériorités de prix d'achat .	—	—	11,390	—	—	—	—	—
—	—	Rachat de servitudes	—	—	1,100	—	—	—	—	—
—	—	Vente de droits	—	—	550	—	—	—	—	—
—	—	Achat de droits	400	—	—	—	—	—	—	—
—	—	Rectifications des estimations .	109,380	—	1,114,950	—	—	—	—	—
—	—	Cessions de domaines curiaux .	86,880	—	—	—	—	—	—	—
3. Caisse des domaines:										
—	—	Améliorations	26,012	15	—	—	51,012	15	—	—
—	—	Amortissement de valeurs . . .	25,000	—	—	—	—	—	—	—
4. Amortissement des emprunts (compris dans les dépenses de l'administration courante):										
—	—	Emprunt de 1895, 3 %	—	—	615,500	—	—	—	779,500	—
—	—	Emprunt de 1900, 3 1/2 %	—	—	164,000	—	—	—	—	—
5. Fonds d'amortissement des chemins de fer:										
—	—	Versement	779,500	—	—	—	779,500	—	—	—
6. Inventaire du mobilier:										
—	—	Augmentations	—	—	141,204	47	556,117	44	—	—
—	—	Diminutions	697,321	91	—	—	—	—	—	—
—	—	VI, 251	1,827,928	61	2,283,310	72	—	—	455,382	11
2,988,287	—	A. Augmentations et diminutions de la fortune	67,443,856	14	67,369,114	24	74,741	90	—	—
—	—	B. Rectifications	1,827,928	61	2,283,310	72	—	—	455,382	11
2,988,287	—	Total des mutations de la fortune	69,271,784	75	69,652,424	96	—	—	380,640	21
*) Loi du 31 juillet 1872, art. 31.										

*) Loi du 31 juillet 1872, art. 31.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912. *)		BUDGET DE 1913. *)		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
Récapitulation.												
896,569	62	935,815	—	I. Administration générale	70,569	51	971,368	31	—	—	900,798	80
1,333,590	67	1,404,710	—	II. Administration judiciaire	2,186	25	1,424,573	05	—	—	1,422,386	80
38,064	14	38,795	—	III. ^a Justice	2,216	15	39,114	87	—	—	36,898	72
1,390,725	67	1,504,690	—	III. ^b Police	1,636,912	99	3,081,731	04	—	—	1,444,818	05
303,243	93	372,645	—	IV. Affaires militaires	1,490,846	—	1,757,166	46	—	—	266,320	46
1,313,992	86	1,332,014	—	V. Cultes	1,346	35	1,301,164	21	—	—	1,299,817	86
6,019,233	37	6,299,241	—	VI. Instruction publique	1,506,948	75	7,734,314	97	—	—	6,227,366	22
12,617	30	12,795	—	VII. Affaires communales	—	—	14,828	45	—	—	14,828	45
2,810,114	07	2,889,920	—	VIII. Assistance publique	437,890	33	3,366,521	28	—	—	2,928,630	95
685,516	49	704,400	—	IX. ^a Economie publique	648,806	35	1,356,146	20	—	—	707,339	85
1,299,961	83	1,348,350	—	IX. ^b Service sanitaire	2,223,653	69	3,571,920	97	—	—	1,348,267	28
2,490,821	29	2,550,460	—	X. Travaux publics et chemins de fer	1,536,546	17	4,156,462	65	—	—	2,619,916	48
3,964,265	60	3,963,015	—	XI. Emprunts	802,000	—	4,767,806	93	—	—	3,965,806	93
151,751	11	158,745	—	XII. Finances	1,700	75	154,281	46	—	—	152,580	71
687,425	34	767,115	—	XIII. Agriculture	1,406,603	97	2,224,606	67	—	—	818,002	70
163,001	20	168,840	—	XIV. Economie forestière	139,685	10	308,880	17	—	—	169,195	07
670,142	80	660,230	—	XV. Forêts domaniales	1,268,527	56	567,915	28	700,612	28	—	—
1,215,752	80	1,220,305	—	XVI. Domaines de l'Etat	1,347,030	85	115,080	73	1,231,950	12	—	—
24,121	30	29,500	—	XVII. Caisse des domaines	63,776	32	90,662	—	—	—	26,885	68
1,665,807	56	1,764,100	—	XVIII. Caisse hypothécaire	14,503,828	54	12,739,590	56	1,764,237	98	—	—
1,100,000	—	1,100,000	—	XIX. Banque cantonale	15,339,552	60	14,039,552	60	1,300,000	—	—	—
725,839	22	550,000	—	XX. Caisse de l'Etat	1,163,046	20	291,060	91	871,985	29	—	—
5,894	80	3,100	—	XXI. Amendes et confiscations	302,211	99	289,268	08	12,943	91	—	—
65,224	78	47,750	—	XXII. Régales de la chasse, de la pêche et des mines	129,801	80	68,501	74	61,300	06	—	—
908,303	69	861,820	—	XXIII. Régie des sels	1,762,848	61	845,351	09	917,497	52	—	—
824,040	55	537,350	—	XXIV. Timbre	1,004,117	60	94,465	54	909,652	06	—	—
2,243,593	15	1,676,700	—	XXV. Emoluments	2,454,540	25	210,586	65	2,243,953	60	—	—
596,254	57	441,500	—	XXVI. Taxe des successions et donations	718,276	85	88,044	68	630,232	17	—	—
93,866	40	89,500	—	XXVII. Redevances pour forces hydrau- liques	115,012	20	12,239	50	102,772	70	—	—
1,075,804	69	1,064,000	—	XXVIII. Patentes d'auberge et permis de vente des spiritueux	1,245,830	55	169,590	66	1,076,239	89	—	—
1,135,897	45	900,000	—	XXIX. Part de la recette de l'alcool	1,184,440	05	118,444	—	1,065,996	05	—	—
293,763	10	293,763	—	XXX. Part au bénéfice de la Banque nationale Suisse	316,056	95	—	—	316,056	95	—	—
412,208	65	331,900	—	XXXI. Taxe militaire	1,028,833	90	586,647	45	442,186	45	—	—
10,429,696	44	9,950,745	—	XXXII. Impôts directs	11,513,469	06	773,112	54	10,740,356	52	—	—
150,400	—	—	—	XXXIII. Imprévu	—	—	112,854	44	—	—	112,854	44
23,462,090	65	21,492,763	—	Recettes	67,369,114	24	—	—	24,387,973	55	—	—
23,735,415	79	24,481,050	—	Dépenses	—	—	67,443,856	14	—	—	24,462,715	45
—	—	—	—	Excédent des recettes	—	—	—	—	—	—	—	—
273,325	14	2,988,287	—	Excédent des dépenses	74,741	90	—	—	74,741	90	—	—
23,735,415	79	24,481,050	—		67,443,856	14	67,443,856	14	24,462,715	45	24,462,715	45

*) Les dépenses sont indiquées en chiffres droits, les recettes en chiffres italiques.

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.												
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
Comptes spéciaux.												
I. Administration générale.												
A. Grand Conseil.												
87,541	10	120,000	—	1. Indemnités de présence et de route.	—	—	91,511	15	—	—	91,511	15
				Frais des commissions I, 1	—	—	91,511	15	—	—	91,511	15
87,541	10	120,000	—									
B. Conseil-exécutif.												
68,279	95	72,500	—	1. Traitements des membres du Conseil-exécutif I, 3	—	—	72,500	—	—	—	72,500	—
68,279	95	72,500	—									
C. Crédit du Conseil-exécutif.												
9,586	41	15,000	—	1. Frais du Conseil-exécutif, bibliothèque I, 5	—	—	8,095	05	—	—	8,095	05
2,650	—			2. Subventions en faveur d'œuvres d'utilité publique I, 8	—	—	660	—	—	—	660	—
9,454	35			3. Subventions en faveurs des arts et des sciences I, 9	—	—	6,450	—	—	—	6,450	—
—	—			4. Secours I, 9	—	—	—	—	—	—	—	—
21,690	76	15,000	—									
D. Députation au Conseil des Etats et commissaires.												
2,320	—	3,000	—	1. Députation au Conseil des Etats . I, 11	—	—	2,800	—	—	—	2,800	—
486	80	1,000	—	2. Commissaires I, 12	1,004	05	1,264	60	—	—	260	55
2,806	80	4,000	—									
E. Chancellerie d'Etat.												
26,424	90	26,300	—	1. Traitements des fonctionnaires . I, 13	—	—	26,799	90	—	—	26,799	90
28,853	90	29,660	—	2. Traitements des employés . . . I, 14	—	—	31,156	10	—	—	31,156	10
6,504	05	6,500	—	3. Frais de bureau I, 18	5	70	5,873	96	—	—	5,868	26
64,942	70	50,000	—	4. Frais d'impression I, 31	20,073	76	70,078	64	—	—	50,004	88
8,001	40	8,000	—	5. Service de l'hôtel de ville . . . I, 34	2,687	—	10,694	20	—	—	8,007	20
20,280	—	19,890	—	6. Loyers I, 34	—	—	19,890	—	—	—	19,890	—
155,006	95	140,350	—									

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
I. Administration générale.													
F. Feuille officielle allemande, bulletin des séances du Grand Conseil et bulletin des lois.													
5,000	—	10,000	—	1. Fermage de la Feuille officielle . I, 35	10,000	—	—	—	10,000	—	—	—	
24,183	—	23,500	—	2. Abonnements des aubergistes . . I, 35	24,039	—	—	—	24,039	—	—	—	
4,850	—	6,000	—	3. Frais de rédaction du bulletin des séances I, 36	—	—	4,595	—	—	—	4,595	—	
27,339	85	27,500	—	4. Frais d'impression du bulletin des séances et du bulletin des lois . I, 38	—	—	25,735	10	—	—	25,735	10	
3,006	85	—	—		34,039	—	30,330	10	3,708	90	—	—	
G. Feuille officielle du Jura et ses annexes.													
5,000	—	5,000	—	1. Fermage de la Feuille officielle . I, 39	5,000	—	—	—	5,000	—	—	—	
7,704	—	7,500	—	2. Abonnements des aubergistes . . I, 39	7,710	—	—	—	7,710	—	—	—	
3,784	05	8,000	—	3. Frais d'impression du compte rendu du Grand Conseil et du bulletin des lois I, 40	—	—	8,073	65	—	—	8,073	65	
8,919	95	4,500	—		12,710	—	8,073	65	4,636	35	—	—	
H. Préfets.													
130,625	05	132,175	—	1. Traitements des préfets . . . I, 41	—	—	132,136	20	—	—	132,136	20	
4,800	—	4,800	—	2. Secrétariat du préfet de Berne . . I, 42	—	—	4,800	—	—	—	4,800	—	
2,055	95	3,000	—	3. Indemnités des vice-préfets . . . I, 43	—	—	3,073	50	—	—	3,073	50	
19,987	26	19,600	—	4. Frais de bureau I, 45	—	—	21,522	84	—	—	21,522	84	
22,522	90	22,550	—	5. Loyers I, 47	—	—	22,550	—	—	—	22,550	—	
179,991	16	182,125	—		—	—	184,082	54	—	—	184,082	54	
J. Secrétariats de préfecture.													
120,883	50	127,450	—	1. Traitements des secrétaires de pré- fecture I, 48	—	—	126,933	25	—	—	126,933	25	
2,979	90	2,000	—	2. Indemnités des remplaçants . . . I, 49	—	—	1,692	90	—	—	1,692	90	
228,212	60	241,500	—	3. Traitements des employés . . . I, 51	50	—	226,704	10	—	—	226,654	10	
16,170	—	16,300	—	4. Frais de bureau I, 54	—	—	26,688	17	—	—	26,688	17	
18,920	—	19,090	—	5. Loyers I, 55	—	—	19,090	—	—	—	19,090	—	
387,166	—	406,340	—		50	—	401,108	42	—	—	401,058	42	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
I. Administration générale.													
87,541	10	120,000	—	A. <i>Grand Conseil</i>	—	—	91,511	15	—	—	91,511	15	
68,279	95	72,500	—	B. <i>Conseil-exécutif</i>	—	—	72,500	—	—	—	72,500	—	
21,690	76	15,000	—	C. <i>Crédit du Conseil-exécutif</i>	—	—	15,205	05	—	—	15,205	05	
2,806	80	4,000	—	D. <i>Députation au Conseil des Etats et com-</i> <i>missaires</i>	1,004	05	4,064	60	—	—	3,060	55	
155,006	95	140,350	—	E. <i>Chancellerie d'Etat</i>	22,766	46	164,492	80	—	—	141,726	34	
3,006	85	—	—	F. <i>Feuille officielle allemande et ses annexes</i>	34,039	—	30,330	10	3,708	90	—	—	
8,919	95	4,500	—	G. <i>Feuille officielle du Jura et ses annexes</i> .	12,710	—	8,073	65	4,636	35	—	—	
179,991	16	182,125	—	H. <i>Préfets</i>	—	—	184,082	54	—	—	184,082	54	
387,166	—	406,340	—	J. <i>Secrétariats de préfecture</i>	50	—	401,108	42	—	—	401,058	42	
896,569	62	935,815	—		70,569	51	971,368	31	—	—	900,798	80	
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 35,016.20													
II. Administration judiciaire.													
A. Cour suprême.													
133,287	15	143,000	—	1. Traitements des juges I, 57	—	—	145,310	40	—	—	145,310	40	
1,887	80	1,900	—	2. Indemnités des juges suppléants . I, 58	—	—	1,865	90	—	—	1,865	90	
135,174	95	144,900	—		—	—	147,176	30	—	—	147,176	30	
B. Greffe de la Cour.													
26,305	30	26,750	—	1. Traitements des fonctionnaires . I, 60	—	—	27,250	70	—	—	27,250	70	
37,490	—	37,100	—	2. Traitements des employés . . . I, 61	—	—	37,099	95	—	—	37,099	95	
4,501	85	4,500	—	3. Frais de bureau I, 63	—	—	4,507	25	—	—	4,507	25	
5,204	05	5,800	—	4. Service, chauffage et éclairage du Palais de justice	—	—	5,747	80	—	—	5,747	80	
9,980	—	9,980	—	5. Loyers I, 68	—	—	9,980	—	—	—	9,980	—	
1,052	90	1,400	—	6. Bibliothèque I, 69	—	—	1,375	50	—	—	1,375	50	
84,534	10	85,530	—		—	—	85,961	20	—	—	85,961	20	
C. Tribunaux de district.													
150,008	15	151,850	—	1. Traitements des présidents de tribunal I, 70	—	—	148,929	85	—	—	148,929	85	
7,177	58	9,000	—	2. Indemnités des vice-présidents . I, 73	—	—	8,896	30	—	—	8,896	30	
50,360	50	57,000	—	3. Indemnités des juges et des juges suppléants I, 77	—	—	53,022	—	—	—	53,022	—	
24,191	59	26,300	—	4. Frais de bureau I, 79	—	—	28,752	51	—	—	28,752	51	
31,955	—	32,495	—	5. Loyers I, 80	—	—	32,520	—	—	—	32,520	—	
1,445	35	1,500	—	6. Fonctionnaires judiciaires extraordinaires	—	—	1,491	55	—	—	1,491	55	
224	05	500	—	7. Frais de déplacement de l'autorité de surveillance I, 82	—	—	347	25	—	—	347	25	
265,362	22	278,645	—		—	—	273,959	46	—	—	273,959	46	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
II. Administration judiciaire.													
D. Greffes des tribunaux de district.													
119,983	30	121,700	—	1. Traitements des greffiers I, 83	1,400	—	121,894	65	—	—	120,494	65	
1,482	20	2,000	—	2. Indemnités des remplaçants I, 84	—	—	1,744	—	—	—	1,744	—	
128,401	10	134,000	—	3. Traitements des employés I, 86	—	—	129,144	60	—	—	129,144	60	
14,918	95	12,700	—	4. Frais de bureau I, 88	—	—	15,682	32	—	—	15,682	32	
11,085	—	11,495	—	5. Loyers I, 90	—	—	11,520	—	—	—	11,520	—	
275,870	55	281,895	—		1,400	—	279,985	57	—	—	278,585	57	
E. Ministère public.													
36,284	85	36,900	—	1. Traitements des fonctionnaires I, 91	—	—	36,690	90	—	—	36,690	90	
4,000	—	4,000	—	2. Traitement de l'employé du procureur général I, 92	—	—	4,000	—	—	—	4,000	—	
630	53	800	—	3. Frais de bureau du procureur général I, 93	—	—	780	06	—	—	780	06	
3,466	72	6,400	—	4. Frais de bureau des procureurs d'arrondissement et du procureur suppléant I, 95	—	—	6,037	21	—	—	6,037	21	
325	—	325	—	5. Loyer I, 96	—	—	325	—	—	—	325	—	
44,707	10	48,425	—		—	—	47,833	17	—	—	47,833	17	
F. Cours d'assises.													
14,290	50	20,000	—	1. Indemnités des jurés I, 97	—	—	14,082	50	—	—	14,082	50	
4,045	55	9,500	—	2. Frais de déplacement et d'entretien de la Cour d'assises I, 98	—	—	5,085	90	—	—	5,085	90	
1,566	85	1,500	—	3. Indemnités des suppléants, des interprètes et des huissiers I, 101	—	—	3,190	80	—	—	3,190	80	
3,792	35	4,500	—	4. Frais de bureau I, 103	—	—	5,244	22	—	—	5,244	22	
13,000	—	12,900	—	5. Loyers I, 105	—	—	13,000	—	—	—	13,000	—	
36,695	25	48,400	—		—	—	40,603	42	—	—	40,603	42	
G. Offices des poursuites et des faillites.													
1,327	25	1,300	—	1. Frais de bureau et de déplacement de l'autorité de surveillance I, 106	—	—	1,620	10	—	—	1,620	10	
120,983	45	122,700	—	2. Traitements des fonctionnaires I, 107	—	—	125,365	90	—	—	125,365	90	
2,905	—	2,000	—	3. Indemnités des remplaçants I, 108	—	—	1,395	05	—	—	1,395	05	
140,700	55	135,000	—	4. Traitements des agents de poursuites I, 118	—	—	156,908	35	—	—	156,908	35	
143,749	10	148,600	—	5. Traitements des employés I, 120	—	—	148,921	85	—	—	148,921	85	
15,221	65	13,750	—	6. Frais de bureau I, 123	—	—	16,352	25	—	—	16,352	25	
13,423	55	9,000	—	7. Registres et formules I, 124	1	—	9,902	—	—	—	9,901	—	
20,470	—	21,175	—	8. Loyers I, 125	—	—	21,175	—	—	—	21,175	—	
629	60	1,500	—	9. Frais prévus à l'art. 11 de la loi sur les conséquences civiles de la faillite I, 126	—	—	1,501	—	—	—	1,501	—	
459,410	15	455,025	—		1	—	483,141	50	—	—	483,140	50	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
II. Administration judiciaire.												
H. Conseils de prud'hommes.												
5,058	95	6,000	—	1. Frais, part de l'Etat I, 128	—	—	6,904	03	—	—	6,904	03
5,058	95	6,000	—		—	—	6,904	03	—	—	6,904	03
J. Tribunal administratif.												
13,625	—	13,750	—	1. Traitements des fonctionnaires I, 129	—	—	13,750	—	—	—	13,750	—
1,870	—	1,800	—	2. Traitement de l'employé I, 130	—	—	2,300	—	—	—	2,300	—
6,420	20	6,000	—	3. Indemnités des membres I, 131	—	—	6,453	—	—	—	6,453	—
1,422	20	1,500	—	4. Frais de bureau I, 132	—	—	2,795	65	—	—	2,795	65
3,440	—	3,440	—	5. Loyer I, 133	—	—	3,440	—	—	—	3,440	—
26,777	40	26,490	—		—	—	28,738	65	—	—	28,738	65
K. Tribunal de commerce.												
—	—	4,000	—	1. Traitement du greffier I, 134	—	—	4,000	—	—	—	4,000	—
—	—	2,800	—	2. Traitement de l'employé I, 135	—	—	2,566	70	—	—	2,566	70
—	—	4,000	—	3. Indemnités des membres I, 355	—	—	4,276	30	—	—	4,276	30
—	—	3,000	—	4. Frais de bureau et de déplacement I, 138	—	—	2,998	45	—	—	2,998	45
—	—	5,600	—	5. Loyer I, 138	—	—	5,600	—	—	—	5,600	—
—	—	10,000	—	6. Frais d'installation I, 140	—	—	10,828	30	—	—	10,828	30
—	—	29,400	—		—	—	30,269	75	—	—	30,269	75
L. Palais de justice, ameublement.												
—	—	—	—	1. Remboursement I, 141	785	25	—	—	785	25	—	—
—	—	—	—		785	25	—	—	785	25	—	—
A. Cour suprême												
135,174	95	144,900	—	B. Greffe de la Cour	—	—	147,176	30	—	—	147,176	30
84,534	10	85,530	—	C. Tribunaux de district	—	—	85,961	20	—	—	85,961	20
265,362	22	278,645	—	D. Greffes des tribunaux de district	—	—	273,959	46	—	—	273,959	46
275,870	55	281,895	—	E. Ministère public	1,400	—	279,985	57	—	—	278,585	57
44,707	10	48,425	—	F. Cours d'assises	—	—	47,833	17	—	—	47,833	17
36,695	25	48,400	—	G. Offices des poursuites et des faillites	—	—	40,603	42	—	—	40,603	42
459,410	15	455,025	—	H. Conseils de prud'hommes	1	—	483,141	50	—	—	483,140	50
5,058	95	6,000	—	I. Tribunal administratif	—	—	6,904	03	—	—	6,904	03
26,777	40	26,490	—	J. Tribunal de commerce	—	—	28,738	65	—	—	28,738	65
—	—	29,400	—	K. Tribunal de commerce	—	—	30,269	75	—	—	30,269	75
—	—	—	—	L. Palais de justice, ameublement	785	25	—	—	785	25	—	—
1,333,590	67	1,404,710	—		2,186	25	1,424,573	05	—	—	1,422,386	80
Les dépenses dépassent le budget de fr. 17,676.80												

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
III. ^b Police.													
A. Frais d'administration de la Direction de la police.													
15,000	—	15,000	—	1. Traitements des fonctionnaires I, 158	—	—	15,000	—	—	—	15,000	—	
33,700	—	32,000	—	2. Traitements des employés . . I, 159	—	—	31,895	—	—	—	31,895	—	
8,404	34	8,000	—	3. Frais de bureau I, 165	423	60	10,418	04	—	—	9,994	44	
3,525	—	3,525	—	4. Loyers I, 165	—	—	3,525	—	—	—	3,525	—	
60,629	34	58,525	—		423	60	60,838	04	—	—	60,414	44	
B. Passeports, arrestations et conduites.													
1,350	10	1,300	—	1. Police des passeports et des étrangers I, 164	—	—	1,259	70	—	—	1,259	70	
10,999	60	11,000	—	2. Frais d'arrestations I, 168	—	—	11,395	90	—	—	11,395	90	
21,031	35	23,000	—	3. Frais de conduites I, 357	4,876	65	23,557	29	—	—	18,680	64	
33,381	05	35,300	—		4,876	65	36,212	89	—	—	31,336	24	
C. Corps de police.													
10,750	—	10,750	—	1. Traitements des fonctionnaires I, 186	—	—	9,874	80	—	—	9,874	80	
752,901	40	767,000	—	2. Solde des gendarmes I, 197	1,800	—	755,329	65	—	—	753,529	65	
20,123	95	27,160	—	3. Habillement I, 198	—	—	27,114	55	—	—	27,114	55	
2,001	10	2,000	—	4. Equipement et armement . . I, 200	508	80	2,510	25	—	—	2,001	45	
1,501	11	1,500	—	5. Service anthropométrique . . I, 202	—	—	1,504	33	—	—	1,504	33	
3,001	10	3,000	—	6. Frais de bureau I, 204	—	—	2,998	74	—	—	2,998	74	
85,373	55	87,030	—	7. Loyers I, 216	—	—	86,441	10	—	—	86,441	10	
13,526	50	16,300	—	8. Indemnités de logement et de mobilier I, 218	—	—	16,041	95	—	—	16,041	95	
4,005	40	4,000	—	9. Soins médicaux I, 224	14	—	6,018	30	—	—	6,004	30	
4,323	14	4,300	—	10. Frais divers d'administration . I, 228	—	—	4,539	12	—	—	4,539	12	
8,001	15	8,000	—	11. Indemnités de déplacement et cours d'instruction I, 232	476	15	8,476	15	—	—	8,000	—	
20,000	—	20,000	—	12. Quote-part du produit des amendes I, 232	20,000	—	—	—	20,000	—	—	—	
885,508	40	911,040	—		22,798	95	920,848	94	—	—	898,049	99	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
III. ^b Police.													
D. Prisons.													
1. Prisons de la ville de Berne :													
19,074	90	20,000	—	a. Nourriture I, 235	220	—	22,637	74	—	—	22,417	74	
9,026	90	9,000	—	b. Frais divers d'entretien . . . I, 238	—	—	8,326	99	—	—	8,326	99	
18,640	—	18,640	—	c. Loyers I, 239	—	—	18,640	—	—	—	18,640	—	
2. Prisons des districts :													
80,363	46	90,000	—	a. Nourriture I, 250	890	90	74,222	47	—	—	73,331	57	
15,516	25	18,500	—	b. Frais divers d'entretien . . . I, 359	9	50	16,213	95	—	—	16,204	45	
33,208	85	34,500	—	c. Loyers I, 264	—	—	34,500	—	—	—	34,500	—	
175,830	36	190,640	—		1,120	40	174,541	15	—	—	173,420	75	
E. Etablissements pénitentiaires.													
1. Pénitencier de Thorberg.													
18,327	23	22,500	—	a. Administration	55	20	20,431	52	—	—	20,376	32	
2,182	98	2,200	—	b. Enseignement et culte	391	—	2,635	67	—	—	2,244	67	
61,583	99	62,000	—	c. Nourriture	2,199	45	62,394	48	—	—	60,195	03	
33,716	74	32,900	—	d. Entretien	5,665	20	39,718	93	—	—	34,053	73	
15,725	85	16,270	—	e. Loyer	80	—	16,270	—	—	—	16,190	—	
61,114	48	55,470	—	f. Industries	181,953	40	121,019	17	60,934	23	—	—	
11,542	73	10,800	—	g. Exploitation agricole	70,840	84	59,953	52	10,887	32	—	—	
58,879	58	69,600	—	Roulement	261,185	09	322,423	29	—	—	61,238	20	
511	38	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	9,933	28	18,019	95	—	—	8,086	67	
764	20	400	—	i. Pensions	16	—	622	—	—	—	606	—	
59,132	40	70,000	—	I, 265	271,134	37	341,065	24	—	—	69,930	87	
2. Maison de travail de St-Jean-Anet.													
16,437	35	18,200	—	a. Administration	118	30	17,507	59	—	—	17,389	29	
1,278	84	1,250	—	b. Enseignement et culte	—	—	1,260	63	—	—	1,260	63	
48,615	79	44,900	—	c. Nourriture	1,442	50	52,551	33	—	—	51,108	83	
38,344	80	29,700	—	d. Entretien	17,139	60	53,872	05	—	—	36,732	45	
9,090	—	6,600	—	e. Loyer	—	—	6,600	—	—	—	6,600	—	
21,262	95	8,400	—	f. Industries	45,476	25	22,096	50	23,379	75	—	—	
61,145	92	60,500	—	g. Exploitation agricole	156,486	54	95,827	40	60,659	14	—	—	
31,357	91	31,750	—	Roulement	220,663	19	249,715	50	—	—	29,052	31	
9,207	85	8,000	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	6,878	45	21,144	35	—	—	14,265	90	
10,248	40	9,000	—	i. Pensions	12,682	85	—	—	12,682	85	—	—	
6,000	—	6,000	—	k. Prélèvement sur la dîme de l'alcool .	6,000	—	—	—	6,000	—	—	—	
24,317	36	24,750	—	I, 265	246,224	49	270,859	85	—	—	24,635	36	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
III. ^b Police.													
E. Etablissements pénitentiaires.													
3. Pénitencier de Witzwil.													
27,182	98	24,800	—	a. Administration	298	10	29,904	99	—	—	29,606	89	
2,826	17	1,920	—	b. Enseignement et culte	—	—	3,129	23	—	—	3,129	23	
97,397	80	90,500	—	c. Nourriture	4,205	30	102,729	20	—	—	98,523	90	
47,456	12	51,000	—	d. Entretien	10,357	90	50,889	—	—	—	40,531	10	
13,345	75	16,460	—	e. Loyer	1,848	—	16,535	—	—	—	14,687	—	
40,918	20	28,000	—	f. Industries	146,446	80	79,764	81	66,681	99	—	—	
230,755	60	146,680	—	g. Exploitation agricole	445,038	44	266,893	99	178,144	45	—	—	
83,464	98	10,000	—	Roulement	608,194	54	549,846	22	58,348	32	—	—	
48,648	60	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	21,368	75	41,025	25	—	—	19,656	50	
10,250	—	12,000	—	i. Pensions	11,714	75	—	—	11,714	75	—	—	
93,044	66	50,000	—	k. Constructions nouvelles	12,761	45	110,883	66	—	—	98,122	21	
47,978	28	48.000	—	I, 265	654,039	49	701,755	13	—	—	47,715	64	
4. Maison disciplinaire de Trachselwald.													
7,789	93	7,180	—	a. Administration	744	25	9,148	69	—	—	8,404	44	
972	21	820	—	b. Enseignement et culte	188	50	1,332	70	—	—	1,144	20	
11,199	10	11,100	—	c. Nourriture	590	—	13,790	47	—	—	13,200	47	
7,934	80	6,450	—	d. Entretien	2,051	60	9,517	40	—	—	7,465	80	
1,100	—	1,100	—	e. Loyer	—	—	1,100	—	—	—	1,100	—	
3,618	20	2,700	—	f. Industries	3,577	30	431	80	3,145	50	—	—	
2,772	37	2,120	—	g. Exploitation agricole	13,537	71	11,597	38	1,940	33	—	—	
22,605	47	21,830	—	Roulement	20,689	36	46,918	44	—	—	26,229	08	
760	70	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	4,559	50	4,886	75	—	—	327	25	
5,163	85	4,000	—	i. Pensions	2,371	90	—	—	2,371	90	—	—	
18,202	32	17,830	—	I, 266	27,620	76	51,805	19	—	—	24,184	43	
5. Pénitencier et maison de travail d'Hindelbank.													
10,352	83	11,450	—	a. Administration	304	80	11,483	19	—	—	11,178	39	
646	34	700	—	b. Enseignement et culte	—	—	639	79	—	—	639	79	
23,615	97	22,000	—	c. Nourriture	834	—	24,152	95	—	—	23,318	95	
11,834	20	12,470	—	d. Entretien	2,154	35	17,259	44	—	—	15,105	09	
5,380	—	5,380	—	e. Loyer	—	—	5,380	—	—	—	5,380	—	
11,262	41	7,800	—	f. Industries	15,840	20	3,401	35	12,438	85	—	—	
2,028	16	2,000	—	g. Exploitation agricole	13,252	20	11,631	82	1,620	38	—	—	
38,538	77	42,200	—	Roulement	32,385	55	73,948	54	—	—	41,562	99	
500	25	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	1,355	25	1,590	60	—	—	235	35	
4,713	30	4,000	—	i. Pensions	4,981	—	35	—	4,946	—	—	—	
4,200	—	4,200	—	k. Prélèvement sur la dîme de l'alcool	4,200	—	—	—	4,200	—	—	—	
30,125	72	34,000	—	I, 266	42,921	80	75,574	14	—	—	32,652	34	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
III. ^b Police.													
E. Etablissements pénitentiaires.													
59,132	40	70,000	—	1. Pénitencier de Thorberg	271,134	37	341,065	24	—	—	69,930	87	
24,317	36	24,750	—	2. Maison de travail de St-Jean-Anet .	246,224	49	270,859	85	—	—	24,635	36	
47,978	28	48,000	—	3. Pénitencier de Witzwil	654,039	49	701,755	13	—	—	47,715	64	
18,202	32	17,830	—	4. Maison disciplinaire de Trachselwald	27,620	76	51,805	19	—	—	24,184	43	
30,125	72	34,000	—	5. Pénitencier et maison de travail d'Hindelbank	42,921	80	75,574	14	—	—	32,652	34	
179,756	08	194,580	—		1,241,940	91	1,441,059	55	—	—	199,118	64	
F. Mesures propres à combattre l'alcoolisme.													
10,069	15	10,300	—	1. Prélèvement sur la dîme de l'alcool I, 267	10,312	60	—	—	10,312	60	—	—	
10,069	15	10,300	—	2. Subvention au refuge Arbeiterheim et à la société de patronage des détenus libérés I, 267	—	—	10,312	60	—	—	10,312	60	
—	—	—	—		10,312	60	10,312	60	—	—	—	—	
G. Frais de justice et de police.													
111,261	06	115,000	—	1. Frais de police criminelle . . . I, 303	215	50	100,473	95	—	—	100,258	45	
170,228	58	115,000	—	2. Emoluments et remboursements de frais I, 313	350,557	93	206,771	42	143,786	51	—	—	
300	—	300	—	3. Emoluments des gendarmes . . I, 314	—	—	300	—	—	—	300	—	
1,039	10	1,000	—	4. Emoluments de la Cour suprême I, 317	2,022	10	773	05	1,249	05	—	—	
23,490	97	21,500	—	5. Frais de police I, 346	2,644	35	29,337	66	—	—	26,693	31	
800	—	800	—	6. Concordat pour la protection des jeunes gens placés à l'étranger . I, 348	—	—	800	—	—	—	800	—	
2,020	29	2,000	—	7. Chambres de conciliation . . . I, 349	—	—	3,624	09	—	—	3,624	09	
—	—	—	—	8. Grèves, frais de police extra- ordinaires I, 350	—	—	4,836	—	—	—	4,836	—	
33,395	36	23,600	—		355,439	88	346,916	17	8,523	71	—	—	
H. Etat civil.													
87,051	50	87,505	—	1. Traitements des officiers de l'état civil I, 351	—	—	87,514	—	—	—	87,514	—	
1,964	30	3,500	—	2. Frais d'inspections et frais divers I, 353	—	—	3,487	70	—	—	3,487	70	
89,015	80	91,005	—		—	—	91,001	70	—	—	91,001	70	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
III. ^b Police.													
60,629	34	58,525	—	A. <i>Frais d'administration de la Direction</i> .	423	60	60,838	04	—	—	60,414	44	
33,381	05	35,300	—	B. <i>Passeports, arrestations et conduites</i> . .	4,876	65	36,212	89	—	—	31,336	24	
885,508	40	911,040	—	C. <i>Corps de police</i>	22,798	95	920,848	94	—	—	898,049	99	
175,830	36	190,640	—	D. <i>Prisons</i>	1,120	40	174,541	15	—	—	173,420	75	
179,756	08	194,580	—	E. <i>Etablissements pénitentiaires</i>	1,241,940	91	1,441,059	55	—	—	199,118	64	
—	—	—	—	F. <i>Mesures propres à combattre l'alcoolisme</i>	10,312	60	10,312	60	—	—	—	—	
33,395	36	23,600	—	G. <i>Frais de justice et de police</i>	355,439	88	346,916	17	8,523	71	—	—	
89,015	80	91,005	—	H. <i>Etat civil</i>	—	—	91,001	70	—	—	91,001	70	
1,390,725	67	1,504,690	—		1,636,912	99	3,081,731	04	—	—	1,444,818	05	
				Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 59,871.95									
IV. Affaires militaires.													
A. Frais d'administration de la Direction.													
9,500	—	9,500	—	1. Traitements des fonctionnaires . II, 1	—	—	9,500	—	—	—	9,500	—	
16,886	95	17,500	—	2. Traitements des employés . . . II, 2	2,800	—	19,949	95	—	—	17,149	95	
5,999	37	7,000	—	3. Frais de bureau II, 6	50	—	7,019	65	—	—	6,969	65	
3,000	—	3,000	—	4. Loyers II, 6	—	—	3,000	—	—	—	3,000	—	
4,792	70	3,000	—	5. Mobilisation, frais des préparatifs II, 8	—	—	2,255	—	—	—	2,255	—	
40,179	02	40,000	—		2,850	—	41,724	60	—	—	38,874	60	
B. Commissariat des guerres.													
3,333	35	3,000	—	1. Traitement du commissaire des guerres II, 9	1,500	—	4,500	—	—	—	3,000	—	
3,500	—	3,500	—	2. Traitement de son adjoint . . . II, 10	—	—	3,500	—	—	—	3,500	—	
15,800	—	16,700	—	3. Traitements des employés . . . II, 11	—	—	16,700	—	—	—	16,700	—	
4,473	47	4,500	—	4. Frais de bureau II, 15	377	65	4,870	65	—	—	4,493	—	
3,300	—	3,300	—	5. Loyers II, 15	—	—	3,300	—	—	—	3,300	—	
1,447	95	1,500	—	6. Frais d'équipement et d'organisa- tion II, 16	—	—	1,498	25	—	—	1,498	25	
10,618	25	10,830	—	7. Part de la confection des effets militaires dans les frais d'administration II, 17	10,830	40	—	—	10,830	40	—	—	
21,236	52	21,670	—		12,708	05	34,368	90	—	—	21,660	85	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IV. Affaires militaires.													
C. Administration de l'arsenal.													
26,013	—	26,010	—	1. Traitements des employés . . . II, 18	—	—	27,127	35	—	—	27,127	35	
2,997	15	3,000	—	2. Frais de bureau II, 21	1,982	55	4,741	26	—	—	2,758	71	
1,273	95	1,300	—	3. Frais divers d'administration . . II, 24	280	—	1,554	20	—	—	1,274	20	
—	—	100	—	4. Collection de modèles II, 26	—	—	55	05	—	—	55	05	
2,700	—	2,700	—	5. Loyers II, 26	—	—	2,700	—	—	—	2,700	—	
16,492	05	16,555	—	6. Part des ateliers de l'arsenal dans les frais d'administration . . . II, 26	16,957	60	—	—	16,957	60	—	—	
16,492	05	16,555	—		19,220	15	36,177	86	—	—	16,957	71	
D. Ateliers de l'arsenal.													
89,820	35	106,000	—	1. Salaires II, 28	753	60	57,192	94	—	—	56,439	34	
15,593	20	21,000	—	2. Outils et matériel de fabrication II, 33	17,320	50	7,949	84	9,370	66	—	—	
1,253	30	1,510	—	3. Assurance des ouvriers contre les accidents II, 37	—	—	404	80	—	—	404	80	
1,464	—	1,350	—	4. Intérêts du fonds de roulement II, 37	—	—	1,320	—	—	—	1,320	—	
4,350	—	5,300	—	5. Loyers II, 37	—	—	5,300	—	—	—	5,300	—	
137,745	15	151,715	—	6. Produit des ateliers II, 39	72,133	95	—	—	72,133	95	—	—	
16,492	05	16,555	—	7. Frais d'administration II, 41	—	—	16,957	60	—	—	16,957	60	
865	61	—	—	8. Inventaire, modification . . . II, 41	—	—	822	14	—	—	822	14	
7,906	64	—	—		90,208	05	89,947	32	260	73	—	—	
E. Dépôt de Tavannes.													
3,639	13	3,850	—	1. Surveillance et frais divers . . II, 42	—	—	1,669	27	—	—	1,669	27	
3,067	—	3,070	—	2. Loyers II, 43	5,063	—	8,130	—	—	—	3,067	—	
6,706	13	6,920	—		5,063	—	9,799	27	—	—	4,736	27	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IV. Affaires militaires.													
F. Administration des casernes.													
3,750	—	3,750	—	1. Traitement de l'intendant des casernes II, 44	—	—	3,750	—	—	—	3,750	—	
3,000	—	2,800	—	2. Traitements des employés . . . II, 45	—	—	2,800	—	—	—	2,800	—	
20,024	55	21,000	—	3. Entretien II, 58	26,923	95	47,922	04	—	—	20,998	09	
2,980	—	3,000	—	4. Achat de literie II, 60	—	—	2,920	—	—	—	2,920	—	
81,301	45	81,500	—	5. Loyers II, 61	8,743	55	90,000	—	—	—	81,256	45	
83,500	—	83,500	—	6. Indemnité de la Confédération . II, 62	83,500	—	—	—	83,500	—	—	—	
27,556	—	28,550	—		119,167	50	147,392	04	—	—	28,224	54	
G. Administration des arrondissements.													
1. Traitements des commandants d'arrondissement:													
22,570	—	22,600	—	a. Traitements II, 64	800	—	23,313	60	—	—	22,513	60	
5,010	40	7,000	—	b. Vacations II, 65	—	—	6,070	85	—	—	6,070	85	
2,243	—	3,200	—	c. Indemnités pour la tenue du contrôle de corps du landsturm II, 67	—	—	2,800	—	—	—	2,800	—	
16,467	81	16,500	—	2. Frais de bureau des commandants II, 70	—	—	16,376	22	—	—	16,376	22	
3. Chefs de section:													
57,995	80	61,500	—	a. Traitements II, 73	3,550	—	65,042	30	—	—	61,492	30	
1,861	15	3,000	—	b. Indemnités pour la tenue du contrôle de corps des services auxiliaires II, 75	—	—	1,611	25	—	—	1,611	25	
5,137	97	4,800	—	4. Recrutement II, 77	6	90	5,322	49	—	—	5,315	59	
111,286	13	118,600	—		4,356	90	120,536	71	—	—	116,179	81	
H. Confection des effets d'habillement et d'équipement des troupes.													
894,888	69	500,000	—	1. Achats, salaires des ouvriers . . II, 92	—	—	865,671	02	—	—	865,671	02	
837	15	880	—	2. Assurance des ouvriers contre les accidents II, 94	—	—	746	60	—	—	746	60	
36,966	20	11,000	—	3. Intérêts du fonds de roulement . II, 94	20,985	50	56,398	85	—	—	35,413	35	
5,250	—	5,900	—	4. Loyer II, 94	—	—	5,900	—	—	—	5,900	—	
980,331	10	528,610	—	5. Produit II, 96	950,155	—	—	—	950,155	—	—	—	
10,618	25	10,830	—	6. Frais d'administration II, 97	—	—	10,830	40	—	—	10,830	40	
5,000	—	—	—	(Installations pour le magasinage des effets.)									
26,770	81	—	—		971,140	50	939,546	87	31,593	63	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IV. Affaires militaires.													
J. Conservation et entretien du matériel de guerre.													
18,984	31	9,000	—	1. Commissariat des guerres :	189,652	10	188,241	96	1,410	14	—	—	
6,925	75	—	—	Habillement et équipement . . . II, 109									
				(Vente d'effets d'habillement.)									
36,474	67	35,000	—	2. Arsenal :	36,787	25	46,492	38	—	—	9,705	13	
23,979	95	24,000	—	a. Armement personnel II, 116	5,096	95	10,213	95	—	—	5,117	—	
768	—	1,500	—	b. Equipement des corps . . . II, 118	584	35	431	—	153	35	—	—	
1,903	35	1,000	—	c. Munitions II, 119	2,241	50	122	90	2,118	60	—	—	
5,596	84	8,000	—	d. Vente de matériel de guerre II, 121	1,973	—	6,279	35	—	—	4,306	35	
774	30	1,000	—	3. Transports II, 126	—	—	989	25	—	—	989	25	
17,730	—	18,850	—	4. Assurance contre l'incendie . . II, 128	10,634	—	30,250	—	—	—	19,616	—	
20,000	—	—	—	5. Loyers II, 128	—	—	—	—	—	—	—	—	
				6. Installations pour le magasinage des effets	—	—	—	—	—	—	—	—	
77,510	35	96,350	—		246,969	15	283,020	79	—	—	36,051	64	
K. Vente de matériel de guerre cantonal.													
2,108	65	500	—	1. Vente d'anciens effets d'habillement et d'équipement II, 129	1,658	—	—	—	1,658	—	—	—	
3,605	20	1,000	—	2. Vente d'ancien matériel de guerre II, 129	2,276	05	—	—	2,276	05	—	—	
5,713	85	1,500	—		3,934	05	—	—	3,934	05	—	—	
L. Dépenses militaires diverses.													
28,131	45	30,000	—	1. Sociétés de tir II, 130	43	20	29,908	90	—	—	29,865	70	
350	40	500	—	2. Subventions aux corps de cadets II, 123	—	—	500	—	—	—	500	—	
4,189	63	10,000	—	3. Secours aux familles de militaires II, 134	15,185	45	20,246	90	—	—	5,061	45	
9,997	55	5,000	—	4. Nouveaux contrôles de corps . II, 137	—	—	3,996	30	—	—	3,996	30	
42,669	03	45,500	—		15,228	65	54,652	10	—	—	39,423	45	
A. Frais d'administration de la Direction .													
40,179	02	40,000	—	B. Commissariat des guerres	2,850	—	41,724	60	—	—	38,874	60	
21,236	52	21,670	—	C. Administration de l'arsenal	12,708	05	34,368	90	—	—	21,660	85	
16,492	05	16,555	—	D. Ateliers de l'arsenal	19,220	15	36,177	86	—	—	16,957	71	
7,906	64	—	—	E. Dépôt de Tavannes	90,208	05	89,947	32	260	73	—	—	
6,706	13	6,920	—	F. Administration des casernes	5,063	—	9,799	27	—	—	4,736	27	
27,556	—	28,550	—	G. Administration des arrondissements . .	119,167	50	147,392	04	—	—	28,224	54	
111,286	13	118,600	—	H. Confection des effets d'habillement et d'équipement des troupes	4,356	90	120,536	71	—	—	116,179	81	
26,770	81	—	—		971,140	50	939,546	87	31,593	63	—	—	
77,510	35	96,350	—	J. Conservation et entretien du matériel de guerre	246,969	15	283,020	79	—	—	36,051	64	
5,713	85	1,500	—	K. Vente de matériel de guerre cantonal .	3,934	05	—	—	3,934	05	—	—	
42,669	03	45,500	—	L. Dépenses militaires diverses	15,228	65	54,652	10	—	—	39,423	45	
303,243	93	372,645	—		1,490,846	—	1,757,166	46	—	—	266,320	46	
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 106.324.54													

Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 106,324.54

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
V. Cultes.													
A. Frais d'administration de la Direction.													
331	20	400	—	1. Frais de bureau II, 138	—	—	389	25	—	—	389	25	
500	—	500	—	2. Traitement du secrétaire . . II, 139	—	—	500	—	—	—	500	—	
831	20	900	—		—	—	889	25	—	—	889	25	
B. Culte protestant.													
747,239	85	762,000	—	1. Traitements des pasteurs . . II, 141	—	—	751,381	05	—	—	751,381	05	
5,791	—	6,300	—	2. Suppléments de traitement . . II, 142	—	—	5,564	90	—	—	5,564	90	
18,553	10	18,530	—	3. Indemnités de logement . . . II, 143	—	—	21,125	20	—	—	21,125	20	
49,391	36	50,600	—	4. Indemnités de chauffage . . . II, 144	—	—	49,895	66	—	—	49,895	66	
33,285	—	36,700	—	5. Pensions de retraite II, 145	—	—	35,865	—	—	—	35,865	—	
6,427	—	6,350	—	6. Subventions à des collatures et à des ecclésiastiques externes II, 146	—	—	6,194	—	—	—	6,194	—	
580	—	580	—	7. Allocation en faveur du culte protestant de Soleure II, 146	—	—	580	—	—	—	580	—	
801	35	801	—	8. Contributions de communes à la rétribution de pasteurs II, 147	801	35	—	—	801	35	—	—	
1,330	30	2,000	—	9. Commission des examens de théologie II, 148	320	—	2,235	50	—	—	1,915	50	
171,260	—	165,140	—	10. Loyers II, 149	—	—	165,140	—	—	—	165,140	—	
1,600	—	1,600	—	11. Contribution aux frais du culte des sourds-muets II, 149	—	—	1,600	—	—	—	1,600	—	
7,500	—	7,500	—	12. Koeniz, église succursale, subvention pour la construction . II, 150	—	—	7,500	—	—	—	7,500	—	
—	—	15,500	—	13. Franches-Montagnes, rachat de l'indemnité de logement . . II, 150	—	—	15,500	—	—	—	15,500	—	
—	—	8,000	—	14. Franches-Montagnes, construction d'une église, subvention.	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	2,000	—	15. Hindelbank, reconstruction de l'église, subvention II, 151	—	—	2,000	—	—	—	2,000	—	
4,500	—	—	—	(Paroisse allemande du vallon de St-Imier, contribution aux frais de la construction d'une cure.)									
3,000	—	—	—	(Paroisse de Porrentruy, chapelle à Miécourt, subvention pour la construction.)									
27,500	—	—	—	(Berne, église St-Jean, rachat de l'indemnité de logement.)									
20,000	—	—	—	(Delémont, rachat de l'indemnité de logement.)									
1,097,156	26	1,081,999	—		1,121	35	1,064,581	31	—	—	1,063,459	96	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
V. Cultes.													
C. Culte catholique romain.													
165,132	80	168,000	—	1. Traitements du clergé II, 152	75	—	165,649	45	—	—	165,574	45	
1,100	—	1,100	—	2. Suppléments de traitement . . II, 153	—	—	1,300	—	—	—	1,300	—	
3,000	—	2,650	—	3. Indemnités de logement . . . II, 154	—	—	2,650	—	—	—	2,650	—	
800	—	800	—	4. Indemnités de chauffage . . . II, 155	—	—	800	—	—	—	800	—	
13,300	—	13,300	—	5. Pensions de retraite II, 156	—	—	12,775	—	—	—	12,775	—	
1,865	—	1,865	—	6. Traitement de l'évêque II, 157	—	—	1,865	—	—	—	1,865	—	
131	60	200	—	7. Commission des examens de théologie II, 158	100	—	123	70	—	—	23	70	
—	—	8,750	—	8. Zwingen, rachat de l'indemnité de logement II, 159	—	—	8,750	—	—	—	8,750	—	
—	—	10,000	—	9. Laufon, construction d'une église, subvention	—	—	—	—	—	—	—	—	
185,329	40	206,665	—		175	—	193,913	15	—	—	193,738	15	
D. Culte catholique chrétien.													
16,701	—	17,000	—	1. Traitements des curés II, 160	—	—	16,400	—	—	—	16,400	—	
2,500	—	2,500	—	2. Suppléments de traitement . . II, 161	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—	
1,950	—	1,450	—	3. Indemnités de logement . . . II, 162	—	—	1,450	—	—	—	1,450	—	
1,050	—	1,050	—	4. Indemnités de chauffage . . . II, 162	—	—	1,050	—	—	—	1,050	—	
2,750	—	2,750	—	5. Traitement de l'évêque II, 163	—	—	2,750	—	—	—	2,750	—	
154	—	200	—	6. Commission des examens de théologie II, 164	50	—	130	50	—	—	80	50	
5,000	—	17,500	—	7. St-Imier, rachat de l'indemnité de logement (construction d'une église, subvention) II, 165	—	—	17,500	—	—	—	17,500	—	
571	—	—	—	(Pensions.)	—	—	—	—	—	—	—	—	
30,676	—	42,450	—		50	—	41,780	50	—	—	41,730	50	
831	20	900	—	A. Frais d'administration de la Direction .	—	—	889	25	—	—	889	25	
1,097,156	26	1,081,999	—	B. Culte protestant	1,121	35	1,064,581	31	—	—	1,063,459	96	
185,329	40	206,665	—	C. Culte catholique romain	175	—	193,913	15	—	—	193,738	15	
30,676	—	42,450	—	D. Culte catholique chrétien	50	—	41,780	50	—	—	41,730	50	
1,313,992	86	1,332,014	—		1,346	35	1,301,164	21	—	—	1,299,817	86	
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 32,196. 14													
VI. Instruction publique.													
A. Frais d'administration de la Direction et du Synode.													
4,750	—	5,125	—	1. Traitement du secrétaire . . . II, 166	—	—	5,031	25	—	—	5,031	25	
16,636	55	17,000	—	2. Traitements des employés . . II, 167	—	—	17,000	—	—	—	17,000	—	
7,593	25	7,650	—	3. Frais de bureau II, 172	12	50	7,665	55	—	—	7,653	05	
950	—	950	—	4. Loyers II, 172	—	—	950	—	—	—	950	—	
10,327	75	9,000	—	5. Indemnités des commissions d'examen et des experts, frais de déplacement II, 183	8,191	—	16,899	—	—	—	8,708	—	
4,904	85	5,500	—	6. Frais du Synode II, 184	—	—	4,136	05	—	—	4,136	05	
—	—	—	—	7. Exposition nationale suisse, frais de participation II, 184	—	—	7,500	—	—	—	7,500	—	
45,162	40	45,225	—		8,203	50	59,181	85	—	—	50,978	35	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
B. Université.													
332,346	25	346,430	—	1. Traitements des professeurs et privat-docents de l'Université .II, 396	16,886	—	358,635	50	—	—	341,749	50	
1,500	—	1,500	—	2. Pensions de retraiteII, 196	—	—	4,500	—	—	—	4,500	—	
44,000	—	51,100	—	3. Traitements des assistants . . .II, 202	500	—	50,800	—	—	—	50,300	—	
46,968	35	49,930	—	4. Traitements des employés . . .II, 203	900	—	51,011	80	—	—	50,111	80	
73,573	47	82,500	—	5. Frais d'administration (mobilier, chauffage, etc.)II, 212	4,132	—	81,209	10	—	—	77,077	10	
143,537	—	143,535	—	6. LoyersII, 214	—	—	143,535	—	—	—	143,535	—	
25,000	—	25,000	—	7. Bibliothèque de la ville, subvention II, 215	—	—	25,000	—	—	—	25,000	—	
				8. Matériel d'enseignement et établissements subsidiaires :									
15,921	—	82,000	—	1. PolycliniqueII, 217	—	—	15,364	80	—	—	15,364	80	
3,320	90			2. Clinique chirurgicaleII, 219	—	—	3,554	60	—	—	3,554	60	
2,002	70			3. Clinique médicaleII, 221	—	—	1,681	—	—	—	1,681	—	
5,788	71			4. Cabinet d'anatomieII, 225	—	—	5,699	88	—	—	5,699	88	
3,908	70			5. Cabinet de physiologieII, 227	—	—	3,331	20	—	—	3,331	20	
2,389	—			6. Cabinet d'ophtalmologie . . .II, 230	—	—	2,370	25	—	—	2,370	25	
908	25			7. Institut d'otiatric et de laryngologie II, 231	—	—	925	10	—	—	925	10	
3,543	44			8. Institut pathologiqueII, 234	—	—	3,546	01	—	—	3,546	01	
3,376	30			9. Laboratoire de chimie médicale II, 237	—	—	3,949	90	—	—	3,949	90	
3,282	30			10. Institut d'hygiène et de bactériologie II, 239	—	—	3,078	05	—	—	3,078	05	
2,700	—			11. Institut « Pasteur »II, 240	5,000	—	7,700	—	—	—	2,700	—	
3,898	35			12. Laboratoire de chimie organique II, 243	16	25	3,808	—	—	—	3,791	75	
4,695	15			13. Laboratoire de chimie inorganique II, 246	—	—	5,608	60	—	—	5,608	60	
4,533	15			14. Cabinet de physique et Obser- vatoireII, 249	—	—	4,169	05	—	—	4,169	05	
1,135	25			15. Collections minéralogiques .II, 251	—	—	628	60	—	—	628	60	
1,296	70			16. Collections zoologiques . . .II, 254	—	—	1,372	30	—	—	1,372	30	
3,701	55			17. Institut pharmaceutique . . .II, 256	—	—	3,626	93	—	—	3,626	93	
2,216	65			18. Institut pharmacologique . . .II, 258	—	—	96	80	—	—	96	80	
2,206	70			19. Institut de dermatologie . . .II, 260	—	—	3,115	50	—	—	3,115	50	
911	05			20. Institut géographiqueII, 262	—	—	1,527	15	—	—	1,527	15	
298	65			21. Institut psychologique	—	—	—	—	—	—	—	—	
901	80			22. Collection d'objets d'art historiques .II, 263	—	—	1,376	45	—	—	1,376	45	
582	05			23. Biologie physico-chimique . . .II, 264	—	—	563	45	—	—	563	45	
2,882	94			24. Cabinet d'anatomieII, 266	—	—	3,236	15	—	—	3,236	15	
—	—			25. Cabinet de physiologie	—	Ecole vétérinaire	—	—	—	—	—	—	
1,399	85			26. Cabinet d'anatomie pathologique .II, 395	—		—	2,864	81	—	—	2,864	81
719	90			27. Cabinet de zootechnieII, 269	—		—	894	95	—	—	894	95
984	45			28. Clinique chirurgicaleII, 270	—		—	860	85	—	—	860	85
512	70			29. Clinique médicaleII, 271	—		—	597	15	—	—	597	15
1,110	60			30. Clinique ambulatoireII, 273	5,971		10	6,873	95	—	—	902	85
2,196	15			31. PharmacieII, 275	3,663		15	5,662	95	—	—	1,999	80
1,394	60			32. BibliothèqueII, 277	—		—	1,459	15	—	—	1,459	15
448	70			33. Ecole normale supérieure . . .II, 278	—		—	790	30	—	—	790	30
10,569	30			34. Emoluments des laboratoires .II, 279	14,178		85	—	—	14,178	85	—	—
4,699	—			35. Bibliothèques des séminaires .II, 281	—	—	5,482	95	—	—	5,482	95	
746,223	01	781,995	—	A reporter	51,247	35	820,508	23	—	—	769,260	88	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
B. Université.													
746,223	01	781,995	—	Report	51,247	35	820,508	23	—	—	769,260	88	
				9. Jardin botanique : II, 282									
				a. Entretien	1,499	05	25,116	78	}	—	34,847	73	
33,488	06	34,345	—	b. Loyer du jardin botanique	—	—	12,230	—					
				c. Subvention du conseil de bourgeoisie de la ville de Berne	1,000	—	—	—					
8,246	62	7,000	—	10. Hôpital vétérinaire II, 282	46,485	05	37,322	04	9,163	01	—	—	
7,447	—	6,000	—	11. Droits d'immatriculation . . . II, 283	9,128	—	—	—	9,128	—	—	—	
2,500	—	2,500	—	12. Subvention de la municipalité de Berne pour la polielinique . . II, 283	2,500	—	—	—	2,500	—	—	—	
				13. Subvention de l'Etat pour les cliniques de l'hôpital de l'île :									
				a. Contribution aux frais des cliniques . II, 284	—	—	170,000	—	—	—	170,000	—	
200,000	—	200,000	—	b. Indemnité pour lits gratuits dans les cliniques II, 284	—	—	15,030	—	—	—	15,030	—	
8,412	50	10,000	—	c. Contribution aux frais de l'institut de radiographie . . . II, 284	—	—	3,000	—	—	—	3,000	—	
3,000	—	3,000	—	d. Amortissement des avances pour constructions . II, 285	9,350	—	51,680	15	—	—	42,330	15	
13,285	55	42,330	—	e. Indemnité pour l'entretien des bâtiments . II, 285	—	—	10,845	20	—	—	10,845	20	
5,595	10	8,219	—	14. Subvention de l'Etat pour la polielinique de l'hôpital « Jenner » . II, 286	—	—	1,500	—	—	—	1,500	—	
1,500	—	1,500	—										
993,310	60	1,065,889	—		121,209	45	1,147,232	40	—	—	1,026,022	95	
C. Ecoles moyennes.													
60,250	—	61,500	—	1. Ecole cantonale de Porrentruy, subvention de l'Etat II, 287	—	—	61,500	—	—	—	61,500	—	
300,932	45	318,518	—	2. Subventions de l'Etat aux gymnases et progymnases II, 288	13,204	75	327,576	55	—	—	314,371	80	
872,505	70	916,727	—	3. Subventions de l'Etat aux écoles secondaires II, 298	11,752	25	922,293	30	—	—	910,541	05	
10,850	—	11,000	—	4. Inspections II, 300	—	—	11,000	—	—	—	11,000	—	
81,420	70	89,925	—	5. Pensions de retraite à des maîtres d'écoles moyennes II, 306	—	—	92,192	35	—	—	92,192	35	
13,893	20	15,700	—	6. Bourses II, 308	4,167	85	19,752	50	—	—	15,584	65	
2,500	—	2,500	—	7. Caisse pour les frais de remplacement des maîtres secondaires, subvention II, 309	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—	
500	—	800	—	8. Subventions pour des voyages d'études de maîtres d'écoles moyennes II, 310	500	—	1,200	—	—	—	700	—	
1,342,852	05	1,416,670	—		29,624	85	1,438,014	70	—	—	1,408,389	85	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
D. Ecoles primaires.													
2,452,832	55	2,500,000	—	1. Contributions aux traitements des maîtres II, 315	116,673	30	2,601,343	60	—	—	2,484,670	30	
152,609	—	152,708	—	2. Subventions extraordinaires à des communes pauvres . . . II, 331	60,000	—	212,284	—	—	—	152,284	—	
96,154	70	104,000	—	3. Pensions de retraite . . . II, 322	37,991	65	135,119	80	—	—	97,128	15	
25,941	65	27,000	—	4. Subventions à des écoles communales supérieures II, 325	—	—	27,933	25	—	—	27,933	25	
14,990	10	15,000	—	5. Subventions à des écoles pour matériel d'enseignement et bibliothèques . II, 330	—	—	16,300	—	—	—	16,300	—	
60,000	—	60,000	—	6. Subventions pour la construction de maisons d'école II, 332	10,000	—	70,000	—	—	—	60,000	—	
254,629	65	299,000	—	7. Ecoles de couture II, 333	187	50	296,698	65	—	—	296,511	15	
3,880	—	4,000	—	8. Gymnastique II, 334	7,259	80	11,859	80	—	—	4,600	—	
63,700	—	64,325	—	9. Inspecteurs d'écoles II, 335	—	—	64,890	90	—	—	64,890	90	
3,928	90	5,000	—	10. Enseignement par sections de classe II, 336	—	—	3,899	05	—	—	3,899	05	
5,710	—	7,000	—	11. Enseignement des travaux manuels II, 338	—	—	5,600	—	—	—	5,600	—	
58,915	15	62,000	—	12. Subventions pour fournitures scolaires II, 340	—	—	59,729	05	—	—	59,729	05	
59,871	70	64,000	—	13. Ecoles complémentaires . . . II, 342	—	—	68,760	05	—	—	68,760	05	
16,822	70	18,000	—	14. Remplacement d'instituteurs malades . II, 357	32,274	90	48,403	50	—	—	16,128	60	
932	25	2,000	—	15. Remplacement des maîtresses de couture malades II, 361	1,289	25	1,933	—	—	—	643	75	
6,733	—	8,700	—	16. Subventions aux établissements spéciaux pour l'éducation des enfants sourds-muets, aveugles, etc. II, 364	—	—	6,083	35	—	—	6,083	35	
3,277,651	35	3,392,733	—		265,676	40	3,630,838	—	—	—	3,365,161	60	
E. Ecoles normales.													
1. Ecole normale allemande des instituteurs:													
A. Section inférieure à Hofwil.													
8,482	87	8,300	—	a. Administration	15	90	9,458	49	—	—	9,442	59	
34,440	74	35,880	—	b. Enseignement	10,204	30	48,845	52	—	—	38,641	22	
23,233	31	27,100	—	c. Nourriture	5,944	78	28,515	90	—	—	22,571	12	
22,488	06	17,000	—	d. Entretien	1,789	75	22,845	02	—	—	21,055	27	
14,890	—	15,640	—	e. Loyer	—	—	15,610	—	—	—	15,610	—	
146	10	100	—	f. Exploitation agricole	925	44	1,287	66	—	—	362	22	
103,388	88	103,820	—	g. Roulement	18,880	17	126,562	59	—	—	107,682	42	
3,150	90	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	904	85	1,161	50	—	—	256	65	
13,887	50	15,000	—	i. Pensions	19,160	—	37	50	19,122	50	—	—	
86,350	48	88,820	—	II, 365	38,945	02	127,761	59	—	—	88,816	57	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
E. Ecoles normales.													
B. Section supérieure à Berne.													
a. Administration :													
412	40	500	—	1. Mobilier, achat et entretien II, 366	—	—	574	65	—	—	574	65	
3,560	80	4,000	—	2. Chauffage, éclairage, etc. II, 368	840	15	5,290	35	—	—	4,450	20	
1,600	—	1,600	—	3. Concierge II, 369	—	—	1,600	—	—	—	1,600	—	
266	75	165	—	4. Frais de bureau . . . II, 370	—	—	236	25	—	—	236	25	
409	20	250	—	5. Bâtiments, entretien . II, 371	—	—	78	90	—	—	78	90	
b. Enseignement :													
38,925	—	40,000	—	1. Traitements II, 372	—	—	42,638	10	—	—	42,638	10	
2,917	60	2,500	—	2. Matériel d'enseignement, biblioth., etc. II, 374	—	—	2,959	55	—	—	2,959	55	
9,415	—	9,415	—	c. Loyer II, 375	—	—	9,415	—	—	—	9,415	—	
47,513	70	50,800	—	d. Bourses II, 376	1,661	—	48,948	90	—	—	47,287	90	
525	—	525	—	e. Indemnités de déplacement . II, 377	—	—	525	—	—	—	525	—	
105,545	45	109,755	—		2,501	15	112,266	70	—	—	109,765	55	
2. Ecole normale de Porrentruy.													
6,614	90	6,730	—	a. Administration	22	—	7,086	80	—	—	7,064	80	
32,280	57	33,450	—	b. Enseignement	1,383	99	35,583	18	—	—	34,199	19	
14,777	23	15,475	—	c. Nourriture	40	20	14,688	75	—	—	14,648	55	
6,607	90	7,225	—	d. Entretien	342	10	6,975	50	—	—	6,633	40	
60,280	60	62,880	—	Roulement	1,788	29	64,334	23	—	—	62,545	94	
1,028	70	—	—	e. Augmentations et diminutions à l'inventaire	139	—	1,372	10	—	—	1,233	10	
7,025	—	5,750	—	f. Pensions	8,237	50	50	—	8,187	50	—	—	
16,000	—	16,000	—	g. Bourses pour les élèves externes . .	—	—	16,000	—	—	—	16,000	—	
70,284	30	73,130	—	II, 378	10,164	79	81,756	33	—	—	71,591	54	
3. Ecole normale d'Hindelbank.													
2,561	47	2,650	—	a. Administration	268	—	2,830	70	—	—	2,562	70	
11,055	25	10,605	—	b. Enseignement	957	50	11,166	89	—	—	10,209	39	
8,957	50	10,000	—	c. Nourriture	8	25	8,304	15	—	—	8,295	90	
5,160	50	4,800	—	d. Entretien	57	05	5,141	56	—	—	5,084	51	
1,640	—	1,730	—	e. Loyer	—	—	1,730	—	—	—	1,730	—	
29,374	72	29,785	—	Roulement	1,290	80	29,173	30	—	—	27,882	50	
1,954	50	—	—	f. Augmentations et diminutions à l'inventaire	847	—	1,225	50	—	—	378	50	
6,635	—	6,635	—	g. Pensions	6,475	—	—	—	6,475	—	—	—	
20,785	22	23,150	—	II, 378	8,612	80	30,398	80	—	—	21,786	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
E. Ecoles normales.													
4. Ecole normale de Delémont.													
4,598	55	4,700	—	a. Administration	—	—	5,072	95	—	—	5,072	95	
6,316	70	6,400	—	b. Enseignement	—	—	6,581	49	—	—	6,581	49	
12,856	25	12,750	—	c. Nourriture	—	—	12,750	—	—	—	12,750	—	
3,495	27	3,800	—	d. Entretien	—	—	3,756	45	—	—	3,756	45	
2,555	—	2,555	—	e. Loyer	—	—	2,555	—	—	—	2,555	—	
29,821	77	30,205	—	Roulement		—	—	30,715	89	—	—	30,715	89
59	50	—	—	f. Augmentations et diminutions à l'inventaire	123	—	—	—	123	—	—	—	—
5,400	—	5,300	—	g. Pensions	5,300	—	—	—	5,300	—	—	—	—
24,362	27	24,905	—	II, 378		5,423	—	30,715	89	—	—	25,292	89
5. Cours de répétition et pensions.													
4,100	—	4,100	—	a. Pensions II, 379	—	—	4,100	—	—	—	4,100	—	—
2,700	—	2,700	—	b. Cours de répétition et de per-	75	—	1,890	—	—	—	1,815	—	—
6,800	—	6,800	—	fectionnement II, 380	75	—	5,990	—	—	—	5,915	—	—
6. Musée scolaire suisse, subvention II, 382													
11,000	—	11,000	—	—		—	—	11,000	—	—	—	11,000	—
11,000	—	11,000	—	—		—	—	11,000	—	—	—	11,000	—
7. Allocation prélevée sur la sub-													
60,000	—	60,000	—	vention scolaire fédérale (VI. J.		60,000	—	—	—	60,000	—	—	—
60,000	—	60,000	—	2. c.) II, 382		60,000	—	—	—	60,000	—	—	—

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
VI. Instruction publique.												
E. Ecoles normales.												
1. Ecole normale allemande des instituteurs :												
86,350	48	88,820	—	A. Section inférieure à Hofwil . .	38,945	02	127,761	59	—	—	88,816	57
105,545	45	109,755	—	B. Section supérieure à Berne . .	2,501	15	112,266	70	—	—	109,765	55
191,895	93	198,575	—		41,446	17	240,028	29	—	—	198,582	12
70,284	30	73,130	—	2. Ecole normale de Porrentruy . . .	10,164	79	81,756	33	—	—	71,591	54
20,785	22	23,150	—	3. Ecole normale d'Hindelbank . . .	8,612	80	30,398	80	—	—	21,786	—
24,362	27	24,905	—	4. Ecole normale de Delémont . . .	5,423	—	30,715	89	—	—	25,292	89
307,327	72	319,760	—		65,646	76	382,899	31	—	—	317,252	55
6,800	—	6,800	—	5. Cours de répétition et pensions . .	75	—	5,990	—	—	—	5,915	—
11,000	—	11,000	—	6. Musée scolaire, subvention	—	—	11,000	—	—	—	11,000	—
60,000	—	60,000	—	7. Allocation prélevée sur la subvention fédérale pour l'école primaire . .	60,000	—	—	—	60,000	—	—	—
265,127	72	277,560	—		125,721	76	399,889	31	—	—	274,167	55
F. Institutions de sourds-muets.												
1. Etablissement de Münchenbuchsee.												
5,015	97	5,100	—	a. Administration	—	—	5,063	—	—	—	5,063	—
12,294	28	12,650	—	b. Enseignement	313	65	12,211	97	—	—	11,898	32
23,399	82	25,000	—	c. Nourriture	673	20	24,874	80	—	—	24,201	60
15,286	85	12,000	—	d. Entretien	200	50	18,623	70	—	—	18,423	20
7,485	—	7,485	—	e. Loyer	—	—	7,485	—	—	—	7,485	—
1,367	77	1,000	—	f. Métiers	6,380	90	5,482	80	898	10	—	—
1,489	50	200	—	g. Exploitation agricole	5,760	75	5,050	85	709	90	—	—
60,624	65	61,435	—	Roulement	13,329	—	78,792	12	—	—	65,463	12
398	95	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	2,351	75	2,813	30	—	—	461	55
15,027	20	14,085	—	i. Pensions	15,653	75	—	—	15,653	75	—	—
45,198	50	47,350	—	II, 383	31,334	50	81,605	42	—	—	50,270	92
2. Etablissement de sourdes-muettes de Wabern.												
10,725	—	10,500	—	Subvention de l'Etat II, 383	—	—	11,100	—	—	—	11,100	—
10,725	—	10,500	—		—	—	11,100	—	—	—	11,100	—
3. Intérêts du fonds de l'institution des sourds-muets II, 383												
2,508	25	2,500	—		2,665	—	—	—	2,665	—	—	—
2,508	25	2,500	—		2,665	—	—	—	2,665	—	—	—

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
VI. Instruction publique.												
F. Institutions de sourds-muets.												
45,198	50	47,350	—	1. Etablissement de Münchenbuchsee . . .	31,334	50	81,605	42	—	—	50,270	92
10,725	—	10,500	—	2. Etablissement de sourdes-muettes de Wabern.	—	—	11,100	—	—	—	11,100	—
2,508	25	2,500	—	3. Intérêts du fonds de l'institution des sourds-muets	2,665	—	—	—	2,665	—	—	—
53,415	25	55,350	—		33,999	50	92,705	42	—	—	58,705	92
G. Encouragements aux beaux-arts.												
15,000	—	15,000	—	1. Musée historique, subvention . II, 384	—	—	15,000	—	—	—	15,000	—
3,000	—	3,000	—	2. Musée des beaux-arts, subvention II, 384	—	—	3,000	—	—	—	3,000	—
3,000	—	3,000	—	3. Musée académique, subvention II, 384	—	—	3,000	—	—	—	3,000	—
4,300	—	4,300	—	4. Ecole de musique, subvention . II, 385	—	—	4,300	—	—	—	4,300	—
1,114	—	1,114	—	5. Glossaire des dialectes de la Suisse, subventions II, 385	—	—	1,114	—	—	—	1,114	—
300	—	300	—	6. Bibliographie de la Suisse, subvention II, 385	—	—	300	—	—	—	300	—
4,400	—	8,500	—	7. Conservation des monuments historiques II, 386	1,000	—	7,626	—	—	—	6,626	—
2,000	—	2,000	—	8. « Bärndütsch », subvention . . II, 387	—	—	2,000	—	—	—	2,000	—
3,000	—	3,000	—	9. Rédaction et impression des Fontes rerum bernensium . . II, 388	—	—	3,000	—	—	—	3,000	—
5,000	—	5,000	—	10. Théâtre de Berne, subvention . II, 389	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—
600	—	600	—	11. Musée alpin, subvention . . . II, 389	—	—	600	—	—	—	600	—
41,714	—	45,814	—		1,000	—	44,940	—	—	—	43,940	—
H. Librairie scolaire.												
1. Matériel d'enseignement.												
298,904	95	270,965	—	a. Provisions en magasin au 1 ^{er} janvier	1,042	95	321,160	55	—	—	320,117	60
151,916	42	166,370	—	b. Frais d'établissement de matériel d'enseignement	—	—	164,316	90	—	—	164,316	90
179,468	45	174,589	—	c. Produit de la vente de matériel d'enseignement	182,707	20	—	—	182,707	20	—	—
588	05	500	—	d. Exemplaires gratuits	—	—	954	—	—	—	954	—
320,117	60	309,627	—	e. Provisions en magasin au 31 décembre	347,150	60	1,238	95	345,911	65	—	—
48,176	63	46,381	—		530,900	75	487,670	40	43,230	35	—	—
2. Frais.												
6,116	65	6,900	—	a. Traitements	—	—	7,649	95	—	—	7,649	95
2,430	90	2,485	—	b. Salaires	—	—	2,586	35	—	—	2,586	35
4,153	77	3,775	—	c. Frais de magasin et de bureau . .	21	85	4,449	12	—	—	4,427	27
2,640	—	1,990	—	d. Loyer	—	—	1,990	—	—	—	1,990	—
1,761	62	900	—	e. Frais de transport et affranchissement	1,564	49	2,537	81	—	—	973	32
5,906	10	6,000	—	f. Intérêts du fonds de roulement . .	—	—	6,435	25	—	—	6,435	25
23,009	04	22,050	—		1,586	34	25,648	48	—	—	24,062	14

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
VI. Instruction publique.												
H. Librairie scolaire.												
3. Emploi du produit.												
3,595	34	3,000	—	a. Feuille officielle scolaire, frais d'édition	—	—	3,904	24	—	—	3,904	24
21,572	25	21,331	—	b. Versement au fonds de réserve . .	—	—	15,263	97	—	—	15,263	97
25,167	59	24,331	—		—	—	19,168	21	—	—	19,168	21
48,176	63	46,381	—	1. Matériel d'enseignement	530,900	75	487,670	40	43,230	35	—	—
23,009	04	22,050	—	2. Frais	1,586	34	25,648	48	—	—	24,062	14
25,167	59	24,331	—	Produit	532,487	09	513,318	88	19,168	21	—	—
25,167	59	24,331	—	3. Emploi du produit	—	—	19,168	21	—	—	19,168	21
—	—	—	—	II, 390	532,487	09	532,487	09	—	—	—	—
J. Subvention fédérale pour l'école primaire.												
387,526	20	387,000	—	1. Subvention de la Confédération II, 391	387,526	20	—	—	387,526	20	—	—
130,000	—	130,000	—	2. Emploi de la subvention:								
38,208	30	38,000	—	a) Caisse d'assurance des institu-	—	—	130,000	—	—	—	130,000	—
60,000	—	60,000	—	teurs, subvention II, 391	—	—	37,991	65	—	—	37,991	65
10,000	—	10,000	—	b) Suppléments de pension à des	—	—	60,000	—	—	—	60,000	—
60,419	05	60,000	—	instituteurs et institutrices retraités . . II, 391	—	—	10,000	—	—	—	10,000	—
88,898	85	89,000	—	c) Allocation destinée à couvrir le surplus de dépenses	—	—	60,000	—	—	—	60,000	—
—	—	—	—	occasionné p. les écoles normales de l'Etat (VI.E.7.) II, 392	—	—	88,934	55	—	—	88,934	55
—	—	—	—	d) Subventions pour constructions de maisons d'école II, 392	—	—	600	—	—	—	600	—
—	—	—	—	e) Subventions aux communes lourdement	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	grevées et à facultés contributives restreintes II, 392	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	f) Subventions aux communes à	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	raison de 80 ct. par élève primaire II, 393	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	g) Subventions en faveur de cours	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	de gymnastique II, 393	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—		387,526	20	387,526	20	—	—	—	—
K. Mesures propres à combattre l'alcoolisme.												
1,500	—	1,500	—	1. Prélèvement sur la dîme de l'alcool II, 394	1,500	—	—	—	1,500	—	—	—
1,500	—	1,500	—	2. Refuges pour enfants, subvention II, 394	—	—	1,500	—	—	—	1,500	—
—	—	—	—		1,500	—	1,500	—	—	—	—	—

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
VI. Instruction publique.													
45,162	40	45,225	—	A. <i>Frais d'administration de la Direction et du Synode</i>		8,203	50	59,181	85	—	—	50,978	35
993,310	60	1,065,889	—	B. <i>Université</i>		121,209	45	1,147,232	40	—	—	1,026,022	95
1,342,852	05	1,416,670	—	C. <i>Ecoles moyennes</i>		29,624	85	1,438,014	70	—	—	1,408,389	85
3,277,651	35	3,392,733	—	D. <i>Instruction primaire</i>		265,676	40	3,630,838	—	—	—	3,365,161	60
265,127	72	277,560	—	E. <i>Ecoles normales</i>		125,721	76	399,889	31	—	—	274,167	55
53,415	25	55,350	—	F. <i>Institutions de sourds-muets</i>		33,999	50	92,705	42	—	—	58,705	92
41,714	—	45,814	—	G. <i>Encouragements aux beaux-arts</i>		1,000	—	44,940	—	—	—	43,940	—
—	—	—	—	H. <i>Librairie scolaire</i>		532,487	09	532,487	09	—	—	—	—
—	—	—	—	J. <i>Subvention fédérale pour l'école primaire</i>		387,526	20	387,526	20	—	—	—	—
—	—	—	—	K. <i>Mesures propres à combattre l'alcoolisme</i>		1,500	—	1,500	—	—	—	—	—
6,019,233	37	6,299,241	—			1,506,948	75	7,734,314	97	—	—	6,227,366	22
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 71,874 78													
VII. Affaires communales.													
A. <i>Frais d'administration de la Direction des affaires communales.</i>													
5,125	—	5,500	—	1. <i>Traitement du secrétaire</i> III, 1		—	—	5,500	—	—	—	5,500	—
3,800	—	3,800	—	2. <i>Traitement de l'employé</i> III, 2		—	—	3,800	—	—	—	3,800	—
2,697	30	2,500	—	3. <i>Frais de bureau</i> III, 4		—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
995	—	995	—	4. <i>Loyers</i> III, 5		—	—	995	—	—	—	995	—
—	—	—	—	5. <i>Loi communale, travaux préparatoires, frais</i> III, 5		—	—	2,033	45	—	—	2,033	45
12,617	30	12,795	—			—	—	14,828	45	—	—	14,828	45
Les dépenses sont supérieures au budget de fr. 2,033.45													
VIII. Assistance publique.													
A. <i>Frais d'administration de la Direction.</i>													
10,625	—	11,000	—	1. <i>Traitements des fonctionnaires</i> III, 6		—	—	11,000	—	—	—	11,000	—
20,800	—	24,400	—	2. <i>Traitements des employés</i> III, 7		1,058	35	21,680	60	—	—	20,622	25
7,016	81	7,000	—	3. <i>Frais de bureau</i> III, 11		—	—	7,014	17	—	—	7,014	17
950	—	950	—	4. <i>Loyers</i> III, 11		—	—	950	—	—	—	950	—
39,391	81	43,350	—			1,058	35	40,644	77	—	—	39,586	42

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VIII. Assistance publique.													
B. Commission et inspecteurs de l'assistance publique.													
296	40	400	—	1. Commission cantonale III, 12	—	—	309	10	—	—	309	10	
10,000	—	6,500	—	2. Inspecteur cantonal et adjoint:	—	—	12,670	20	—	—	12,670	20	
2,525	15	3,200	—	a. Traitements III, 13	—	—	4,929	30	—	—	4,929	30	
17,027	40	18,000	—	b. Frais de bureau et de déplacement III, 192	—	—	17,073	15	—	—	17,073	15	
29,848	95	28,100	—	3. Inspecteurs d'arrondissement . III, 17	—	—	34,981	75	—	—	34,981	75	
C. Assistance des indigents.													
1,145,084	58	1,160,000	—	1. Subventions aux communes:	349	63	1,214,957	88	—	—	1,214,608	25	
388,696	06	410,000	—	a. Subventions pour l'assistance permanente . III, 20	—	—	—	—	—	—	—	—	
				b. Subventions pour l'assistance temporaire III, 23	97	06	406,742	98	—	—	406,645	92	
299,968	40	310,000	—	2. Assistance extérieure:	21,322	20	331,171	18	—	—	309,848	98	
354,987	35	370,000	—	a. Assistance hors du canton . III, 38	36,964	29	406,955	22	—	—	369,990	93	
200,000	—	200,000	—	b. Subventions suivant les §§ 59 et 123 de la loi sur l'assistance publique . III, 58	—	—	200,000	—	—	—	200,000	—	
2,388,736	39	2,450,000	—	3. Subventions extraordinaires aux communes III, 59	58,733	18	2,559,827	26	—	—	2,501,094	08	
D. Hospices régionaux et communaux d'invalides, subventions.													
12,100	—	82,000	—	1. Hospice de l'Oberland à Utzigen III, 60	—	—	12,125	—	—	—	12,125	—	
9,250	—			2. Hospice du Seeland à Worben . III, 60	—	—	9,300	—	—	—	9,300	—	
11,550	—			3. Hospice du Mittelland à Riggisberg III, 60	—	—	11,575	—	—	—	11,575	—	
8,625	—			4. Hospice de la ville de Berne à Kühlewil III, 61	—	—	8,650	—	—	—	8,650	—	
10,550	—			5. Hospice de la Haute-Argovie à Dettenbühl III, 61	—	—	10,700	—	—	—	10,700	—	
11,150	—			6. Hospice de l'Emmenthal à Friesenberg III, 61	—	—	10,525	—	—	—	10,525	—	
6,150	—			7. Hospice du district de Signau à Langnau III, 61	—	—	6,000	—	—	—	6,000	—	
12,200	—			8. Hospices communaux divers . III, 62	—	—	11,675	—	—	—	11,675	—	
81,575	—	82,000	—		—	—	80,550	—	—	—	80,550	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
VIII. Assistance publique.												
E. Maisons d'éducation des districts et privées, subventions.												
2,500	—	2,500	—	1. Orphelinat de Saignelégier . . . III, 63	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
3,500	—	3,500	—	2. Orphelinat de Porrentruy . . . III, 63	—	—	3,500	—	—	—	3,500	—
3,500	—	3,500	—	3. Orphelinat de Courtelary . . . III, 63	—	—	3,500	—	—	—	3,500	—
6,000	—	6,000	—	4. Orphelinats de Delémont . . . III, 64	—	—	6,000	—	—	—	6,000	—
2,500	—	2,500	—	5. Orphelinat de Reconvilier . . . III, 64	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
5,000	—	5,000	—	6. Maison d'éducation d'Oberbipp . III, 64	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—
4,000	—	4,000	—	7. Maison d'éducation d'Enggistein III, 65	—	—	4,000	—	—	—	4,000	—
2,500	—	2,500	—	8. Maison d'éducation du Steinhœlzli III, 65	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
7,000	—	7,000	—	9. Maison pour enfants faibles d'es- prit à Berthoud III, 65	—	—	7,000	—	—	—	7,000	—
—	—	4,670	—	10. Maison pour enfants faibles d'es- prit à Steffisbourg III, 66	—	—	4,670	—	—	—	4,670	—
36,500	—	41,170	—		—	—	41,170	—	—	—	41,170	—
F. Maisons cantonales d'éducation.												
1. Landorf.												
4,352	54	4,000	—	a. Administration	9	55	4,501	90	—	—	4,492	35
4,759	75	5,100	—	b. Enseignement	231	10	5,266	16	—	—	5,035	06
15,136	83	15,185	—	c. Nourriture	794	70	15,950	27	—	—	15,155	57
9,890	58	8,200	—	d. Entretien	2,911	40	14,233	23	—	—	11,321	83
5,170	—	5,330	—	e. Loyers	140	—	5,330	—	—	—	5,190	—
8,400	78	5,500	—	f. Exploitation agricole	24,927	05	17,677	03	7,250	02	—	—
—	—	1,200	—	g. Ameublement de la salle à manger	—	—	—	—	—	—	—	—
30,908	92	33,515	—	Roulement	29,013	80	62,958	59	—	—	33,944	79
1,179	10	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	2,520	70	2,053	40	467	30	—	—
11,215	—	9,715	—	i. Pensions	12,937	50	1,200	—	11,737	50	—	—
20,873	02	23,800	—	III, 67	44,472	—	66,211	99	—	—	21,739	99
2. Aarwangen.												
3,942	70	4,165	—	a. Administration	170	—	4,157	15	—	—	3,987	15
5,112	92	5,400	—	b. Enseignement	—	—	4,767	74	—	—	4,767	74
15,721	48	16,000	—	c. Nourriture	256	85	15,385	82	—	—	15,128	97
10,480	50	9,200	—	d. Entretien	938	50	9,756	75	—	—	8,818	25
4,835	—	4,835	—	e. Loyers	—	—	4,835	—	—	—	4,835	—
4,306	61	5,200	—	f. Exploitation agricole	15,494	88	11,881	21	3,613	67	—	—
35,785	99	34,400	—	Roulement	16,860	23	50,783	67	—	—	33,923	44
1,232	—	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	1,576	30	1,522	50	53	80	—	—
11,205	—	10,800	—	h. Pensions	11,337	50	1,130	—	10,207	50	—	—
25,812	99	23,600	—	III, 67	29,774	03	53,436	17	—	—	23,662	14

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VIII. Assistance publique.													
F. Maisons cantonales d'éducation.													
3. Cerlier.													
3,797	16	4,000	—	a. Administration	7	60	3,756	91	—	—	3,749	31	
3,416	31	4,000	—	b. Enseignement	—	—	3,167	06	—	—	3,167	06	
15,738	55	15,615	—	c. Nourriture	308	60	16,208	71	—	—	15,900	11	
9,795	84	7,000	—	d. Entretien	2,098	50	7,882	25	—	—	5,783	75	
3,785	—	3,785	—	e. Loyers	—	—	3,800	—	—	—	3,800	—	
12,000	85	5,000	—	f. Exploitation agricole	26,271	37	18,005	37	8,266	—	—	—	
24,532	01	29,400	—	Roulement	28,686	07	52,820	30	—	—	24,134	23	
1,787	50	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	1,547	50	1,878	50	—	—	331	—	
9,007	50	8,000	—	h. Pensions	9,437	50	920	—	8,517	50	—	—	
17,312	01	21,400	—	III, 67	39,671	07	55,618	80	—	—	15,947	73	
4. Kehrsatz.													
3,710	25	4,000	—	a. Administration	4	20	4,025	08	—	—	4,020	88	
4,031	71	4,600	—	b. Enseignement	1	05	4,019	73	—	—	4,018	68	
15,851	96	14,500	—	c. Nourriture	657	40	14,944	61	—	—	14,287	21	
6,612	13	6,700	—	d. Entretien	426	50	7,670	69	—	—	7,244	19	
4,660	—	4,660	—	e. Loyers	—	—	4,660	—	—	—	4,660	—	
4,385	25	2,960	—	f. Exploitation agricole	28,051	95	26,310	99	1,740	96	—	—	
30,480	80	31,500	—	Roulement	29,141	10	61,631	10	—	—	32,490	—	
404	20	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	2,061	50	1,764	—	297	50	—	—	
9,385	—	9,000	—	h. Pensions	10,737	50	1,045	—	9,692	50	—	—	
21,500	—	22,500	—	III, 68	41,940	10	64,440	10	—	—	22,500	—	
5. Bretièges.													
3,908	19	4,135	—	a. Administration	9	—	4,249	74	—	—	4,240	74	
4,085	02	4,200	—	b. Enseignement	176	40	4,498	07	—	—	4,321	67	
13,814	57	13,800	—	c. Nourriture	959	60	15,466	19	—	—	14,506	59	
12,597	15	7,800	—	d. Entretien	1,219	90	11,240	55	—	—	10,020	65	
3,765	—	3,765	—	e. Loyer	—	—	3,765	—	—	—	3,765	—	
6,825	95	4,600	—	f. Exploitation agricole	18,122	33	12,602	95	5,519	38	—	—	
31,343	98	29,100	—	Roulement	20,487	23	51,822	50	—	—	31,335	27	
67	—	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	959	50	1,667	40	—	—	707	90	
10,110	—	8,100	—	h. Pensions	12,235	85	1,180	—	11,055	85	—	—	
21,300	98	21,000	—	III, 68	33,682	58	54,669	90	—	—	20,987	32	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.												
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
VIII. Assistance publique.												
F. Maisons cantonales d'éducation.												
6. Sonvilier.												
5,209	21	5,000	—	a. Administration	60	95	5,164	79	—	—	5,103	84
4,451	03	5,200	—	b. Enseignement	100	—	4,114	32	—	—	4,014	32
18,911	40	17,000	—	c. Nourriture	1,151	65	17,631	06	—	—	16,479	41
9,938	77	12,000	—	d. Entretien	3,134	50	9,696	87	—	—	6,562	37
4,385	—	4,385	—	e. Loyer	—	—	4,385	—	—	—	4,385	—
10,127	86	285	—	f. Exploitation agricole	58,783	12	54,260	—	4,523	12	—	—
53,023	27	43,300	—	Roulement	63,230	22	95,252	04	—	—	32,021	82
7,393	05	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	1,525	45	14,555	40	—	—	13,029	95
12,592	50	10,800	—	h. Pensions	13,727	30	1,205	—	12,522	30	—	—
33,037	72	32,500	—	III, 68	78,482	97	111,012	44	—	—	32,529	47
7. Loveresse.												
2,712	25	2,810	—	a. Administration	30	—	3,999	50	—	—	3,969	50
1,945	80	3,300	—	b. Enseignement	33	—	1,958	45	—	—	1,925	45
6,633	40	9,000	—	c. Nourriture	363	90	7,383	60	—	—	7,019	70
3,699	05	4,800	—	d. Entretien	404	80	4,065	40	—	—	3,660	60
2,810	—	2,810	—	e. Loyer	—	—	2,810	—	—	—	2,810	—
1,235	40	820	—	f. Exploitation agricole	6,029	35	5,952	70	76	65	—	—
16,565	10	21,900	—	Roulement	6,861	05	26,169	65	—	—	19,308	60
1,392	—	—	—	g. Augmentations et diminutions à l'inventaire	321	—	1,562	—	—	—	1,241	—
3,470	—	5,400	—	h. Pensions	5,205	—	440	—	4,765	—	—	—
14,487	10	16,500	—	III, 69	12,387	05	28,171	65	—	—	15,784	60
1. Landorf												
20,873	02	23,800	—	2. Aarwangen	44,472	—	66,211	99	—	—	21,739	99
25,812	99	23,600	—	3. Cerlier	29,774	03	53,436	17	—	—	23,662	14
17,312	01	21,400	—	4. Kehrsatz	39,671	07	55,618	80	—	—	15,947	73
21,500	—	22,500	—	5. Breitièges	41,940	10	64,440	10	—	—	22,500	—
21,300	98	21,000	—	6. Sonvilier	33,682	58	54,669	90	—	—	20,987	32
33,037	72	32,500	—	7. Loveresse	78,482	97	111,012	44	—	—	32,529	47
14,487	10	16,500	—		12,387	05	28,171	65	—	—	15,784	60
154,323	82	161,300	—		280,409	80	433,561	05	—	—	153,151	25

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VIII. Assistance publique.													
G. Subventions diverses.													
28,517	25	28,000	—	1. Bourses pour apprentissages . III, 73	935	—	28,906	10	—	—	27,971	10	
26,220	85	31,000	—	2. Assistance de malades étrangers au canton III, 193	5,456	55	30,582	90	—	—	25,126	35	
5,000	—	5,000	—	3. Subventions à des sociétés de secours à l'étranger III, 81	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—	
20,000	—	20,000	—	4. Secours en cas de dommages dûs aux éléments III, 82	—	—	20,000	—	—	—	20,000	—	
79,738	10	84,000	—		6,391	55	84,489	—	—	—	78,097	45	
H. Mesures propres à combattre l'alcoolisme.													
35,950	65	36,000	—	1. Prélèvement sur la dîme de l'alcool III, 83	35,993	75	—	—	35,993	75	—	—	
35,950	65	36,000	—	2. Subventions III, 85	9,449	50	45,443	25	—	—	35,993	75	
—	—	—	—		45,443	25	45,443	25	—	—	—	—	
J. Subventions à des hôpitaux et établissements de charité pour nouvelles constructions et installations.													
93,487	25	—	—	1. Prélèvement sur le fonds de secours pour les hôpitaux et les établissements de charité . . III, 86	45,854	20	—	—	45,854	20	—	—	
93,487	25	—	—	2. Subventions à des hôpitaux et établissements de charité . . III, 87	—	—	45,854	20	—	—	45,854	20	
—	—	—	—		45,854	20	45,854	20	—	—	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
VIII. Assistance publique.													
39,391	81	43,350	—	A. <i>Frais d'administration de la Direction</i> .	1,058	35	40,644	77	—	—	39,586	42	
29,848	95	28,100	—	B. <i>Commission et inspecteurs de l'assistance publique</i>	—	—	34,981	75	—	—	34,981	75	
2,388,736	39	2,450,000	—	C. <i>Assistance des indigents</i>	58,733	18	2,559,827	26	—	—	2,501,094	08	
81,575	—	82,000	—	D. <i>Hospices régionaux d'invalides, subventions</i>	—	—	80,550	—	—	—	80,550	—	
36,500	—	41,170	—	E. <i>Maisons d'éducation des districts et privées, subventions</i>	—	—	41,170	—	—	—	41,170	—	
154,323	82	161,300	—	F. <i>Maisons cantonales d'éducation</i>	280,409	80	433,561	05	—	—	153,151	25	
79,738	10	84,000	—	G. <i>Subventions diverses</i>	6,391	55	84,489	—	—	—	78,097	45	
—	—	—	—	H. <i>Mesures propres à combattre l'alcoolisme</i>	45,443	25	45,443	25	—	—	—	—	
—	—	—	—	J. <i>Subventions à des hôpitaux et établissements de charité pour nouvelles constructions et installations</i>	45,854	20	45,854	20	—	—	—	—	
2,810,114	07	2,889,920	—		437,890	33	3,366,521	28	—	—	2,928,630	95	
Les dépenses dépassent le budget de fr. 38,710. 95													
IX. ^a Economie publique.													
A. Frais d'administration de la Direction.													
5,313	—	5,500	—	1. <i>Traitement du secrétaire</i> III, 88	—	—	5,500	—	—	—	5,500	—	
17,500	—	17,600	—	2. <i>Traitements des employés</i> III, 89	—	—	17,600	—	—	—	17,600	—	
5,466	70	6,000	—	3. <i>Frais de bureau</i> III, 92	—	—	5,148	55	—	—	5,148	55	
2,045	—	2,045	—	4. <i>Loyers</i> III, 93	—	—	2,045	—	—	—	2,045	—	
30,324	70	31,145	—		—	—	30,293	55	—	—	30,293	55	
B. Statistique.													
5,500	—	5,500	—	1. <i>Traitement du chef de bureau</i> III, 94	—	—	5,500	—	—	—	5,500	—	
6,800	—	6,800	—	2. <i>Traitements des employés</i> III, 95	—	—	6,800	—	—	—	6,800	—	
4,499	82	5,000	—	3. <i>Frais de bureau et d'impression</i> III, 97	543	15	6,295	02	—	—	5,751	87	
—	—	—	—	4. <i>Exposition nationale suisse, frais de participation</i> III, 97	8	—	1,005	40	—	—	997	40	
1,994	—	—	—	(Statistique de l'industrie laitière)									
18,793	82	17,300	—		551	15	19,600	42	—	—	19,049	27	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^a Economie publique.													
C. Commerce et industrie.													
10,861	15	11,000	—	1. Encouragements au commerce et à l'industrie en général III, 99	5,730	—	16,191	40	—	—	10,461	40	
13,245	—	14,500	—	2. Bourses III, 103	10,693	50	24,913	50	—	—	14,220	—	
216,419	—	230,000	—	3. Ecoles professionnelles et industrielles III, 107	246,780	—	480,703	—	—	—	233,923	—	
18,000	—	18,000	—	4. Conservatoire des arts et métiers III, 109	17,991	—	36,991	—	—	—	19,000	—	
9,375	—	8,000	—	5. Chambre du commerce et de l'industrie:	—	—	8,000	—	—	—	8,000	—	
963	40	1,500	—	a. Traitements des fonctionnaires III, 110	—	—	—	—	—	—	—	—	
6,004	07	5,500	—	b. Indemnités de séance et de route III, 111	275	—	1,344	10	—	—	1,069	10	
4,560	—	4,920	—	c. Frais de bureau et de déplacement, publications III, 113	—	—	4,969	96	—	—	4,969	96	
1,540	—	1,540	—	d. Traitements des employés III, 114	—	—	5,065	—	—	—	5,065	—	
7,500	—	7,625	—	e. Loyer III, 115	—	—	1,540	—	—	—	1,540	—	
25,000	—	25,000	—	6. Enseignement de l'économie domestique III, 116	13,207	—	20,787	—	—	—	7,580	—	
45,838	48	42,000	—	7. Sociétés de développement, subventions III, 118	—	—	25,000	—	—	—	25,000	—	
—	—	1,500	—	8. Apprentissages III, 122	13,761	90	63,025	51	—	—	49,263	61	
100,000	—	100,000	—	9. Loi sur la protection des ouvrières, inspection III, 125	—	—	1,784	95	—	—	1,784	95	
—	—	—	—	10. Exposition nationale suisse, subvention, quatrième versement III, 126	—	—	100,000	—	—	—	100,000	—	
—	—	—	—	11. Association « Pro Sempione », subvention III, 118	—	—	2,000	—	—	—	2,000	—	
459,307	10	471,085	—		308,438	40	792,315	42	—	—	483,877	02	
D. Technicum de Berthoud.													
89,256	—	92,000	—	1. Enseignement:									
6,654	22	6,800	—	a. Traitements des professeurs	315	—	90,838	—	—	—	90,523	—	
830	10	900	—	b. Matériel d'enseignement	320	—	7,788	64	—	—	7,468	64	
3,890	20	4,000	—	2. Administration:									
8,923	89	9,400	—	a. Commission de surveillance et d'examen	—	—	779	10	—	—	779	10	
2,628	30	2,900	—	b. Frais de bureau et de déplacement	18	60	4,177	62	—	—	4,159	02	
112,182	71	116,000	—	c. Chauffage, éclairage et nettoyage .	—	—	11,112	60	—	—	11,112	60	
17,351	—	14,800	—	d. Concierge	—	—	2,718	80	—	—	2,718	80	
19,154	57	20,575	—	Roulement	653	60	117,414	76	—	—	116,761	16	
37,353	—	39,475	—	3. Ecolages	18,988	—	—	—	18,988	—	—	—	
3,800	—	4,000	—	4. Subvention de la ville de Berthoud . .	19,655	05	—	—	19,655	05	—	—	
15	—	—	—	5. Subvention de la Confédération	39,461	—	653	—	38,808	—	—	—	
42,109	14	45,150	—	6. Bourses	—	—	3,975	—	—	—	3,975	—	
—	—	—	—	7. Produit du pré III, 127	—	—	—	—	—	—	—	—	
					78,757	65	122,042	76	—	—	43,285	11	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^a Economie publique.													
E. Technicum de Bienne.													
a. Technicum.													
1. Enseignement:													
122,410	75	127,690	—	a. Traitements des professeurs . .	—	—	125,775	—	—	—	125,775	—	
14,688	68	22,500	—	b. Matériel d'enseignement . . .	227	85	19,881	45	—	—	19,653	60	
2. Administration:													
1,635	60	1,600	—	a. Commission de surveillance et d'examen .	—	—	1,722	80	—	—	1,722	80	
2,520	—	2,520	—	b. Traitements	—	—	2,520	—	—	—	2,520	—	
5,302	40	6,900	—	c. Frais de bureau et de déplacement	1,243	85	6,511	65	—	—	5,267	80	
10,170	40	9,870	—	d. Chauffage, éclairage et nettoyage	—	—	8,689	50	—	—	8,689	50	
3,700	—	3,700	—	e. Concierges	—	—	3,700	—	—	—	3,700	—	
474	80	900	—	3. Bureau d'observation	1,291	65	1,679	25	—	—	387	60	
160,902	63	175,680	—	Roulement	2,763	35	170,479	65	—	—	167,716	30	
19,473	—	20,000	—	4. Ecolages	18,070	—	—	—	18,070	—	—	—	
7,624	50	6,000	—	5. Produit des travaux des élèves .	10,235	—	467	60	9,767	40	—	—	
490	—	500	—	6. Recettes diverses	740	—	—	—	740	—	—	—	
1,168	95	1,500	—	7. Intérêts des capitaux	1,651	—	200	—	1,451	—	—	—	
31,552	90	32,840	—	8. Subvention de la ville de Bienne .	29,309	65	—	—	29,309	65	—	—	
37,792	—	49,760	—	9. Subvention de la Confédération .	49,759	—	—	—	49,759	—	—	—	
875	—	1,500	—	10. Bourses	—	—	700	—	—	—	700	—	
63,676	28	66,580	—		112,528	—	171,847	25	—	—	59,319	25	
b. Ecole des chemins de fer:													
1. Enseignement:													
24,673	—	24,775	—	a. Traitements des professeurs . .	—	—	24,604	—	—	—	24,604	—	
715	55	510	—	b. Matériel d'enseignement . . .	—	—	446	20	—	—	446	20	
2. Administration:													
120	—	120	—	a. Commission de surveillance et d'examen .	—	—	30	20	—	—	30	20	
890	—	890	—	b. Traitements	—	—	890	—	—	—	890	—	
1,059	75	1,300	—	c. Frais de bureau et de déplacement	—	—	1,085	—	—	—	1,085	—	
1,441	85	1,600	—	d. Chauffage, éclairage et nettoyage	—	—	1,448	—	—	—	1,448	—	
600	—	600	—	e. Concierges	—	—	600	—	—	—	600	—	
29,500	15	29,795	—	Roulement	—	—	29,103	40	—	—	29,103	40	
1,125	—	1,000	—	4. Ecolages	1,300	—	—	—	1,300	—	—	—	
6,305	60	6,410	—	5. Subvention de la ville de Bienne .	6,178	55	—	—	6,178	55	—	—	
9,458	40	9,615	—	6. Subvention des chemins de fer fédéraux	9,267	80	—	—	9,267	80	—	—	
675	—	1,000	—	7. Bourses	—	—	525	—	—	—	525	—	
13,286	15	13,770	—		16,746	35	29,628	40	—	—	12,882	05	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^a Economie publique.													
E. Technicum de Bienne.													
c. Ecole des postes.													
1. Enseignement:													
16,174	—	17,290	—	a. Traitements des professeurs . . .	—	—	13,795	—	—	—	13,795	—	
273	20	420	—	b Matériel d'enseignement . . .	—	—	124	60	—	—	124	60	
2. Administration:													
127	50	120	—	a. Commission de surveillance et experts	—	—	79	10	—	—	79	10	
890	—	890	—	b. Traitements	—	—	890	—	—	—	890	—	
881	—	1,300	—	c. Frais de bureau et de déplacement . . .	—	—	1,085	—	—	—	1,085	—	
1,673	—	1,600	—	d. Chauffage, éclairage et nettoyage . . .	—	—	1,448	—	—	—	1,448	—	
600	—	600	—	e. Concierges	—	—	600	—	—	—	600	—	
20,618	70	22,220	—	Roulement	—	—	18,021	70	—	—	18,021	70	
2,172	—	2,500	—	3. Ecolages	2,281	—	—	—	2,281	—	—	—	
4,032	60	4,393	—	4. Subvention de la ville de Bienne . . .	3,436	80	—	—	3,436	80	—	—	
6,349	—	6,857	—	5. Subvention de la Confédération . . .	5,430	25	—	—	5,430	25	—	—	
600	—	800	—	6. Bourses	—	—	550	—	—	—	550	—	
8,665	10	9,270	—		11,148	05	18,571	70	—	—	7,423	65	
III, 128													
63,676	28	66,580	—	a. Technicum	112,528	—	171,847	25	—	—	59,319	25	
13,286	15	13,770	—	b. Ecole des chemins de fer	16,746	35	29,628	40	—	—	12,882	05	
8,665	10	9,270	—	c. Ecole des postes	11,148	05	18,571	70	—	—	7,423	65	
85,627	53	89,620	—		140,422	40	220,047	35	—	—	79,624	95	
F. Poids et mesures.													
1,500	—	1,500	—	1. Traitement de l'inspecteur . . . III, 129	—	—	1,500	—	—	—	1,500	—	
689	79	1,000	—	2. Frais de bureau et de déplacement III, 130	—	—	809	55	—	—	809	55	
5,014	95	6,000	—	3. Frais d'inspection III, 131	—	—	6,420	50	—	—	6,420	50	
813	60	1,000	—	4. Poids, mesures, appareils . . . III, 132	—	—	1,581	20	—	—	1,581	20	
1,400	—	1,000	—	5. Loyer III, 132	—	—	1,000	—	—	—	1,000	—	
9,418	34	10,500	—		—	—	11,311	25	—	—	11,311	25	
G. Police des denrées alimentaires.													
1. Laboratoire du chimiste cantonal:													
6,000	—	7,000	—	a. Traitement du chimiste cantonal III, 133	—	—	7,000	—	—	—	7,000	—	
14,400	—	14,850	—	b. Traitements des assistants, du commis et du concierge . . . III, 134	—	—	14,965	—	—	—	14,965	—	
4,375	—	4,375	—	c. Loyer III, 135	—	—	4,375	—	—	—	4,375	—	
4,186	40	5,000	—	d. Articles chimiques, écrits, éclairage, etc. III, 137	—	—	4,070	86	—	—	4,070	86	
—	—	500	—	e. Analyses bactériologiques	—	—	—	—	—	—	—	—	
6,325	70	5,000	—	f. Recettes des analyses . . . III, 141	8,937	15	702	60	8,234	55	—	—	
22,635	70	26,725	—	A reporter	8,937	15	31,113	46	—	—	22,176	31	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.									
IX. ^a Economie publique.									
G. Police des denrées alimentaires.									
22,635	70	26,725	—	A reporter		8,937	15	31,113	46
11,820	—	14,750	—	2. Inspections :		—	—	16,050	—
8,461	63	12,000	—	a. Traitements des experts . . . III, 145		—	—	11,987	09
480	—	1,500	—	b. Frais de bureau et de déplacement III, 147		—	—	280	—
271	—	925	—	c. Cours d'instruction III, 148		2	—	468	—
18,401	95	25,300	—	3. Frais de bureau et d'impression III, 149		21,159	60	—	—
25,266	38	30,600	—	4. Subvention de la Confédération III, 150		30,098	75	59,898	55
H. Mesures propres à combattre l'alcoolisme.									
44,000	—	42,000	—	1. Prélèvement sur la dîme de l'alcool III, 151		55,500	—	55,500	—
20,283	75	42,000	—	2. Mesures propres à combattre l'alcoolisme en général III, 152		—	—	26,461	30
6,704	65			3. Cours de cuisine et de travaux de ménage III, 155		35,013	—	44,686	20
1,500	—			4. Subventions pour les cuisines populaires, cafés de tempérance, etc. III, 156		—	—	1,000	—
5,801	60			5. Subventions pour les asiles d'alcoolisés et pour le placement d'indigents adonnés à l'ivrognerie III, 157		—	—	6,115	50
3,660	—			6. Réserve pour la fondation d'un asile de buveurs dans le Jura III, 158		—	—	6,000	—
6,050	—			7. Primes à des aubergistes ne débitant pas d'eau-de-vie ordinaire III, 159		—	—	6,250	—
J. Police du feu.									
6,755	70	7,000	—	1. Police du feu III, 160		25	—	8,264	45
1,744	95	2,000	—	2. Inspection du matériel d'incendie III, 162		—	—	1,859	45
8,500	65	9,000	—			25	—	10,123	90
A. Frais d'administration de la Direction .									
30,324	70	31,145	—	B. Statistique		—	—	30,293	55
18,793	82	17,300	—	C. Commerce et industrie		551	15	19,600	42
459,307	10	471,085	—	D. Technicum de Berthoud		308,438	40	792,315	42
42,109	14	45,150	—	E. Technicum de Bienne		78,757	65	122,042	76
85,627	53	89,620	—	F. Poids et mesures		140,422	40	220,047	35
9,418	34	10,500	—	G. Police des denrées alimentaires		—	—	11,311	25
25,266	38	30,600	—	H. Mesures propres à combattre l'alcoolisme		30,098	75	59,898	55
8,500	65	9,000	—	J. Police du feu		90,513	—	90,513	—
679,347	66	704,400	—			25	—	10,123	90
Les dépenses excèdent le budget de . . fr. 2,939.85									
						648,806	35	1,356,146	20
								707,339	85

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^b Service sanitaire.													
A. Frais d'administration.													
5,165	45	5,800	—	1. Collège de santé, examens et inspections III, 165	910	50	6,354	55	—	—	5,444	05	
3,200	—	3,400	—	2. Traitement de l'employé III, 167	—	—	3,400	—	—	—	3,400	—	
1,602	18	1,600	—	3. Frais de bureau III, 169	—	—	1,600	—	—	—	1,600	—	
400	—	400	—	4. Loyers III, 170	—	—	400	—	—	—	400	—	
10,367	63	11,200	—		910	50	11,754	55	—	—	10,844	05	
B. Service sanitaire en général.													
12,270	20	8,000	—	1. Frais généraux III, 172	17,871	80	23,903	95	—	—	6,032	15	
1,336	95	3,500	—	2. Vaccinations III, 174	—	—	1,092	55	—	—	1,092	55	
350	—	350	—	3. Indemnités à des médecins III, 176	—	—	350	—	—	—	350	—	
153,160	35	177,750	—	4. Subventions aux hôpitaux de district III, 179	45,211	65	200,750	—	—	—	155,538	35	
17,000	—	17,000	—	5. Subventions aux établissements sanitaires spéciaux III, 181	—	—	17,000	—	—	—	17,000	—	
56,276	—	60,000	—	6. Subvention à l'hôpital de l'Ile III, 181	—	—	53,892	—	—	—	53,892	—	
280,000	—	280,000	—	7. Extension du service public des aliénés III, 182	—	—	280,000	—	—	—	280,000	—	
60,000	—	60,000	—	8. Mesures propres à prévenir et combattre la tuberculose III, 183	10,471	80	70,471	80	—	—	60,000	—	
580,393	50	606,600	—		73,555	25	647,460	30	—	—	573,905	05	
C. Maternité.													
25,269	09	26,430	—	1. Administration	1,081	50	27,746	59	—	—	26,665	09	
11,465	52	6,000	—	2. Enseignement	4,075	15	18,971	03	—	—	14,895	88	
66,342	11	67,000	—	3. Nourriture	2,038	75	66,915	67	—	—	64,876	92	
52,407	72	50,000	—	4. Entretien	22,292	75	71,695	25	—	—	49,402	50	
2,158	20	2,000	—	5. Polyclinique gynécologique	—	—	2,490	15	—	—	2,490	15	
26,940	—	30,120	—	6. Loyer	—	—	30,120	—	—	—	30,120	—	
184,582	64	181,550	—	Roulement	29,488	15	217,938	69	—	—	188,450	54	
29,644	20	21,000	—	7. Pensions des femmes en traitement	29,826	35	—	—	29,826	35	—	—	
8,100	—	7,500	—	8. Pensions des élèves sages-femmes	8,400	—	817	—	7,583	—	—	—	
2,533	90	2,800	—	9. Pensions des élèves gardes-malades	2,250	—	—	—	2,250	—	—	—	
10,324	65	—	—	10. Augmentations et diminutions à l'inventaire III, 184	361	60	19,103	90	—	—	18,742	30	
154,629	19	150,250	—		70,326	10	237,859	59	—	—	167,533	49	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^b Service sanitaire.													
D. Cours d'instruction des sages-femmes.													
76	25	2,500	—	1. Indemnités de subsistance et de déplacement III, 185	—	—	1,957	90	—	—	1,957	90	
187	—	300	—	2. Désinfectants, subventions. . . III, 186	—	—	162	—	—	—	162	—	
263	25	2,800	—		—	—	2,119	90	—	—	2,119	90	
E. Asile d'aliénés de la Waldau.													
127,421	27	132,520	—	1. Administration	11,255	75	154,008	49	—	—	142,752	74	
2,563	47	2,700	—	2. Enseignement et culte	17	—	2,827	39	—	—	2,810	39	
290,446	83	278,500	—	3. Nourriture	22,950	75	319,702	95	—	—	296,752	20	
146,662	06	144,200	—	4. Entretien	131,380	90	347,532	73	—	—	216,151	83	
56,600	—	56,515	—	5. Loyers	2,200	90	58,700	—	—	—	56,499	10	
20,057	69	12,500	—	6. Industries	58,699	70	42,256	85	16,442	85	—	—	
29,904	44	10,250	—	7. Exploitation agricole	99,662	10	94,468	88	5,193	22	—	—	
573,731	50	591,685	—	Roulement	326,167	10	1,019,497	29	—	—	693,330	19	
21,745	90	—	—	8. Augmentations et diminutions à l'inventaire	5,265	10	129,029	60	—	—	123,764	50	
413,410	70	398,000	—	9. Pensions	444,375	30	8,890	80	435,484	50	—	—	
32,685	—	32,685	—	10. Subvention du fonds de la Waldau . .	32,685	—	—	—	32,685	—	—	—	
				11. Subvention du fonds pour l'extension du service public des aliénés	170,318	90	—	—	170,318	90	—	—	
149,381	70	161,000	—	III, 188	978,811	40	1,157,417	69	—	—	178,606	29	
F. Asile d'aliénés de Münsingen.													
134,843	80	144,000	—	1. Administration	22,742	70	158,100	10	—	—	135,357	40	
2,395	90	2,000	—	2. Enseignement et culte	224	60	2,657	10	—	—	2,432	50	
288,898	65	288,000	—	3. Nourriture	38,305	30	323,464	35	—	—	285,159	05	
144,150	25	134,000	—	4. Entretien	18,182	90	183,130	30	—	—	164,947	40	
116,782	70	117,140	—	5. Loyer	745	—	117,274	—	—	—	116,529	—	
18,980	60	17,540	—	6. Industries	135,250	25	116,979	50	18,270	75	—	—	
27,104	35	20,600	—	7. Exploitation agricole	150,222	90	124,592	70	25,630	20	—	—	
640,986	35	647,000	—	Roulement	365,673	65	1,026,198	05	—	—	660,524	40	
9,877	60	—	—	8. Augmentations et diminutions à l'inventaire	31,903	30	28,757	70	3,145	60	—	—	
354,038	30	345,000	—	9. Pensions	378,035	90	21,450	85	356,585	05	—	—	
296,825	65	302,000	—	III, 189	775,612	85	1,076,406	60	—	—	300,793	75	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
IX. ^b Service sanitaire.													
G. Asile d'aliénés de Bellelay.													
57,336	51	54,780	—	1. Administration	189	75	58,850	61	—	—	58,660	86	
1,526	58	1,700	—	2. Enseignement et culte	31	70	1,689	74	—	—	1,658	04	
120,192	64	111,000	—	3. Nourriture	24,459	50	146,777	78	—	—	122,318	28	
54,064	73	56,000	—	4. Entretien	8,580	63	68,950	93	—	—	60,370	30	
24,008	50	24,020	—	5. Loyer	1,312	50	25,361	75	—	—	24,049	25	
10,347	41	5,000	—	6. Industries	37,655	26	26,751	52	10,903	74	—	—	
20,424	39	3,000	—	7. Exploitation agricole	112,250	50	96,707	11	15,543	39	—	—	
226,357	16	239,500	—	Roulement	184,479	84	425,089	44	—	—	240,609	60	
8,909	45	—	—	8. Augmentations et diminutions à l'inventaire	12,202	25	12,691	10	—	—	488	85	
127,165	70	125,000	—	9. Pensions	127,755	50	1,121	80	126,633	70	—	—	
108,100	91	114,500	—	III. 190	324,437	59	438,902	34	—	—	114,464	75	
10,367	63	11,200	—	A. Frais d'administration	910	50	11,754	55	—	—	10,844	05	
580,393	50	606,600	—	B. Service sanitaire en général	73,555	25	647,460	30	—	—	573,905	05	
154,629	19	150,250	—	C. Maternité	70,326	10	237,859	59	—	—	167,533	49	
263	25	2,800	—	D. Cours d'instruction des sages-femmes	—	—	2,119	90	—	—	2,119	90	
149,381	70	161,000	—	E. Asile d'aliénés de la Waldau	978,811	40	1,157,417	69	—	—	178,606	29	
296,825	65	302,000	—	F. Asile d'aliénés de Münsingen	775,612	85	1,076,406	60	—	—	300,793	75	
108,100	91	114,500	—	G. Asile d'aliénés de Bellelay	324,437	59	438,902	34	—	—	114,464	75	
1,299,961	83	1,348,350	—		2,223,653	69	3,571,920	97	—	—	1,348,267	28	
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 82.72													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTÉ DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
X. Travaux publics et chemins de fer.													
A. Frais d'administration de la Direction.													
19,916	70	26,500	—	1. Traitements des fonctionnaires IV, 1	—	—	24,500	—	—	—	24,500	—	
17,300	—	26,200	—	2. Traitements des employés . . IV, 2	5,856	—	29,070	—	—	—	23,214	—	
15,981	50	13,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement IV, 8	41	90	12,941	70	—	—	12,899	80	
3,380	—	3,880	—	4. Loyers IV, 9	—	—	3,880	—	—	—	3,880	—	
56,578	20	69,580	—		5,897	90	70,391	70	—	—	64,493	80	
B. Service des arrondissements.													
23,925	90	19,500	—	1. Traitements des ingénieurs d'arrondissement . IV, 10	—	—	19,778	50	—	—	19,778	50	
16,197	—	21,200	—	2. Traitements des employés . . IV, 11	—	—	19,039	—	—	—	19,039	—	
11,789	21	13,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement IV, 400	—	—	15,917	72	—	—	15,917	72	
2,372	50	1,600	—	4. Loyers IV, 17	—	—	1,585	—	—	—	1,585	—	
54,284	61	55,300	—		—	—	56,320	22	—	—	56,320	22	
C. Entretien des bâtiments de l'Etat.													
170,000	25	175,000	—	1. Bâtiments de l'administration . IV, 42	1,114	—	176,158	95	—	—	175,044	95	
75,000	55	80,000	—	2. Bâtiments curiaux IV, 61	463	80	80,424	80	—	—	79,961	—	
5,204	10	7,000	—	3. Eglises IV, 66	—	—	2,920	55	—	—	2,920	55	
2,725	20	1,000	—	4. Places publiques IV, 68	150	—	1,018	50	—	—	868	50	
25,010	40	25,000	—	5. Bâtiments d'exploitation rurale. IV, 72	—	—	25,000	65	—	—	25,000	65	
—	—	—	—	6. Rachat de l'entretien de bâtiments curiaux . IV, 75	—	—	26,500	—	—	—	26,500	—	
277,940	50	288,000	—		1,727	80	312,023	45	—	—	310,295	65	
D. Constructions nouvelles de bâtiments.													
279,982	95	250,000	—	1. Constructions diverses :									
				1. Travaux préliminaires et surveillance . IV, 77	—	—	44,169	05	—	—	44,169	05	
				2. Berne, Maternité, agrandissement . IV, 79	—	—	31,000	95	—	—	31,000	95	
				3. St-Jean, maison de travail, nouveau bâtiment d'administration IV, 81	19,850	50	49,548	40	—	—	29,697	90	
				4. Berne, jardin botanique, galerie IV, 83	—	—	6,244	20	—	—	6,244	20	
				5. Berthoud, technicum, agrandissement IV, 116	50	—	137,045	95	—	—	136,995	95	
				6. Berne, ancien secrétariat de préfecture, logement en mansarde . IV, 85	—	—	6,806	05	—	—	6,806	05	
				7. Hofwil, école normale, remise IV, 86	—	—	677	95	—	—	677	95	
				8. Rütli, école de laiterie, porcherie IV, 86	11	—	1,068	40	—	—	1,057	40	
				9. Rütli, école de laiterie, fromagerie, dallage IV, 87	—	—	1,343	10	—	—	1,343	10	
				10. Rütli, école de laiterie, haute cheminée . IV, 87	—	—	216	50	—	—	216	50	
279,982	95	250,000	—	A reporter	19,911	50	278,120	55	—	—	258,209	05	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
X. Travaux publics et chemins de fer.												
D. Constructions nouvelles de bâtiments.												
279,982	95	250,000	—	Report	19,911	50	278,120	55	—	—	258,209	05
				11. Corgémont, cure allemande, bûcher IV, 88	—	—	1,472	50	—	—	1,472	50
				12. Porrentruy, école normale, salle de dessin IV, 88	—	—	267	15	—	—	267	15
				13. Laufon, préfecture, nouveau bâtiment . IV, 89	—	—	379	85	—	—	379	85
				14. Sonvilier, maison d'éducation, installations IV, 90	—	—	3,945	55	—	—	3,945	55
				15. Schlosswil, château, éclairage électrique IV, 91	—	—	125	60	—	—	125	60
				16. Berne, ancien secrétariat de préfecture, latrines IV, 91	—	—	34	90	—	—	34	90
				17. Berne, Hôtel de Ville, archives IV, 104	—	—	10,171	80	—	—	10,171	80
				18. Aarwangen, château, mansarde . . IV, 92	—	—	747	45	—	—	747	45
				19. Hofwil, école normale, conduite d'eau . IV, 93	—	—	1,746	60	—	—	1,746	60
				20. Sonvilier, maison d'éducation, bâtiment d'exploitation rurale IV, 94	86,466	60	87,362	10	—	—	895	50
				21. Berne, institut de chimie inorganique, places de laboratoire IV, 95	—	—	1,192	50	—	—	1,192	50
				22. Berne, institut de chimie inorganique, local pour les acides IV, 95	—	—	889	50	—	—	889	50
				23. Kehrsatz, maison d'éducation, fosse à purin IV, 96	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
				24. Berne, Maternité, mur de soutènement IV, 97	—	—	2,251	20	—	—	2,251	20
				25. Wimmis, château, bureaux . IV, 98	—	—	3,724	95	—	—	3,724	95
				26. Münsingen, asile d'aliénés, logement du directeur . . . IV, 99	—	—	148	60	—	—	148	60
				27. Berne, institut d'anatomie, égouts IV, 100	—	—	6,366	90	—	—	6,366	90
				28. Berne, cantine, passe-plat . IV, 100	—	—	3,127	55	—	—	3,127	55
				29. Trachselwald, maison disciplinaire, porcherie IV, 101	—	—	220	—	—	—	220	—
				30. Porrentruy, école normale, chauffage central IV, 101	70	—	—	—	70	—	—	—
				31. Berne, préfecture, bureaux et logement du chauffeur . . . IV, 102	—	—	6,235	65	—	—	6,235	65
				32. Adelboden, cure, clôture . . IV, 103	145	—	908	30	—	—	763	30
				33. Berne, école normale, halle de gymnastique IV, 103	—	—	188	15	—	—	188	15
				34. Berne, Université, salle d'escrime . . IV, 104	—	—	263	65	—	—	263	65
				35. Rütli, école de laiterie, chaudière IV, 105	—	—	1,618	70	—	—	1,618	70
				36. Hofwil, école normale, serre à légumes . IV, 105	—	—	650	—	—	—	650	—
				37. Grindelwald, cure, galeries . IV, 106	—	—	500	—	—	—	500	—
				38. Rütli, école de laiterie, ringoir IV, 106	—	—	11	90	—	—	11	90
				39. Berne, ancienne poste, passage IV, 106	—	—	674	95	—	—	674	95
				40. Berne, arsenal, autogarage . IV, 107	44	35	735	05	—	—	690	70
				41. Berne, observatoire, chauffage central . IV, 107	4	—	105	—	—	—	101	—
				42. Porrentruy, école cantonale, serre IV, 108	5,300	—	8,500	—	—	—	3,200	—
279,982	95	250,000	—	43. Avances pour constructions . IV, 108	111,941	45	425,186	60	—	—	313,245	15
—	—	—	—		63,245	15	—	—	63,245	15	—	—
279,982	95	250,000	—	A reporter	175,186	60	425,186	60	—	—	250,000	—

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.											
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
				Administration Courante.							
				X. Travaux publics et chemins de fer.							
				D. Constructions nouvelles de bâtiments.							
279,982	95	250,000	—	Report		175,186	60	425,186	60	—	250,000
—	—	50,000	—	2. Schwand, école agricole et menagère, amortissement . . IV, 118		—	—	50,000	—	—	50,000
				Asiles d'aliénés (fonds pour l'extension du service public des aliénés:)							
				3. Waldau, agrandissement . . IV, 128		255,958	40	255,958	40	—	—
				4. Münsingen, agrandissement . IV, 122		1,052	50	1,052	50	—	—
				5. Münsingen, cuisine de la porcherie, chaudière IV, 122		2,000	—	2,000	—	—	—
273,181	20	300,000	—	6. Waldau, égouts IV, 123		227,657	90	227,657	90	—	—
273,181	20	300,000	—	7. „ jardin et abords . . IV, 124		32,754	75	32,754	75	—	—
				8. „ cuisine IV, 126		88	75	88	75	—	—
				9. „ serre à légumes . . IV, 127		8,810	30	8,810	30	—	—
279,982	95	300,000	—	703,509 20 1,003,509 20						—	300,000
				E. Entretien des ponts et chaussées.							
569,442	10	580,000	—	1. Traitements des cantonniers . IV, 136		98	—	577,694	30	—	577,596 30
500,035	16	500,000	—	2. Entretien des routes . . . IV, 218		27,050	50	531,594	60	—	504,544 10
165,694	75	100,000	—	3. Travaux de réfection et digues IV, 236		—	—	138,208	25	—	138,208 25
19,918	71	15,000	—	4. Frais divers IV, 247		1,325	40	21,394	65	—	20,069 25
22,206	—	—	—	(Produit de la vente de parcelles et de l'herbe du bord des routes.)							
1,232,884	72	1,195,000	—	28,473 90 1,268,891 80						—	1,240,417 90
				F. Constructions nouvelles de ponts et chaussées.							
224,901	46	260,000	—	1. Constructions diverses:							
				1. Route de Beatenberg entre la gare et l'église IV, 248		—	—	2,935	—	—	2,935
				2. Route de Berne à Aarberg, pont de Halen . IV, 249		—	—	37,700	—	—	37,700
				3. Route de Niedergoldbach à Ranflüh, pont de Farbschachen . IV, 250		—	—	3,679	55	—	3,679 55
				4. Adelboden, route du village . IV, 250		—	—	1,915	—	—	1,915
				5. Berne, pont du Kirchenfeld . IV, 251		—	—	15,800	—	—	15,800
				6. Route de Busswil à Worben, route et pont IV, 252		—	—	1,622	15	—	1,622 15
				7. Route de St-Imier à Pontins IV, 252		—	—	8,800	—	—	8,800
				8. Route de Porrentruy à Delle, à Courchavon IV, 253		280	—	2,500	—	—	2,220
				9. Route de Röschenetz à Metzerlen IV, 253		—	—	12,015	—	—	12,015
				10. Route de Cerlier à St-Jean . IV, 254		—	—	5,800	45	—	5,800 45
				11. Route de Grünen à Sumiswald, canalisation IV, 254		—	—	51	45	—	51 45
				12. Route de Heimiswil à Lueg . IV, 255		—	—	8,013	90	—	8,013 90
				13. Route de Wynigen à Leumberg IV, 255		—	—	2,285	85	—	2,285 85
				14. Route de Zweilütschinen à Grindelwald . . IV, 256		—	—	323	—	—	323
				15. Route de Gessenay à Gstaad, canalisation . IV, 256		—	—	2,255	—	—	2,255
				16. Route de Steffisbourg à Schwarzenegg IV, 257		—	—	19,989	50	—	19,989 50
				17. Route de Münsingen à Dornhalde, canalisation IV, 257		—	—	600	—	—	600
				18. Courrendlin, croisée de la route de Moutier à Vicques . . IV, 258		—	—	1,500	—	—	1,500
224,901	46	260,000	—	A reporter		280	—	127,785	85	—	127,505 85

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
X. Travaux publics et chemins de fer.													
F. Constructions nouvelles de ponts et chaussées.													
224,901	46	260,000		Report	280		127,785	85	—	—	127,505	85	
				19. Route de Dampfreux à Lugnez, pont IV, 258	—		218	85	—	—	218	85	
				20. Crémines, route de la gare . . IV, 259	—		8,500	—	—	—	8,500	—	
				21. Hindelbank, route du village . IV, 259	—		75	—	—	—	75	—	
				22. Route de Niedergoldbach à Huttwil IV, 260	—		2,197	60	—	—	2,197	60	
				23. Sumiswald, route de la gare . IV, 260	—		2,475	—	—	—	2,475	—	
				24. Route d'Oberöenz à Steinhof . IV, 260	—		1,997	25	—	—	1,997	25	
				25. Berken, ponts de l'Aar et des canaux IV, 261	—		10,000	—	—	—	10,000	—	
				26. Route de Mamishaus à Gambach IV, 261	—		10,000	—	—	—	10,000	—	
				27. Route de Kœniz à Untergschneit IV, 261	—		2,210	35	—	—	2,210	35	
				28. Route de Bätterkinden à Ruppoldsried . IV, 262	—		1,638	65	—	—	1,638	65	
				29. Route de Merligen à Sigriswil . IV, 262	—		2,480	—	—	—	2,480	—	
				30. Route de Meiringen à Falchern IV, 262	—		5,000	—	—	—	5,000	—	
				31. Route de Frutigen à Kandersteg IV, 263	—		58	20	—	—	58	20	
				32. Route d'Albligen à Hergiswil . IV, 279	—		4,100	—	—	—	4,100	—	
				33. Route de Dürrenroth à Oberwald IV, 264	—		134	25	—	—	134	25	
				34. Route de Hilterfingen à Schwendi IV, 264	—		1,000	—	—	—	1,000	—	
				35. Route d'Ostermundingen à Vechigen IV, 265	600		—	—	600		—	—	
				36. Route de Limpachtal à Lyss . IV, 265	—		8,000	—	—	—	8,000	—	
				37. Route de Gstaad à la Lauvine IV, 266	700		12,940	95	—	—	12,240	95	
				38. Route de Gerzensee à Belpberg IV, 266	—		481	20	—	—	481	20	
				39. Route de Thounne à Oberhofen . IV, 267	—		2,500	—	—	—	2,500	—	
				40. Route de la Grande Scheidegg entre Rosenlani et la frontière de district . IV, 267	—		5,000	—	—	—	5,000	—	
				41. Spiez, route du village, reculement d'une maison IV, 268	—		250	—	—	—	250	—	
				42. Route de Gstaad à Châtelet, démolition d'une grange IV, 268	—		100	—	—	—	100	—	
				43. Habkern, route du village . . IV, 269	—		580	—	—	—	580	—	
				44. Route de Gsteig à Gsteigwiler IV, 268	—		5,000	—	—	—	5,000	—	
				45. Route de Frutigen à Adelboden près Linterfluh IV, 269	—		8,642	—	—	—	8,642	—	
				46. Route de Sumiswald à Dürrgraben IV, 270	36		3,015	20	—	—	2,979	20	
				47. Route de Delémont à Soyhières, canalisation . IV, 270	—		1,130	—	—	—	1,130	—	
				48. Route d'Oberstocken à Blumenstein . IV, 271	453		2,027	25	—	—	1,574	25	
				49. Route de Büren à Oberwil . . IV, 271	—		5,054	70	—	—	5,054	70	
				50. Route de Laufon à Angenstein, canalisation IV, 272	—		2,267	40	—	—	2,267	40	
				51. Route de la vallée de Diemtigen, pont du Twiriengraben . . . IV, 272	—		474	50	—	—	474	50	
				52. Route de Berne à Aarberg, pont de Halen, chaussée IV, 273	—		3,000	—	—	—	3,000	—	
				53. Route de Lyss à Worben, reculement d'une maison IV, 273	—		500	—	—	—	500	—	
				54. Route de Golaten à Oltingen, passage de l'Aar . IV, 273	—		500	—	—	—	500	—	
				55. Route de Frutigen à Adelboden, à Frutigen . IV, 274	—		40	25	—	—	40	25	
				56. Route de Langenthal à Aarwangen, trottoir . IV, 274	—		250	—	—	—	250	—	
				57. Route d'Oberbalm à Bach . . IV, 274	—		3,000	—	—	—	3,000	—	
				58. Route de Worblaufen à Deisswil IV, 275	—		2,500	—	—	—	2,500	—	
				59. Langenthal, Mittelstrasse. . . IV, 275	—		1,700	—	—	—	1,700	—	
224,901	46	260,000		A reporter	2,069		248,824	45	—	—	246,755	45	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
X. Travaux publics et chemins de fer.													
F. Constructions nouvelles de ponts et chaussées.													
224,901	46	260,000		Report	2,069	—	248,824	45	—	—	246,755	45	
				60. Routed'Aarwangen à Niederbipp IV, 275	—	—	1,000	—	—	—	1,000	—	
				61. Route de Krattighalde à Unterseen, pont de l'Eibach IV, 276	—	—	1,552	20	—	—	1,552	20	
				62. Gunten, chemin de l'école, II ^e partie . . IV, 276	—	—	400	—	—	—	400	—	
				63. Route de la vallée de Diemtigen, pont du Wampfen IV, 276	—	—	500	—	—	—	500	—	
				64. Route de la vallée de Diemtigen, pont du Narrenbach IV, 277	—	—	703	—	—	—	703	—	
				65. Niederried, pont de l'Aar . . . IV, 277	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—	
				66. Route de Locras à Hagneck . . IV, 277	—	—	77	50	—	—	77	50	
				67. Route de Porrentruy à Delle, à Courtemaiche IV, 278	—	—	297	50	—	—	297	50	
				68. Route de Porrentruy à Bressau- court, reculement d'une maison IV, 278	—	—	400	—	—	—	400	—	
				69. Porrentruy, route de la gare, trottoirs IV, 278	—	—	500	—	—	—	500	—	
				70. Route d'Ützigen à Radelfingen IV, 279	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—	
				71. Inspection de ponts IV, 263	—	—	310	—	—	—	310	—	
224,901	46	260,000			2,069	—	262,064	65	—	—	259,995	65	
G. Travaux hydrauliques.													
319,900	25	320,000		1. Travaux hydrauliques:									
				1. Barrages de Thoune et Unterseen IV, 288	—	—	1,938	55	—	—	1,938	55	
				2. Grüne entre Sumiswald et Lützelhüh . IV, 343	—	—	577	50	—	—	577	50	
				3. Lammbach à Brienz IV, 292	37,329	—	13,182	90	24,146	10	—	—	
				4. Torrents de Brienz IV, 362	—	—	28,141	55	—	—	28,141	55	
				5. Wetterbach à Kandersteg . . IV, 295	—	—	692	—	—	—	692	—	
				6. Gürbe entre ses sources et Belp IV, 298	37,395	36	38,121	30	—	—	725	94	
				7. Trame à Tramelan IV, 302	4,500	—	15,000	—	—	—	10,500	—	
				8. Ruisseau d'Oberwil IV, 302	—	—	1,868	20	—	—	1,868	20	
				9. Aar entre la Gürbe et le Felsenauwehr . IV, 303	52,000	—	99,381	05	—	—	47,381	05	
				10. Emme entre Kemmeriboden et la frontière cantonale IV, 305	221,143	55	306,752	60	—	—	85,609	05	
				11. Kander entre Engstligen et Stegweid IV, 360	54,824	55	57,762	75	—	—	2,938	20	
				12. Simme à St-Etienne IV, 308	—	—	55,483	80	—	—	55,483	80	
				13. Aar et Zulg près de l'embouchure de la Zulg IV, 308	—	—	8,818	50	—	—	8,818	50	
				14. Lüttschine entre Wilderswil et le lac de Brienz IV, 309	10,000	—	24,605	70	—	—	14,605	70	
				15. Bundergraben à Kandergrund . IV, 363	39,900	—	57,899	60	—	—	17,999	60	
				16. Singine entre la Schwarzwasser et la Sarine IV, 310	22,725	06	28,606	98	—	—	5,881	92	
				17. Schwarzwasser à Rüschegg . . IV, 313	6,217	52	9,640	25	—	—	3,422	73	
				18. Trubbach et ses affluents . . IV, 316	24,685	35	38,682	20	—	—	13,996	85	
				19. Krummbach à Lenk IV, 317	—	—	8,180	50	—	—	8,180	50	
				20. Hugeligraben à Gessenay . . IV, 318	—	—	2	65	—	—	2	65	
				21. Kauflisbach à Gesseney . . . IV, 345	—	—	12,955	80	—	—	12,955	80	
				22. Launenbach à Gstaad . . . IV, 343	22,624	10	10,556	25	12,067	85	—	—	
				23. Bettelriedbach à Zweisimmen . IV, 319	2,771	30	4,699	05	—	—	1,927	75	
				24. Kirrel à Oey IV, 320	10,000	—	10,923	90	—	—	923	90	
				25. Kratzhaldengraben à Reutigen . IV, 320	—	—	153	60	—	—	153	60	
				26. Lombach, partie supérieure . . IV, 321	9,900	—	3,514	05	6,385	95	—	—	
				27. Lombach, partie inférieure . . IV, 322	—	—	3,632	20	—	—	3,632	20	
				28. Wydenbach à Worb IV, 323	—	—	11	40	—	—	11	40	
319,900	25	320,000		A reporter	556,015	79	841,784	83	—	—	285,769	04	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
X. Travaux publics et chemins de fer.													
G. Travaux hydrauliques.													
319,900	25	320,000	—	Report	556,015	79	841,784	83	—	—	285,769	04	
				29. Worblenbach à Worb IV, 324	—	—	7	75	—	—	7	75	
				30. Aar entre Runtigen et Aarberg IV, 325	21,200	—	23,092	97	—	—	1,892	97	
				31. Aar entre Hof et le lac de Brienz IV, 326	—	—	3,921	20	—	—	3,921	20	
				32. Erlibach dans le Kiental . . . IV, 326	6,212	33	2,879	15	3,333	18	—	—	
				33. Torrents de Péry IV, 327	10,000	—	17,752	—	—	—	7,752	—	
				34. Sundbach à Sundlaunen . . . IV, 327	4,403	75	278	05	4,125	70	—	—	
				35. Leimbach à Frutigen IV, 328	10,000	—	—	—	10,000	—	—	—	
				36. Schüpfligraben à Faulensee . IV, 328	5,000	—	5,781	15	—	—	781	15	
				37. Ruisseau d'Oberdiessbach . . IV, 329	—	—	1,923	50	—	—	1,923	50	
				38. Ruisseau d'Oberbipp IV, 329	—	—	6	75	—	—	6	75	
				39. Gürbe dans la vallée, entretien des digues IV, 330	—	—	500	—	—	—	500	—	
				40. Illis entre Kreschenbrunnen et Emmenmatt . IV, 331	15,000	—	17,438	55	—	—	2,438	55	
				41. Ruisseau de Münsingen . . . IV, 332	10,000	—	10,000	—	—	—	—	—	
				42. Kurzeneigraben à Wasen . . . IV, 332	3,272	—	3,751	40	—	—	479	40	
				43. Klöpfligraben à Mühlenen . . IV, 333	10,000	—	10,000	—	—	—	—	—	
				44. Dürrbach à Bowil IV, 333	4,481	70	4,481	70	—	—	—	—	
				45. Sarine dans la commune de Dicki IV, 334	664	15	664	15	—	—	—	—	
				46. Lyssbach à Lyss IV, 334	14,150	—	14,150	—	—	—	—	—	
				47. Doubs à Ocourt IV, 335	—	—	562	20	—	—	562	20	
				48. Zug entre la Mühlenschwelle et la route de Berne IV, 335	3,500	—	3,500	—	—	—	—	—	
				49. La Scheulte à Vicques . . . IV, 336	—	—	3,695	18	—	—	3,695	18	
				50. Kurzengraben à Sumiswald . . IV, 337	336	—	348	—	—	—	12	—	
				51. Kurzeneigraben à la Kurzeneialp IV, 337	1,900	—	1,912	—	—	—	12	—	
				52. Hornbach à Wasen IV, 338	5,570	—	6,425	25	—	—	855	25	
				53. Grüne à Sumiswald IV, 338	9,500	—	9,777	05	—	—	277	05	
				54. Lauibach à Meiringen IV, 339	3,130	—	3,130	—	—	—	—	—	
				55. Birse et Sorne à Delémont . . IV, 339	—	—	1,171	65	—	—	1,171	65	
				56. Sarine à Gstaad IV, 340	—	—	9,722	25	—	—	9,722	25	
				57. Guntenbach et ses affluents . . IV, 340	—	—	3,300	—	—	—	3,300	—	
				58. Hünibach à Hilterfingen . . . IV, 341	—	—	3,644	60	—	—	3,644	60	
				59. Zug entre la Müllerschwelle et Gumm IV, 341	—	—	800	—	—	—	800	—	
				60. Schlangenwinkelgraben à Signau IV, 342	—	—	136	85	—	—	136	85	
				61. Lauenengraben à Hohfluh . . . IV, 342	—	—	17	50	—	—	17	50	
				62. Eichibach et ruisseau de Bütigen IV, 343	—	—	21	50	—	—	21	50	
				63. Frais divers IV, 290	2,166	20	9,898	75	—	—	7,732	55	
319,900	25	320,000	—		696,501	92	1,016,475	93	—	—	319,974	01	
4,065	90	8,000	—	2. Traitements des barragistes et des digueurs IV, 366	123	75	6,474	40	—	—	6,350	65	
80,877	99	42,000	—	3. Correct ⁿ des eaux du Jura, entretien des canaux IV, 371	79,968	40	79,968	40	—	—	—	—	
80,877	99	42,000	—										
323,966	15	328,000	—		776,594	07	1,102,918	73	—	—	326,324	66	
H. Concessions hydrauliques.													
5,500	—	5,500	—	1. Traitement du chef de bureau IV, 372	—	—	5,500	—	—	—	5,500	—	
3,360	—	3,360	—	2. Traitement de l'employé . . . IV, 373	—	—	3,360	—	—	—	3,360	—	
2,444	10	2,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement IV, 375	737	60	2,484	—	—	—	1,746	40	
375	—	500	—	4. Loyer IV, 375	—	—	500	—	—	—	500	—	
16,480	—	20,000	—	5. Emoluments de concessions . . IV, 377	7,534	70	—	—	7,534	70	—	—	
1,615	—	2,000	—	6. Versement au fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments . IV, 377	—	—	732	70	—	—	732	70	
3,185	90	6,640	—		8,272	30	12,576	70	—	—	4,304	40	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
X. Travaux publics et chemins de fer.													
J. Service topographique et cadastral.													
4,875	—	5,250	—	1. Traitement du géomètre cantonal IV, 378	—	—	5,250	—	—	—	5,250	—	
19,346	65	16,980	—	2. Traitements des employés . . IV, 378	—	—	19,780	—	—	—	19,780	—	
15,364	40	5,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement IV, 382	—	—	5,886	20	—	—	5,886	20	
1,490	—	1,490	—	4. Loyers IV, 383	—	—	1,490	—	—	—	1,490	—	
10,980	90	9,500	—	5. Levés topographiques et cadas- traux et rectifications de frontière IV, 396	2,229	35	15,333	35	—	—	13,104	—	
—	—	5,000	—	6. Frais de triangulation, amortissement IV, 387	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—	
—	—	—	—	7. Levés d'essai, remboursement . IV, 387 (Carte du canton.)	7,740	45	—	—	7,740	45	—	—	
134	40	—	—										
29,960	75	43,220	—		9,969	80	52,739	55	—	—	42,769	75	
K. Chemins de fer et navigation.													
6,000	—	6,000	—	1. Traitement du chef de service IV, 388	—	—	6,000	—	—	—	6,000	—	
6,200	—	6,200	—	2. Traitements des employés . . IV, 389	—	—	6,176	65	—	—	6,176	65	
1,046	80	1,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement IV, 390	—	—	1,020	95	—	—	1,020	95	
300	—	300	—	4. Loyer IV, 391	—	—	300	—	—	—	300	—	
—	—	5,000	—	5. Frais de la police de la navigation IV, 392	11	—	1,529	05	—	—	1,518	05	
38	95	2,500	—	6. Emoluments de concessions de navigation IV, 395	21	20	—	—	21	20	—	—	
—	—	2000	—	7. Subventions à des entreprises de navigation	—	—	—	—	—	—	—	—	
13,507	85	18,000	—		32	20	15,026	65	—	—	14,994	45	
A. Frais d'administration de la Direction .													
56,578	20	69,580	—	B. Service des arrondissements	5,897	90	70,391	70	—	—	64,493	80	
54,284	61	55,300	—	C. Entretien des bâtiments de l'Etat	—	—	56,320	22	—	—	56,320	22	
277,940	50	288,000	—	D. Constructions nouvelles de bâtiments	1,727	80	312,023	45	—	—	310,295	65	
279,982	95	300,000	—	E. Entretien des ponts et chaussées	703,509	20	1,003,509	20	—	—	300,000	—	
1,232,884	72	1,195,000	—	F. Constructions nouvelles de ponts et chaussées	28,473	90	1,268,891	80	—	—	1,240,417	90	
224,901	46	260,000	—	G. Travaux hydrauliques	2,069	—	262,064	65	—	—	259,995	65	
323,966	15	328,000	—	H. Concessions hydrauliques	776,594	07	1,102,918	73	—	—	326,324	66	
3,185	90	6,640	—	J. Service topographique et cadastral	8,272	30	12,576	70	—	—	4,304	40	
29,960	75	43,220	—	K. Chemins de fer et navigation	9,969	80	52,739	55	—	—	42,769	75	
13,507	85	18,000	—		32	20	15,026	65	—	—	14,994	45	
2,490,821	29	2,550,460	—	Les dépenses excèdent le budget de fr. 69,456.48	1,536,546	17	4,156,462	65	—	—	2,619,916	48	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XII. Finances.													
A. Frais d'administration de la Direction des finances et des domaines.													
5,500	—	5,500	—	1. Traitement du secrétaire . . . V, 8	—	—	5,500	—	—	—	5,500	—	
9,399	90	10,000	—	2. Traitements des employés . . V, 9	—	—	9,002	15	—	—	9,002	15	
3,067	17	4,500	—	3. Frais de bureau et de déplacement . V, 13	938	90	3,943	25	—	—	3,004	35	
1,080	—	1,080	—	4. Loyers V, 13	—	—	1,080	—	—	—	1,080	—	
838	40	1,000	—	5. Frais judiciaires V, 14	—	—	329	85	—	—	329	85	
19,885	47	22,080	—		938	90	19,855	25	—	—	18,916	35	
B. Contrôle cantonal des finances.													
17,000	—	17,000	—	1. Traitements des fonctionnaires . V, 16	—	—	17,000	—	—	—	17,000	—	
34,150	—	35,200	—	2. Traitements des employés . . V, 17	—	—	35,100	—	—	—	35,100	—	
2,169	75	3,000	—	3. Frais de bureau V, 19	686	25	2,579	50	—	—	1,893	25	
4,495	15	4,500	—	4. Frais d'impression et de reliure V, 22	75	60	4,788	95	—	—	4,713	35	
4,956	24	6,000	—	5. Frais du service des chèques postaux V, 23	—	—	5,179	56	—	—	5,179	56	
960	—	960	—	6. Loyers , V, 23	—	—	960	—	—	—	960	—	
63,731	14	66,660	—		761	85	65,608	01	—	—	64,846	16	
C. Recettes de district.													
61,866	—	62,000	—	1. Traitements des receveurs . . V, 32	—	—	62,000	—	—	—	62,000	—	
3,366	80	5,000	—	2. Frais de bureau V, 35	—	—	3,938	20	—	—	3,938	20	
2,901	70	3,005	—	3. Loyers V, 36	—	—	2,880	—	—	—	2,880	—	
68,134	50	70,005	—		—	—	68,818	20	—	—	68,818	20	
19,885	47	22,080	—	A. Frais d'administration de la Direction des finances et des domaines	938	90	19,855	25	—	—	18,916	35	
63,731	14	66,660	—	B. Contrôle cantonal des finances	761	85	65,608	01	—	—	64,846	16	
68,134	50	70,005	—	C. Recettes de district	—	—	68,818	20	—	—	68,818	20	
151,751	11	158,745	—		1,700	75	154,281	46	—	—	152,580	71	
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 6,164.29													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
XIII. Agriculture.												
A. Frais d'administration de la Direction.												
5,125	—	5,500	—	1. Traitement du secrétaire . . . V, 38	—	—	5,500	—	—	—	5,500	—
10,302	—	11,800	—	2. Traitements des employés . . . V, 39	—	—	11,800	—	—	—	11,800	—
2,500	—	2,500	—	3. Frais de bureau et de déplacement V, 41	—	—	2,500	—	—	—	2,500	—
2,750	—	2,750	—	4. Vétérinaire cantonal:	2,750	—	5,500	—	—	—	2,750	—
—	—	—	—	a. Traitement V, 42	—	—	—	—	—	—	—	—
1,800	—	2,300	—	aa. Supplément de traitement	250	—	500	—	—	—	250	—
550	—	925	—	pour le service des épizooties V, 42	—	—	3,200	—	—	—	3,200	—
1,700	—	—	—	b. Frais de bureau et de déplacement . . . V, 44	—	—	925	—	—	—	925	—
24,727	—	25,775	—	5. Loyer V, 44	—	—	—	—	—	—	—	—
				(Installation d'un bureau)	3,000	—	29,925	—	—	—	26,925	—
B. Economie rurale.												
16,928	45	20,000	—	1. Encouragements à l'agriculture:	8,946	15	28,534	50	—	—	19,588	35
5,000	—	5,000	—	a. Encouragements en général . V, 46	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—
11,788	95	13,000	—	b. Encouragements à la viticulture:	1,573	15	16,478	02	—	—	14,904	87
9,994	92	10,000	—	aa. Subventions pour essai de plants américains V, 48	896	—	11,392	77	—	—	10,496	77
1,704	85	3,000	—	bb. Mesures contre le phylloxéra . V, 49	—	—	—	—	—	—	—	—
2,750	—	2,750	—	cc. Encouragements en général V, 50	—	—	—	—	—	—	—	—
400	—	1,750	—	c. Primes pour la destruction des hannetons V, 51	—	—	—	—	—	—	—	—
2,400	—	2,800	—	2. Amendement des terres:	2,750	—	5,500	—	—	—	2,750	—
60,000	—	70,000	—	a. Traitement de l'ingénieur agricole V, 52	—	—	400	—	—	—	400	—
30,000	—	45,000	—	b. Traitement de l'aide . . . V, 53	—	—	2,800	—	—	—	2,800	—
39,998	55	40,000	—	c. Frais de bureau et de déplacement V, 54	—	—	—	—	—	—	—	—
149,999	55	150,000	—	d. Subventions pour l'amendement	7,724	65	77,724	65	—	—	70,000	—
30,131	75	33,000	—	de terres V, 55	—	—	45,000	—	—	—	45,000	—
—	—	—	—	e. Subventions pour la construc-	43,210	50	83,181	65	—	—	39,971	15
44,698	86	42,000	—	tion de chemins de montagne . V, 57	126,314	65	275,761	95	—	—	149,447	30
127,092	—	142,000	—	3. Elève de l'espèce chevaline . . V, 59	10,555	70	43,478	70	—	—	32,923	—
—	—	1,000	—	4. Elève de l'espèce bovine . . . V, 64	17,783	90	17,783	90	—	—	—	—
4,768	83	4,000	—	5. Elève du petit bétail V, 66	43,220	27	86,440	54	—	—	43,220	27
1,400	—	1,400	—	6. Restitutions de primes V, 83	293,752	65	431,903	80	—	—	138,151	15
539,056	71	586,700	—	7. Assurance contre la grêle, subventions V, 71	—	—	—	—	—	—	—	—
				8. Assurance du bétail V, 72	2,118	30	5,799	85	—	—	3,681	55
				9. Subventions pour des plantations	—	—	1,400	—	—	—	1,400	—
				d'arbres le long des routes cantonales . .	558,845	92	1,138,580	33	—	—	579,734	41
				10. Ecole de maréchalerie								
				a. Cours V, 74								
				b. Loyer V, 75								

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XIII. Agriculture.													
C. Ecole d'agriculture.													
1. Ecole :													
33,647	32	35,000	—	a. Enseignement	2,578	05	34,834	58	—	—	32,256	53	
1,402	57	2,000	—	b. Expérimentations	—	—	1,900	14	—	—	1,900	14	
15,447	90	16,400	—	c. Administration	6,108	05	21,105	89	—	—	14,997	84	
20,201	60	17,450	—	d. Nourriture	43,828	15	57,214	82	—	—	13,386	67	
11,770	72	11,750	—	e. Entretien	14,056	80	28,492	61	—	—	14,435	81	
7,800	—	7,940	—	f. Loyer	—	—	7,940	—	—	—	7,940	—	
6,909	32	6,000	—	g. Travaux des élèves	7,414	—	—	—	7,414	—	—	—	
83,360	79	84,540	—	Roulement	73,985	05	151,488	04	—	—	77,502	99	
198	20	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	8,638	90	6,661	—	1,977	90	—	—	
15,730	—	18,500	—	i. Pensions des élèves	20,000	—	670	—	19,330	—	—	—	
15,552	81	2,500	—	k. Bourses	—	—	2,450	—	—	—	2,450	—	
15,552	81	16,000	—	l. Subvention de la Confédération . .	14,947	98	—	—	14,947	98	—	—	
51,879	78	52,540	—		117,571	93	161,269	04	—	—	43,697	11	
22,428	10	5,000	—	2. Exploitation du domaine	112,969	01	89,385	84	23,583	17	—	—	
22,428	10	5,000	—		112,969	01	89,385	84	23,583	17	—	—	
51,879	78	52,540	—	1. Ecole	117,571	93	161,269	04	—	—	43,697	11	
22,428	10	5,000	—	2. Exploitation du domaine	112,969	01	89,385	84	23,583	17	—	—	
1,733	41	1,000	—	3. Fabrication de cidre	29,357	11	25,669	95	3,687	16	—	—	
27,718	27	46,540	—	V, 76	259,898	05	276,324	83	—	—	16,426	78	
D. Ecole de laiterie.													
1. Ecole :													
30,548	96	34,325	—	a. Enseignement	5,849	02	42,008	72	—	—	36,159	70	
—	—	500	—	b. Expérimentations	—	—	—	—	—	—	—	—	
7,801	65	6,000	—	c. Administration	1,579	10	9,162	24	—	—	7,583	14	
13,774	13	14,050	—	d. Nourriture	4,564	—	20,934	55	—	—	16,370	55	
1,658	30	3,100	—	e. Entretien	4,116	65	6,360	43	—	—	2,243	78	
3,460	—	3,460	—	f. Loyer	—	—	3,460	—	—	—	3,460	—	
1,200	—	1,200	—	g. Travaux des élèves	1,200	—	—	—	1,200	—	—	—	
56,043	04	60,235	—	Roulement	17,308	77	81,925	94	—	—	64,617	17	
2,338	10	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	3,818	30	2,443	50	1,374	80	—	—	
12,900	—	11,400	—	i. Pensions des élèves	15,022	—	221	25	14,800	75	—	—	
190	—	1,600	—	k. Bourses	—	—	100	—	—	—	100	—	
15,731	80	17,165	—	l. Subvention de la Confédération . .	16,984	84	—	—	16,984	84	—	—	
29,939	34	33,270	—		53,133	91	84,690	69	—	—	31,556	78	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XIII. Agriculture.													
D. Ecole de laiterie.													
2. Laiterie:													
5,360	45	4,000	—	a. Loyers et impôts	150	—	5,510	45	—	—	5,360	45	
3,272	24	1,500	—	b. Entretien des bâtiments	378	35	4,129	30	—	—	3,750	95	
2,784	10	2,000	—	c. Outils et appareils	2,343	50	6,414	47	—	—	4,070	97	
5,391	41	3,500	—	d. Combustible et éclairage	88	—	6,047	07	—	—	5,959	07	
3,414	40	2,200	—	e. Traitements et salaires	—	—	1,705	—	—	—	1,705	—	
5,369	12	4,500	—	f. Frais divers	120	85	6,501	30	—	—	6,380	45	
241,963	72	185,000	—	g. Achat de lait	—	—	237,609	09	—	—	237,609	09	
249,582	41	202,400	—	h. Produits	289,918	88	48,739	12	241,179	76	—	—	
12,997	67	2,000	—	i. Porcherie	101,759	75	88,489	38	13,270	37	—	—	
4,975	36	1,700	—		394,759	33	405,145	18	—	—	10,385	85	
29,939	34	33,270	—	1. Ecole	53,133	91	84,690	69	—	—	31,556	78	
4,975	36	1,700	—	2. Laiterie	394,759	33	405,145	18	—	—	10,385	85	
34,914	70	31,570	—	V, 77	447,893	24	489,835	87	—	—	41,942	63	
E. Ecoles agricoles d'hiver.													
1. Ecole agricole d'hiver de la Rütli:													
27,297	78	28,125	—	a. Enseignement	1,972	60	27,488	46	—	—	25,515	86	
5,300	—	5,700	—	b. Administration	—	—	5,700	—	—	—	5,700	—	
25,300	80	24,000	—	c. Nourriture	—	—	23,713	60	—	—	23,713	60	
6,550	—	6,550	—	d. Entretien	—	—	6,550	—	—	—	6,550	—	
6,980	—	6,980	—	e. Loyer	—	—	6,980	—	—	—	6,980	—	
71,428	58	71,355	—	Roulement	1,972	60	70,432	06	—	—	68,459	46	
21,625	40	18,750	—	f. Pensions	21,984	50	827	—	21,157	50	—	—	
13,031	29	13,705	—	g. Subvention de la Confédération . .	12,133	65	—	—	12,133	65	—	—	
36,771	89	38,900	—	V, 78	36,090	75	71,259	06	—	—	35,168	31	
2. Succursale de l'école agricole d'hiver de la Rütli à Langenthal:													
7,032	61	7,450	—	a. Enseignement	113	50	4,610	27	—	—	4,496	77	
132	49	200	—	b. Administration	—	—	179	21	—	—	179	21	
7,576	15	8,700	—	c. Nourriture	120	—	4,525	30	—	—	4,405	30	
2,495	47	2,550	—	d. Entretien	667	—	2,222	82	—	—	1,555	82	
17,236	72	18,900	—	Roulement	900	50	11,537	60	—	—	10,637	10	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.												
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
XIII. Agriculture.												
E. Ecoles agricoles d'hiver.												
17,236	72	18,900	—	Roulement	900	50	11,537	60	—	—	10,637	10
1,174	60	—	—	e. Augmentations et diminutions à l'inventaire . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
5,770	—	6,120	—	f. Pensions	3,200	—	—	—	3,200	—	—	—
3,223	64	3,530	—	g. Subvention de la Confédération . . .	2,097	68	—	—	2,097	68	—	—
7,068	48	9,250	—	V, 78	6,198	18	11,537	60	—	—	5,339	42
2. Ecole agricole d'hiver du Schwand à Münsingen :												
7,944	14	8,000	—	a. Enseignement	3,606	56	25,463	68	—	—	21,857	12
—	—	—	—	b. Expérimentations	—	—	—	—	—	—	—	—
218	24	200	—	c. Administration	93	40	5,956	47	—	—	5,863	07
8,587	20	8,700	—	d. Nourriture	3,116	—	20,259	76	—	—	17,143	76
2,167	—	2,000	—	e. Entretien	51,471	41	73,647	22	—	—	22,175	81
—	—	—	—	f. Loyer	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	g. Travaux des élèves	—	—	—	—	—	—	—	—
18,916	58	18,900	—	Roulement	58,287	37	125,327	13	—	—	67,039	76
954	60	—	—	h. Augmentations et diminutions à l'inventaire	—	—	53,047	60	—	—	53,047	60
5,960	—	6,120	—	i. Pensions	13,820	—	335	95	13,484	05	—	—
3,587	61	3,800	—	k. Subvention de la Confédération . . .	10,371	71	—	—	10,371	71	—	—
8,414	37	8,980	—	l. Exploitation du domaine	82,479	08	178,710	68	—	—	96,231	60
—	—	—	—	V, 79	143	30	459	85	—	—	316	55
8,414	37	8,980	—		82,622	38	179,170	53	—	—	96,548	15
3. Ecole agricole d'hiver de Porrentruy :												
9,051	49	9,820	—	a. Enseignement	163	—	10,140	55	—	—	9,977	55
1,392	35	1,600	—	b. Administration	27	20	1,715	65	—	—	1,688	45
6,454	90	7,750	—	c. Nourriture	—	—	4,936	80	—	—	4,936	80
711	75	900	—	d. Entretien	—	—	951	70	—	—	951	70
2,000	—	2,000	—	e. Loyer	—	—	2,000	—	—	—	2,000	—
19,610	49	22,070	—	Roulement	190	20	19,744	70	—	—	19,554	50
4,800	—	5,700	—	f. Pensions	4,125	—	—	—	4,125	—	—	—
250	—	200	—	g. Bourses	—	—	250	—	—	—	250	—
4,290	79	4,670	—	h. Subvention de la Confédération . . .	4,787	—	—	—	4,787	—	—	—
10,769	70	11,900	—	V, 79	9,102	20	19,994	70	—	—	10,892	50

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XIII. Agriculture.													
F. Ecoles agricoles d'hiver.													
36,771	89	38,900	—	1. Ecole agricole d'hiver de la Rütli . .	36,090	75	71,259	06	—	—	35,168	31	
7,068	48	9,250	—	2. Succursale de l'école agricole d'hiver de la Rütli à Langenthal.	6,198	18	11,537	60	—	—	5,339	42	
8,414	37	8,980	—	3. Ecole agricole d'hiver du Schwand à Münsingen	82,622	38	179,170	53	—	—	96,548	15	
10,769	70	11,900	—	4. Ecole agricole d'hiver de Porrentruy .	9,102	20	19,994	70	—	—	10,892	50	
63,024	44	69,030	—		134,013	51	281,961	89	—	—	147,948	38	
G. Inspection des viandes.													
2,202	45	3,500	—	1. Cours d'instruction V, 80	2,934	05	5,836	95	—	—	2,902	90	
1,950	60	4,000	—	2. Frais divers V, 82	19	20	2,141	80	—	—	2,122	60	
4,153	05	7,500	—		2,953	25	7,978	75	—	—	5,025	50	
A. Frais d'administration de la Direction .													
24,727	—	25,775	—	B. Economie rurale	3,000	—	29,925	—	—	—	26,925	—	
532,887	88	586,700	—	C. Ecole d'agriculture	558,845	92	1,138,580	33	—	—	579,734	41	
27,718	27	46,540	—	D. Ecole de laiterie	259,898	05	276,324	83	—	—	16,426	78	
34,914	70	31,570	—	E. Ecoles agricoles d'hiver	447,893	24	489,835	87	—	—	41,942	63	
63,024	44	69,030	—	F. Inspection des viandes	134,013	51	281,961	89	—	—	147,948	38	
4,153	05	7,500	—		2,953	25	7,978	75	—	—	5,025	50	
687,425	34	767,115	—		1,406,603	97	2,224,606	67	—	—	818,002	70	
Les dépenses dépassent le budget de fr. 50,887. 70													
XIV. Economie forestière.													
A. Frais de l'administration centrale des forêts.													
3,010	—	7,010	—	1. Traitements des fonctionnaires . V, 84	1,290	—	8,300	—	—	—	7,010	—	
9,228	30	5,600	—	2. Traitements des employés . . . V, 85	—	—	5,600	—	—	—	5,600	—	
2,997	56	3,500	—	3. Frais de bureau et de déplacement V, 89	12,890	32	16,409	67	—	—	3,519	35	
1,360	—	1,360	—	4. Loyers V, 89	185	—	1,545	—	—	—	1,360	—	
16,595	86	17,470	—		14,365	32	31,854	67	—	—	17,489	35	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
				Administration Courante.					
				XIV. Economie forestière.					
				B. Police forestière.					
13,944	35	13,380	—	1. Conservateurs des forêts :					
1,148	45	1,200	—	a. Traitements des conservateurs des forêts V, 90	5,733	—	19,110	—	13,377
3,047	45	4,200	—	b. Frais de bureau V, 91	—	—	938	90	938
625	—	625	—	c. Frais de déplacement V, 93	644	70	3,926	05	3,281
				d. Loyers V, 93	—	—	625	—	625
68,206	—	68,635	—	2. Inspecteurs forestiers :					
3,851	35	4,000	—	a. Traitements des inspecteurs forestiers V, 94	29,413	50	98,045	—	68,631
16,726	20	19,000	—	b. Frais de bureau V, 95	—	—	4,302	25	4,302
4,246	35	4,300	—	c. Frais de déplacement V, 99	4,902	—	23,486	90	18,584
26,828	—	28,000	—	d. Loyers V, 100	—	—	4,240	—	4,240
45,587	—	47,970	—	3. Gardes forestiers V, 101	4,374	—	33,237	90	28,863
				4. Quote-part de l'administration des forêts domaniales aux frais des inspecteurs forestiers V, 102	47,880	—	—	—	—
92,036	15	95,370	—		92,947	20	187,912	—	94,964
				C. Encouragements à l'économie forestière.					
3,856	39	5,000	—	1. Allocations pour des plans d'aménagement et encouragement à la sylviculture V, 105	32,262	58	37,103	60	4,841
50,000	—	50,000	—	2. Endiguements de torrents et reboisements V, 106	—	—	50,000	—	50,000
512	80	—	—	3. Exposition nationale suisse, frais de participation V, 107	110	—	1,893	90	1,783
54,369	19	55,000	—		32,372	58	88,997	50	56,624
				D. Protection des monuments naturels et des plantes sauvages.					
—	—	1,000	—	1. Subventions V, 109	—	—	116	—	116
—	—	1,000	—		—	—	116	—	116
16,595	86	17,470	—	A. Frais de l'administration centrale des forêts	14,365	32	31,854	67	17,489
92,036	15	95,370	—	B. Police forestière	92,947	20	187,912	—	94,964
54,369	19	55,000	—	C. Encouragements à l'économie forestière	32,372	58	88,997	50	56,624
—	—	1,000	—	D. Protection des monuments naturels et des plantes sauvages	—	—	116	—	116
163,001	20	168,840	—		139,685	10	308,880	17	169,195
				Les dépenses dépassent le budget de fr. 355.07					

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XV. Forêts domaniales.													
A. Produits principaux et produits intermédiaires.													
930,663	—	942,700	—	1. Produits principaux V, 110	979,583	—	—	—	979,583	—	—	—	
178,976	—	179,300	—	2. Produits intermédiaires . . . V, 110	182,376	—	—	—	182,376	—	—	—	
1,139,639	—	1,122,000	—		1,161,959	—	—	—	1,161,959	—	—	—	
B. Produits accessoires.													
499 05	—	500	—	1. Vente de souches V, 111	1,981 75	—	119	—	1,862 75	—	—	—	
673 20	—	800	—	2. Vente de tourbe etc. V, 113	1,944 60	—	—	—	1,944 60	—	—	—	
26,218 65	—	26,000	—	3. Droits de pacage et fermages, vente d'herbe et de laiche . V, 115	28,596 85	—	80	—	28,516 85	—	—	—	
27,390 90	—	27,300	—		32,523 20	—	199	—	32,324 20	—	—	—	
C. Frais d'exploitation.													
23,123 99	—	15,000	—	1. Cultures forestières V, 130	68,615 40	—	87,839 05	—	—	—	19,223 65	—	
60,000	—	60,000	—	2. Chemins V, 134	—	—	60,000	—	—	—	60,000	—	
41,364 07	—	42,000	—	3. Frais de garde V, 135	4,612 20	—	46,003 40	—	—	—	41,391 20	—	
199,493	—	195,000	—	4. Frais de façonnage V, 136	—	—	202,946	—	—	—	202,946	—	
1,994 60	—	2,000	—	5. Frais d'abornement et de plans V, 137	—	—	1,410 25	—	—	—	1,410 25	—	
4,932 90	—	6,500	—	6. Frais des mises V, 139	—	—	5,892 15	—	—	—	5,892 15	—	
1,470 50	—	1,000	—	7. Frais judiciaires V, 140	—	—	1,522 05	—	—	—	1,522 05	—	
4,848 97	—	5,000	—	8. Endiguement de cours d'eau et travaux de consolidation de terrains éboulés . V, 141	—	—	5,013 92	—	—	—	5,013 92	—	
7,007 20	—	7,000	—	9. Entretien des bâtiments . . . V, 143	—	—	7,013 88	—	—	—	7,013 88	—	
344,235 23	—	333,500	—		73,227 60	—	417,640 70	—	—	—	344,413 10	—	
D. Charges.													
508	—	600	—	1. Bois délivré aux usagers et aux pauvres V, 146	—	—	522	—	—	—	522	—	
40,775 69	—	40,000	—	2. Contributions publiques . . . V, 147	59 47	—	38,612 44	—	—	—	38,552 97	—	
59,617 18	—	59,000	—	3. Contributions communales . . V, 155	758 29	—	57,793 14	—	—	—	57,034 85	—	
164	—	3,000	—	4. Bois pour endiguements . . . V, 162	—	—	268	—	—	—	268	—	
101,064 87	—	102,600	—		817 76	—	97,195 58	—	—	—	96,377 82	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XV. Forêts domaniales.													
E. Frais d'administration.													
46,587	—	47,970	—	1. Quote-part de l'administration des forêts domaniales aux frais pour les inspecteurs forestiers V, 163	—	—	47,880	—	—	—	47,880	—	
5,000	—	5,000	—	2. Caisse de secours des ouvriers forestiers, subvention V, 163	—	—	5,000	—	—	—	5,000	—	
51,587	—	52,970	—		—	—	52,880	—	—	—	52,880	—	
1,139,639	—	1,122,000	—	A. Produits principaux et produits intermédiaires	1,161,959	—	—	—	1,161,959	—	—	—	
27,390	90	27,300	—	B. Produits accessoires	32,523	20	199	—	32,324	20	—	—	
344,235	23	333,500	—	C. Frais d'exploitation	73,227	60	417,640	70	—	—	344,413	10	
101,064	87	102,600	—	D. Charges	817	76	97,195	58	—	—	96,377	82	
51,587	—	52,970	—	E. Frais d'administration	—	—	52,880	—	—	—	52,880	—	
670,142	80	660,230	—		1,268,527	56	567,915	28	700,612	28	—	—	
Les recettes excèdent le budget de fr. 40,382. 28													
XVI. Domaines de l'Etat.													
A. Produit.													
233,210	76	235,000	—	1. Fermages des domaines civils . V, 167	245,489	46	1,120	10	244,369	36	—	—	
11,606	80	11,000	—	2. Fermages des domaines curiaux V, 168	11,359	25	50	60	11,308	65	—	—	
13,355	—	11,135	—	3. Loyers des églises V 170	11,135	—	—	—	11,135	—	—	—	
910,799	30	914,960	—	4. Loyers des bâtiments de l'administration V, 171	920,160	—	5,200	—	914,960	—	—	—	
146,390	—	149,110	—	5. Loyers des bâtiments militaires V, 170	149,110	—	—	—	149,110	—	—	—	
4,235	05	500	—	6. Vente de produits V, 172	1,575	—	1,301	40	273	60	—	—	
173	05	100	—	7. Recettes diverses V, 173	250	35	—	—	250	35	—	—	
1,319,769	96	1,321,805	—		1,339,079	06	7,672	10	1,331,406	96	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
XVI. Domaines de l'Etat.													
B. Frais d'exploitation.													
5,000	—	5,000	—	1. Frais de cultures et d'améliorations	V, 174	—	—	7,529	70	—	—	7,529	70
12	70	500	—	2. Frais d'abornement et de plans	V, 175	193	90	408	60	—	—	214	70
322	—	500	—	3. Frais de surveillance	V, 176	—	—	110	45	—	—	110	45
2,969	96	4,000	—	4. Frais des ventes et amodiations	V, 177	—	—	1,265	90	—	—	1,265	90
47,899	75	48,000	—	5. Assurance contre l'incendie .	V, 180	33	27	48,654	16	—	—	48,620	89
56,204	41	58,000	—			227	17	57,968	81	—	—	57,741	64
C. Charges.													
26,843	52	21,500	—	1. Contributions publiques . . .	V, 183	588	55	21,125	36	—	—	20,536	81
19,447	98	20,000	—	2. Contributions communales . .	V, 188	6,576	72	25,995	64	—	—	19,418	92
1,521	25	2,000	—	3. Frais pour le service des eaux	V, 193	559	35	2,318	82	—	—	1,759	47
47,812	75	43,500	—			7,724	62	49,439	82	—	—	41,715	20
A. Produit													
1,319,769	96	1,321,805	—			1,339,079	06	7,672	10	1,331,406	96	—	—
56,204	41	58,000	—			227	17	57,968	81	—	—	57,741	64
47,812	75	43,500	—			7,724	62	49,439	82	—	—	41,715	20
1,215,752	80	1,220,305	—			1,347,030	85	115,080	73	1,231,950	12	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 11,645.12													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
XVII. Caisse des domaines.												
65,926	—	60,620	—	A. Intérêts des créances V, 194	63,776	32	—	—	63,776	32	—	—
90,047	30	90,120	—	B. Intérêts des dettes V, 194	—	—	90,662	—	—	—	90,662	—
24,121	30	29,500	—		63,776	32	90,662	—	—	—	26,885	68
Les dépenses sont inférieures au budget de fr. 2,614.32												
XVIII. Caisse hypothécaire.												
A. Produit.												
11,518,515	30	12,183,500	—	1. Intérêts des prêts hypothécaires	12,430,315	—	8,403	05	12,421,911	95	—	—
455,236	15	477,000	—	2. Intérêts des prêts aux communes	524,196	35	—	—	524,196	35	—	—
614,474	49	468,600	—	3. Intérêts des placements temporaires	645,469	89	9,263	70	636,206	19	—	—
32,021	40	19,500	—	4. Commissions	58,264	75	20,756	—	37,508	75	—	—
17,720	36	15,000	—	5. Loyer du bâtiment de l'établissement	17,010	—	4,402	59	12,607	41	—	—
1,441,234	35	1,429,400	—	6. ^a Intérêt de l'emprunt de 1897, fr. 47,646,500, 3 %	—	—	1,426,182	40	—	—	1,426,182	40
1,050,000	—	1,050,000	—	6. ^b Intérêt de l'emprunt de 1905, fr. 30,000,000, 3 1/2 %	—	—	1,050,000	—	—	—	1,050,000	—
400,000	—	400,000	—	6. ^c Intérêt de l'emprunt de 1911, fr. 10,000,000, 4 %	—	—	400,000	—	—	—	400,000	—
—	—	—	—	6. ^d Intérêt de l'emprunt de 1913, fr. 15,000,000, 4 1/2 %	—	—	356,250	—	—	—	356,250	—
30,263	35	12,000	—	7. Frais de paiement des coupons et des obligations	—	—	16,235	—	—	—	16,235	—
332,663	—	352,700	—	8. Amortissement des frais des emprunts	—	—	337,039	35	—	—	337,039	35
5,099,942	35	5,379,400	—	9. Intérêts des dépôts contre bons de caisse	886	50	5,475,240	50	—	—	5,474,354	—
973,997	19	1,059,500	—	10. Intérêts des dépôts en compte courant	—	—	1,090,661	92	—	—	1,090,661	92
1,060,855	70	1,095,700	—	11. Intérêts des dépôts d'épargne	—	—	1,109,947	15	—	—	1,109,947	15
75,321	10	70,700	—	12. Intérêts d'emprunts temporaires	—	—	70,861	75	—	—	70,861	75
11,501	80	2,000	—	13. ^a Pertes	1,520	—	4,317	—	—	—	2,797	—
30,000	—	50,000	—	13. ^b Versement au fonds de réserve	—	—	30,000	—	—	—	30,000	—
275,500	—	309,100	—	14. Impôts	—	—	305,075	—	—	—	305,075	—
800,000	—	800,000	—	15. Intérêt du fonds capital	—	—	800,000	—	—	—	800,000	—
1,056,688	86	1,153,100	—		13,677,662	49	12,514,635	41	1,163,027	08	—	—
B. Frais d'administration.												
9,284	70	13,500	—	1. Indemnités des organes administratifs	—	—	13,343	30	—	—	13,343	30
47,500	—	47,500	—	2. Traitements des fonctionnaires	—	—	47,500	—	—	—	47,500	—
92,534	60	100,500	—	3. Traitements des employés	—	—	100,250	—	—	—	100,250	—
7,000	—	11,000	—	4. Loyers	—	—	11,000	—	—	—	11,000	—
38,359	45	18,500	—	5. Frais de bureau	15,356	95	45,384	10	—	—	30,027	15
495	05	500	—	6. Frais judiciaires et de poursuites	6,832	50	7,477	75	—	—	645	25
3,302	40	2,500	—	7. Emoluments	3,976	60	—	—	3,976	60	—	—
190,881	30	189,000	—		26,166	05	224,955	15	—	—	198,789	10

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses brutes		Recettes nettes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
XX. Caisse de l'Etat.													
A. Intérêts des créances.													
1. Intérêts des placements:													
207,058	84	—	—	a. Dépôts à la Banque cantonale	—	—	—	—	—	—	—	—	—
46,021	25	48,000	—	b. Obligations V, 198	46,641	30	1,005	85	45,635	45	—	—	—
599,966	70	650,000	—	c. Actions V, 199	836,983	45	9,060	55	827,922	90	—	—	—
2. Intérêts d'avances:													
156,567	59	124,000	—	a. Administrations spéciales . . V, 200	156,449	14	—	—	156,449	14	—	—	—
37,807	77	10,000	—	b. Oeuvres d'utilité publique . V, 201	77,331	53	—	—	77,331	53	—	—	—
5,482	07	5,000	—	3. Intérêts de créances diverses et									
				intérêts moratoires V, 205	4,526	44	—	—	4,526	44	—	—	—
9,167	20	—	—	4. Recettes diverses V, 207	6,172	42	50	54	6,121	88	—	—	—
1,062,071	42	837,000	—		1,128,104	28	10,116	94	1,117,987	34	—	—	—
B. Intérêts des dettes.													
1. Intérêts des dépôts:													
288,609	67	250,000	—	a. Administrations spéciales . . V, 208	31,652	17	243,648	10	—	—	211,995	93	—
25,845	36	20,000	—	b. Consignations judiciaires . . V, 211	102	80	20,368	36	—	—	20,265	56	—
599	98	2,000	—	c. Consignations administratives . V, 213	—	—	117	29	—	—	117	29	—
2,244	50	—	—	d. Fonds spéciaux V, 215	3,129	08	990	01	2,139	07	—	—	—
14,038	76	7,000	—	e. Dépôts divers V, 217	51	65	9,168	97	—	—	9,117	32	—
9,382	93	8,000	—	2. Escomptes pour paiements au comptant V, 221	6	22	6,651	24	—	—	6,645	02	—
336,232	20	287,000	—		34,941	92	280,943	97	—	—	246,002	05	—
A. Intérêts des créances													
1,062,071	42	837,000	—	B. Intérêts des dettes	1,128,104	28	10,116	94	1,117,987	34	—	—	—
336,232	20	287,000	—		34,941	92	280,943	97	—	—	246,002	05	—
725,839	22	550,000	—		1,163,046	20	291,060	91	871,985	29	—	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 321,985. 29													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XXI. Amendes et confiscations.													
A. Amendes.													
179,389	90	130,000	—	1. Amendes prononcées V, 227	175,066	74	—	—	175,066	74	—	—	
25,976	28	30,000	—	2. Amendes commuées V, 230	—	—	25,781	85	—	—	25,781	85	
6,609	—	6,500	—	3. Amendes prescrites V, 233	—	—	6,375	50	—	—	6,375	50	
4,998	70	500	—	4. Amendes administratives . . V, 257	5,292	60	197	40	5,095	20	—	—	
1,155	28	1,000	—	5. Part des amendes fédérales . V, 239	1,227	85	—	—	1,227	85	—	—	
152,958	60	95,000	—		181,587	19	32,354	75	149,232	44	—	—	
B. Emploi du produit des amendes.													
6,223	17	5,000	—	1. Frais de perception V, 243	—	—	6,487	85	—	—	6,487	85	
2,627	30	3,000	—	2. Récompenses à des agents de police communaux et à des particuliers . V, 244	—	—	2,644	10	—	—	2,644	10	
20,000	—	20,000	—	3. Contribution aux traitements du corps de la police V, 245	—	—	20,000	—	—	—	20,000	—	
17,000	—	17,000	—	4. Subvention en faveur de la caisse des gendarmes invalides V, 245	—	—	17,000	—	—	—	17,000	—	
45,211	65	23,000	—	5. Part des communes V, 246	—	—	45,211	65	—	—	45,211	65	
45,211	65	23,000	—	6. Part du service sanitaire . . V, 245	—	—	45,211	65	—	—	45,211	65	
11,136	40	4,000	—	7. Parts diverses d'amendes . . V, 251	—	—	8,534	74	—	—	8,534	74	
5,548	43	—	—	8. Report à compte nouveau . . V, 251	82,944	77	87,087	22	—	—	4,142	45	
152,958	60	95,000	—		82,944	77	232,177	21	—	—	149,232	44	
C. Indemnités et confiscations.													
5,869	90	3,000	—	1. Indemnités V, 256	37,611	63	24,736	12	12,875	51	—	—	
24	90	100	—	2. Confiscations V, 258	68	40	—	—	68	40	—	—	
5,894	80	3,100	—		37,680	03	24,736	12	12,943	91	—	—	
A. Amendes													
152,958	60	95,000	—	B. Emploi du produit des amendes	181,587	19	32,354	75	149,232	44	—	—	
152,958	60	95,000	—	C. Indemnités et confiscations	82,944	77	232,177	21	—	—	149,232	44	
5,894	80	3,100	—		37,680	03	24,736	12	12,943	91	—	—	
5,894	80	3,100	—	Les recettes excèdent le budget de . fr. 9,843.91	302,211	99	289,268	08	12,943	91	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XXII. Régales de la chasse, de la pêche et des mines.													
A. Chasse.													
84,603	60	72,000	—	1. Patentes de chasse	V, 260	84,821	25	114	80	84,706	45	—	—
15,920	—	14,000	—	2. Part des communes, 20 % . . .	V, 261	—	—	17,280	—	—	—	17,280	—
16,686	85	21,400	—	3. Frais de surveillance et de perception	V, 263	1,250	—	21,380	80	—	—	20,130	80
2,000	—	2,500	—	4. Encouragements à la chasse .	V, 264	—	—	2,380	76	—	—	2,380	76
2,980	02	3,000	—	5. Indemnité de la Confédération	V, 264	3,518	98	—	—	3,518	98	—	—
52,976	77	37,100	—			89,590	23	41,156	36	48,433	87	—	—
B. Pêche.													
16,349	20	17,000	—	1. Ferme de la pêche et patentes	V, 266	19,577	—	60	30	19,516	70	—	—
11,898	85	12,000	—	2. Frais de surveillance et de perception	V, 269	1,099	—	14,207	96	—	—	13,108	96
226	40	500	—	3. Encouragements à la pisciculture	V, 270	5,809	—	6,211	50	—	—	402	50
5,463	55	5,000	—	4. Indemnité de la Confédération	V, 272	6,414	38	—	—	6,414	38	—	—
403	47	1,050	—	5. Etablissement de pisciculture .	V, 273	1,992	65	977	80	1,014	85	—	—
189	80	400	—	6. Frais de justice	V, 275	—	—	1	50	—	—	1	50
9,901	17	10,150	—			34,892	03	21,459	06	13,432	97	—	—
C. Mines.													
1,000	—	1,000	—	1. Traitement de l'inspecteur des mines	V, 276	—	—	1,000	—	—	—	1,000	—
2,286	84	1,500	—	2. Droits d'exploitation du minéral de fer	V, 277	2,365	92	—	—	2,365	92	—	—
173	92	175	—	3. Carrières:									
886	08	325	—	a. Droits de concession	V, 278	207	62	—	—	207	62	—	—
—	—	500	—	b. Carrière de Stockern, exploitation	V, 279	2,746	—	1,044	12	1,701	88	—	—
2,346	84	500	—	4. Recherche de gisements miniers	V, 280	—	—	3,842	20	—	—	3,842	20
						5,319	54	5,886	32	—	—	566	78
52,976	77	37,100	—	A. Chasse		89,590	23	41,156	36	48,433	87	—	—
9,901	17	10,150	—	B. Pêche		34,892	03	21,459	06	13,432	97	—	—
2,346	84	500	—	C. Mines		5,319	54	5,886	32	—	—	566	78
65,224	78	47,750	—			129,801	80	68,501	74	61,300	06	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 13,550.06													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XXV. Emoluments.													
A. Emoluments des secrétariats de préfecture, des greffes et des offices des poursuites et des faillites.													
1,148,574	62	850,000	—	1. Emoluments proportionnels des secrétariats de préfecture . . . VI, 10	1,090,732	37	565	70	1,090,166	67	—	—	
218,728	30	160,000	—	2. Emoluments fixes des secrétariats de préfecture . . . VI, 262	426,008	—	187,145	60	238,862	40	—	—	
517,605	20	380,000	—	3. Emoluments des greffes des tribunaux et des offices des poursuites et des faillites . . . VI, 56	523,465	—	2,939	—	520,526	—	—	—	
1,144	50	1,200	—	4. Frais de perception . . . VI, 57	—	—	1,343	15	—	—	1,343	15	
1,883,763	62	1,388,800	—		2,040,205	37	191,993	45	1,848,211	92	—	—	
B. Chancellerie d'Etat.													
50,744	05	35,000	—	1. Emoluments, droits de patente et droits de naturalisation . . . VI, 59	57,705	—	1,983	65	55,721	35	—	—	
50,744	05	35,000	—		57,705	—	1,983	65	55,721	35	—	—	
C. Greffe de la Cour suprême.													
13,250	—	7,000	—	1. Cour suprême, émoluments en affaires civiles, émoluments de chancellerie et droits de patente VI, 60	13,800	—	—	—	13,800	—	—	—	
740	—	600	—	2. Emoluments du Tribunal administratif . VI, 61	870	—	—	—	870	—	—	—	
—	—	4,000	—	3. Emoluments du Tribunal de commerce VI, 67 (Emoluments en matière pénale, v. III ^b , G, 2.)	3,650	—	—	—	3,650	—	—	—	
13,990	—	11,600	—		18,320	—	—	—	18,320	—	—	—	
D. Justice et police.													
24,149	95	14,000	—	1. Emoluments des Directions de la justice et de la police . . . VI, 64	27,705	—	92	85	27,612	15	—	—	
85,744	20	80,000	—	2. Patentes des colporteurs et émoluments en matière de police des foires et marchés . . VI, 65	97,149	10	—	—	97,149	10	—	—	
92,917	—	75,000	—	3. Patentes des commis-voyageurs . VI, 65	90,406	—	—	—	90,406	—	—	—	
65,725	—	50,000	—	4. Permis de circulation pour vélocipèdes et automobiles . . . VI, 66	87,577	—	15,816	45	71,760	55	—	—	
268,536	15	219,000	—		302,837	10	15,909	30	286,927	80	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XXV. Emoluments.													
E. Direction de l'intérieur.													
3,161	53	3,000	—	1. Droits de concession VI, 68	3,161	83	—	—	3,161	83	—	—	
13,356	80	12,000	—	2. Emoluments et droits de patente VI, 69	15,746	95	28	50	15,718	45	—	—	
750	—	200	—	3. Emoluments de la Chambre du commerce et de l'industrie . . VI, 69	600	—	26	—	574	—	—	—	
17,268	33	15,200	—		19,508	78	54	50	19,454	28	—	—	
F. Direction des finances.													
150	—	100	—	1. Emoluments et patentes des dé- bitants de sel	—	—	—	—	—	—	—	—	
9,141	—	7,000	—	2. Emoluments de la commission can- tonale des recours VI, 72	15,964	—	645	75	15,318	25	—	—	
9,291	—	7,100	—		15,964	—	645	75	15,318	25	—	—	
1,883,763	62	1,388,800	—	A. Emoluments des secrétariats de préfec- ture, des greffes et des offices des pour- suites et des faillites	2,040,205	37	191,993	45	1,848,211	92	—	—	
50,744	05	35,000	—	B. Chancellerie d'Etat	57,705	—	1,983	65	55,721	35	—	—	
13,990	—	11,600	—	C. Greffe de la Cour suprême	18,320	—	—	—	18,320	—	—	—	
268,536	15	219,000	—	D. Justice et police	302,837	10	15,909	30	286,927	80	—	—	
17,268	33	15,200	—	E. Direction de l'intérieur	19,508	78	54	50	19,454	28	—	—	
9,291	—	7,100	—	F. Direction des finances	15,964	—	645	75	15,318	25	—	—	
2,243,593	15	1,676,700	—		2,454,540	25	210,586	65	2,243,953	60	—	—	
Les recettes excèdent le budget de fr. 567,253. 60													
XXVI. Taxe des successions et donations.													
A. Produit.													
672,576	49	500,000	—	1. Taxe ordinaire VI, 74	714,247	25	3,325	60	710,921	65	—	—	
67,283	82	50,000	—	2. Part des communes, 10 % . . VI, 75	279	74	71,409	62	—	—	71,129	88	
3,425	82	2,000	—	3. Amendes VI, 75	3,748	70	—	—	3,748	70	—	—	
608,718	49	452,000	—		718,275	69	74,735	22	643,540	47	—	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.												
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.												
XXVIII. Patentes d'auberge et permis de vente des spiritueux.												
A. Patentes d'auberge.												
1,176,362	95	1,167,000	—	1. Patentes d'auberge VI, 111	1,212,903	65	35,731	70	1,177,171	95	—	—
116,257	86	117,000	—	2. Part des communes, 10 % . . VI, 114	—	—	116,257	86	—	—	116,257	86
1,060,105	09	1,050,000	—		1,212,903	65	151,989	56	1,060,914	09	—	—
B. Permis de vente des spiritueux.												
32,590	20	32,000	—	1. Permis de vente VI, 117	32,926	90	545	—	32,381	90	—	—
16,440	—	16,000	—	2. Part des communes, 50 % . . VI, 119	—	—	16,290	—	—	—	16,290	—
16,150	20	16,000	—		32,926	90	16,835	—	16,091	90	—	—
C. Frais de perception.												
450	60	2,000	—	1. Frais d'inspection, de taxation, de perception et d'impression . VI, 120	—	—	766	10	—	—	766	10
450	60	2,000	—		—	—	766	10	—	—	766	10
A. Patentes d'auberge												
1,060,105	09	1,050,000	—	B. Permis de vente des spiritueux	1,212,903	65	151,989	56	1,060,914	09	—	—
16,150	20	16,000	—	C. Frais de perception	32,926	90	16,835	—	16,091	90	—	—
450	60	2,000	—		—	—	766	10	—	—	766	10
1,075,804	69	1,064,000	—		1,245,830	55	169,590	66	1,076,239	89	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 12,230.89												

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
XXIX. Part du produit du monopole de l'alcool.													
1,262,108	25	1,000,000	—	1. Versement de la Confédération	VI, 122	1,184,440	05	—	—	1,184,440	05	—	—
				2. Prélèvement p ^r les mesures propres à combattre l'alcoolisme:									
20,269	15	20,500	—	a. Direction de la police . .	VI, 122	—	—	20,512	60	—	—	20,512	60
1,500	—	1,500	—	b. Direction de l'instruction publique	VI, 122	—	—	1,500	—	—	—	1,500	—
35,950	65	36,000	—	c. Direction de l'assistance publique	VI, 123	—	—	35,993	75	—	—	35,993	75
44,000	—	42,000	—	d. Direction de l'intérieur .	VI, 123	—	—	55,500	—	—	—	55,500	—
24,491	—	—	—	e. Fonds de réserve {	VI, 123	—	—	4,937	65	—	—	4,937	65
—	—	—	—			—	—	—	—	—	—	—	—
1,135,897	45	900,000	—			1,184,440	05	118,444	—	1,065,996	05	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 165,996. 05													
XXX. Part au bénéfice de la Banque nationale suisse.													
100,000	—	100,000	—	1. Indemnité de 45 ct. par cent francs de l'émission de billets de banque de la Banque cantonale	VI, 126	90,000	—	—	—	90,000	—	—	—
193,763	10	193,763	—	2. Indemnité de 35 ct. par tête de la population domiciliée . . .	VI, 127	226,056	95	—	—	226,056	95	—	—
293,763	10	293,763	—			316,056	95	—	—	316,056	95	—	—
Les recettes excèdent le budget de fr. 22,293. 95													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.													
COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.	Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	
Administration Courante.													
XXXI. Taxe militaire.													
A. Taxe militaire.													
773,700	05	690,000	—	1. Contribuables présents VI, 132	847,584	80	3,391	55	844,193	25	—	—	
102,505	90	70,000	—	2. Contribuables absents du pays VI, 143	105,194	55	—	—	105,194	55	—	—	
20,147	15	5,000	—	3. Militaires astreints au paiement de la taxe VI, 149	31,696	45	13,464	35	18,232	10	—	—	
4,868	95	5,000	—	4. Arriéré VI, 152	5,114	45	16,093	15	—	—	10,978	70	
445,742	07	380,000	—	5. Part de la Confédération, 50 % VI, 153	—	—	478,320	60	—	—	478,320	60	
445,742	08	380,000	—		989,590	25	511,269	65	478,320	60	—	—	
B. Frais de taxation et de perception.													
6,000	—	6,400	—	1. Traitements des employés . . VI, 154	—	—	6,400	—	—	—	6,400	—	
5,585	65	6,000	—	2. Frais de taxation VI, 155	—	—	5,648	20	—	—	5,648	20	
55,940	49	64,600	—	3. Frais de perception, d'impres- sion et de poursuites VI, 159	978	—	61,829	60	—	—	60,851	60	
1,666	65	1,500	—	4. Contribution au traitement du commissaire des guerres . . VI, 165	—	—	1,500	—	—	—	1,500	—	
35,659	36	30,400	—	5. Part de la Confédération aux frais de perception VI, 165	38,265	65	—	—	38,265	65	—	—	
33,533	43	48,100	—		39,243	65	75,377	80	—	—	36,134	15	
A. Taxe militaire 989,590 25 511,269 65 478,320 60 — —													
B. Frais de taxation et de perception 39,243 65 75,377 80 — — 36,134 15													
					1,028,833	90	586,647	45	442,186	45	—	—	
445,742 08 380,000					Les recettes excèdent le budget de fr. 110,286. 45								
33,533 43 48,100													
412,208 65 331,900													

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTE DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses		Recettes nettes		Dépenses	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.	fr.	ct.
Administration Courante.													
XXXII. Impôts directs.													
A. Impôt sur la fortune.													
1. Impôt foncier:													
2,494,327	23	2,500,000	—	a. dans l'ancienne partie du canton, 2,5 ‰	VI, 174	2,552,804	51	3,674	56	2,549,129	95	—	—
710,424	18	699,200	—	b. dans le Jura, 2,3 ‰	VI, 175	719,973	42	1,692	30	718,281	12	—	—
2. Impôt des capitaux garantis par hypothèques:													
1,920,505	65	1,857,500	—	a. dans l'ancienne partie du canton, 2,5 ‰	VI, 177	2,011,845	76	905	39	2,010,940	37	—	—
192,805	55	197,800	—	b. dans le Jura, 2,3 ‰	VI, 178	194,753	61	167	10	194,586	51	—	—
100,818	76	15,000	—	3. Recouvrement complémentaire.	VI, 179	85,673	02	—	—	85,673	02	—	—
56,010	06	5,000	—	4. Amendes	VI, 181	39,746	67	—	—	39,746	67	—	—
5,474,891	43	5,274,500	—			5,604,796	99	6,439	35	5,598,357	64	—	—
B. Impôt du revenu.													
1. Impôt du revenu de I ^{re} classe:													
3,211,139	58	3,150,000	—	a. dans l'ancienne partie du canton, 3,75 ‰	VI, 186	3,539,047	50	212,715	26	3,326,332	24	—	—
935,510	90	876,300	—	b. dans le Jura, 3,45 ‰	VI, 191	1,041,323	85	67,798	07	973,525	78	—	—
2. Impôt du revenu de II ^e classe:													
37,476	20	35,000	—	a. dans l'ancienne partie du canton, 5 ‰	VI, 194	40,050	—	1,490	33	38,559	67	—	—
6,042	60	5,980	—	b. dans le Jura, 4,60 ‰	VI, 195	6,320	40	383	50	5,936	90	—	—
3. Impôt du revenu de III ^e classe:													
1,065,206	44	937,500	—	a. dans l'ancienne partie du canton, 6,25 ‰	VI, 205	1,141,068	75	17,046	42	1,124,022	33	—	—
75,547	39	63,250	—	b. dans le Jura, 5,75 ‰	VI, 209	82,587	25	2,131	52	80,455	73	—	—
34,970	12	25,000	—	4. Recouvrement complémentaire.	VI, 203	34,373	46	—	—	34,373	46	—	—
17,445	54	10,000	—	5. Amendes	VI, 208	22,688	61	—	—	22,688	61	—	—
5,383,338	77	5,103,030	—			5,907,459	82	301,565	10	5,605,894	72	—	—
C. Frais de taxation et de perception.													
17,543	20	18,500	—	1. Commissions de l'impôt du re-	VI, 211	—	—	17,722	80	—	—	17,722	80
33,763	84	40,000	—	venu				39,913	80	—	—	39,883	80
2. Commission cantonale des recours													
3. Provisions de perception:													
120,458	86	107,090	—	a. pour l'impôt sur la fortune.	VI, 217	—	—	119,835	81	—	—	119,835	81
167,807	51	152,040	—	b. pour l'impôt du revenu	VI, 217	—	—	175,464	40	—	—	175,464	40
691	—	5,000	—	4. Frais de la revision de la loi sur	VI, 218	—	—	601	80	—	—	601	80
5,303	05	5,500	—	l'impôt				5,328	70	—	—	5,328	70
21,827	10	30,000	—	5. Indemnités aux communes	VI, 219	1,182	25	40,267	18	—	—	39,084	93
367,394	56	358,130	—	6. Frais divers de perception	VI, 265	1,212	25	399,134	49	—	—	397,922	24

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

COMPTÉ DE 1912.		BUDGET DE 1913.		RUBRIQUES DU COMPTE.		Recettes brutes		Dépenses nettes	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
				Administration Courante.					
				XXXII. Impôts directs.					
				D. Frais d'administration.					
11,000	—	11,000	—	1. Traitements des fonctionnaires	VI, 228	—	—	11,000	—
43,400	—	43,900	—	2. Traitements des employés . .	VI, 229	—	—	42,926	55
4,984	20	12,000	—	3. Frais de bureau et de déplacement	VI, 234	—	—	10,292	05
1,755	—	1,755	—	4. Loyers	VI, 236	—	—	1,755	—
61,139	20	68,655	—			—	—	65,973	60
5,474,891	43	5,274,500	—	A. Impôt sur la fortune		5,604,796	99	6,439	35
5,383,338	77	5,103,030	—	B. Impôt du revenu		5,907,459	82	301,565	10
367,394	56	358,130	—	C. Frais de taxation et de perception . . .		1,212	25	399,134	49
61,139	20	68,655	—	D. Frais d'administration		—	—	65,973	60
10,429,696	44	9,950,745	—			11,513,469	06	773,112	54
				Les recettes excèdent le budget de fr. 789,611. 52					
				XXXIII. Imprévu.					
—	—	—	—	1. Successions en déshérence		—	—	—	—
400	—	—	—	2. Restitutions anonymes		—	—	—	—
100,000	—	—	—	3. Réserve pour les frais de la ré- vision des registres fonciers . VI, 250		—	—	62,854	44
50,000	—	—	—	4. Réserve pour la fondation d'une caisse de pension et d'invalidité pour les fonctionnaires et employés de l'Etat . VI, 250		—	—	50,000	—
150,400	—	—	—			—	—	112,854	44
				Les dépenses excèdent le budget de fr. 112,854. 44					

SECONDE PARTIE.

COMPTE

DES

ÉLÉMENTS DE LA FORTUNE DE L'ÉTAT
(ACTIF ET PASSIF).

- I. Compte du fonds capital.
 - II. Compte du fonds d'administration.
-

1913.

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.									
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MOUVEMENT				
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.				
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.			
I. Fonds capital.									
A. Forêts.									
16,351,910	--	—	—	Estimation cadastrale fr. 16,351,910. —.	Achats de forêts	58,500	—		
					Plus-value des ventes de forêts	15,112	—		
					Vente de droits	5,000	—		
					Infériorités de prix d'achat	4,000	—		
					Vente d'eau	200	—		
					Augmentation de l'évaluation des forêts	79,280	—		
16,351,910	—	—	—	Total de l'actif VII, 1	Total des augmentations .	162,092	—		
B. Domaines.									
32,158,107	—	—	—	Estimation cadastrale fr. 42,158,107.—*)	Achats de domaines . . .	290,293	20	—	
					Plus-value des ventes de domaines	131,024	25	—	
					Augmentation de l'évaluation des domaines	1,114,950	—		
				*) Domaines civils Fr. 36,827,776. —	Rachat de servitudes . . .	1,100	—		
				Domaines curiaux » 5,330,331. —	Vente de droits	550	—		
				Fr. 42,158,107. —	Infériorités de prix d'achat	11,390	—		
32,158,107	—	—	—	Total de l'actif VII, 2	Total des augmentations .	1,549,307	45	—	
C. Caisse des domaines.									
584,066	13	—	—	1. Créances pour ventes . . VII, 4	Créances nouvelles:				
					Ventes de forêts	31,972	—		
					Ventes de domaines . . .	169,180	10	—	
					Valeurs	25,000	—		
—	—	2,238,790	—	2. Dettes pour achats . . . VII, 4	Paiements p ^r des acquisitions	341,720	—		
1,007,835	58	—	—	3. Caisse hypothécaire, compte courant VII, 5	Recettes:				
					Créances rentrées	190,492	23	—	
1,591,901	71	2,238,790	—	Total de l'actif et du passif . . .	Total des augmentations .	758,364	33	—	
646,888	29			Passif net	Diminution nette (augmen- tation de la dette nette). . . .	198,653	25	—	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DECEMBRE 1913.				
Avoir.			Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
I. Fonds capital.							
A. Forêts.							
31,972	—	Ventes de forêts.	Estimation cadastrale fr. 16,457,020. —.	16,457,020	—	—	—
24,660	—	Excédents de prix d'achat.					
350	—	Achat de droits.					
56,982	—	Total des diminutions.	Total de l'actif.	16,457,020	—	—	—
105,110	—	Augmentation nette.	VII, 1				
B. Domaines.							
169,180	10	Ventes de domaines.	Estimation cadastrale fr. 43,263,149.80. *)	33,263,149	80	—	—
3,291	35	Moins-value des ventes.					
75,133	20	Excédents de prix d'achat.					
109,380	—	Diminution de l'évaluation des domaines.	*) Domaines civils Fr. 37,945,948. 80				
86,880	—	Cession de biens curiaux.	Domaines curiaux » 5,317,201. —				
400	—	Achat de droits.	Fr. 43,263,149. 80				
444,264	65	Total des diminutions.	Total de l'actif.	33,263,149	80	—	—
1,105,042	80	Augmentation nette.	VII, 2				
C. Caisse des domaines.							
190,492	23	Créances rentrées.	1. Créances pour ventes. VII, 4	594,726	—	—	—
25,000	—	Amortissement de valeurs.	Pour mémoire: 100 actions ordinaires de la Compagnie des chemins de fer des Alpes Bernoises fr. 50,000.				
58,500	—	Dettes nouvelles:	2. Dettes pour achats. VII, 4	—	—	2,245,863	20
290,293	20	Achats de forêts.	3. Caisse hypothécaire, compte courant. VII, 5	805,595	66	—	—
341,720	—	Achats de domaines.					
25,000	—	Dépenses:					
26,012	15	Paiements de dettes.					
		Acquisition de valeurs.					
		Améliorations de domaines.					
957,017	58	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif.	1,400,321	66	2,245,863	20
			Passif net.	845,541	54		

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.

SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MOUVEMENT			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.		
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.	
				I. Fonds capital.			
				D. Caisse hypothécaire.			
262,325,176	60	—	—	1. Prêts hypothécaires.	Nouveaux prêts	27,243,963	95
11,226,524	80	—	—	2. Prêts aux communes.	Nouveaux prêts	1,414,300	—
300,000	—	—	—	3. Immeubles.	Frais de transformation . .	8,489	15
336,660	69	—	—	4. Caisse et compensations.	Recettes	73,272,188	91
907,623	05	—	—	5. Banque cantonale.	Dépôts en compte courant	26,083,012	62
4,773,720	—	—	—	6. Valeurs.	Acquisitions de valeurs . .	559,800	—
3,136,385	54	—	—	7. Caisse de l'Etat, compte courant.	Dépôts	7,012,665	80
—	—	1,007,835	58	8. Caisse des domaines, compte courant.	Remboursements	483,394	15
—	—	47,646,500	—	9. ^a Emprunt de 1897, 3 %.	Amortissement	514,000	—
—	—	30,000,000	—	9. ^b Emprunt de 1905, 3 1/2 %.	—	—	—
—	—	10,000,000	—	9. ^c Emprunt de 1911, 4 %.	—	—	—
—	—	—	—	9. ^d Emprunt de 1913, 4 1/2 %.	—	—	—
—	—	332,507	50	10. Amortissement des emprunts.	Obligations remboursées . .	516,007	50
—	—	125,268,215	—	11. Dépôts contre obligations et bons de caisse.	—	2,358,300	—
—	—	25,730,630	85	12. Dépôts en compte courant.	Remboursements de dépôts	3,536,319	59
—	—	28,311,837	80	13. Dépôts d'épargne.	—	9,713,625	90
8,747,902	20	—	—	14. Intérêts de créances, commissions, etc.	Nouveaux intérêts	13,703,828	54
—	—	3,488,590	20	15. Intérêts de dettes, impôts, etc.	Paiements	12,411,697	36
—	—	—	—	16. Profits et pertes.	Frais et versement du produit net	13,632,430	65
687,053	80	—	—	17. Frais des emprunts.	Intérêt et nouveaux frais . .	459,985	55
—	—	654,929	75	18. Fonds de réserve.	Prélèvement	—	—
—	—	—	—	19. Hôpital de l'Île.	Remboursements	185,796	40
292,441,046	68	272,441,046	68	Total de l'actif et du passif.	Total des augmentations	193,109,806	07
		20,000,000	—	Actif net (fonds capital). VII, 6			
				E. Banque cantonale.			
2,969,622	34	—	—	Caisse.	—	411,900,417	32
24,181,254	61	—	—	Effets sur la Suisse.	—	470,282,875	26
1,658,062	35	—	—	Effets sur l'étranger.	—	96,148,730	85
2,499,553	30	—	—	Effets avec nantissement.	—	9,890,961	60
55,189,339	91	55,189,339	91	Banque centrale et succursales.	—	350,432,711	89
72,354,360	25	4,322,206	76	Comptes de crédits.	—	220,145,193	61
52,990,680	98	8,481,257	11	Correspondants.	—	960,219,992	92
31,563,927	30	—	—	Valeurs.	—	19,066,382	19
16,048,397	38	—	—	Prêts sur nantissement.	—	42,143,013	52
15,474,259	78	—	—	Prêts.	—	4,819,985	03
22,192,775	84	—	—	Créances hypothécaires.	—	6,097,334	95
3,982,100	—	—	—	Immeubles (y. compris les bâtiments de la Banque).	Nouvelles créances et rem-	562,439	84
1	—	—	—	Mobilier.	boursements de dettes.	39,397	20
—	—	23,804,000	—	Emprunts.	—	627,500	—
—	—	1,000,000	—	Fonds de réserve.	—	—	—
—	—	348,923	04	Réserve spéciale pour pertes évent. sur valeurs	—	—	—
—	—	513,451	43	Réserve spéciale pour créances.	—	39,561	65
—	—	78,445,468	08	Comptes de dépôts.	—	394,363,210	70
—	—	45,659,954	42	Carnets d'épargne.	—	22,803,045	63
—	—	60,558,500	—	Bons de caisse.	—	13,463,000	—
—	—	1,576,203	90	Acceptations.	—	2,659,051	75
15,000	—	—	—	Fondation de nouvelles succursales.	—	—	—
1,076,084	05	1,058,293	66	Reports d'intérêts et réescompte d'effets.	—	2,640,717	21
—	—	1,217,820	78	Profits et pertes.	—	47,065,607	50
302,175,419	09	282,175,419	09	Total de l'actif et du passif.	Total des augmentations.	3,075,411,130	62
		20,000,000	—	Actif net (fonds capital). VII, 6			

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.								
DES CAPITAUX.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.					
Avoir.			Rubriques du compte.		Doit.		Avoir.	
fr.	ct.				fr.	ct.	fr.	ct.
			I. Fonds capital.					
			D. Caisse hypothécaire.					
12,266,569	20	Remboursements de prêts.	1. Prêts hypothécaires		277,302,571	35	—	—
625,381	20	Remboursements de prêts.	2. Prêts aux communes		12,015,443	60	—	—
—	—	—	3. Immeubles		308,489	15	—	—
73,310,899	26	Dépenses.	4. Caisse et compensations		297,950	34	—	—
14,161,814	37	Retraits.	5. Banque cantonale		12,828,821	30	—	—
2,543,117	—	Remboursements et ventes de valeurs.	6. Valeurs		2,790,403	—	—	—
8,665,770	22	Remboursements.	7. Caisse de l'Etat, compte courant		1,483,281	12	—	—
281,154	23	Dépôts.	8. Caisse des domaines, compte courant		—	—	805,595	66
—	—	—	9. ^a Emprunt de 1897, 3 %		—	—	47,132,500	—
—	—	—	9. ^b Emprunt de 1905, 3 1/2 %		—	—	30,000,000	—
—	—	—	9. ^c Emprunt de 1911, 4 %		—	—	10,000,000	—
15,000,000	—	Emission de l'emprunt.	9. ^d Emprunt de 1913, 4 1/2 %		—	—	15,000,000	—
514,000	—	Obligations à rembourser.	10. Amortissement des emprunts		—	—	330,500	—
10,835,500	—	Nouveaux dépôts.	11. Dépôts contre obligations et bons de caisse		—	—	133,745,415	—
4,623,558	19		12. Dépôts en compte courant		—	—	26,817,869	45
10,404,497	85		13. Dépôts d'épargne		—	—	29,002,709	75
12,926,490	34	Rentrées d'intérêts, etc.	14. Intérêts de créances, commissions, etc.		9,525,240	40	—	—
12,739,590	56	Nouveaux intérêts.	15. Intérêts de dettes, impôts, etc.		—	—	3,816,483	40
13,632,430	65	Produits.	16. Profits et pertes		—	—	—	—
337,039	35	Amortissement.	17. Frais des emprunts		810,000	—	—	—
56,197	25	Versement.	18. Fonds de réserve		—	—	711,127	—
185,796	40	Dépôts.	19. Hôpital de l'Ile		—	—	—	—
193,109,806	07	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif		317,362,200	26	297,362,200	26
			Actif net (fonds capital) . . . VII, 6				20,000,000	—
			E. Banque cantonale.					
412,094,809	89	Nouvelles dettes et rem- boursements de créances.	Caisse		2,775,229	77	—	—
472,831,384	43		Effets sur la Suisse		21,632,745	44	—	—
96,181,925	53		Effets sur l'étranger		1,624,867	67	—	—
9,421,023	85		Effets avec nantissement		2,969,491	05	—	—
350,432,711	89		Banque centrale et succursales		59,470,781	40	59,470,781	40
207,524,657	90		Comptes de crédits		88,164,807	75	7,512,118	55
966,988,305	26		Correspondants		46,844,952	77	9,103,841	24
19,673,458	59		Valeurs		30,956,850	90	—	—
28,220,244	65		Prêts sur nantissement		29,971,166	25	—	—
2,907,222	68		Prêts		17,387,022	13	—	—
3,548,717	84		Créances hypothécaires		24,741,392	95	—	—
1,409,259	15		Immeubles (y compris les bâtiments de la Banque)		3,115,280	69	—	—
39,397	20		Mobilier		1	—	—	—
200,500	—		Emprunts		—	—	23,377,000	—
—	—		Fonds de réserve		—	—	1,000,000	—
—	—		Réserve spéciale pour pertes éven. sur valeurs		—	—	348,923	04
194,820	78		Réserve spéciale pour créances		—	—	668,710	56
398,253,520	73		Comptes de dépôts		—	—	82,335,778	11
27,890,419	41		Carnets d'épargne		—	—	50,747,328	20
24,470,000	—		Bons de caisse		—	—	71,565,500	—
3,083,245	70		Acceptations		—	—	2,000,397	85
15,000	—		Fondation de nouvelles succursales		—	—	—	—
2,694,826	12		Reports d'intérêts et réescompte d'effets		1,248,349	65	1,284,668	17
47,335,679	02		Profits et pertes		—	—	1,487,892	30
3,075,411,130	62	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif		330,902,939	42	310,902,939	42
			Actif net (fonds capital) . . . VII, 6				20,000,000	—

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.									
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MOUVEMENT				
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.				
fr.	ct.	fr.	ct.		fr.	ct.			
					I. Fonds capital.				
					F. Emprunts.				
—	—	42,570,000	—	1. Emprunt de 1895, fr. 42,570,000, 3 %.	Remboursement	615,500	—		
				2. Emprunt de 1897, fr. 47,646,500, 3 %.					
				3. Emprunt de 1899, fr. 13,804,000, 3 1/2 %.					
				4. Emprunt de 1900, fr. 19,689,000, 3 1/2 %.					
—	—	8,140,720	—	Part du fonds capital fr. 8,140,720. —	Remboursement	164,000	—		
				Part de la Caisse de l'Etat (Voir H, Caisse de l'Etat) > 11,548,280. —					
				fr. 19,689,000. —					
				5. Emprunt de 1905, fr. 30,000,000, 3 1/2 %.					
				6. Emprunt de 1906, fr. 20,000,000, 3 1/2 %.					
				7. Emprunt de 1911, fr. 30,000,000, 4 %.					
				8. Emprunt de 1913, fr. 15,000,000, 4 1/2 %.					
—	—	50,710,720	—	Total du passif. VII, 7	Diminution de la dette .	779,500	—		
					Ga. Capitaux de chemins de fer.				
160,000	—	—	—	1. Huttwil-Wohlhusen.	—	—	—		
2,151,500	—	—	—	2. Hasle-Konolfingen-Thoune.	—	—	—		
480,000	—	—	—	3. Spiez-Erlenbach.	—	—	—		
3,155,000	—	—	—	4. Berne-Neuchâtel (Directe).	—	—	—		
358,560	—	—	—	5. Berne-Muri-Worb.	—	—	—		
350,000	—	—	—	6. Saignelégier-La Chaux-de-fonds.	—	—	—		
859,000	—	—	—	7. Porrentruy-Bonfol-frontière.	—	—	—		
1,724,500	—	—	—	8. Chemin de fer de la vallée de la Gürbe.	—	—	—		
215,000	—	—	—	9. Fribourg-Morat-Anet.	—	—	—		
3,120,000	—	—	—	10. Erlenbach-Zweisimmen.	—	—	—		
500,000	—	—	—	11. Saignelégier-Glovelier, nouvelle compagnie.	—	—	—		
807,200	—	—	—	12. Chemin de fer de la vallée de la Singine.	—	—	—		
2,050,000	—	—	—	13. Montreux-Oberland bernois.	—	—	—		
980,000	—	—	—	14. Berne-Schwarzenbourg.	—	—	—		
1,980,000	—	—	—	15. Chemin de fer des Alpes bernoises	—	—	—		
1,185,000	—	—	—	16. Soleure-Moutier.	—	—	—		
504,000	—	—	—	17. Langenthal-Jura.	—	—	—		
1,768,500	—	—	—	18. Ramsei-Sumiswald-Huttwil.	—	—	—		
293,000	—	—	—	19. Berne-Zollikofen-Worblaufen.	—	—	—		
—	—	—	—	20. Zweisimmen-Lenk.	Report du fonds d'adminis-	500,000	—		
22,641,260	—	—	—	Total de l'actif. VII, 8	tration de la Caisse d'Etat.				
					Total des augmentations	500,000	—		

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DECEMBRE 1913.				
Avoir.			Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
			I. Fonds capital.				
			F. Emprunts.				
—	—	—	1. Emprunt de 1895, fr. 41,954,500, 3 %.	—	—	41,954,500	—
			2. Emprunt de 1897, fr. 47,132,500, 3 %.				
			3. Emprunt de 1899, fr. 13,377,000, 3 1/2 %.				
			4. Emprunt de 1900, fr. 19,525,000, 3 1/2 %.				
500,000	—	Report de l'emprunt de la Caisse de l'Etat.	Part du fonds capital fr. 8,476,720. —	—	—	8,476,720	—
			Part de la Caisse de l'Etat (Voir H, Caisse de l'Etat) > 11,048,280. —				
			fr. 19,525,000. —				
			5. Emprunt de 1905, fr. 30,000,000, 3 1/2 %.				
			6. Emprunt de 1906, fr. 20,000,000, 3 1/2 %.				
			7. Emprunt de 1911, fr. 30,000,000, 4 %.				
			8. Emprunt de 1913, fr. 15,000,000, 4 1/2 %.				
500,000	—	Augmentation de la dette.	Total du passif VII, 7	—	—	50,431,220	—
279,500	—	Diminution nette.					
			Ga. Capitaux de chemins de fer.				
—	—	—	1. Huttwil-Wohlhusen	160,000	—	—	—
—	—	—	2. Hasle-Konolfingen-Thoune	2,151,500	—	—	—
—	—	—	3. Spiez-Erlenbach	480,000	—	—	—
—	—	—	4. Berne-Neuchâtel (Directe)	3,155,000	—	—	—
—	—	—	5. Berne-Muri-Worb	358,560	—	—	—
—	—	—	6. Saignelégier-La Chaux-de-fonds. . .	350,000	—	—	—
—	—	—	7. Porrentruy-Bonfol-frontière . . .	859,000	—	—	—
—	—	—	8. Chemin de fer de la vallée de la Gürbe	1,724,500	—	—	—
—	—	—	9. Fribourg-Morat-Anet	215,000	—	—	—
—	—	—	10. Erlenbach-Zweisimmen	3,120,000	—	—	—
—	—	—	11. Saignelégier-Glovelier, nouvelle compagnie	500,000	—	—	—
—	—	—	12. Chemin de fer de la vallée de la Singine	807,200	—	—	—
—	—	—	13. Montreux-Oberland bernois	2,050,000	—	—	—
—	—	—	14. Berne-Schwarzenbourg	980,000	—	—	—
—	—	—	15. Chemin de fer des Alpes bernoises. .	1,980,000	—	—	—
—	—	—	16. Soleure-Moutier	1,185,000	—	—	—
—	—	—	17. Langenthal-Jura	504,000	—	—	—
—	—	—	18. Ramsei-Sumiswald-Huttwil	1,768,500	—	—	—
—	—	—	19. Berne-Zollikofen-Worblaufen . . .	293,000	—	—	—
—	—	—	20. Zweisimmen-Lenk	500,000	—	—	—
—	—	Total des diminutions.	Total de l'actif VII, 8	23,141,260	—	—	—
500,000	—	Augmentation nette.					

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MOUVEMENT			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
				I. Fonds capital.			
				Gb. Fonds d'amortissement pour les chemins de fer.			
—	—	1,804,100	—	1. Compte courant. VII, 8			
—	—	1,804,100	—		Total des diminutions.	—	—
				II. Fonds d'administration.	Augmentation nette.	779,500	—
				H. Fonds de roulement de la Caisse de l'État.			
				A. Administrations spéciales.			
				(Avances de la Caisse de l'État et dépôts à cette Caisse.)			
50,700	—	321	80	a. Administration générale. VII, 32		53,920	—
38,600	—	—	—	b. Administration judiciaire. VII, 36		1,900	—
517,951	63	32,492	—	c. Justice. VII, 58		267,572	05
51,982	76	82,944	77	d. Police. VII, 94		488,410	65
1,291,625	62	42,945	23	e. Administration militaire. VII, 119		448,945	54
1,447,340	91	89,125	90	f. Instruction publique. VII, 142		1,007,839	76
2,515	64	88	67	g. Assistance publique. VII, 150		177,496	86
65,458	35	23,000	—	h,1. Economie publique. VII, 157	Nouvelles avances et rem- boursements de dépôts.	326,336	63
2,086,900	44	20,921	79	h,2. Service sanitaire. VII, 164		1,348,246	20
217,911	11	7,784	40	i. Travaux publics. VII, 177		291,533	25
17,028,295	40	—	—	k. Chemins de fer. VII, 187		991,162	55
7,600,437	84	7,331,407	90	l. Finances. VII, 188		66,235,994	93
164,133	01	21,385	45	m. Agriculture. VII, 228		551,437	36
376,824	81	1,045,984	75	n. Administration des forêts. VII, 290		1,972,041	74
761	—	9,285	30	o. Intendance du timbre. VII, 304		207,984	—
813	25	—	—	p. Affaires communales. VII, 305		800	—
30,942,251	77	8,707,687	96	Total de l'actif et du passif.	Total des augmentations.	74,371,621	52
		22,234,563	81	Actif net.	Diminution nette	3,025,995	69
				B. Placements.			
11,809,038	30	—	—	1. Valeurs. VII, 376	Achat	3,990,907	75
11,809,038	30	—	—	Total de l'actif.	Total des augmentations.	3,990,907	75

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Avoir.			Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
I. Fonds capital.							
Gb. Fonds d'amortissement pour les chemins de fer.							
779,500	—	Versement.	1. Compte courant . . . VII, 8	—	—	2,583,600	—
779,500	—	Total des augmentations.		—	—	2,583,600	—
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'État.							
A. Administrations spéciales.							
(Avances de la Caisse de l'Etat et dépôts à cette Caisse.)							
54,687	50	Nouveaux dépôts et remboursements d'avances.	a. Administration générale VII, 32	50,700	—	1,089	30
1,900	—		b. Administration judiciaire . VII, 36	38,600	—	—	—
751,035	81		c. Justice VII, 58	4,002	37	2,006	50
484,215	65		d. Police VII, 94	62,656	54	89,423	55
478,650	65		e. Administration militaire VII, 119	1,274,729	56	55,754	28
1,063,994	40		f. Instruction publique . VII, 142	1,399,411	38	97,351	01
153,151	25		g. Assistance publique . . VII, 150	26,772	58	—	—
331,861	06		h,1. Economie publique . . VII, 157	65,933	92	29,000	—
1,054,128	53		h,2. Service sanitaire . . VII, 164	2,410,667	24	50,570	92
282,285	89		i. Travaux publics . . . VII, 177	237,845	27	18,471	20
500,000	—		k. Chemins de fer . . . VII, 187	17,519,457	95	—	—
69,627,890	41		l. Finances VII, 188	2,084,409	27	5,207,274	81
565,754	96		m. Agriculture VII, 228	154,420	61	25,990	65
1,846,454	40		n. Administration des forêts VII, 290	339,365	28	882,937	88
201,606	70		o. Intendance du timbre . VII, 304	2,114	30	4,261	30
—	—		p. Affaires communales . VII, 305	1,613	25	—	—
77,397,617	21	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	25,672,699	52	6,464,131	40
			Actif net			19,208,568	12
B. Placements.							
3,734,081	65	Remboursements et amortissements.	1. Valeurs VII, 376	12,065,864	40	—	—
3,734,081	65	Total des diminutions.	Total de l'actif	12,065,864	40	—	—
256,826	10	Augmentation nette.					

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MOUVEMENT			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.		Doit.	
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.							
<i>C. Administration Courante.</i>							
884,796	62	—	—	1. Compte courant . . . VII, 377 (Voir pages 9 et 94.)	Nouvelles avances: Excédent des dépenses de l'Administration courante	74,741	90
884,796	62	—	—	Total de l'actif	Total des augmentations.	74,741	90
<i>D. Oeuvres d'utilité publique, avances et dépôts.</i>							
701,624	44	—	—	1. Avances cadastrales . . VII, 383	Nouvelles avances et rem- boursements de dépôts	110,675	60
472,747	36	—	—	2. Etablissement d'assurance immobilière VII, 429		3,016,880	16
—	—	—	—	3. Avances pour constructions nouvelles:		63,245	15
732,856	54	—	—	a. Bâtiments VII, 433		—	—
1,083,483	47	—	—	b. Routes VII, 433		1,205,349	18
1,268,538	24	—	—	c. Travaux hydrauliques VII, 433		157,921	46
75,861	16	21,521	45	4. Avances diverses . . . VII, 476	Total des augmentations.	4,554,071	55
4,335,111	21	21,521	45	5. Reboisements . . . VII, 477			
		4,313,589	76	Total de l'actif et du passif . . .			
				Actif net			
<i>E. Dépôts à la Caisse de l'Etat.</i>							
—	—	170,096	37	1. Consignations judiciaires	Remboursements	183,362	93
—	—	4,188	12	VIII, 35		8,370	56
—	—	653,253	83	2. Consignations adminis- tratives VIII, 41		1,045,694	69
—	—	123,078	80	3. Dépôts des offices de poursuites VIII, 91		15,470,722	70
—	—	—	—	4. Caisse hypothécaire, dépôts pour prêts VIII, 191		1,441,303	71
—	—	—	—	5. Fonds spéciaux, compte courant VIII, 401		2,641,666	15
—	—	1,231,402	99	6. Dépôts divers . . . VIII, 449	Total des diminutions des dépôts	20,791,120	74
—	—	2,182,020	11	Total du passif			

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.		SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DECEMBRE 1913.					
Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.		
fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.							
C. Administration Courante.							
—	—	Remboursement d'avances: Excédent des recettes de l'Administration courante.	1. Compte courant. VII, 377 (Voir pages 9 et 95.)	959,538 52	—	—	
—	—	Total des diminutions.	Total de l'actif.	959,538 52	—	—	
74,741 90		Augmentation nette.					
D. Oeuvres d'utilité publique, avances et dépôts.							
135,810 58		Remboursements d'avances et nouveaux dépôts.	1. Avances cadastrales. VII, 383	676,489 46	—	—	
3,066,380 93			2. Etablissement d'assurance immobilière. VII, 429	423,246 59	—	—	
—	—		3. Avances pour constructions nouvelles:				
—	—		a. Bâtiments. VII, 433	63,245 15	—	—	
—	—		b. Routes. VII, 433	732,856 54	—	—	
475,615 97			c. Travaux hydrauliques. VII, 433	1,083,483 47	—	—	
175,314 19			4. Avances diverses. VII, 476	1,998,271 45	—	—	
			5. Reboisements. VII, 477	79,994 24	43,047 26		
3,853,121 67		Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif.	5,057,586 90	43,047 26		
700,949 88		Augmentation nette.	Actif net.		5,014,539 64		
E. Dépôts à la Caisse de l'Etat.							
165,516 70		Nouveaux dépôts.	1. Consignations judiciaires. VIII, 35	—	152,250 14		
15,041 78			2. Consignations adminis- tratives. VIII, 41	—	10,859 34		
1,058,463 69			3. Dépôts des offices de poursuites. VIII, 91	—	666,022 83		
15,465,688 30			4. Caisse hypothécaire, dé- pôts pour prêts. VIII, 191	—	118,044 40		
1,441,303 71			5. Fonds spéciaux, compte courant. VIII, 401	—	—		
1,914,789 94			6. Dépôts divers. VIII, 449	—	504,526 78		
20,060,804 12		Total des augmentations des dépôts.	Total du passif.	—	1,451,703 49		
730,316 62		Diminution nette des dépôts.					

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MOUVEMENT			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.	Doit.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
				II. Fonds d'administration.			
				H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.			
				F. Emprunts.			
—	—	11,548,280	—	1. Emprunt de 1900, 3½ % VIII, 457 (Voir aussi page 86.)	Report à la part d'emprunt du fonds capital . . .	500,000	—
—	—	20,000,000	—	2. Emprunt de 1906, 3½ % VIII, 457	—		
—	—	10,000,000	—	3. Emprunt de 1911, 4 % VIII, 457	—		
—	—	41,548,280	—	Total du passif.	Diminution de la dette .	500,000	—
				G. Caisse.			
618,774	51	207,052	49	1. Recettes de district. VIII, 459	Recettes de caisse . . .	40,289,218	82
—	—	—	—	2. Caisse des décomptes. VIII, 459	Recettes par décompte .	3,405,893,155	29
618,774	51	207,052	49	Total de l'actif et du passif.	Total des recettes . . .	3,446,182,374	11
		411,722	02	Actif net.			
				H. Restes (Créances et dettes échues).			
4,870,133	15	680	—	a. Restes actifs (créances échues) VIII, 460	Nouveaux restes actifs (man- dats de perception)	3,446,730,717	94
650	—	652,145	51	b. Restes passifs (dettes échues) VIII, 461	Palements de restes passifs (Dépenses)	3,445,917,166	09
4,870,783	15	652,825	51	Total de l'actif et du passif.	Total des augmentations.	6,892,647,884	03
		4,217,957	64	Actif net.			

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Avoir.			Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.							
F. Emprunts.							
—	—	—	1. Emprunt de 1900, 3 1/2 % VIII, 457 (Voir aussi page 87.)	—	—	11,048,280	—
—	—	—	2. Emprunt de 1906, 3 1/2 % VIII, 457	—	—	20,000,000	—
—	—	—	3. Emprunt de 1911, 4 % VIII, 457	—	—	10,000,000	—
—	—	Augmentation de la dette.	Total du passif	—	—	41,048,280	—
500,000	—	Diminution nette de la dette.					
G. Caisse.							
40,024,010	80	Dépenses de caisse.	1. Recettes de district . . VIII, 459	853,420	86	176,490	82
3,405,893,155	29	Dépenses par décompte.	2. Caisse des décomptes . VIII, 459	—	—	—	—
3,445,917,166	09	Total des dépenses.	Total de l'actif et du passif . . .	853,420	86	176,490	82
265,208	02	Augmentation nette.	Actif net			676,930	04
H. Restes (Créances et dettes échues).							
3,446,182,374	11	Rentrée de restes actifs (Recettes).	a. Restes actifs (créances échues) VIII, 460	5,423,296	98	5,500	—
3,445,967,556	75	Nouveaux restes passifs (mandats de paiement).	b. Restes passifs (dettes échues) VIII, 461	543	30	702,429	47
6,892,149,930	86	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	5,423,840	28	707,929	47
497,953	17	Augmentation nette.	Actif net			4,715,910	81

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.									
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.						MOUVEMENT			
Doit.		Avoir.		Rubriques du compte.		Doit.			
fr.	ct.	fr.	ct.					fr.	ct.
II. Fonds d'administration.									
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.									
30,942,251	77	8,707,687	96	A. Administrations spéciales.	Page 88	Nouvelles créances et rem- boursements de dépôts	74,371,621	52	
11,809,038	30	—	—	B. Placements.	88		3,990,907	75	
884,796	62	—	—	C. Administration courante, compte cour ^t .	90		74,741	90	
4,335,111	21	21,521	45	D. Avances à des œuvres d'utilité publique.	90		4,554,071	55	
—	—	2,182,020	11	E. Dépôts à la Caisse de l'Etat.	90		20,791,120	74	
—	—	41,548,280	—	F. Emprunts.	92		500,000	—	
47,971,197	90	52,459,509	52				104,282,463	46	
618,774	51	207,052	49	G. Caisse.	92	Recettes	3,446,182,374	11	
4,870,133	15	680	—	H. a. Restes actifs.	92	Nouvelles créances . .	3,446,730,717	94	
650	—	652,145	51	b. Restes passifs.	92	Dépenses	3,445,917,166	09	
53,460,755	56	53,319,387	52	Total de l'actif et du passif.		Total des augmentations .	10,443,112,721	60	
		141,368	04	Actif net.					
J. Compte de l'Administration courante.									
—	—	884,796	62	1. Caisse de l'Etat, compte courant (Voir page 90).	VIII, 462	Excédent des recettes de l'Administration courante	—	—	
—	—	884,796	62	Total du passif.		Total des augmentations .	—	—	
K. Inventaire du mobilier.									
1,729,696	10	—	—	1. Inventaire de l'administration générale.	VIII, 467	Augmentation à l'inventaire et report.	4,656	05	
3,656,136	84	—	—	2. Inventaire des établissements de l'Etat.	VIII, 467		138,452	02	
752,054	60	—	—	3. Inventaire du matériel de guerre.	VIII, 467		—	—	
6,137,887	54	—	—	Total de l'actif.		Total des augmentations	143,108	07	
						Diminution nette . . .	556,117	44	

CANTON DE BERNE. COMPTE GÉNÉRAL POUR 1913.							
DES CAPITAUX.				SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Avoir.				Rubriques du compte.	Doit.		Avoir.
fr.	ct.				fr.	ct.	fr.
II. Fonds d'administration.							
H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.							
77,397,617	21	} Nouveaux dépôts et rem- boursements de créances.	A. Administrations spéciales . . . Page 89	25,672,699	52	6,464,131	40
3,734,081	65		B. Placements 89	12,065,864	40	—	—
—	—		C. Administration courante, compte cour 91	959,538	52	—	—
3,853,121	67		D. Avances à des œuvres d'utilité publique 91	5,057,586	90	43,047	26
20,060,804	12		E. Dépôts à la Caisse de l'Etat . . . 91	—	—	1,451,703	49
—	—		F. Emprunts 93	—	—	41,048,280	—
105,045,624	65			43,755,689	34	49,007,162	15
3,445,917,166	09	Dépenses.	G. Caisse 93	853,420	86	176,490	82
3,446,182,374	11	Recettes.	H. a. Restes actifs 93	5,423,296	98	5,500	—
3,445,967,556	75	Nouvelles dettes.	b. Restes passifs 93	543	30	702,429	47
10,443,112,721	60	Total des diminutions.	Total de l'actif et du passif . . .	50,032,950	48	49,891,582	44
			Actif net			141,368	04
J. Compte de l'Administration courante.							
74,741	90	Excédent des dépenses de l'Administration courante.	1. Caisse de l'Etat, compte courant (Voir page 91) VIII, 462	—	—	959,538	52
74,741	90	Total des diminutions.	Total du passif	—	—	959,538	52
K. Inventaire du mobilier.							
—	—	} Diminution à l'inventaire et report.	1. Inventaire de l'administration générale VIII, 467	1,734,352	15	—	—
16,004	61		2. Inventaire des établissements de l'Etat VIII, 467	3,778,584	25	—	—
683,220	90		3. Inventaire du matériel de guerre VIII, 467	68,833	70	—	—
699,225	51	Total des diminutions.	Total de l'actif	5,581,770	10	—	—

APPENDICE.

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX

DU

CANTON DE BERNE

POUR

1913.



Les fonds spéciaux ne font pas partie de la fortune publique, mais comme ils sont administrés sous la surveillance de l'Etat, on doit leur faire place dans le compte rendu financier du canton. (Loi du 31 juillet 1872, art 33.)

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
1,431,035	20	—	—	1. Caisse des indemnités pour les pertes de bétail. Caisse hypothécaire Fr. 1,431,035. 20	Intérêts Amendes Total des augmentations . Diminution nette . . .	60,081 1,217 61,298 28,954	02 50 52 50	
187,627	20	—	—	2. Caisse des certificats de santé pour les chevaux. Caisse hypothécaire Fr. 187,627. 20	Intérêts Produit des certificats . . Total des augmentations .	8,042 6,042 14,084	05 — 05	
654,997	52	3,587	89	3^a. Institution Victoria. Domaine Fr. 275,250. — Mobilier > 74,444. — Caisse hypothécaire > 305,245. 82 Recettes arriérées > 57. 70 Actif Fr. 654,997. 52 Caisse, solde passif > 3,587. 89 Passif Fr. 3,587. 89 Fr. 651,409. 63	Pensions Subventions Dons Intérêts Augmentation de l'estima- tion du domaine . . . Total des augmentations . Diminution nette . . .	25,226 3,000 266 15,551 2,000 46,043 7,926	— — — 80 — 80 45	
21,533	25	—	—	3^b. Fonds d'éducation de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 21,533. 25	Intérêts Finances d'entrée . . . Quote-part des pensions . Subventions Total des augmentations . Diminution nette . . .	915 340 1,210 383 2,848 274	16 — — — 16 94	
2,295,193	17	3,587	89	A reporter		124,274	53	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
2,295,193	17	3,587	89	Report		124,274	53	
9,824	11	—	—	3 ^e . Fonds de secours de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 9,824. 11	Intérêts	417	52	
					Dons	—	—	
					Total des augmentations .	417	52	
881	17	—	—	3 ^d . Fonds du jubilé de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 881. 17	Dons	25	20	
					Intérêts	37	44	
					Total des augmentations .	62	64	
30,525	37	—	—	3 ^e . Fonds Elise Ebersold de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 30,525. 37	Intérêts	1,297	33	
					Subventions	180	—	
					Total des augmentations .	1,477	33	
1,226	33	—	—	3. ^f Fonds de construction de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 1,226. 33	Legs	2,089	50	
					Intérêts	52	12	
					Total des augmentations .	2,141	62	
18,616	70	1,364	82	4. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Landorf. Caisse hypothécaire Fr. 18,616. 70 Solde passif > 1,364. 82 Fr. 17,251. 88	Intérêts	791	20	
					Quote-part des pensions .	1,200	—	
					Subventions	1,100	—	
					Total des augmentations .	3,091	20	
25,214	20	185	62	5. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation d'Aarwangen. Caisse hypothécaire Fr. 25,214. 20 Solde passif > 185. 62 Fr. 25,028. 58	Intérêts	1,072	90	
					Quote-part des pensions .	1,130	—	
					Subventions	100	—	
					Dons	500	—	
					Total des augmentations .	2,802	90	
2,381,481	05	5,138	33	A reporter		134,267	74	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
150,559	22		Report	2,271,254	11	5,933	52
300	—	Secours à des élèves.	3 ^e . Fonds de secours de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 9,941. 63	9,941	63	—	—
300	—	Total des diminutions.					
117	52	Augmentation nette.					
—	—	—	3 ^d . Fonds du jubilé de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 943. 81	943	81	—	—
—	—	Total des diminutions.					
62	64	Augmentation nette.					
698	25	Frais d'instruction de trois élèves.	3 ^e . Fonds Elise Ebersold de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 31,294. 45	31,294	45	—	—
10	—	Frais divers.					
708	25	Total des diminutions.					
769	08	Augmentation nette.					
2,124	25	Prélèvement.	3. ^f Fonds de construction de l'institution Victoria. Caisse hypothécaire Fr. 1,243. 70	1,243	70	—	—
2,124	25	Total des diminutions.					
17	37	Augmentation nette.					
825	—	Bourses d'apprentissage.	4. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Landorf. Caisse hypothécaire Fr. 19,407. 90	19,407	90	1,898	06
2,008	24	Secours divers.	Solde passif > 1,898. 06 Fr. 17,509. 84				
2,833	24	Total des diminutions.					
257	96	Augmentation nette.					
150	—	Bourses d'apprentissage.	5. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation d'Aarwangen. Caisse hypothécaire Fr. 26,187. 10	26,187	10	287	12
1,781	50	Secours divers.	Solde passif > 287. 12 Fr. 25,899. 98				
1,931	50	Total des diminutions.					
871	40	Augmentation nette.					
158,456	46		A reporter	2,360,272	70	8,118	70

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
2,381,481	05	5,138	33	Report		134,267	74	
17,272	83	—	—	6. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Cerlier. Caisse hypothécaire Fr. 17,268. 20 Solde actif > 4. 63 Fr. 17,272. 83	Intérêts Quote-part des pensions . Subventions	733 920 100	90 — —	
					Total des augmentations .	1,753	90	
10,334	35	—	—	7. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Bretièges. Caisse hypothécaire Fr. 10,306. 10 Solde actif > 28. 25 Fr. 10,334. 35	Intérêts Quote-part des pensions . Subventions	438 1,180 —	— — —	
					Total des augmentations .	1,618	—	
54,723	30	521	71	8. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Kehrsatz. Caisse hypothécaire Fr. 54,723. 30 Solde passif > 521. 71 Fr. 54,201. 59	Intérêts Quote-part des pensions . Subventions	2,305 1,045 —	90 — —	
					Total des augmentations .	3,350	90	
12,271	44	—	—	9. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Sonvilier. Caisse hypothécaire Fr. 11,633. 60 Solde actif > 637.84 Fr. 12,271. 44	Intérêts Quote-part des pensions . Subventions	494 1,205 —	40 — —	
					Total des augmentations .	1,699	40	
1,246	70	—	—	10. Fonds d'éducation de la maison cantonale d'éducation de Loveresse. Caisse hypothécaire Fr. 1,246. 50 Solde actif > —. 20 Fr. 1,246. 70	Quote-part des pensions . Intérêts Total des augmentations .	440 53 493	— — —	
2,477,329	67	5,660	04	A reporter		143,182	94	

COMPTES DES FONDs SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.				SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Dépenses.		Fonds spéciaux.		Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
158,456	46						
			Report	2,360,272	70	8,118	70
235	—	Bourses d'apprentissage.	6. Fonds d'éducation de la maison can-	18,029	73	—	—
762	—	Secours divers.	tonale d'éducation de Cerlier.				
			Caisse hypothécaire Fr. 18,002. 10				
			Solde actif > 27. 63				
997	—	Total des diminutions.	Fr. 18,029. 73				
756	90	Augmentation nette.					
—	—	Bourses d'apprentissage.	7. Fonds d'éducation de la maison can-	10,754	60	—	—
1,197	75	Secours divers.	tonale d'éducation de Bretièges.				
			Caisse hypothécaire Fr. 10,744. 10				
			Solde actif > 10. 50				
1,197	75	Total des diminutions.	Fr. 10,754. 60				
420	25	Augmentation nette.					
—	—	Bourses d'apprentissage.	8. Fonds d'éducation de la maison can-	56,529	20	1,123	13
2,146	42	Secours divers.	tonale d'éducation de Kehrsatz.				
			Caisse hypothécaire Fr. 56,529. 20				
			Solde passif > 1,123. 13				
2,146	42	Total des diminutions.	Fr. 55,406. 07				
1,204	48	Augmentation nette.					
—	—	Bourses d'apprentissage.	9. Fonds d'éducation de la maison can-	12,685	44	—	—
1,285	40	Secours divers.	tonale d'éducation de Sonvilier.				
			Caisse hypothécaire Fr. 12,128. —				
			Solde actif > 557. 44				
1,285	40	Total des diminutions.	Fr. 12,685. 44				
414	—	Augmentation nette.					
191	30	Secours divers.	10. Fonds d'éducation de la maison can-	1,548	40	—	—
			tonale d'éducation de Loveresse.				
191	30	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 1,548. 20				
301	70	Augmentation nette.	Solde actif > —. 20				
			Fr. 1,548. 40				
164,274	33		A reporter	2,459,820	07	9,241	83

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
2,477,329	67	5,660	04	Report		143,182	94
515,037	85	—	—	II. Caisse des invalides du corps de police. Caisse hypothécaire Fr. 515,037. 85	Intérêts	21,763	16
					Subvention de l'Etat . . .	17,000	—
					Contributions des gendarmes	40,103	35
					Dons	—	—
					Recettes diverses	25	—
					Total des augmentations .	78,891	51
					Diminution nette	8,502	80
843,744	70	—	—	12. Fonds du Mushafen. Caisse hypothécaire Fr. 843,744. 70	Intérêts	35,585	—
					Restitutions de bourses .	845	—
					Total des augmentations .	36,430	—
148,145	90	—	—	13. Fonds du Schulseckel (fonds d'école). Caisse hypothécaire Fr. 148,145. 90	Intérêts	6,135	35
					Subvention du fonds du Mushafen	6,800	—
					Restitutions de bourses .	500	—
					Total des augmentations .	13,435	35
110,252	20	—	—	14. Fonds de l'école cantonale. Caisse hypothécaire Fr. 110,252. 20	Intérêts	4,685	70
					Total des augmentations .	4,685	70
4,094,510	32	5,660	04	A reporter		276,625	50

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.		
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
164,274	33		Report	2,459,820	07	9,241	83
84,950	80	Pensions.	II. Caisse des invalides du corps de police. Caisse hypothécaire Fr. 506,535. 05	506,535	05	—	—
245	—	Secours.					
1,917	86	Restitutions.					
280	65	Frais d'administration.					
87,394	31	Total des diminutions.					
26,160	40	Bourses.	12. Fonds du Mushafen. Caisse hypothécaire Fr. 845,204. 30	845,204	30	—	—
2,010	—	Subventions pour écolages.					
6,800	—	Subvention au fonds du Schulseckel.					
34,970	40	Total des diminutions.					
1,459	60	Augmentation nette.					
9,719	40	Bourses de voyage.	13. Fonds du Schulseckel (fonds d'école). Caisse hypothécaire Fr. 148,701. —	148,701	—	—	—
1,750	—	Subventions pour voyages.					
1,400	—	Prix.					
10	85	Bourse Fædminger.					
12,880	25	Total des diminutions.					
555	10	Augmentation nette.					
2,342	85	Contribution aux bourses des écoles moyennes.	14. Fonds de l'école cantonale. Caisse hypothécaire Fr. 112,595. 05	112,595	05	—	—
2,342	85	Total des diminutions.					
2,342	85	Augmentation nette.					
301,862	14		A reporter	4,072,855	47	9,241	83

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
4,094,510	32	5,660	04	Report		276,625	50	
—	—	—	—	15. Caisse des instructeurs invalides.	Subvention de la caisse des amendes militaires . .	2,168	60	
					Total des augmentations .	2,168	60	
48,925	50	—	—	16. Caisse des amendes militaires. Caisse hypothécaire Fr. 48,925. 50	Amendes militaires . . .	10,795	—	
					Intérêts	2,117	50	
					Total des augmentations .	12,912	50	
62,707	25	—	—	17. Fonds de l'institution des sourds-muets. Caisse hypothécaire Fr. 62,707. 25	Intérêts	2,665	—	
					Total des augmentations .	2,665	—	
73,745	47	—	—	18. Fonds de secours de l'institution de sourds-muets de Münchenbuchsee. Caisse hypothécaire Fr. 73,432. 80 Solde actif > 312. 67 Fr. 73,745. 47	Intérêts	3,112	30	
					Finances d'admission . .	220	—	
					Dons	—	—	
					Total des augmentations .	3,332	30	
4,279,888	54	5,660	04	A reporter		297,703	90	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr. ct.
301,862	14					
			Report	4,072,855	47	9,241 83
2,140	—	Pensions.	15. Caisse des instructeurs invalides.	—	—	—
28	60	Intérêts.				
2,168	60	Total des diminutions.				
325	—	Fournitures à des recrues indigentes.	16. Caisse des amendes militaires.	52,544	40	—
2,168	60	Subvention en faveur de la caisse des instructeurs invalides.	Caisse hypothécaire Fr. 52,544. 40			
2,000	—	Subvention au fonds Winkelried.				
2,800	—	Traitement d'un employé de la Direction des affaires militaires.				
2,000	—	Don pour l'aviation militaire.				
9,293	60	Total des diminutions.				
3,618	90	Augmentation nette.				
2,665	—	Contribution aux frais des établissements de sourds-muets.	17. Fonds de l'institution des sourds-muets.	62,707	25	—
2,665	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 62,707. 25			
3,274	—	Secours.	18. Fonds de secours de l'institution de sourds-muets de Münchenbuchsee.	73,803	77	—
			Caisse hypothécaire Fr. 73,645. 10			
			Solde actif > 158. 67			
			Fr. 73,803. 77			
3,274	—	Total des diminutions.				
58	30	Augmentation nette.				
319,263	34		A reporter	4,261,910	89	9,241 83

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
4,279,888	54	5,660	04	Report		297,703	90
54,085	40	—	—	19. Legs Müslin. Caisse hypothécaire Fr. 54,085. 40	Intérêts	2,289	40
					Total des augmentations .	2,289	40
16,288	30	—	—	20. Fonds de secours pour les indigentes de la Maternité. Caisse hypothécaire Fr. 15,319. 25 Legs non payé > 500. — Solde actif > 469. 05 Fr. 16,288. 30	Intérêts Dons Subventions	662 — 254	50 — 70
					Total des augmentations .	917	20
10,298	10	—	—	21. Fonds de secours en cas d'accidents des employés de la Maternité. Caisse hypothécaire Fr. 10,298. 10	Intérêts Subvention de la caisse de l'établissement	456 500	80 —
					Total des augmentations .	956	80
8,241	60	—	—	22. Médaille Haller. Caisse hypothécaire Fr. 8,241. 60	Intérêts	349	20
					Total des augmentations . Diminution nette	349 50	20 50
8,065	60	—	—	23. Bourse Lücke. Caisse hypothécaire Fr. 8,065. 60	Intérêts	342	70
					Total des augmentations .	342	70
4,376,867	54	5,660	04	A reporter		302,559	20

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr. ct.
319,263	34		Report	4,261,910	89	9,241 83
450	—	Prix.	19. Legs Müslin.	55,924	80	— —
450	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 55,924. 80			
1,839	40	Augmentation nette.				
371	50	Secours à des accouchées.	20. Fonds de secours pour les indigentes de la Maternité.	16,834	—	— —
			Caisse hypothécaire Fr. 15,619. 25			
			Legs non payé > 500. —			
			Solde actif > 714. 75			
			Fr. 16,834. —			
371	50	Total des diminutions.				
545	70	Augmentation nette.				
—	—	—	21. Fonds de secours en cas d'accidents des employés de la Maternité.	11,254	90	— —
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 11,254. 90			
956	80	Augmentation nette.				
399	70	Médailles.	22. Médaille Haller.	8,191	10	— —
399	70	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 8,191. 10			
—	—	Bourses.	23. Bourse Lücke.	8,408	30	— —
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 8,408. 30			
342	70	Augmentation nette.				
320,484	54		A reporter	4,362,523	99	9,241 83

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
4,376,867	54	5,660	04	Report		302,559	20
6,603	50	—	—	24. Prix Lazarus. Caisse hypothécaire Fr. 6,603. 50	Intérêts	280	60
					Total des augmentations .	280	60
4,200	06	—	—	25. Fonds Guthnick. Caisse hypothécaire Fr. 4,000. — Solde de compte > 200. 06 Fr. 4,200. 06	Intérêts	170	—
					Total des augmentations .	170	—
					Diminution nette . . .	129	80
36,534	—	—	—	26. Fonds Træchsel. Caisse hypothécaire Fr. 36,534. —	Intérêts	1,538	75
					Total des augmentations .	1,538	75
22,951	50	—	—	27. Fonds Haller. Caisse hypothécaire Fr. 22,951. 50	Intérêts	975	40
					Total des augmentations .	975	40
—	—	2,086,789	—	28. Fonds pour l'extension du service public des aliénés. Avance de la Caisse de l'Etat Fr. 2,086,789. —	Amortissement	280,000	—
					Total des augmentations .	280,000	—
					Augmentation nette de la dette	323,543	70
4,447,156	60	2,092,449	04	A reporter		585,523	95

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
320,484	54						
			Report	4,362,523	99	9,241	83
—	—	Prix.	24. Prix Lazarus.	6,884	10	—	—
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 6,884. 10				
280	60	Augmentation nette.					
299	80	Entretien des herbiers.	25. Fonds Guthnick.	4,070	26	—	—
			Caisse hypothécaire Fr. 4,000. —				
			Solde de compte > 70. 26				
			Fr. 4,070. 26				
299	80	Total des diminutions.					
1,238	80	Rentes viagères.	26. Fonds Træchsel.	36,833	95	—	—
			Caisse hypothécaire Fr. 36,833. 95				
1,238	80	Total des diminutions.					
299	95	Augmentation nette.					
500	—	Bourse.	27. Fonds Haller.	23,426	90	—	—
			Caisse hypothécaire Fr. 23,426. 90				
500	—	Total des diminutions.					
475	40	Augmentation nette.					
357,134	70	Asile d'aliénés de la Waldau, frais de constructions.	28. Fonds pour l'extension du service public des aliénés.	—	—	2,410,332	70
3,052	50	Asile d'aliénés de Münsingen, frais de constructions.	Avance de la Caisse de l'Etat Fr. 2,410,332. 70				
170,318	90	Asile d'aliénés de la Waldau, frais d'ameublement.					
73,037	60	Intérêts.					
603,543	70	Total des diminutions.					
926,066	84		A reporter	4,433,739	20	2,419,574	53

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
4,447,156	60	2,092,449	04	Report		585,523	95
2,102,669	22	—	—	29. Fonds de la Waldau.	Fermages	34,865	—
				Immeubles Fr. 927,737. 92	Intérêts des capitaux . .	26,968	40
				Inventaire » 523,974. 20	Legs et dons	—	—
				Caisse hypothécaire » 631,433. 80	Augmentation à l'inventaire	123,764	50
				Caisse de l'Etat » 12,562. 31			
				Créances hypothécaires » 2,861. 08			
				Créances courantes » 251. 95			
				Avances à des malades » 291. 51			
				Caisse, solde actif » 3,556. 45			
				Fr. 2,102,669. 22			
					Total des augmentations .	185,597	90
30,176	40	—	—	30. Legs Mühlemann.	Intérêts	1,282	40
				Caisse hypothécaire Fr. 30,176. 40	Total des augmentations .	1,282	40
477,436	50	—	—	31. Fondation Moser.	Intérêts	20,333	22
				Caisse hypothécaire Fr. 375,311. 50			
				Fonds placés sur hypothèques . . » 100,000. —			
				Intérêts arriérés » 2,125. —	Total des augmentations .	20,333	22
				Fr. 477,436. 50			
					Intérêts	110	30
2,596	30	—	—	32. Legs Flügel.	Total des augmentations .	110	30
				Caisse hypothécaire Fr. 2,596. 30			
12,004	76	—	—	33. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de la Waldau.	Legs	—	—
				Caisse hypothécaire Fr. 9,830. 85	Intérêts	506	67
				Valeurs » 2,173. 91			
				Fr. 12,004. 76	Total des augmentations .	506	67
56,148	50	—	—	34. Fonds de secours en cas d'accident des employés de la Waldau.	Subvention de la caisse de l'établissement	2,000	—
				Caisse hypothécaire Fr. 56,148. 50	Intérêts	2,463	50
					Total des augmentations .	4,463	50
7,128,188	28	2,092,449	04	A reporter		797,817	94

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.				SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.					
Dépenses.				Fonds spéciaux.		Actif.		Passif.	
fr.	ct.					fr.	ct.	fr.	ct.
926,066	84				Report	4,433,739	20	2,419,574	53
32,685	—	Contribution aux frais de l'asile des aliénés.		29. Fonds de la Waldau.		2,281,459	52	25,877	40
				Immeubles	Fr. 927,737. 92				
				Inventaire	» 647,738. 70				
				Caisse hypothécaire	» 658,402. 20				
				Caisse de l'Etat	» 36,760. 65				
				Créances hypothécaires	» 2,861. 08				
				Créances courantes	» 7,731. 80				
				Caisse, solde actif	» 227. 17				
				Actif	Fr. 2,281,459. 52				
				Dettes courantes	Fr. 25,342. 65				
				Dépôts des malades	» 534. 75				
				Passif	Fr. 25,877. 40				
32,685	—	Total des diminutions.			Fr. 2,255,582. 12				
152,912	90	Augmentation nette.							
—	—	—		30. Legs Mühlemann.		31,458	80	—	—
				Caisse hypothécaire	Fr. 31,458. 80				
—	—	Total des diminutions.							
1,282	40	Augmentation nette.							
478	12	Impôts.		31. Fondation Moser.		497,291	60	—	—
				Caisse hypothécaire	Fr. 397,291. 60				
				Fonds placés sur hypothèques	» 100,000. —				
					Fr. 497,291. 60				
478	12	Total des diminutions.							
19,855	10	Augmentation nette.							
—	—	—		32. Legs Flügel.		2,706	60	—	—
				Caisse hypothécaire	Fr. 2,706. 60				
—	—	Total des diminutions.							
110	30	Augmentation nette.							
36	92	Impôts.		33. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de la Waldau.		12,474	51	—	—
				Caisse hypothécaire	Fr. 10,300. 60				
				Valeurs	» 2,173. 91				
					Fr. 12,474. 51				
36	92	Total des diminutions.							
469	75	Augmentation nette.							
—	—	—		34. Fonds de secours en cas d'accident des employés de la Waldau.		60,612	—	—	—
				Caisse hypothécaire	Fr. 60,612. —				
—	—	Total des diminutions.							
4,463	50	Augmentation nette.							
959,266	88			A reporter		7,319,742	23	2,445,451	93

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
7,128,188	28	2,092,449	04	Report		797,817	94
51,343	20	—	—	35. Fonds de secours en cas d'accident des employés de l'asile d'aliénés de Münsingen. Caisse hypothécaire Fr. 51,343. 20	Subvention de la caisse de l'établissement Intérêts	2,000 2,219	— 40
					Total des augmentations .	4,219	40
37,051	80	350	—	36. Fonds de secours en cas d'accident des employés de l'asile d'aliénés de Bellelay. Caisse hypothécaire Fr. 37,051. 80 Solde passif 350. — Fr. 36,701. 80	Subvention de la caisse de l'établissement Intérêts	2,000 1,574	— 70
					Total des augmentations .	3,574	70
6,500	—	—	—	37. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de Münsingen. Caisse hypothécaire Fr. 6,500. —	Dons Intérêts	— 276	— 30
					Total des augmentations .	276	30
3,370	45	—	—	38. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de Bellelay. Caisse hypothécaire Fr. 3,370. 45	Dons Intérêts	— 134	— 80
					Total des augmentations	134	80
1,232	95	—	—	39. Fonds des cadeaux de Noël de l'asile d'aliénés de Bellelay. Caisse hypothécaire Fr. 1,232. 95	Dons Intérêts	— 49	— 25
					Total des augmentations	49	25
53,693	30	—	—	40. Fonds des bourses de la Faculté de théologie catholique chrétienne. Caisse hypothécaire Fr. 53,693. 30	Dons Intérêts	2,270 500	25 —
					Total des augmentations .	2,770	25
132,787	50	—	—	41. Fonds principal (Fonds Lenz-Heymann) de la Faculté de théologie catholique chrétienne. Caisse hypothécaire Fr. 132,787.50	Intérêts Dons	5,627 —	80 —
					Total des augmentations	5,627	80
7,414,167	48	2,092,799	04	A reporter		814,470	44

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.		SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DECEMBRE 1913.					
Dépenses.		Fonds spéciaux.		Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
959,266	88		Report	7,319,742	23	2,445,451	93
—	—	—					
—	—	Total des diminutions.	35. Fonds de secours en cas d'accident des employés de l'asile d'aliénés de Münsingen.	55,562	60	—	—
4,219	40	Augmentation nette.	Caisse hypothécaire Fr. 55,562. 60				
—	—	—					
—	—	Total des diminutions.	36. Fonds de secours en cas d'accident des employés de l'asile d'aliénés de Bellelay.	40,276	50	—	—
3,574	70	Augmentation nette.	Caisse hypothécaire Fr. 38,626. 50				
			Solde actif » 1,650. —				
			Fr. 40,276. 50				
276	30	Cadeaux pour les malades pauvres.	37. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de Münsingen.	6,500	—	—	—
276	30	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 6,500. —				
134	80	Cadeaux de Noël.	38. Fonds des aliénés de l'asile d'aliénés de Bellelay.	3,370	45	—	—
134	80	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 3,370. 45				
49	25	Cadeaux de Noël.	39. Fonds des cadeaux de Noël de l'asile d'aliénés de Bellelay.	1,232	95	—	—
49	25	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 1,232. 95				
1,900	—	Bourses.	40. Fonds des bourses de la Faculté de théologie catholique chrétienne.	54,563	55	—	—
1,900	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 54,563. 55				
870	25	Augmentation nette.					
4,000	—	Contribution aux frais de la Faculté de théologie catholique.	41. Fonds principal (Fonds Lenz-Heymann) de la Faculté de théologie catholique chrétienne.	134,415	30	—	—
4,000	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 134,415. 30				
1,627	80	Augmentation nette.					
965,627	23		A reporter	7,615,663	58	2,445,451	93

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
7,414,167	48	2,092,799	04	Report		814,470	44	
138,707	—	—	—	42. Fonds de bourses Lenz-Heymann. Caisse hypothécaire Fr. 138,707. —	Intérêts	5,776	20	
					Total des augmentations	5,776	20	
1,000,000	—	—	—	43 ^a . Fonds de réserve de la Banque cantonale. Banque cantonale Fr. 1,000,000. —	—	—	—	
980,195	25	—	—	43 ^b . Fonds spécial de réserve de la Banque cantonale. Banque cantonale Fr. 980,195. 25	Versement nouveau . .	264,892	30	
					Total des augmentations .	264,892	30	
544	50	—	—	44. Fonds de secours et de patronage. Caisse hypothécaire Fr. 544. 50	Intérêts	23	10	
					Total des augmentations .	23	10	
29,783	10	—	—	45. Dîme de l'alcool, réserve. Caisse hypothécaire Fr. 29,783. 10 Nüchtern, asile d'alcoolisés, bons de participation Fr. 40,000. —	Versement nouveau . .	4,937	65	
					Intérêts	982	10	
					Total des augmentations .	5,919	75	
					Diminution nette	5,680	25	
921,785	96	—	—	46. Fonds d'endiguement pour la correction des eaux du Jura. Caisse hypothécaire Fr. 921,785. 96	Intérêts	39,175	84	
					Total des augmentations .	39,175	84	
					Diminution nette	26,980	84	
10,485,183	29	2,092,799	04	A reporter		1,130,257	63	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.					
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.		
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.	
965,627	23							
			Report	7,615,663	58	2,445,451	93	
5,280	—	Versement à l'institution F. L. Lenz pour la Suisse.	42. Fonds de bourses Lenz-Heymann. Caisse hypothécaire Fr. 139,203. 20	139,203	20	—	—	
5,280	—	Total des diminutions.						
496	20	Augmentation nette.						
—	—	—	43 ^a . Fonds de réserve de la Banque cantonale. Banque cantonale Fr. 1,000,000. —	1,000,000	—	—	—	
39,561	65	Retrait.	43 ^b . Fonds spécial de réserve de la Banque cantonale. Banque cantonale Fr. 1,205,525. 90	1,205,525	90	—	—	
39,561	65	Total des diminutions.						
225,330	65	Augmentation nette.						
—	—	—	44. Fonds de secours et de patronage Caisse hypothécaire Fr. 567. 60	567	60	—	—	
—	—	Total des diminutions.						
23	10	Augmentation nette.						
11,600	—	Subventions pour la lutte contre l'alcoolisme.	45. Dîme de l'alcool, réserve. Caisse hypothécaire Fr. 24,102. 85 Nüchtern, asile d'alcoolisés, bons de participation Fr. 40,000. —	24,102	85	—	—	
11,600	—	Total des diminutions.						
66,156	68	Entretien des canaux.	46. Fonds d'endiguement pour la correction des eaux du Jura. Caisse hypothécaire Fr. 894,805. 12	894,805	12	—	—	
66,156	68	Total des diminutions.						
1,088,225	56		A reporter	10,879,868	25	2,445,451	93	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.									
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS				
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.				
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.		
10,485,183	29	2,092,799	04	Report		1,130,257	63		
5,149	70	—	—	7. Caisse de secours en cas d'accident et de maladie pour les ouvriers de la correction des eaux du Jura.	Contributions des ouvriers	151	75		
				Caisse hypothécaire Fr. 4,561. —	Intérêts	220	50		
				Caisse d'épargne de Nidau » 588. 20					
				Caisse » —. 50	Total des augmentations .	372	25		
				Fr. 5,149. 70					
9,283,339	66	451,621	03	48. Fonds de l'hôpital de l'île. *)	Intérêts des capitaux . .	217,170	13		
				a. <i>Fonds de l'hôpital.</i>	Fermages et loyers . .	7,156	10		
				Créances hypothécaires Fr. 4,624,464. 37	Legs et dons	10,250	—		
				Caisse hypothécaire » 167,944. 90	Subventions	1,938	75		
				Immeubles » 3,505,719. 15	Pharmacie de l'hôpital .	1,479	94		
				Compte des constructions » 201,644. 15					
				Inventaire » 354,140. —					
				Pharmacie de l'hôpital » 28,597. 85					
				Avances p ^r constructions » 358,613. 92					
				Créances courantes » 28,493. 30					
				Caisse, solde actif » 13,722. 02					
				Actif Fr. 9,283,339. 66	Total des augmentations .	237,994	92		
				Fonds spéciaux Fr. 295,704. 84	Diminution nette . . .	22,810	91		
				Dépôts des malades » 4,311. 04					
				Dettes courantes » 1,605. 15					
				Dette hypothécaire » 150,000. —					
				Passif Fr. 451,621. 03					
				Fr. 8,831,718. 63					
62,530	—	—	—	b. <i>Fonds des cures de bains.</i>	Intérêts	2,501	20		
				Fonds de l'hôpital Fr. 62,530. —	Legs et dons	—	—		
					Subventions	2,214	25		
					Total des augmentations .	4,715	45		
15,000	—	—	—	c. <i>Fonds Bitzius.</i>	Intérêts	600	—		
				Fonds de l'hôpital Fr. 15,000. —	Subventions	1,368	—		
					Total des augmentations .	1,968	—		
12,127	34	—	—	d. <i>Fonds des cadeaux de Noël.</i>	Intérêts	485	10		
				Fonds de l'hôpital Fr. 12,127. 34	Subventions	—	—		
					Legs et dons	532	33		
					Total des augmentations .	1,017	43		
19,863,329	99	2,544,420	07	A reporter		1,376,325	68		

*) Compte de 1912.

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
1,088,225	56		Report	10,879,868	25	2,445,451	93
90	80	Secours et frais médicaux.	47. Caisse de secours en cas d'accident et de maladie pour les ouvriers de la correction des eaux du Jura. Caisse hypothécaire Fr. 4,754. 80 Caisse d'épargne de Nidau > 664. 90 Caisse > 11. 45 Fr. 5,431. 15	5,431	15	—	—
90	80	Total des diminutions.					
281	45	Augmentation nette.					
231,453	89	Frais de l'hôpital.	48. Fonds de l'hôpital de l'île. *)	9,266,196	61	457,288	89
2,889	90	Charges.	a. Fonds de l'hôpital.				
12,632	30	Impôts.	Créances hypothécaires Fr. 4,556,088. 72				
4,479	74	Frais d'administration.	Caisse hypothécaire > 515,198. 70				
9,350	—	Amortissement sur les im- meubles.	Immeubles > 3,787,322. 05				
			Inventaire > 343,989. —				
			Pharmacie de l'hôpital > 30,983. 29				
			Avances p ^r constructions > 21,346. 30				
			Créances courantes > 8,722. 95				
			Caisse, solde actif > 2,545. 60				
			Actif Fr. 9,266,196. 61				
			Fonds spéciaux Fr. 298,568. 12				
			Dépôts des malades > 3,993. 84				
			Dettes courantes > 4,726. 93				
			Dette hypothécaire > 150,000. —				
			Passif Fr. 457,288. 89				
			Fr. 8,808,907. 72				
260,805	83	Total des diminutions.					
4,715	45	Subventions pour des cures.	b. Fonds des cures de bains.	62,530	—	—	—
			Fonds de l'hôpital Fr. 62,530. —				
4,715	45	Total des diminutions.					
1,968	—	Subventions pour des cures.	c. Fonds Bitzius.	15,000	—	—	—
			Fonds de l'hôpital Fr. 15,000. —				
1,968	—	Total des diminutions.					
450	—	Cadeaux de Noël aux ma- lades de l'hôpital.	d. Fonds des cadeaux de Noël.	12,694	77	—	—
			Fonds de l'hôpital Fr. 12,694. 77				
450	—	Total des diminutions.					
567	43	Augmentation nette.					
1,356,255	64		A reporter	20,241,720	78	2,902,740	82

*) Compte de 1912.

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
19,863,329	99	2,544,420	07	Report		1,376,325	68	
26,688	20	—	—	48. Fonds de l'hôpital de l'île. e. <i>Fonds Zeerleder.</i> Fonds de l'hôpital Fr. 26,688. 20	Intérêts	1,067	50	
					Total des augmentations .	1,067	50	
100,820	—	—	—	f. <i>Fonds des viatiques.</i> Fonds de l'hôpital Fr. 100,820. —	Intérêts	4,032	80	
					Total des augmentations .	4,032	80	
10,919	75	—	—	g. <i>Fonds Isenschmid.</i> Fonds de l'hôpital Fr. 10,919. 75	Intérêts	436	75	
					Total des augmentations .	436	75	
45,162	90	—	—	h. <i>Fonds Gibollet et Imhoof.</i> Fonds de l'hôpital Fr. 45,162. 90	Intérêts	1,806	50	
					Subventions	2,329	—	
					Legs et dons	—	—	
					Total des augmentations .	4,135	50	
22,456	65	—	—	i. <i>Fonds Sara.</i> Fonds de l'hôpital Fr. 22,456. 65	Intérêts	898	25	
					Subventions	773	30	
					Legs et dons	—	—	
					Total des augmentations .	1,671	55	
20,069,377	49	2,544,420	07	A reporter		1,387,669	78	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
1,356,255	64						
			Report	20,241,720	78	2,902,740	82
70	—	Secours.	48. Fonds de l'hôpital de l'île. e. Fonds Zeerleder. Fonds de l'hôpital Fr. 27,685. 70	27,685	70	—	—
70 997	— 50	Total des diminutions. Augmentation nette.					
1,125 2,907	70 10	Secours aux malades de l'hôpital. Subventions.	f. Fonds des viatiques. Fonds de l'hôpital Fr. 100,820. —	100,820	—	—	—
4,032	80	Total des diminutions.					
400	—	Récompenses aux garde-malades.	g. Fonds Isenschmid. Fonds de l'hôpital Fr. 10,956. 50	10,956	50	—	—
400 36	— 75	Total des diminutions. Augmentation nette.					
2,873	90	Appareils pour des malades indigents.	h. Fonds Gibollet et Imhoof. Fonds de l'hôpital Fr. 46,424. 50	46,424	50	—	—
2,873 1,261	90 60	Total des diminutions. Augmentation nette.					
1,671	55	Secours aux malades.	i. Fonds Sara. Fonds de l'hôpital Fr. 22,456. 65	22,456	65	—	—
1,671	55	Total des diminutions.					
1,365,303	89		A reporter	20,450,064	13	2,902,740	82

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
20,069,377	49	2,544,420	07	Report		1,387,669	78	
108,647	05	—	—	49. Fonds de secours en cas d'accident et de maladie des ouvriers de l'administration forestière. Caisse hypothécaire Fr. 108,647. 05	Contributions des ouvriers Intérêts Subvention de l'Etat . . Total des augmentations .	7,028 4,521 5,000 16,549	61 14 — 75	
21,507	50	—	—	50. Fonds de bibliothèque Ruppaner. Caisse hypothécaire Fr. 21,507. 50	Intérêts Total des augmentations .	901 901	25 25	
7,650	90	—	—	51. Fonds de secours de la maison disciplinaire de Trachselwald. Caisse hypothécaire Fr. 7,650. 90	Intérêts Total des augmentations .	325 325	10 10	
47,815	40	3	85	52. Fonds de secours en cas d'accident des employés du pénitencier de Witzwil. Caisse hypothécaire Fr. 47,815. 40 Solde passif 3. 85 Fr. 47,811. 55	Intérêts Subvention de l'établissement . Total des augmentations .	2,048 3,000 5,048	65 — 65	
20,254,998	34	2,544,423	92	A reporter		1,410,494	53	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.		
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
1,365,303	89		Report	20,450,064	13	2,902,740	82
12,931	20	Indemnités.	49. Fonds de secours en cas d'accident et de maladie des ouvriers de l'administration forestière. Caisse hypothécaire Fr. 112,265. 60	112,265	60	—	—
12,931	20	Total des diminutions.					
3,618	55	Augmentation nette.					
804	95	Entretien de la bibliothèque.	50. Fonds de bibliothèque Ruppaner. Caisse hypothécaire Fr. 21,603. 80	21,603	80	—	—
804	95	Total des diminutions.					
96	30	Augmentation nette.					
—	—	—	51. Fonds de secours de la maison disciplinaire de Trachselwald. Caisse hypothécaire Fr. 7,976. —	7,976	—	—	—
—	—	Total des diminutions.					
325	10	Augmentation nette.					
2,983	20	Indemnités.	52. Fonds de secours en cas d'accident des employés du pénitencier de Witzwil. Caisse hypothécaire Fr. 49,877. —	49,877	—	—	—
2,983	20	Total des diminutions.					
2,065	45	Augmentation nette.					
1,382,023	24		A reporter	20,641,786	53	2,902,740	82

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
20,254,998	34	2,544,423	92	Report		1,410,494	53
586,673	90	—	—	53. Fonds de secours pour les hôpitaux et les établissements de charité. Caisse hypothécaire Fr. 586,673. 90 Nüchtern, asile d'alcoolisés, bons de participation fr. 6,000. —	Versement prélevé sur les crédits de l'assistance publique Intérêts	55,908 23,409	25 10
					Total des augmentations .	79,317	35
36,399	40	—	—	54. Fonds de bibliothèque Zehender. Caisse hypothécaire Fr. 36,399. 40	Intérêts	1,524	40
					Total des augmentations .	1,524	40
517,251	35	—	—	55. Fonds d'assurance du bétail. Caisse hypothécaire Fr. 517,251. 35	Intérêts Produit des certificats . .	22,709 58,927	30 50
					Total des augmentations .	81,636	80
4,172,682	50	—	—	56. Caisse d'assurance des instituteurs bernois. a. <i>III^e section.</i> Caisse hypothécaire Fr. 4,172,682. 50	Subvention de l'Etat . . Cotisations des sociétaires, finances d'entrée et cotisations supplémentaires Intérêts	130,000 324,200 182,143	— 50 30
					Total des augmentations .	636,343	80
25,568,005	49	2,544,423	92	A reporter		2,209,316	88

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.					
Dépenses.			Fonds spéciaux.		Actif.		Passif.	
fr.	ct.				fr.	ct.	fr.	ct.
1,382,023	24			Report	20,641,786	53	2,902,740	82
		Subventions aux établissements ci-après:	53. Fonds de secours pour les hôpitaux et les établissements de charité.		620,137	05	—	—
10,000	—	Asile «Gottesgnad» à Mâche.	Caisse hypothécaire Fr. 620,137. 05					
7,000	—	Asile «Gottesgnad» à Langnau.						
3,000	—	Maison d'éducation «Victoria» à Wabern.	Nüchtern, asile d'alcoolisés, bons de participation fr. 6,000. —					
5,000	—	Maison d'éducation d'Oberbipp.						
20,000	—	Etablissement d'enfants faibles d'esprit «Sunneschyn».						
854	20	Maison d'éducation de la Grube près Kœniz.						
45,854	20	Total des diminutions.						
33,463	15	Augmentation nette.						
1,500	—	Rente viagère.	54. Fonds de bibliothèque Zehender.		36,423	80	—	—
—	—	Entretien de la bibliothèque.	Caisse hypothécaire Fr. 36,423. 80					
1,500	—	Total des diminutions.						
24	40	Augmentation nette.						
3,640	55	Frais des certificats.	55. Fonds d'assurance du bétail.		517,251	35	—	—
77,996	25	Contribution à l'assurance du bétail.	Caisse hypothécaire Fr. 517,251. 35					
81,636	80	Total des diminutions.						
119,599	20	Pensions.	56. Caisse d'assurance des instituteurs bernois.		4,653,559	—	—	—
19,961	40	Indemnités et restitutions aux sociétaires sortis de la caisse.	a. <i>III^e section.</i>					
15,906	70	Frais d'administration.	Caisse hypothécaire Fr. 4,653,559. —					
155,467	30	Total des diminutions.						
480,876	50	Augmentation nette.						
1,666,481	54		A reporter		26,469,157	73	2,902,740	82

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
25,568,005	49	2,544,423	92	Report		2,209,316	88
				56. Caisse d'assurance des instituteurs bernois.			
270,460	50	—	—	b. <i>II^e section.</i>	Primes	1,486	—
				Caisse hypothécaire Fr. 270,460. 50	Intérêts	11,494	50
					Total des augmentations .	12,980	50
—	—	—	—	c. <i>I^{re} section.</i>	Subvention de la II ^e section	2,750	—
					Total des augmentations .	2,750	—
30,621	50	—	—	d. <i>Fonds de secours.</i>	Dons	150	30
				Caisse hypothécaire Fr. 30,621. 50	Intérêts	1,301	50
					Total des augmentations .	1,451	80
11,773	50	—	—	57. Fonds Edouard-Adolphe Stein.	Intérêts	500	40
				Caisse hypothécaire Fr. 11,773. 50	Total des augmentations .	500	40
133,822	75	—	—	58. Fonds Jean Aebi.	Intérêts	6,087	55
				Caisse hypothécaire Fr. 94,822. 75	Total des augmentations .	6,087	55
				Valeurs » 39,000. —			
				Fr. 133,822. 75			
2,087	70	—	—	59. Legs Volz.	Intérêts	88	70
				Caisse hypothécaire Fr. 2,087. 70	Total des augmentations .	88	70
67,546	—	—	—	60. Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments.	Quote-part des redevances pour forces hydrauliques et émoluments de concessions	12,155	90
				Caisse hypothécaire Fr. 67,546. —	Intérêts	2,870	70
					Total des augmentations .	15,026	60
26,084,317	44	2,544,423	92	A reporter		2,248,202	43

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.			
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.	
fr.	ct.			fr.	ct.	fr. ct.
1,666,481	54		Report	26,469,157	73	2,902,740 82
8,800	—	Capitaux échus versés.	56. Caisse d'assurance des instituteurs bernois.			
2,750	—	Subvention à la I ^{re} Section.	b. II ^e section.	271,891	—	— —
			Caisse hypothécaire Fr. 271,891. —			
11,550	—	Total des diminutions.				
1,430	50	Augmentation nette.				
2,750	—	Pensions.	c. I ^{re} section.	—	—	— —
2,750	—	Total des diminutions.				
1,445	—	Secours.	d. Fonds de secours.	30,628	30	— —
			Caisse hypothécaire Fr. 30,628. 30			
1,445	—	Total des diminutions.				
6	80	Augmentation nette.				
—	—	Prix.	57. Fonds Edouard-Adolphe Stein.	12,273	90	— —
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 12,273. 90			
500	40	Augmentation nette.				
—	—	—	58. Fonds Jean Aebi.	139,910	30	— —
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 100,910. 30			
6,087	55	Augmentation nette.	Valeurs » 39,000. —			
			Fr. 139,910. 30			
—	—	Prix.	59. Legs Volz.	2,176	40	— —
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 2,176. 40			
88	70	Augmentation nette.				
—	—	—	60. Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments.	82,572	60	— —
			Caisse hypothécaire Fr. 82,572. 60			
—	—	Total des diminutions.				
15,026	60	Augmentation nette.				
1,682,226	54		A reporter	27,008,610	23	2,902,740 82

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.								
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.					MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.			
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.	
26,084,317	44	2,544,423	92	Report		2,248,202	43	
38,202	—	—	—	61. Fonds pour prévenir et combattre la tuberculose. Caisse hypothécaire Fr. 38,202. —	Versement Intérêts Total des augmentations. Diminution nette. . . .	— 1,623 1,623 8,848	— 60 60 20	
225,617	—	—	—	62. Legs Lory de l'asile d'aliénés de la Waldau. Caisse hypothécaire Fr. 225,617. —	Intérêts Total des augmentations. Diminution nette. . . .	9,588 9,588 140,411	70 70 30	
32,694	70	—	—	63. Fonds cantonal pour la lutte contre le phylloxéra. Caisse hypothécaire Fr. 32,694. 70	Subvention de l'Etat . . Contributions des propriétaires de vignes Intérêts Subvention fédéral pour la reconstitution de vignes Total des augmentations .	10,000 2,270 1,524 936 14,731	— 97 16 22 35	
38,540	40	—	—	64. Fonds du Technicum de Bienne. Valeurs Fr. 1,458. — Caisse hypothécaire > 37,082. 40 Fr. 38,540. 40	Intérêts Total des augmentations .	1,576 1,576	— —	
29,684	50	—	—	65. Fonds bernois de patronage. Caisse hypothécaire Fr. 14,684. 50 Valeurs > 15,000. — Fr. 29,684. 50	Subvention de la dime d'alcool Intérêts Total des augmentations .	4,700 1,346 6,046	— 50 50	
10,517	80	—	—	66. Fondation Lœtschberg. Caisse hypothécaire Fr. 5,517. 80 Valeurs > 5,000. — Fr. 10,517. 80	Intérêts Total des augmentations .	434 434	50 50	
26,459,573	84	2,544,423	92	A reporter		2,282,203	08	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
DE LA FORTUNE.			SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.				
Dépenses.			Fonds spéciaux.	Actif.	Passif.		
fr.	ct.			fr.	ct.	fr.	ct.
1,682,226	54			Report	27,008,610 23	2,902,740	82
10,471	80	Retrait.	61. Fonds pour prévenir et combattre la tuberculose.	29,353 80	—	—	—
10,471	80	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 29,353. 80				
150,000	—	Contribution aux frais de l'agrandissement de la Waldau	62. Legs Lory de l'asile d'aliénés de la Waldau.	85,205 70	—	—	—
150,000	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 85,205. 70				
1,872	45	Subventions pour la reconstitution de vignes.	63. Fonds cantonal pour la lutte contre le phylloxéra.	45,553 60	—	—	—
1,872	45	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 45,553. 60				
12,858	90	Augmentation nette.					
1,576	—	Versement au Technicum de Bienne.	64. Fonds du Technicum de Bienne.	38,540 40	—	—	—
1,576	—	Total des diminutions.	Valeurs Fr. 1,458. —				
			Caisse hypothécaire » 37,082. 40				
			Fr. 38,540. 40				
2,000	—	Subventions.	65. Fonds bernois de patronage.	33,731 —	—	—	—
2,000	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 18,731. —				
4,046	50	Augmentation nette.	Valeurs » 15,000. —				
			Fr. 33,731. —				
—	—	—	66. Fondation Lœtschberg.	10,952 30	—	—	—
—	—	Total des diminutions.	Caisse hypothécaire Fr. 5,952. 30				
434	50	Augmentation nette.	Valeurs » 5,000. —				
			Fr. 10,952. 30				
1,848,146	79		A reporter	27,251,947 03	2,902,740	82	

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.							
SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1912.				MODIFICATIONS			
Actif.		Passif.		Fonds spéciaux.	Recettes.		
fr.	ct.	fr.	ct.			fr.	ct.
26,459,573	84	2,544,423	92	Report		2,282,203	08
62,244	90	—	—	67. Fondation Walther Munzinger.	Legs et dons	1,265	—
				Valeurs Fr. 53,400. —	Intérêts	2,613	15
				Caisse hypothécaire > 8,844. 90	Total des augmentations	3,878	15
				Fr. 62,244. 90			
50,000	—	—	—	68. Fonds pour la création d'une caisse	Versement	50,000	—
				de retraite et d'invalidité pour les	Intérêts	2,125	—
				fonctionnaires et employés de l'Etat.	Total des augmentations	52,125	—
				Caisse hypothécaire Fr. 50,000. —			
—	—	—	—	69. Fonds Théodore Kocher de l'institut	Don	200,000	—
				de recherches biologiques.	Intérêts	10,711	50
					Total des augmentations	210,711	50
26,571,818	74	2,544,423	92	Somme totale de l'actif et du passif.	Somme totale des augmentations.	2,548,917	73
		24,027,394	82	Actif net.			

COMPTES DES FONDS SPÉCIAUX DU CANTON DE BERNE POUR 1913.

DE LA FORTUNE.		SITUATION DE LA FORTUNE AU 31 DÉCEMBRE 1913.					
Dépenses.		Fonds spéciaux.	Actif.		Passif.		
fr.	ct.		fr.	ct.	fr.	ct.	
1,848,146	79						
		Report	27,251,947	03	2,902,740	82	
—	—						
—	—	67. Fondation Walther Munzinger.	66,123	05	—	—	
3,878	15	Valeurs Fr. 53,400. —					
		Caisse hypothécaire » 12,723. 05					
		Fr. 66,123. 05					
—	—	68. Fonds pour la création d'une caisse	102,125	—	—	—	
52,125	—	de retraite et d'invalidité pour les					
		fonctionnaires et employés de l'Etat.					
		Caisse hypothécaire Fr. 102,125. —					
—	—	69. Fonds Théodore Kocher de l'institut	210,711	50	—	—	
210,711	50	de recherches biologiques.					
		Valeurs Fr. 200,000. —					
		Caisse hypothécaire » 10,711. 50					
		Fr. 210,711. 50					
1,848,146	79	Somme totale des diminutions.	27,630,906	58	2,902,740	82	
700,770	94	Augmentation nette.			24,728,165	76	

Le présent compte d'Etat pour l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 1913 est conforme aux comptes approuvés des administrations et des caissiers et aux registres du contrôle des finances.

BERNE, le 23 mars 1914.

Le contrôleur des finances,

E. Jung.

RAPPORT

CONCERNANT

LES COMPTES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DE L'ÉTAT DE BERNE

PENDANT L'EXERCICE DE 1913.

Monsieur le directeur des finances,

Les comptes de l'administration des finances de l'année 1913, que le contrôle des finances a l'honneur de vous présenter à l'intention du Conseil-exécutif et du Grand Conseil, accusent les chiffres suivants:

Actif fr. 778,141,611.72
Passif » 714,376,943.84

Dans ces sommes sont compris l'actif et le passif, pour 648,265,139 fr. 68 le premier et 608,265,139 fr. 68 le second, de la *Caisse hypothécaire* et de la *Banque*

cantonale. Si, pour ces deux établissements, l'on ne fait entrer en ligne de compte que la dotation de l'Etat, on obtient les chiffres suivants:

Actif fr. 169,876,472.04
Passif » 106,111,804.16

Comparativement à l'exercice précédent, le total de l'actif a *augmenté* de 51,183,324 fr. 14, et celui du passif de 50,802,683 fr. 93. Tant pour l'actif que pour le passif, cette augmentation concerne essentiellement les deux établissements susindiqués.

I. Compte de la fortune nette.

Pages 7 à 80.

A. Compte de profits et pertes.

L'augmentation susindiquée de la fortune nette, de 380,640 fr. 21, résulte des changements suivants:

Augmentations:

Administration courante, Recettes . fr. 67,369,114.24

Forêts:

Plus-values de ventes » 15,112.—
Infériorités de prix d'achat . . . » 4,000.—
Cession de droits » 5,000.—
Vente d'eau » 200.—
Relèvement de la valeur estimative » 79,280.—

Domaines:

Plus-values de ventes » 131,024.25
Infériorités de prix d'achat . . . » 11,390.—
Rachats de servitudes » 1,100.—
Cession de droits » 550.—
Relèvements de la valeur estimative » 1,114,950.—

Amortissement d'emprunts » 779,500.—

Inventaire du mobilier:

Augmentations » 141,204.47

Total des augmentations fr. 69,652,424.96

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

Diminutions:

Administration courante, Dépenses fr. 67,443,856.14

Forêts:

Excédents de prix d'achat . . . » 24,660.—
Rachat de droits » 350.—

Domaines:

Moins-values de ventes » 3,291.35
Excédents de prix d'achat . . . » 75,133.20
Rachat de droits » 400.—
Réductions de la valeur estimative » 109,380.—
Cession de domaines curiaux . . » 86,880.—

Caisse des domaines:

Amélioration de domaines . . . » 26,012.15
Amortissement de valeurs . . . » 25,000.—

Fonds d'amortissement des chemins de fer:

Versement fr. 779,500.—

Inventaire du mobilier:

Diminutions » 697,321.91

Total des diminutions fr. 69,271,784.75

Augmentation nette de la fortune . fr. 380,640.21

à savoir:

Augmentation résultant de *rectifications* faites en vertu de l'art. 31

de la loi du 31 juillet 1872 . . fr. 455,382.11

A reporter fr. 455,382.11

50*

Report fr. 455,382.11
dont à déduire la *diminution* résultant
de l'*excédent de dépenses de l'adminis-*
tration courante. » 74,741.90
Augmentation nette, comme ci-dessus . . . » **380,640.21**

La plus-value de ventes de domaines provient principalement des cessions de terrain consenties à la compagnie du chemin de fer de la vallée de la Gürbe, pour 44,597 fr., et à la commune de Kœniz (terrain du domaine du château, audit lieu), pour 22,997 fr. 50, ainsi que de la cession aux Chemins de fer fédéraux, par expropriation, de terrain du domaine de l'asile d'aliénés de Münsingen, pour 17,945 fr. 50, de la cession de terrain de lac à la commune de Spiez, pour 10,000 fr., et de la vente d'une parcelle de la « Schlossmatte » à Münsingen, pour 8,813 fr. 50.

Parmi les excédents de prix d'achat de domaines, une somme de 74,310 fr. concerne l'acquisition de la « Vordere Kihley » (Mittelberg), dans la commune de Diemtigen.

Les relèvements de la valeur estimative qu'accuse le chapitre des domaines portent sur les articles suivants:

Ecole agricole et ménagère du Schwand près Münsingen, bâtiment principal et annexe, constructions neuves . .	fr. 300,000. —
Ecole techn. de Berthoud, agrandissements . .	» 250,000. —
Caserne de Berne, améliorations . .	» 134,700. —
Maison de travail de St-Jean, construction du bâtiment administratif . .	» 91,300. —
Pénitencier de Witzwil:	
bâtiment des chaudières, construction . .	» 42,900. —
bâtiment des ateliers, construction . .	» 32,500. —
bâtiment de la fromagerie, construction . .	» 32,000. —
Maternité cantonale, pavillon d'isolement, construction neuve	» 33,600. —

Dans la somme des réductions d'estimations de domaines sont comprises la radiation du bâtiment d'économie rurale de la maison d'éducation de Sonvilier, détruit par un incendie, pour 52,000 fr., et celle de la grange également détruite par un incendie à la ferme des Noyers (annexe du pénitencier de Witzwil), pour 23,600 fr.

Quant à l'amortissement de valeurs de la Caisse des domaines, il se rapporte aux 100 actions primitives de la compagnie du chemin de fer des Alpes bernoises remises par la compagnie du chemin de fer de la Gürbe, au cours de 250 fr., en acompte sur le prix de vente de cette ligne.

Les 26,012 fr. 15 comptés à ladite Caisse pour améliorations proviennent pour 21,899 fr. 35 d'améliorations apportées à la « Schlossmatte » à Münsingen et pour le reste, soit 4112 fr. 80, du captage de sources en vue de l'augmentation du débit de la fontaine du château de Schlosswil; une partie de l'eau ainsi obtenue pourra être vendue plus tard.

Enfin, parmi les diminutions de l'inventaire du mobilier 668,741 fr. 45 proviennent de la radiation de la réserve d'habillement dans l'inventaire du matériel de guerre. Cette réserve a passé à la Confédération, conformément à la nouvelle loi sur l'organisation militaire.

B. Compte de l'administration courante.

Les comptes de l'administration courante accusaient primitivement les chiffres suivants:

<i>Recettes</i>	fr. 67,369,114.24
<i>Dépenses</i>	» 67,331,001.70
<i>Excédent des recettes</i> fr.	38,112.54

Mais le Conseil-exécutif a décidé de les grever encore des dépenses ci-après:

Versement au fonds pour la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires et employés de l'Etat . . .	fr. 50,000. —
Versement au fonds de réserve pour les frais de la revision des registres fonciers . .	» 62,854.44

Ces comptes se présentent donc maintenant ainsi qu'il suit:

<i>Recettes</i>	fr. 67,369,114.24
<i>Dépenses</i>	» 67,443,856.14

Excédent des dépenses fr. **74,741.90**

ou, si l'on ne considère que les recettes et dépenses nettes des différents services de l'administration:

<i>Recettes</i>	fr. 24,387,973.55
<i>Dépenses</i>	» 24,462,715.45

Excédent des dépenses fr. **74,741.90**

Le budget prévoyait:

<i>Recettes</i>	fr. 21,492,763. —
<i>Dépenses</i>	» 24,481,050. —

Les recettes effectives dépassent donc les prévisions budgétaires de 2,895,210 fr. 55, tandis que les dépenses y sont restées inférieures de 18,334 fr. 55. Le résultat est ainsi de **2,913,545 fr. 10 plus favorable** que ces prévisions. Il faut encore noter qu'outre les deux dépenses extraordinaires susmentionnées le compte a été grevé des frais suivants, qui constituent également une dépense extraordinaire:

Ameublement de l'école agricole et ménagère du Schwand-Münsingen	fr. 67,339.05
Ameublement du pavillon d'isolement de la Maternité cantonale	» 19,997.70

Les différences entre les recettes et les dépenses effectives et celles qui étaient prévues au budget portent sur les services suivants:

Recettes en plus:

XXXII. <i>Impôts directs</i>	fr. 789,611.52
XXV. <i>Emoluments</i>	» 567,253.60
XXIV. <i>Timbre</i>	» 372,302.06
XX. <i>Caisse de l'Etat</i>	» 321,985.29
XIX. <i>Banque cantonale</i>	» 200,000. —
XXVI. <i>Taxe des successions et donations</i>	» 188,732.17
XXIX. <i>Part du produit du monopole de l'alcool</i>	» 165,996.05
XXXI. <i>Taxe militaire</i>	» 110,286.45
XXIII. <i>Régie des sels</i>	» 55,677.52
XV. <i>Forêts domaniales</i>	» 40,382.28
XXX. <i>Part du bénéfice de la Banque nationale</i>	» 22,293.95
XXII. <i>Régales de la chasse, de la pêche et des mines</i>	» 13,550.06
XXVII. <i>Redevances pour forces hydrauliques</i>	» 13,272.70
XXVIII. <i>Patentes d'auberge et permis de vente des spiritueux</i>	» 12,239.89
XVI. <i>Domaines de l'Etat</i>	» 11,645.12
XXI. <i>Amendes et confiscations</i>	» 9,843.91
XVIII. <i>Caisse hypothécaire</i>	» 137.98
Total des recettes en plus	fr. 2,895,210.55

Recettes en moins:

Point.

Dépenses en plus:

XXXIII. <i>Imprévu</i>	fr.	112,854. 44
X. <i>Travaux publics</i>	»	69,456. 48
XIII. <i>Agriculture</i>	»	50,887. 70
VIII. <i>Assistance publique</i>	»	38,710. 95
II. <i>Administration judiciaire</i>	»	17,676. 80
IX ^a . <i>Economie publique</i>	»	2,939. 85
XI. <i>Emprunts</i>	»	2,791. 93
VII. <i>Affaires communales</i>	»	2,033. 45
XIV. <i>Economie forestière</i>	»	355. 07
Total des dépenses en plus	fr.	297,706. 67

Dépenses en moins:

IV. <i>Affaires militaires</i>	fr.	106,324. 54
VI. <i>Instruction publique</i>	»	71,874. 78
III ^b . <i>Police</i>	»	59,871. 95
I. <i>Administration générale</i>	»	35,016. 20
V. <i>Cultes</i>	»	32,196. 14
XII. <i>Finances</i>	»	6,164. 29
XVII. <i>Caisse des domaines</i>	»	2,614. 32
III ^a . <i>Justice</i>	»	1,896. 28
IX ^b . <i>Service sanitaire</i>	»	82. 72
Total des dépenses en moins	fr.	316,041. 22

<i>Recettes en plus</i>	fr.	2,895,210. 55
<i>Recettes en moins</i> »	—	—
	fr.	2,895,210. 55
<i>Dépenses en moins</i>	fr.	316,041. 22
<i>dépenses en plus</i> »	»	297,706. 67
	»	18,334. 55

Résultat plus favorable, comme ci-dessus fr. **2,913,545. 10**

Comparativement au compte de 1912, celui de 1913 accuse les différences suivantes:

Recettes en plus:

XXXII. <i>Impôts directs</i>	fr.	310,660. 08
XIX. <i>Banque cantonale</i>	»	200,000. —
XX. <i>Caisse de l'Etat</i>	»	146,146. 07
XVIII. <i>Caisse hypothécaire</i>	»	98,430. 42
XXIV. <i>Timbre</i>	»	85,611. 51
XXVI. <i>Taxe des successions et donations</i>	»	33,977. 60
XV. <i>Forêts domaniales</i>	»	30,469. 48
XXXI. <i>Taxe militaire</i>	»	29,977. 80
XXX. <i>Part du bénéfice de la Banque nationale</i>	»	22,293. 85
XVI. <i>Domaines</i>	»	16,197. 32
XXIII. <i>Régies des sels</i>	»	9,193. 83
XXVII. <i>Redevances pour forces hydrauliques</i>	»	8,906. 30
XXI. <i>Amendes et confiscations</i>	»	7,049. 11
XXVIII. <i>Patentes d'auberge et permis de vente des spiritueux</i>	»	435. 20
XXV. <i>Emoluments</i>	»	360. 45
Total des recettes en plus	fr.	999,709. 02

Recettes en moins:

XXIX. <i>Part du produit du monopole de l'alcool</i>	fr.	69,901. 40
XXII. <i>Régales de la chasse, de la pêche et des mines</i>	»	3,924. 72
Total des recettes en moins	fr.	73,826. 12

Dépenses en plus:

VI. <i>Instruction publique</i>	fr.	208,132. 85
XIII. <i>Agriculture</i>	»	130,577. 36
X. <i>Travaux publics</i>	»	129,095. 19
VIII. <i>Assistance publique</i>	»	118,516. 88
II. <i>Administration judiciaire</i>	»	88,796. 13
III ^b . <i>Police</i>	»	54,092. 38
IX ^b . <i>Service sanitaire</i>	»	48,305. 45
IX ^a . <i>Economie publique</i>	»	21,823. 36
XIV. <i>Economie forestière</i>	»	6,193. 87
I. <i>Administration générale</i>	»	4,229. 18
XVII. <i>Caisse des domaines</i>	»	2,764. 38
VII. <i>Affaires communales</i>	»	2,211. 15
XI. <i>Emprunts</i>	»	1,541. 33
XII. <i>Finances</i>	»	829. 60
Total des dépenses en plus	fr.	817,109. 11

Dépenses en moins:

IV. <i>Affaires militaires</i>	fr.	36,923. 47
XXXIII. <i>Imprévu</i>	»	37,545. 56
V. <i>Cultes</i>	»	14,175. —
III ^a . <i>Justice</i>	»	1,165. 42
Total des dépenses en moins	fr.	89,809. 45

<i>Recettes en plus</i>	fr.	999,709. 02
<i>Recettes en moins</i> »	73,826. 12	
	fr.	925,882. 90
<i>Dépenses en plus</i>	fr.	817,109. 11
<i>Dépenses en moins</i> »	89,809. 45	
	»	727,299. 66

Résultat plus favorable qu'en 1912. fr. **198,583. 24**

Cet heureux résultat des comptes est dû tout particulièrement au produit en plus de la Banque cantonale, soit 200,000 fr., et à la plus-value de recettes de la Caisse de l'Etat, au montant de 321,985 fr. 29. Déduction faite de 77,000 fr. versés dans le fonds de réserve pour créances, le bénéfice de ladite banque ascende à 1,487,892 fr. 30, somme sur laquelle 1,300,000 fr. ont été versés dans la Caisse de l'Etat et le reste, soit 187,892 fr. 30, dans le fonds dont il vient d'être parlé et dans celui pour pertes de cours. Le budget prévoyait un produit net de 1,100,000 fr. Quant à la Caisse de l'Etat, elle a bénéficié, pour 188,040 fr., de l'intérêt de 1913 produit par les actions privilégiées du chemin de fer des Alpes bernoises reçues en échange de ses actions du chemin de fer du lac de Thoune. Selon toute probabilité cette recette fera entièrement défaut dès 1915.

Relativement aux divergences entre le compte et le budget, nous renvoyons aux rapports de gestion des divers services, nous bornant ici aux remarques suivantes:

I. Administration générale.

Les dépenses de l'administration générale ont dépassé de 4,229 fr. 18 celles de l'exercice précédent, tout en restant inférieures de 35,016 fr. 20 aux prévisions budgétaires. Sont demeurées au-dessous de ces prévisions, en ce qui concerne les rubriques principales: les dépenses du *Grand Conseil*, de 28,488 fr. 85, celles pour *députation au Conseil des Etats et commissaires*, de 939 fr. 45, et celles des *secrétaires de préfecture*, de 5,281 fr. 58, tandis qu'il y a dépassement des chiffres budgétaires aux rubriques *crédit du Conseil-exécutif*, de 205 fr. 05, *Chancellerie d'Etat*, de 1,376 fr. 34, et *préfets*, de

1,957 fr. 54. La *Feuille officielle allemande* accuse une plus-value de 3,708 fr. 90, et la *Feuille officielle du Jura* une de 136 fr. 35. Il faudra des crédits supplémentaires pour les rubriques ci-après: *Crédit du Conseil-exécutif*, 205 fr. 05; *traitements des fonctionnaires de la Chancellerie d'Etat*, 499 fr. 90; *traitements des employés de la même*, 496 fr. 10; *frais de bureau des préfets*, 1,922 fr. 84, et *frais de bureau des secrétaires de préfecture*, 10,388 fr. 17. Cette dernière dépense en plus provient principalement des dépenses de bureau remboursées outre les allocations budgétaires pour la période du 1^{er} juillet 1909 au 30 juin 1912. En revanche, les *traitements des employés des secrétaires de préfecture* accusent une économie de 14,845 fr. 90.

II. Administration judiciaire.

Les dépenses sont ici supérieures de 88,796 fr. 13 à celles de 1912, et de 17,676 fr. 80 aux prévisions budgétaires. Comparativement à l'exercice précédent, l'augmentation porte — pour des sommes plus ou moins fortes — sur tous les chapitres; elle atteint son maximum, par 30,269 fr. 75, en ce qui concerne le *Tribunal de commerce*, institution nouvelle, et en second lieu viennent les *offices des poursuites et des faillites*, avec 23,730 fr. 35. Comparativement au budget, les différences consistent en une dépense en plus de 34,845 fr. 43 en tout aux chapitres *Cour suprême*, *greffe de la Cour suprême*, *offices des poursuites et des faillites*, *conseil de prud'hommes*, *Tribunal administratif* et *Tribunal de commerce*, ainsi qu'en dépenses en moins, pour un total de 16,383 fr. 38, aux chapitres *tribunaux de district*, *greffes des tribunaux de district*, *ministère public* et *Cours d'assises*, et enfin en un remboursement, au montant de 785 fr. 25, sur les frais de l'*ameublement du Palais de justice*. Au point de vue particulier, il faut noter les dépassements de crédit suivants: *Traitements des juges d'appel*, 2,310 fr. 40; *Traitements des fonctionnaires du greffe de la Cour*, 500 fr. 70; *frais de bureau des tribunaux de district*, 2,452 fr. 51; *frais de bureau des greffes des tribunaux de district*, 2,982 fr. 32; *indemnités des suppléants, des interprètes et des huissiers*, 1,690 fr. 80; *frais de bureau des cours d'assises*, 744 fr. 22; *loyers de ces cours*, 100 fr.; *frais de bureau et de déplacement de l'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites*, 320 fr. 10; *traitements des agents de poursuites*, 21,908 fr. 35; *traitements des préposés aux poursuites et aux faillites*, 2,665 fr. 90; *traitements des employés des offices des poursuites et des faillites*, 321 fr. 85; *frais de bureau de ces offices*, 2,602 fr. 25; *registres et formules*, 901 fr., *frais des conseils de prud'hommes, part de l'Etat*, 904 fr. 03; *traitement de l'employée du Tribunal administratif*, 500 fr.; *indemnités des membres de ce tribunal*, 453 fr.; *frais de bureau du même*, 1,295 fr. 65; *indemnités des membres du Tribunal de commerce*, 276 fr. 30, et *frais d'installation de ce même tribunal*, 828 fr. 30. Ces dépenses en plus sont compensées partiellement par des économies à d'autres rubriques et une plus-value de recettes en fait d'émoluments (rubr. XXV A 3).

III^a. Justice.

La dépense en moins, de 1,896 fr. 28, se répartit ainsi qu'il suit entre les divers chapitres: *Frais d'administration de la Direction de la justice*, 56 fr. 88; *commission de législation et de revision des lois*, 585 fr.; *inspectorat*, 293 fr. 55, et *apprentissages*, 960 fr. 85.

III^b. Police.

Les dépenses de ce service sont en augmentation de 54,092 fr. 38 sur celles de 1912. Cette différence provient principalement des frais en plus du *corps de police*, pour 12,541 fr. 59, et des *établissements pénitentiaires*, pour 19,362 fr. 56, ainsi que d'une moins-value de 26,442 fr. 07 en ce qui concerne les *restitutions de frais* et les *émoluments*. Pour l'année 1913, en revanche, il y a une économie de 59,871 fr. 95 sur l'ensemble du crédit. Parmi les divers crédits, accusent un dépassement: les *frais de bureau* de la Direction de la police, 1,994 fr. 44; les *frais d'arrestations*, 395 fr. 90; les *frais de soins médicaux* et les *frais divers d'administration* (pour le corps de police), 2,004 fr. 30 et 239 fr. 12; la *nourriture des détenus* dans les prisons de la ville de Berne, 2,417 fr. 74; la *maison disciplinaire de Trachselwald*, 6,354 fr. 43; les *frais de police*, 5,193 fr. 31, et les *chambre de conciliation*, 1,624 fr. 09. Il n'était pas prévu de crédit pour *grèves, frais extraordinaires de police*, article qui accuse une dépense de 4,836 fr. Ces dépassements sont plus que compensés par une plus-value de recettes de 28,786 fr. 51 en fait de *restitutions de frais* et d'*émoluments* et par toute une série d'économies, parmi lesquelles nous mentionnerons celles sur les rubriques *solde des gendarmes*, de 13,471 fr. 35; *nourriture des détenus* des prisons de district, 16,668 fr. 43, et *frais de justice criminelle*, 14,740 fr. 55. Le *pénitencier de Witzwil* a dépensé 98,122 fr. 21 pour des constructions neuves, soit 48,122 fr. 21 de plus qu'il n'était prévu au budget; les frais nets y relatifs sont cependant demeurés inférieurs de 284 fr. 36 au crédit.

IV. Affaires militaires.

L'administration militaire a coûté 36,923 fr. 47 de moins qu'en 1912 et 106,324 fr. 54 de moins qu'il n'était prévu. Cette grosse économie résulte en partie de recettes en plus et en partie de dépenses en moins. Les premières portent sur les *ateliers de l'arsenal*, pour 260 fr. 73, la *confection d'effets d'habillement et d'équipement*, pour 31,593 fr. 63, et *vente de matériel de guerre cantonal*, pour 2,434 fr. 05. Quant aux secondes, elles concernent principalement les frais de *conservation et entretien du matériel de guerre*, pour une somme de 60,298 fr. 36. En revanche, il y a eu un dépassement de crédit aux rubriques *traitements des employés de l'administration de l'arsenal*, de 1,117 fr. 35, *recrutement*, de 515 fr. 59, et *loyers*, de 766 fr.

V. Cultes.

Les dépenses ont reculé ici de 14,175 fr. par rapport à l'exercice précédent et sont demeurées inférieures de 32,196 fr. 14 aux prévisions budgétaires. Cette dernière différence est due à ce que les crédits prévus pour *subventions en faveur de la construction d'églises aux Franches-Montagnes et à Laufen*, de 8000 fr. et 10,000 fr., n'ont pas été employés et à ce que les *traitements des pasteurs* ont exigé 10,618 fr. 95 de moins qu'il n'avait été admis. Sont en revanche en augmentation sur les prévisions budgétaires: les *indemnités de logement* en faveur de pasteurs, pour 2,595 fr. 20, et les *suppléments de traitement* des ecclésiastiques catholiques romains, pour 200 fr.

VI. Instruction publique.

Ce service accuse pour 208,132 fr. 85 de dépenses de plus qu'en 1912; il y a cependant été réalisé une

économie de 71,874 fr. 78 sur l'ensemble des crédits budgétaires. Sont demeurées inférieures à ces crédits, les dépenses pour l'université, de 39,866 fr. 05, pour les écoles moyennes, de 8,280 fr. 15, pour les écoles primaires, de 27,571 fr. 40, pour les écoles normales, de 3,392 fr. 45, et pour les encouragements aux beaux-arts, de 1,874 fr. En revanche accusent un dépassement de crédit: les frais d'administration de la Direction et du Synode, de 5,753 fr. 35, et les dépenses pour les institutions de sourds-muets, de 3,355 fr. 92. — La dépense en moins en ce qui concerne l'université porte pour 30,000 fr. sur la subvention aux cliniques, qui n'a été que du minimum fixé dans la convention du 28 novembre 1910. Quant aux écoles moyennes, l'économie concerne principalement les rubriques subventions aux gymnases et progymnases et subventions aux écoles secondaires; pour les écoles primaires, elle porte sur la contribution aux traitements des maîtres et sur les pensions de retraite. La dépense en plus du chapitre « frais d'administration de la Direction et du Synode » est le fait de la participation à l'Exposition nationale, pour laquelle il a fallu 7,500 fr. et qui n'était pas prévue dans le budget. En ce qui concerne les institutions de sourds-muets, le dépassement affère pour 2920 fr. 92 à l'établissement de Münchenbuchsee et pour 600 fr. à la subvention en faveur de l'établissement de sourdes-muettes de Wabern. — Ont été dépassés les crédits suivants: traitements des employés de l'université, de 181 fr. 80; jardin botanique, de 502 fr. 73; indemnité pour lits gratuits dans les cliniques, de 5,030 fr.; indemnité pour l'entretien des bâtiments, 2,626 fr. 20; pensions de retraite à des maîtres d'écoles moyennes, de 2,267 fr. 35; subventions à des écoles communales supérieures, de 933 fr. 25; subventions pour matériel d'enseignement et bibliothèques, de 1,300 fr.; gymnastique, de 600 fr.; inspecteurs d'écoles, de 565 fr. 90; écoles complémentaires, de 4,760 fr. 05; école normale de Delémont, de 387 fr. 89; établissement de sourds-muets de Münchenbuchsee, de 2,920 fr. 92, et établissement de sourdes-muettes de Wabern, de 600 fr. La librairie de l'Etat a donné un produit net de 19,168 fr. 21, au lieu de 24,331 fr., chiffre budgétaire; le produit brut est en effet resté inférieur de 3,150 fr. 65 aux prévisions, tandis que les frais les ont dépassées de 2,012 fr. 14. Sur la subvention fédérale pour l'école primaire, 600 fr. ont été affectés à des subventions en faveur de cours de gymnastique pour maîtres; cette dépense n'était pas prévue au budget.

VII. Affaires communales.

Le dépassement est dû aux frais de l'établissement d'un projet de nouvelle loi sur l'organisation communale.

VIII. Assistance publique.

Les dépenses nettes de ce service ont augmenté de 118,516 fr. 88 comparativement à 1912, et ont dépassé de 38,710 fr. 95 le crédit prévu dans le budget. A l'un et l'autre égards, la différence porte principalement sur l'assistance des indigents, qui a exigé 112,357 fr. 69 de plus que l'année précédente et 51,094 fr. 08 de plus qu'il n'avait été admis. Les subventions pour l'assistance permanente, en particulier, ont dépassé les prévisions budgétaires de 54,608 fr. 25. A cette somme s'ajoute la dépense en plus pour traitements des inspecteurs cantonaux, de 6,170 fr. 20, et pour frais de bureau et de déplacement de ces fonctionnaires, de 1,729 fr. 30,

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

qu'a entraînée la création d'un nouveau poste d'inspecteur. Les autres dépenses sont demeurées soit dans les limites des prévisions budgétaires, soit plus ou moins inférieures à ces prévisions, sauf deux exceptions, où il y a eu un léger dépassement. Il a été versé au fonds de secours en faveur des hôpitaux et des établissements de charité une somme de 43,444 fr. imputée sur le crédit des subventions extraordinaires aux communes, et une de 12,464 fr. 25 imputée sur le crédit des subventions en cas de catastrophes. Dans le même fonds ont été pris, pour des subventions à des hôpitaux et des établissements de charité, 45,854 fr. 20, qui ont été répartis entre diverses institutions.

IX^a. Economie publique.

Comparativement à 1912, les dépenses nettes sont ici en augmentation de 21,823 fr. 36. Le crédit budgétaire a été dépassé de 2,939 fr. 85. Aux dépenses en plus participent les rubriques suivantes: frais de bureau et d'impression du service de statistique, 751 fr. 87; écoles professionnelles et industrielles, 3,923 fr.; conservatoire des arts et métiers, 1,000 fr.; traitements des employés de la Chambre cantonale du commerce et de l'industrie, 145 fr.; apprentissages, 7263 fr. 61; loi sur la protection des ouvrières, inspection, 284 fr. 25; frais d'inspection des vérificateurs des poids et mesures, 420 fr. 50; poids, mesures et appareils, 581 fr. 20; traitements des assistants, du garçon de laboratoire et du concierge du laboratoire du chimiste cantonal, 115 fr.; traitements des experts de la police des denrées alimentaires, 1300 fr., et police du feu, 1,239 fr. 45. — A ces dépenses s'ajoutent les dépenses extraordinaires ci-après: Exposition nationale, participation, 997 fr. 40, et association « Pro Sempione », subvention, 2,000 fr. Tous ces excédents sont compensés, sauf les 2,939 fr. 85 indiqués ci-dessus, par des économies, dont la plus importante, soit 9,995 fr. 05, est accusée par le chapitre technicum de Bienne. Il a été dépensé pour les mesures propres à combattre l'alcoolisme 13,500 fr. de plus qu'il n'était prévu au budget.

IX^b. Service sanitaire.

La dépense nette est ici de 48,305 fr. 45 plus forte qu'en 1912, mais inférieure de 82 fr. 72 aux prévisions budgétaires. Il y a bien eu de gros dépassements de crédit — ainsi 17,283 fr. 49 pour la Maternité et 17,606 fr. 29 pour l'asile d'aliénés de la Waldau — mais ils ont été compensés par des économies considérables, dont une de 22,211 fr. 65 à la rubrique subventions aux hôpitaux de district et une de 6,108 fr. à celle de la subvention à l'hôpital de l'île. — Parmi les dépenses pour la Maternité figurent 19,997 fr. 70 pour l'ameublement du pavillon d'isolement, frais qui n'étaient pas prévus au budget; sans cela, le compte de l'établissement accuserait une économie de 2,714 fr. 21. Quant à l'asile de la Waldau, le dépassement est le fait de la mise en service du nouveau bâtiment. Le coût de l'ameublement de ce dernier, soit 170,318 fr. 90, a été imputé sur l'avance pour l'extension du service public des aliénés. L'économie quant aux subventions aux hôpitaux de district provient de ce que la part du produit des amendes a été plus élevée qu'il n'était prévu.

X. Travaux publics et chemins de fer.

Ce service accuse 129,095 fr. 19 de dépenses de plus qu'en 1912 et 69,456 fr. 48 de plus que les prévisions budgétaires. Le dépassement de crédit concerne

surtout l'entretien des bâtiments de l'Etat, particulièrement l'article *rachat de l'entretien de bâtiments curiaux*, 26,500 fr., pour lequel il n'était rien prévu, et l'entretien des ponts et chaussées, 45,417 fr. 90. La dépense pour constructions nouvelles de bâtiments a dépassé de 63,245 fr. 15 le crédit y relatif; cette somme a été reportée sur la rubrique *avances pour constructions*, et elle a été amortie au moyen du crédit ordinaire pour constructions de bâtiments de 1914. Les *émoluments de concessions hydrauliques* et les *émoluments de navigation* sont restés inférieurs aux prévisions budgétaires, de 12,465 fr. 30 les premiers et de 2,478 fr. 80 les seconds. Il est rentré 7,740 fr. 45 en fait de *restitutions d'avances pour levées d'essai*, recette qui n'était pas prévue. Le crédit pour *subventions à des entreprises de navigation* n'a pas été employé. Les frais de la *correction des eaux du Jura*, budgétés à 42,000 fr., ont été de 66,156 fr. 68; ils ont été imputés entièrement sur le *fonds d'endiguement*. Nécessitent des crédits supplémentaires, les rubriques: *traitements des ingénieurs en chef d'arrondissement*, 278 fr. 50; *frais de bureau et de déplacement* de ces fonctionnaires, 2,917 fr. 72; *entretien des routes*, 4,544 fr. 10; *travaux de réfection et digues*, 38,208 fr. 25; *frais divers*, 5,069 fr. 25; *traitements des employés du service topographique et cadastral*, 2,800 fr.; *frais de bureau et de déplacement* du même service, 886 fr. 20, et *levés topographiques et rectifications de frontière*, 3,604 fr.

XI. Emprunts.

La dépense en plus porte sur la rubrique *commis-sions, frais de transport et agio*.

XII. Finances.

Tout en étant supérieure de 829 fr. 60 à celle de l'exercice précédent, la dépense est demeurée inférieure de 6,164 fr. 29 aux prévisions budgétaires. Cette économie se répartit entre diverses rubriques. Les *frais d'impression et de reliure du contrôle cantonal des finances* ont dépassé le budget de 213 fr. 35.

XIII. Agriculture.

Comparativement à l'année 1912 ce service accuse une augmentation des dépenses de 130,577 fr. 36; et il accuse un dépassement de crédit de 50,887 fr. 70. Celui-ci serait encore plus considérable s'il n'y avait pas eu quelques économies, entre autres une de 30,113 fr. 22 en ce qui concerne l'école d'agriculture de la Rütli, économie qui provient principalement d'une plus-value de recettes de 18,583 fr. 17 à la rubrique *exploitation du domaine* et de 2,687 fr. 16 à celle de la *fabrication du cidre*. A elle seule, en effet, la nouvelle école agricole du Schwand-Münsingen a occasionné pour 87,568 fr. 15 de dépenses en plus, dont 67,339 fr. 05 pour *ameublement* et le reste pour le service proprement dit. La *laiterie* a fait un déficit de 10,385 fr. 85, ce qui représente un déchet de 12,085 fr. 85 par rapport au budget, qui prévoyait une recette nette de 1,700 fr. Les crédits se trouvent dépassés également aux rubriques suivantes: *frais de bureau et de déplacement du vétérinaire cantonal*, 900 fr.; *allocation à ce fonctionnaire pour surveillance en matière de police des épizooties*, 250 fr.; *mesures contre le phylloxéra*, 1,904 fr. 87; *encouragement à la viticulture en général*, 496 fr. 77, et *assurance contre la grêle*, 1,220 fr. 27.

XIV. Economie forestière.

Il y a ici une dépense supérieure de 6,193 fr. 87 à celle de 1912 et de 355 fr. 07 à celle que prévoyait le budget. Accusent un dépassement les rubriques: *frais de bureau des inspecteurs forestiers*, 302 fr. 25; *gardes-chefs et gardes-forestiers*, 863 fr. 90. Enfin, il n'était rien prévu pour l'*Exposition nationale suisse, participation*, objet qui a nécessité une dépense de 1,783 fr. 90.

XV. Forêts domaniales.

Les forêts domaniales ont produit 30,469 fr. 48 de plus qu'en 1912 et 40,382 fr. 28 de plus que les prévisions budgétaires. Celles-ci ont été dépassées de 39,959 fr. en ce qui concerne les *produits principaux* et de 5,024 fr. 20 quant aux *produits intermédiaires*. Les dépenses sont de leur côté en dépassement à certaines rubriques; ainsi, pour 4,223 fr. 65 à celle des *cultures forestières*, pour 7,946 fr. à celle des *frais de façonnage* et pour 522 fr. 05 à celle des *frais de justice*. En revanche, ailleurs il a été réalisé des économies, dont la plus importante, de 6,222 fr. 18, touche les *charges*.

XVI. Domaines de l'Etat.

Ici aussi le produit est supérieur à celui de 1912 de 16,197 fr. 32, et aux prévisions budgétaires, de 11,645 fr. 12. Le *produit brut* accuse une plus-value de 9,601 fr. 96, à qui s'ajoutent pour 258 fr. 36 d'économies aux *frais d'aménagement* et pour 1,784 fr. 80 aux *charges*. Il y a en revanche un dépassement de crédit de 2,529 fr. 70 en ce qui concerne les *frais de culture et d'amélioration* et un de 620 fr. 89 quant à l'*assurance contre l'incendie*.

XVII. Caisse des domaines.

Supérieures de 2,764 fr. 38 à celles de l'exercice précédent, les dépenses nettes sont demeurées inférieures de 2,614 fr. 32 au budget. Les *intérêts des créances* ont donné 3,156 fr. 32 de plus, tandis que les *intérêts des dettes* ont exigé 542 fr. de plus.

XVIII. Caisse hypothécaire.

Le produit net de cet établissement dépasse de 98,430 fr. 42 celui de 1912, et de 137 fr. 98 les prévisions budgétaires. Il a été contracté en 1913 un emprunt de 15 millions, dont l'intérêt a grevé le compte de la caisse de 356,250 fr. Vu le déchet d'intérêt auquel donnent lieu une bonne part des capitaux placés — ceux-ci rapportant moins qu'il ne doit être payé pour eux aux déposants — le résultat susindiqué peut être qualifié de bon; il faut dire, cependant, qu'il a été versé 20,000 fr. de moins au *fonds de réserve* et amorti 15,660 fr. 65 de moins sur les *frais des emprunts* que ne le prévoyait le budget. Les *frais d'administration* dépassent de 9,789 fr. 10 les prévisions budgétaires.

XIX. Banque cantonale.

Le produit de cet établissement, qui était budgété à 1,100,000 fr., a atteint le montant extraordinairement élevé de 1,487,892 fr. 30. Sur cette somme, 187,892 fr. 30 ont été versés dans le *fonds de réserve pour créances* et dans celui pour *pertes de cours*; les mises en réserve ont été de 264,892 fr. 30 au total en 1913. La Caisse de l'Etat a donc reçu 1,300,000 fr., soit 200,000 fr.

de plus qu'il n'était prévu et autant de plus qu'en 1912. Le compte accuse par rapport au budget des différences assez considérables. C'est ainsi que le *produit des effets de change* est en plus-value de 182,649 fr. 97 et que les *intérêts divers* ainsi que les *commissions et droits de garde* ont donné 951,230 fr. 95 de plus les premiers et 97,476 fr. 74 de plus les seconds. Il a été affecté 706,912 fr. 14 aux rubriques *pertes et réductions*. En ce qui concerne ces dernières, 482,812 fr. 50 portent sur les *valeurs*, dont l'estimation répond maintenant sur toute la ligne aux cours et y est même plutôt inférieure pour tels ou tels papiers. Les *frais d'administration* dépassent le budget de 218,477 fr. 67 et sont supérieurs de 56,243 fr. 76 à ceux de l'exercice précédent.

XX. Caisse de l'Etat.

Les *intérêts des créances* excèdent de 280,987 fr. 34 les prévisions budgétaires, tandis que les *intérêts des dettes* sont demeurés inférieurs de 40,997 fr. 95 à ces prévisions, d'où une plus-value de 321,985 fr. 29 comparativement au budget. Les recettes en plus proviennent des *intérêts d'actions*, particulièrement des actions du chemin de fer des Alpes bernoises, 188,040 fr., ainsi que des *intérêts d'avances aux administrations spéciales*, 32,449 fr. 14, et d'*avances à des entreprises d'utilité publique*, 67,331 fr. 53, enfin des *recettes diverses*, pour 6,121 fr. 88. Ces dernières sont constituées par des provisions et des mandats de paiement non encaissés par les intéressés et périmés. La Caisse de l'Etat a produit 146,146 fr. 07 de plus qu'en 1912.

XXI. Amendes et confiscations.

Il y a une plus-value de 54,232 fr. 44 par rapport au budget en ce qui concerne les *amendes*; l'*emploi du produit des amendes* accuse un chiffre supérieur d'autant. Il a pu être attribué à chacune des rubriques *communes* et *service sanitaire* 22,211 fr. 65 de plus que le budget ne le prévoyait. Les recettes en fait d'*indemnités et confiscations* accusent de leur côté une plus-value de 9,843 fr. 91.

XXII. Récales de la chasse, de la pêche et des mines.

Tout en étant inférieur de 3,924 fr. 72 à celui de 1912, le produit de ces récales dépasse de 13,550 fr. 06 les prévisions budgétaires. Les *patentes de chasse* ont donné à peu près autant que l'année précédente, mais 12,706 fr. 45 de plus qu'il n'était prévu pour 1913. De même, la ferme de la pêche a produit 3,167 fr. 50 de plus qu'en 1912 et 2,516 fr. 70 de plus qu'il n'était admis au budget. Les *droits d'exploitation du minerai de fer* et l'*exploitation de la carrière de Stockern* sont en dépassement de 865 fr. 92 les premiers et de 1,376 fr. 88 la seconde. L'*indemnité de la Confédération* a été supérieure de 518 fr. 98 en ce qui concerne le chapitre *chasse* et de 1,108 fr. 96 en ce qui concerne le chapitre *pêche*. Parmi les dépenses, accusent un dépassement de crédit les rubriques *part des communes*, de 3,280 fr., *frais de surveillance et de perception pour la pêche*, de 1,108 fr. 96, et *recherche de gisements miniers*, de 3,342 fr. 20. Cette dernière rubrique a été grevée d'une dépense extraordinaire de 3,750 fr. pour un rapport d'expert.

XXIII. Régie des sels.

Il y a ici un produit net supérieur de 9,193 fr. 83 à celui de 1912 et de 55,677 fr. 52 aux prévisions bud-

gétaires. Le *commerce des sels* a donné 56,606 fr. 15 de plus qu'il n'était prévu; en revanche, les *frais d'exploitation* et les *frais d'administration* accusent un dépassement de 665 fr. 38 et 263 fr. 25. En 1913, il a été livré 11,007,900 kg de sel de cuisine aux débiteurs, soit 102,600 kg de plus que l'année précédente.

XXIV. Timbre.

Ici aussi il y a une plus-value tant en ce qui concerne le produit de 1912 que pour ce qui est des prévisions budgétaires; elle est de 85,611 fr. 51 relativement à celui-là et de 372,302 fr. 06 quant à celles-ci. Cette plus-value est due en partie à une recette extraordinaire, provenant du timbre des titres du Chemin de fer des Alpes bernoises. D'autre part, les *commissions des débiteurs* accusent une dépense en plus de 13,850 fr. 24. Il y a de même un dépassement de crédit de 1,300 fr. à la rubrique *traitements des employés*, et un de 251 fr. 85 à celle des *frais de bureau*.

XXV. Emoluments.

Les émoluments ont produit 360 fr. 45 de plus qu'en 1912. La rubrique *émoluments proportionnels des secrétaires de préfecture* accuse un recul de 58,407 fr. 95; en revanche, la plupart des autres sont en plus-value. Comparativement au budget, il y a une recette en plus de 567,253 fr. 60 en tout, à laquelle participent les rubriques suivantes: *émoluments proportionnels des secrétaires de préfecture*, 240,166 fr. 67; *émoluments fixes des mêmes*, 78,862 fr. 40; *émoluments des greffes des tribunaux et des offices des poursuites et faillites*, 140,526 fr.; *émoluments de la chancellerie d'Etat*, 20,721 fr. 35; *greffes de la Cour suprême et des tribunaux spéciaux*, 6,720 fr.; *émoluments des Directions de la justice et de la police*, 67,927 fr. 80; *émoluments de la Direction de l'intérieur*, 4,254 fr. 28, et *émoluments de la Direction des finances*, 8,218 fr. 25.

XXVI. Taxe des successions et donations.

Ces recettes, qui sont de par leur nature même soumises à des fluctuations considérables, accusent 33,977 fr. 60 de plus qu'en 1912 et 188,732 fr. 17 de plus que les prévisions budgétaires.

XXVII. Redevances pour concessions hydrauliques.

Ces redevances ont produit 8,906 fr. 30 de plus que l'année précédente et dépassent de 13,272 fr. 70 le budget. Il a été versé 11,423 fr. 20 au *fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments*.

XXVIII. Patentes d'auberge et permis de vente des spiritueux.

Ici le produit, tout en ne différant guère de celui de 1912, est en plus-value de 12,239 fr. 89 comparativement au budget.

XXIX. Part du produit du monopole de l'alcool.

La recette nette est ici inférieure de 69,901 fr. 40 à celle de 1912, mais dépasse de 165,996 fr. 05 les prévisions budgétaires. Sur le *versement de la Confédération*, lequel a dépassé le budget de 184,440 fr. 05, 118,444 fr. devaient être affectés aux *mesures propres*

à combattre l'alcoolisme; il n'a cependant été dépensé, en fait, que 113,506 fr. 35 pour cet objet, et le reste, soit 4,937 fr. 65, a été mis dans le *fonds de réserve de la dîme de l'alcool* (fonds spécial n° 45). Dans ce fonds ont été pris directement 11,600 fr., dont 1,000 fr. ont été alloués au comité des « Petites familles d'enfants de buveurs », à Tramelan, 8,100 fr. à la maison d'éducation d'Oberbipp et 2,500 fr. à celle d'Enggistein. Il a donc été dépensé en tout, en 1913, 125,106 fr. 35 pour la lutte contre l'alcoolisme.

XXX. Part du bénéfice de la Banque nationale suisse.

Par erreur, les indemnités ont été inscrites dans le budget à raison de 50 ct. et 30 ct., alors qu'à teneur de la loi sur la Banque nationale elles sont de 45 ct. et 35 ct. pour 1913 et les quatre années subséquentes. Celle pour cessation de l'émission de billets de banque de la Banque cantonale a donc produit 10,000 fr. de moins qu'il n'était prévu; en revanche, celle par tête de population de résidence a donné 32,293 fr. 95 de plus, de sorte que ce chapitre accuse une plus-value de recettes de 22,293 fr. 95.

XXXI. Taxe militaire.

Le produit de cette taxe est en augmentation de 29,977 fr. 80 par rapport à 1912 et de 110,286 fr. 45 par rapport au budget. La plus-value porte sur les *contribuables présents* pour 154,193 fr. 25, sur les *contribuables absents du pays* pour 35,194 fr. 55 et sur les *militaires astreints au paiement* pour 13,232 fr. 10. En fait d'extances, il a été radié 5,978 fr. 70 de plus qu'il n'était prévu et la part de la Confédération a été de 98,320 fr. 60 plus forte. Les *frais de taxation et de perception*, enfin, sont demeurés inférieurs de 11,965 fr. 85 aux crédits, et cela principalement à cause d'une plus-value sur la part de la Confédération auxdits frais.

XXXII. Impôts directs.

Comparativement à l'exercice précédent, le produit des deux espèces d'impôt accuse une plus-value de 310,660 fr. 08, et comparativement au budget une de 789,611 fr. 52.

Par rapport au résultat de 1912, les différences sont les suivantes:

Recettes en plus:

Impôt sur la fortune	fr.	123,466. 21
Impôt du revenu	»	222,555. 95
Total	fr.	346,022. 16

Dépenses en plus:

Frais de taxation et de perception	fr.	30,527. 68
Frais d'administration	»	4,834. 40
Total	fr.	35,362. 08

Recettes nettes en plus fr. 310,660. 08

L'augmentation en ce qui concerne l'impôt sur la fortune provient de l'impôt des capitaux dans l'ancienne partie du canton, pour 90,434 fr. 72, et de l'impôt foncier dans l'ancienne partie du canton, pour 54,802 fr. 72. Quant au Jura, les deux espèces d'impôt sont ensemble en augmentation de 9,637 fr. 90. Le recouvrement complémentaire et les amendes ont produit 31,409 fr. 13 de moins qu'en 1912. En ce qui concerne l'impôt du revenu, la plus-value se répartit ainsi qu'il suit entre les trois classes d'impôt: 1^{re} classe, 153,207 fr. 54; 2^e classe, 977 fr. 77; 3^e classe, 63,724 fr. 23. En fait de recouvrement complémentaire et d'amendes il est rentré ici 4,646 fr. 41 de plus qu'en 1912. Quant aux dépenses, elles sont en augmentation aux rubriques commission cantonale des recours, provisions de perception, frais divers de perception et frais de bureau et de déplacement.

Comparativement au budget, les différences sont les suivantes:

Recettes en plus:

Impôt sur la fortune	fr.	323,857. 64
Impôt du revenu	»	502,864. 72
Total	fr.	826,722. 36

Dépenses en moins:

Frais d'administration	»	2,681. 40
	fr.	829,403. 76

Dépenses en plus:

Frais de taxation et de perception	»	39,792. 24
------------------------------------	---	------------

Recettes nettes en plus fr. 789,611. 52

La plus-value de recettes porte sur toutes les rubriques, sauf celle de l'impôt du revenu de 2^e classe dans le Jura, où il y a une moins-value de 43 fr. 10 par rapport au budget et de 105 fr. 70 par rapport à l'année 1912. Quant aux dépenses en plus, elles concernent les provisions de perception, pour 36,170 fr. 21, et les frais divers de perception, pour 9,084 fr. 93.

XXXIII. Imprévu.

Ont été portés en compte ici, suivant décision du Conseil-exécutif du 24 mars 1914: 62,854 fr. 44 comme versement au fonds de réserve pour les frais de la revision des registres fonciers et 50,000 fr. comme versement au fonds en faveur de la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires et employés de l'Etat. Le premier de ces versements finit d'amortir les frais occasionnés par la revision dont il s'agit jusqu'au 31 décembre 1913, frais qui étaient de 762,854 fr. 44.

Pour ce qui est des dépassements de crédit, il sera présenté un rapport et des propositions spéciales au Grand Conseil.

II. Compte des éléments de la fortune.

Pages 4 et 5 et 81 à 95.

La fortune nette de l'Etat, qui s'élève à 63,764,667 fr. 88 selon le compte ci-dessus, se décompose comme il suit:

<i>Actif:</i>	
<i>Forêts</i>	fr. 16,457,020. —
<i>Domaines</i>	» 33,263,149. 80
<i>Caisse des domaines</i>	» 1,400,321. 66
<i>Caisse hypothécaire</i>	» 317,362,200. 26
<i>Banque cantonale</i>	» 330,902,939. 42
<i>Capitaux de chemins de fer:</i>	
Fonds capital	» 23,141,260. —
Caisse de l'Etat	» 22,798,132. 35
Caisse de l'Etat	» 27,234,818. 13
<i>Inventaire du mobilier</i>	» 5,581,770. 10

Total de l'actif **fr. 778,141,611. 72**

<i>Passif:</i>	
<i>Caisse des domaines</i>	fr. 2,245,863. 20
<i>Caisse hypothécaire:</i>	
Emprunts	» 102,132,500. —
Autres dettes	» 195,229,700. 26
<i>Banque cantonale:</i>	
Emprunts	» 23,377,000. —
Autres dettes	» 287,525,939. 42
<i>Emprunts:</i>	
Fonds capital	» 50,431,220. —
Caisse de l'Etat	» 41,048,280. —
<i>Fonds d'amortissement des chemins de fer</i>	» 2,583,600. —
<i>Caisse de l'Etat</i>	» 8,843,302. 44
<i>Administration court, solde de compte</i>	» 959,538. 52

Total du passif **fr. 714,376,943. 84**

Fortune nette, comme ci-dessus **fr. 63,764,667. 88**

Le mouvement de l'actif et du passif atteint les sommes suivantes:

<i>Doit:</i>	
Augmentations de l'actif et diminutions du passif	fr. 13,715,526,030. 14
<i>Avoir:</i>	
Diminutions de l'actif et augmentations du passif	» 13,715,145,389. 93
<i>Augmentation nette de la fortune</i>	fr. 380,640. 21

I. Fonds capital.

Au 31 décembre ce fonds accusait:

<i>Actif</i>	fr. 722,526,891. 14
<i>Passif</i>	» 663,525,822. 88

Fonds capital net **fr. 59,001,068. 26**

Au 31 déc. précédent il était de	» 57,989,568. 71
de sorte qu'il a <i>augmenté</i> de	fr. 1,011,499. 55

Cette augmentation résulte des changements suivants:

<i>Augmentations:</i>	
Plus-value de ventes de forêts	fr. 15,112. —
Plus-value de ventes de domaines	» 131,024. 25
Infériorité de prix d'achat de forêts	» 4,000. —
Infériorité de prix d'achat de domaines	» 11,390. —

A reporter **fr. 161,526. 25**

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

Report	fr. 161,526. 25
Cession de droits	» 5,550. —
Vente d'eau	» 200. —
Rachat de servitudes	» 1,100. —
Relèvement de la valeur estimative de forêts	» 79,280. —
Relèvement de la valeur estimative de domaines	» 1,114,950. —
Amortissement d'emprunts de l'Etat	» 779,500. —
Total des augmentations	fr. 2,142,106. 25

<i>Diminutions:</i>	
Excédents de prix d'achat de forêts	fr. 24,660. —
Excédents de prix d'achat de domaines	» 75,133. 20
Moins-value de domaines vendus	» 3,291. 35
Achat de droits	» 750. —
Réduction de la valeur estimative de domaines	» 109,380. —
Cession de domaines curiaux	» 86,880. —
Amélioration de domaines	» 26,012. 15
Amortissement de valeurs de la caisse des domaines	» 25,000. —
Versement au fonds d'amortissement des chemins de fer	» 779,500. —
Total des diminutions	fr. 1,130,606. 70
<i>Augmentation nette, comme ci-dessus</i>	fr. 1,011,499. 55

Les modifications subies par le fonds capital sont les suivantes:

<i>Augmentations</i>	fr. 3,272,270,200. 47
<i>Diminutions</i>	» 3,271,258,700. 92

Augmentation nette **fr. 1,011,499. 55**

Ce mouvement concerne principalement la Caisse hypothécaire et la Banque cantonale.

A. Forêts.

La valeur estimative des forêts, qui correspond à l'estimation cadastrale, a augmenté de fr. 105,110 et monte à fr. 16,457,020 à fin 1913. Les changements sont les suivants:

<i>Augmentations</i>	fr. 162,092. —
<i>Diminutions</i>	» 56,982. —
<i>Augmentation nette</i>	fr. 105,110. —

Cette augmentation se décompose ainsi qu'il suit:

<i>Augmentations:</i>	
Acquisitions:	
Prix d'achat	fr. 58,500. —
Dépenses en plus et achat de droits	» 21,010. —
Estimation cadastrale	fr. 37,490. —
Relèvements de la valeur estimative	» 79,280. —
Augmentation	fr. 116,770. —

<i>Diminutions:</i>	
Ventes:	
Prix de vente	fr. 31,972. —
Plus-value, cession de droits, vente d'eau	» 20,312. —
Diminution-estimation cadastrale	fr. 11,660. —
<i>Augmentation nette, comme ci-dessus</i>	fr. 105,110. —

B. Domaines.

La valeur estimative des domaines a augmenté de 1,105,042 fr. 80. A fin 1913, les domaines accusaient un montant de 33,263,149 fr. 80, soit l'estimation cadastrale de 43,263,149 fr. 80 après une déduction sommaire de 10 millions de francs. Les changements sont les suivants :

Augmentations	fr.	1,549,307.45
Diminutions	»	444,264.65
Augmentation nette	fr.	1,105,042.80

Cette augmentation se décompose ainsi qu'il suit :

Augmentations :

Acquisitions :		
Prix d'achat	fr.	290,293.20
Dépense en plus et achat de droits	»	64,143.20
Estimation cadastrale	fr.	226,150.—
Rectifications de la valeur estimative	»	1,005,570.—
Augmentation	fr.	1,231,720.—

Diminutions :

Ventes :		
Prix de vente	fr.	169,180.10
Plus-value, rachat de servitudes, cession de droits	»	129,382.90
Estimation cadastrale	fr.	39,797.20
Cession de domaines curiaux	»	86,880.—
Diminution	fr.	126,677.20

Augmentation nette, comme ci-dessus fr. 1,105,042.80

C. Caisse des domaines.

Le mouvement des capitaux de cette caisse est le suivant :

Diminutions	fr.	957,017.58
Augmentations	»	758,364.33
Diminution nette	fr.	198,653.25
Dette nette au 1 ^{er} janvier	»	646,888.29
Dette nette au 31 décembre	fr.	845,541.54

La diminution nette résulte de ce qui suit :

Diminutions :

Achats de forêts	fr.	58,500.—
Achats de domaines	»	290,293.20
	fr.	348,793.20
Amortissement de valeurs	»	25,000.—
Amélioration de domaines	»	26,012.15
	fr.	399,805.35

Augmentations :

Ventes de forêts	fr.	31,972.—
Ventes de domaines	»	169,180.10
	»	201,152.10
Diminution nette, comme ci-dessus	fr.	198,653.25

D. Caisse hypothécaire.

Le fonds capital de l'établissement est resté le même, soit 20,000,000 fr. En revanche, l'actif et le passif ont augmenté l'un et l'autre de 24,921,153 fr. 58.

L'augmentation de l'actif concerne principalement les *prêts hypothécaires*, pour 14,977,394 fr. 75 et l'avoir à la *Banque cantonale*, pour 11,921,198 fr. 25. Quant au passif, l'augmentation porte sur le nouvel *emprunt* de 15,000,000 fr. à 4 1/2 %, et sur les *dépôts contre obligations*, ceux-ci pour 8,477,200 fr. Le mouvement total des capitaux de la Caisse hypothécaire a été de 193,109,806 fr. 07 au doit et à l'avoir, ce qui fait 2,619,759 fr. 50 de plus qu'en 1912.

E. Banque cantonale.

Le fonds capital de la Banque cantonale est également resté de 20,000,000 fr., tandis que l'actif et le passif ont augmenté l'un et l'autre de 28,727,520 fr. 33. Pour ce qui est de l'actif, l'augmentation concerne principalement les *accrédités*, pour 15,810,447 fr. 50, et les *prêts sur nantissement*, pour 13,922,768 fr. 87. Quant au passif, sont particulièrement en augmentation les *comptes de dépôts*, pour 3,890,310 fr. 03, les *cartes d'épargne*, pour 5,087,373 fr. 78, et les *bons de caisse*, pour 11,007,000 fr. Le mouvement total des capitaux de la banque a été de 3,075,411,130 fr. 62 au doit et à l'avoir, ce qui fait une diminution de 260,119,503 fr. 25 par rapport à 1912.

F. Emprunts.

La dette-emprunts du fonds capital a augmenté de 500,000 fr. par report de celle de la caisse de l'Etat mais a diminué de 779,500 fr. par suite de remboursement. Elle était de 50,431,220 fr. à la fin de l'année et à la même époque la dette-emprunts totale de l'Etat était la suivante :

Emprunt de 1895, 3%	fr.	41,954,500.—
» » 1900, 3 1/2%	»	19,525,000.—
» » 1906, 3 1/2%	»	20,000,000.—
» » 1911, 4%	»	10,000,000.—
Total	fr.	91,479,500.—

G^a. Capitaux de chemins de fer.

Les capitaux de chemins de fer du fonds capital se sont augmentés de la somme de 500,000 fr. que représente la subvention en faveur du chemin de fer Zweisimmen—Lenk, de sorte qu'à fin 1913 ils montaient à 23,141,260 fr. Les capitaux engagés par l'Etat dans les chemins de fer font un total de 45,939,392 fr. 35, savoir :

Capitaux appartenant au fonds capital :

Huttwil-Wolhouse	fr.	160,000.—
Hasle-Konolfingen-Thoune	»	2,151,500.—
Spiez-Erlenbach	»	480,000.—
Berne-Neuchâtel (Directe)	»	3,155,000.—
Berne-Muri-Worb	»	358,560.—
Saignelégier-La Chaux-de-Fonds	»	350,000.—
Porrentruy-Bonfol-frontière	»	859,000.—
Chemin de fer de la vallée de la Gürbe	»	1,724,500.—
Fribourg-Morat-Anet	»	215,000.—
Erlenbach-Zweisimmen	»	3,120,000.—
Saignelégier-Glovelier (nouvelle compagnie)	»	500,000.—
Chemin de fer de la vallée de la Singine	»	807,200.—
Montreux-Oberland bernois	»	2,050,000.—

A reporter fr. 15,930,760.—

	Report	fr. 15,930,760. —
Berne-Schwarzenbourg	»	980,000. —
Chemin de fer des Alpes bernoises	»	1,980,000. —
Moutier-Soleure	»	1,185,000. —
Langenthal-Jura	»	504,000. —
Ramsei-Sumiswald-Huttwil	»	1,768,500. —
Berne-Zollikofen-Worblaufen	»	293,000. —
Zweisimmen-Lenk	»	500,000. —
		<u>fr. 23,141,260. —</u>

Capitaux appartenant à la Caisse de l'Etat:

Subventions:

Chemin de fer des Alpes bernoises	fr. 14,000,000. —
Trametan-Les Breuleux-Le Noirmont	645,600. —
Chemin de fer de la vallée de la Worblen	704,000. —
Soleure-Berne	345,800. —
Herzogenbuchsee-Wangen-Wiedlisbach	4,615. —
Mâche-Montménénil	207,360. —
	<u>» 15,907,375. —</u>

Avances:

Porrentruy-Bonfol	166,000. —
Berne-Muri-Worb	20,000. —
Chemin de fer de la vallée de la Singine	125,184. —
Berne-Neuchâtel	1,000,000. —
Langenthal-Jura	148,000. —
Gléresse-Prêles	60,000. —
	<u>» 1,519,184. —</u>

Valeurs:

Chemin de fer de l'Oberland bernois	81,080. —
Chemin de fer des Alpes bernoises, actions privilégiées	3,638,194. 40
Spiez-Erlenbach	310,950. —
Ligne de l'Emmenthal	790,000. —
Langenthal-Huttwil	400,000. —
Trametan-Tavannes	50,000. —
Saignelégier-la Chaux-de-fonds	200. —
Berthoud-Thoune	3,250. —
Chemin de fer électrique Louèche-les-Bains	5,000. —
	<u>» 5,278,674. 40</u>

<i>Etudes de projets</i>	» 92,898. 95
------------------------------------	--------------

Total fr. 45,939,392. 35

Au 1^{er} janvier 1913, les capitaux de chemins de fer s'élevaient à » 44,972,648. 70

Ils ont donc *augmenté* de fr. 966,743. 65

Cette augmentation se décompose comme il suit:

Augmentations:

Soleure-Berne, à imputer sur la subvention	fr. 53,900. —
Trametan-Les Breuleux-Le Noirmont, III ^e et IV ^e versements	» 322,800. —
Vallée de la Worblen, III ^e et IV ^e versements	» 352,000. —
A reporter	fr. 728,700. —

	Report	fr. 728,700. —
Zweisimmen-Lenk, dernier versement	»	100,000. —
Herzogenbuchsee - Wangen - Wiedlisbach, à imputer sur la subvention pour études du projet	»	4,500. —
Mâche-Montménénil, II ^e , III ^e et IV ^e versements	»	155,520. —
Etudes de projets, nouvelles avances	»	2,442.55
Prise d'actions privilégiées de la compagnie des Alpes bernoises	»	3,638,277.75
Achat d'actions du chemin de fer du lac de Thoune	»	22,351.65
		<u>Total fr. 4,651,791.95</u>

Diminutions:

Actions de la compagnie de navigation des lacs de Thoune et Brienz, remboursement	fr. 176,096. 65
Actions du chemin de fer du lac de Thoune, remboursement par échange contre des actions privilégiées du chemin de fer des Alpes bernoises	» 3,499,928. 30
Radiations	» 9,023. 35
	<u>Total fr. 3,685,048. 30</u>

Augmentation nette, comme ci-dessus fr. 966,743. 65

Au 31 décembre 1913, les engagements de l'Etat pour subventions votées étaient les suivants:

Chemin de fer des Alpes bernoises	fr. 3,500,000. —
Trametan-Les Breuleux-Le Noirmont	» 161,400. —
Soleure-Berne	» 518,200. —
Chemin de fer de la vallée de la Worblen	» 176,000. —
Herzogenbuchsee - Wangen - Wiedlisbach	» 480,855. —
Mâche-Montménénil	» 51,840. —
Bienne-Täuffelen-Anet	» 1,006,500. —
Haute-Argovie-Seeland	» 2,233,500. —
Huttwil-Eriswil	» 195,000. —
Soleure-Wiedlisbach-Niederbipp	» 400,000. —
Langenthal-Melchnau	» 575,000. —
Montménénil-Büren	» 140,000. —
	<u>Total fr. 9,438,295. —</u>

G^b. Fonds d'amortissement des capitaux de chemins de fer.

Ce fonds a été crédité du montant de l'amortissement des emprunts fait en 1913, soit de la somme de 779,500 fr., ce qui l'a porté à 2,583,600 fr.

II. Fonds d'administration.

Ce fonds accuse les changements suivants (pages 4 et 5):

<i>Diminutions</i>	fr. 10,443,886,689. 01
<i>Augmentations</i>	» 10,443,255,829. 67
<i>Diminution nette</i>	fr. 630,859. 34
Etat au 1 ^{er} janvier	» 5,394,458. 96
Etat au 31 décembre	<u>» 4,763,599. 62</u>

La diminution nette se décompose ainsi qu'il suit:

Excédent des dépenses de l'ad-	
ministration courante	fr. 74,741. 90
Diminution de l'inventaire du	
mobiliier	» 556,117. 44
Diminution nette, comme ci-dessus	fr. 630,859. 34

A la fin de l'année, le fonds d'administration mon-
tait à 4,763,599 fr. 62, savoir:

Actif	fr. 55,614,720. 58
Passif	» 50,851,120. 96
Fortune nette, comme ci-dessus	fr. 4,763,599. 62

L'actif a diminué de 3,983,922 fr. 52, et le passif
de 3,353,063 fr. 18.

H. Fonds de roulement de la Caisse de l'Etat.

Le fonds de roulement de la Caisse de l'Etat accuse
le mouvement suivant:

Augmentations	fr. 10,443,112,721.60
Diminutions	» 10,443,112,721.60

Les augmentations et diminutions se balancent et
le fonds de roulement net de la Caisse de l'Etat est
resté le même. Ce fonds, qui est de 141,368 fr. 04,
se décompose ainsi qu'il suit:

Actif:

Avances:

Administrations spéciales	fr. 25,672,699.52
Administration courante	» 959,538.52
Ouvres publiques	» 5,057,586.90
Placements	» 12,065,864.40
Caisses, soldes actifs	» 853,420.86
Restes actifs, mandats de perception	
non encaissés	» 5,423,296.98
Restes passifs, paiements au compte	
de 1914	» 543.30
Total	fr. 50,032,950.48

Passif:

Dépôts:

Administrations spéciales	fr. 6,464,131.40
Ouvres publiques	» 43,047.26
Consignations	» 1,451,703.49
Emprunts	» 41,048,280.—
Caisses, soldes passifs	» 176,490.82
Restes actifs, recettes au compte de	
1914	» 5,500.—
Restes passifs, mandats de paiement	
non liquidés	» 702,429.47
Total	fr. 49,891,582.44

Fonds de roulement net, comme ci-	
dessus	fr. 141,368. 04

A. Administrations spéciales.

Les nouvelles avances et les remboursements de
dépôts aux administrations spéciales s'élèvent à
74,371,621 fr. 52, les nouveaux dépôts et les rembour-
sements d'avances à 77,397,617 fr. 21. Dans ces sommes
est compris le compte-courant de la Caisse de l'Etat à
la Banque cantonale, pour 50,291,929 fr. 36, et à la

Caisse hypothécaire, pour 54,171,589 fr. 99, lequel a
figuré jusqu'en 1912 au chapitre B, placements. Si l'on
fait maintenant rentrer ce compte-courant dans ceux
des administrations spéciales, c'est parce qu'en 1913 la
Caisse de l'Etat est devenue débitrice de la Banque
cantonale, tandis qu'auparavant elle en était créancière.
L'avoir net de la Caisse de l'Etat envers les admini-
strations spéciales a diminué de fr. 3,025,995. 69; à fin
1913 il était de fr. 19,208,568. 12, soit fr. 25,672,699. 52
pour les avances et fr. 6,464,131. 40 pour les dépôts.
Ces avances et dépôts se décomposent ainsi qu'il suit:

Avances:

Administration générale:

Secrétaires de préfecture, timbres-	
émolument	fr. 50,500. —
Archiviste cantonal, avance pour	
débours	» 200. —

Administration judiciaire:

Greffiers, timbres-émolument . . .	» 19,800. —
Préposés aux poursuites et aux fail-	
lites, timbres-émolument	» 18,800. —

Justice:

Contestations en matière de respon-	
sabilité civile	» 2,061. 22
Procureur du Mittelland	» 540. —
Répertoires pour les notaires, provision	» 901. 15
Faillite Stedeli	» 500. —

Police:

Pénitenciers, compte courant . . .	» 53,655. 96
Affaires litigieuses, frais	» 1,486. 20
Bureau des patentes, timbres . . .	» 2,000. —
Commission de patronage	» 288. 48
Circulation des automobiles et des	
vélocipèdes, plaques et permis . . .	» 5,225. 90

Affaires militaires:

Commissariat cantonal des guerres,	
compte courant	» 25,000. —
Confection d'habillements militaires,	
fonds de roulement	» 1,245,816. 16
Administration de l'arsenal, fonds	
de roulement	» 3,403. 40
Avances diverses	» 510. —

Instruction publique:

Etablissements d'instruction, compte	
courant	» 9,287. 82
Hôpital vétérinaire, compte courant	» 20,520. 61
Librairie de l'Etat, compte courant	» 212,267. 40
Musée historique, cabinet des	
monnaies	» 2,500. —
Musée historique, avance pour la	
collection ethnographique	» 5,000. —
Atlas scolaire suisse	» 20,000. —
Construction de maisons d'école,	
avances	» 377,908. 40
Subvention fédérale en faveur de	
l'école primaire, subvention de	
1913	» 387,526. 20
Instituts cliniques, constructions,	
part des frais	» 364,400. 95

Assistance publique:

Maisons d'éducation, compte courant	» 8,347. 58
Asile « Sunneschyn », avance pour	
constructions	» 18,425. —

A reporter fr. 2,856,872. 43

Report	fr. 2,856,872,43. —	Dépôts.	
<i>Economie publique:</i>		<i>Administration générale:</i>	
Ecoles techniques, compte courant	» 663. 92	Chancellerie d'Etat, compte courant	fr. 1,089.30
Ecoles professionnelles et industrielles, avances	» 30,880. —	<i>Justice:</i>	
Crise de l'industrie horlogère, avances	» 34,390. —	Successions à l'étranger	» 2,006.50
<i>Service sanitaire:</i>		<i>Police:</i>	
Hôpitaux, compte courant	» 334. 54	Pénitenciers, compte courant	» 2,336.33
Extension du service des aliénés	» 2,410,332. 70	Part d'amendes	» 87,087.22
<i>Travaux publics:</i>		<i>Affaires militaires:</i>	
Relief des Alpes bernoises de Simon	» 30,000. —	Réserve pour aménagement de magasins et d'ateliers	» 39,922.18
Assurance ouvrière contre les accidents	» 13,523. 86	Préparatifs de mobilisation	» 4,343.80
Triangulation de IV ^e ordre	» 167,096. 41	Commissariat fédéral des guerres	» 11,488.30
Carte du canton	» 944. 05	<i>Instruction publique:</i>	
Technicum de Berthoud, ameublement	» 26,280. 95	Etablissements d'instruction, compte courant	» 1,788.96
<i>Chemins de fer:</i>		Diverses communes	» 88,734.55
Subventions	» 15,907,375. —	Réserve pour frais de la participation à l'Exposition nationale	» 6,827.50
Avances à six compagnies	» 1,519,184. —	<i>Economie publique:</i>	
Etudes de projets	» 92,898. 95	Réserve pour la création d'un asile de buveurs dans le Jura	» 29,000.—
<i>Finances:</i>		<i>Service sanitaire:</i>	
Amortissement d'emprunt	» 500. —	Hôpitaux, compte courant	» 50,570.92
Frais d'emprunts	» 359,316. 90	<i>Travaux publics:</i>	
Avances pour dépenses	» 3,010. —	Cautionnements	» 18,471.20
Avances pour affaires litigieuses	» 700. —	<i>Finances:</i>	
Commerce du sel, fonds de roulement	» 400,000. —	Emprunts de l'Etat, amortissement	» 734,277.50
Avances pour timbres-émolument	» 9,805. 60	Emprunts de l'Etat, intérêts	» 1,343,720.—
Banque nationale suisse, part du produit de 1913	» 316,056. 95	Commerce du sel, compte courant	» 194,705.59
Distillerie de Witzwil, prise d'actions	» 37,427. 55	Magasins des sels de Berne	» 7,841.25
Régie fédérale de l'alcool, solde de la part du produit de 1913	» 442,240. 05	Réserve spéciale pour les déficits de l'administration courante	» 677,702.83
Musée historique, avance	» 17,897. 20	Bureau des chèques postaux de Berne	» 121,581.04
Succession Otz, New-York	» 3,450. —	Banque cantonale, compte spécial	» 591,872.32
Pré de la cure de Belp, amélioration du terrain	» 4,816. 25	Caisse hypothécaire, compte courant	» 1,155,773.34
Salines suisses du Rhin réunies, part du canton de Berne au fonds capital	» 370,000. —	Banque cantonale, compte courant	» 379,800.94
Distillerie de Witzwil, compte court	» 19,188. 77	<i>Agriculture:</i>	
Exposition nationale de 1914, participation à la constitution du nouveau capital de garantie	» 100,000. —	Etablissements agricoles, comptes courants	» 8,982.55
<i>Agriculture:</i>		Restitutions de primes en 1913	» 17,008.10
Etablissements agricoles, compte courant	» 85,754. 61	<i>Forêts:</i>	
Viticulture, secours, provisions de vitriol bleu	» 896. —	Forêts domaniales, compte d'exploitation	» 650,615.76
Avances aux communes du Seeland	» 67,770. —	Nouveau compte d'aménagement (1914)	» 232,322.12
<i>Forêts:</i>		<i>Intendance du timbre:</i>	
Nouveau compte d'exploitation (1914)	» 171,993. 31	Timbres et timbres-émolument	» 4,261.30
Forêts domaniales, compte courant	» 156,055. 84	Total fr. 6,464,131.40	
Avance pour timbres-émolument	» 2,261. 30	B. Placements.	
Plans d'aménagement	» 3,466. 43	Les placements, qui ne comprennent plus que les valeurs de la Caisse de l'Etat, ont augmenté de 3,990,907 fr. 75 et diminué de 3,734,081 fr. 65; ils accusent ainsi une augmentation nette de 256,826 fr. 10.	
Assurance contre les accidents	» 5,588. 40	53	
<i>Intendance du timbre:</i>			
Commission des recours en matière d'impôt	» 2,114. 30		
<i>Affaires communales:</i>			
Avances pour affaires litigieuses	» 1,613. 25		
Total des avances fr. 25,672,699. 52			

Les augmentations concernent l'achat d'actions du chemin de fer du lac de Thoune, la prise d'actions privilégiées du chemin de fer des Alpes bernoises dans l'échange des actions du premier de ces deux chemins de fer, et le dernier versement sur la prise d'actions de l'Etat en faveur de la reconstruction de la sucrerie d'Aarberg. Quant aux diminutions, elles proviennent du remboursement des actions du chemin de fer du lac de Thoune et de celles de la compagnie de navigation des lacs de Thoune et Brienz, ainsi que de radiations pour un montant de 25,278 fr. 35. Ces dernières ont été opérées sur le bénéfice réalisé sur les dernières desdites actions.

A fin 1913, les valeurs faisaient un total de 12,065,864 fr. 40, savoir :

Obligations :	Intérêt %	Valeur nominale fr.	%	Estimation fr.
Canton de Fribourg, 1892	3	180,500	75	135,375.—
Rente fédérale, 1900 .	4	30,000	98	29,400.—
Chemins de fer fédéraux, 1900	3 1/2	20,000	90	18,000.—
Chemins de fer fédéraux, 1902	3 1/2	587,000	96	563,520.—
Chemins de fer de l'Oberland, 1895 . .	3 1/2	73,000	84	61,320.—
Commune de Cernier, 1894	3 3/4	61,000	90	54,900.—
Société du crématoire de Berne	4	10,000	91	9,100.—
Cédule E. Waser-Sytz Zurich	4	315,000	100	315,000.—
Obligation pour vente de terrain	4	19,700	100	19,700.—
Actions :	Valeur nominale fr.	Par titre fr.		
Chemin de fer des alpes bernoises, actions privilégiées	4,701,000	386.96		3,638,194.40
Chemin de fer Spiez-Erlenbach	352,500	441.—		310,950.—
Chemin de fer de l'Oberland bernois .	19,000	520.—		19,760.—
Chemin de fer de l'Emmenthal, actions privilégiées	390,000	500.—		390,000.—
Chemin de fer de l'Emmenthal, subvention	400,000	500.—		400,000.—
Chemin de fer Langenthal-Huttwil	400,000	500.—		400,000.—
Chemin de fer Tramelan-Tavannes . .	150,000	66.66		50,000.—
Chemin de fer Saignelégier-La Chaux-de-Fonds	2,000	20.—		200.—
Chemin de fer Berthoud-Thoune . . .	5,000	325.—		3,250.—
Forces motrices bernoises	3,400,000	500.—		3,400,000.—
Banque nationale suisse	3,555,500	495.—		1,742,195.—
Chemin de fer électrique Louèche-les-Bains	5,000	250.—		5,000.—
Sucrerie d'Aarberg .	500,000	500.—		500,000.—
Total				<u>12,065,864.40</u>

C. Administration courante.

Au commencement de l'exercice l'administration courante devait à la laisse de l'Etat en compte-courant un solde de 884,796 fr. 62. Par suite de l'excédent de dépenses de ladite administration ce solde a augmenté de 74,741 fr. 90, de sorte qu'à la fin de l'année il était de 959,538 fr. 52.

D. Oeuvres d'utilité publique.

Les nouvelles avances aux œuvres d'utilité publique montent à 4,554,071 fr. 55, et les remboursements à 3,853,121 fr. 67. Les avances ont donc *augmenté* de 700,949 fr. 88, et à fin 1913 elles faisaient un total de 5,014,539 fr. 64. L'augmentation concerne presque exclusivement les *avances diverses*. Les avances pour *constructions de bâtiments*, de 63,245 fr. 15, ont été entièrement amorties au commencement de 1914 au moyen du crédit ordinaires pour lesdites constructions. Il y a une diminution de 25,134 fr. 98 en ce qui concerne les *travaux du cadastre*; de même, l'avance à l'*Etablissement d'assurance contre l'incendie* a diminué de 49,500 fr. 77.

E. Dépôts à la caisse de l'Etat.

Les versements sont de 20,060,804 fr. 12 et les retraits de 20,791,120 fr. 74, d'où une diminution des dépôts de 730,316 fr. 02. Ces derniers se montaient à 1,451,703 fr. 49 à fin 1913. Le recul porte principalement sur les *dépôts divers*, en particulier sur ceux d'*expropriations pour chemins de fer*.

F. Emprunts.

La dette-emprunts de la caisse de l'Etat est tombée à 41,048,280 fr. par suite du report d'une somme de 500,000 fr. sur la dette-emprunts du fonds capital à fin de compensation du report de même somme effectué sur les capitaux de chemins de fer dudit fonds.

G. Caisse.

Les encaissements des recettes de district s'élèvent à 40,289,218 fr. 82 et les dépenses à 40,024,010 fr. 80. Il faut ajouter à cela les recettes et les dépenses par compensation (sans mouvement de fonds) soit 3,405,893,155 fr. 29, de sorte que le total des recettes est de 3,446,182,374 fr. 11 et celui des dépenses de 3,445,917,166 fr. 09.

H. Restes.

a. Restes actifs.

Les recettes mandatées en 1913 par les divers services se décomposent comme il suit :

	Pages	
A. Forêts	83	fr. 56,982. —
B. Domaines	83	» 444,264. 65
C. Caisse des domaines . .	83	» 957,017. 58
D. Caisse hypothécaire . .	85	» 193,109,806. 07
E. Banque cantonale . . .	85	» 3,075,411,130. 62
F. Emprunts	87	» 500,000. —
G b. Fonds d'amortissement des chemins de fer . .	89	» 779,500. —
H. Caisse de l'Etat (A—F)	95	» 105,045,624. 65

A reporter fr. 3,376,304,325. 57

	Report	fr. 3,376,304,325. 57
J. <i>Solde du compte de l'administration courante</i>	95	» 74,741. 90
K. <i>Inventaire du mobilier</i>	95	» 699,225. 51
L. <i>Profits et pertes</i>	8	» 69,652,424. 96
Total des nouveaux restes actifs		fr. 3,446,730,717. 94
Restes actifs au 1 ^{er} janvier		» 4,870,133. 15
Total des créances à recouvrer		fr. 3,451,600,851. 09
Ont été réglés par des recettes		
en 1912 pour 1913	fr.	680. —
en 1913	fr. 3,446,182,374. 11	
dont p ^r 1914	» 5,500. —	
	» 3,446,176,874. 11	
Total	fr. 3,446,177,554. 11	
Restes non réglés au 31 décembre	fr.	5,423,296. 98

b. *Restes passifs.*

Les dépenses mandatées pendant l'année se décomposent comme il suit:

	Pages	
A. <i>Forêts</i>	82	fr. 162,092. —
B. <i>Domaines</i>	82	» 1,549,307. 45
C. <i>Caisse des domaines</i>	82	» 758,364. 33
D. <i>Caisse hypothécaire</i>	84	» 193,109,806. 07
E. <i>Banque cantonale</i>	84	» 3,075,411,130. 62
F. <i>Emprunts</i>	86	» 779,500. —
G a. <i>Capitaux de chemins de fer</i>	86	» 500,000. —
H. <i>Caisse de l'Etat (A.-F.)</i>	94	» 104,282,463. 46
K. <i>Inventaire du mobilier</i>	94	» 143,108. 07
L. <i>Profits et pertes</i>	8	» 69,271,784. 75
Total des nouveaux restes passifs		fr. 3,445,967,556. 75
Restes passifs au 1 ^{er} janvier		» 652,145. 51
Total des dettes à payer		fr. 3,446,619,702. 26

Ont été réglés par des dépenses		
en 1912 pour 1913	fr.	650. —
en 1913	fr. 3,445,917,166. 09	
dont p. 1914	» 543. 30	
	» 3,445,916,622. 79	
Total	fr. 3,445,917,272. 79	
Restes non réglés au 31 décembre	fr.	702,429. 47

J. *Solde du compte de l'administration courante.*

Par suite de l'excédent de dépenses de 74,741 fr. 90, la dette de l'administration courante envers la caisse de l'Etat est montée à **959,538 fr. 52** (voir sous H. C.). Sur cette somme 677,702 fr. 83 pourraient être amortis au moyen de la réserve pour déficits de l'administration courante.

K. *Inventaire du mobilier.*

La valeur estimative de l'inventaire du mobilier a diminué de 556,117 fr. 44; à la fin de l'exercice elle accusait un montant de **5,581,770 fr. 10**. L'inventaire de l'administration générale a augmenté de 4,656 fr. 05, et celui des établissements de l'Etat de 122,447 fr. 41. De cette dernière somme 59,009 fr. 55 concernent l'inventaire de la nouvelle école agricole du Schwand près Münsingen. Il y a diminution de 683,220 fr. 90 à l'inventaire de guerre; sur cette somme 668,741 fr. 45 affèrent à la réserve d'habillement, qui n'appartient plus au canton et passe à la Confédération, selon la nouvelle loi sur l'organisation militaire, et devait donc être éliminée.

III. Bilan.

Pages 4 et 5.

Le bilan établit la concordance entre le compte de la fortune nette et le compte des éléments de la fortune ainsi qu'il suit:

a. *Balance des opérations.*

Doit:

Augmentations des éléments de la fortune	fr. 13,715,526,030. 14
Diminution de la fortune nette	» 69,271,784. 75
	fr. 13,784,797,814. 89

Avoir:

Diminutions des éléments de la fortune	fr. 13,715,145,389. 93
Augmentations de la fortune nette	» 69,652,424. 96
Total, comme ci-dessus	fr. 13,784,797,814. 89

b. *Balance de sortie.*

Doit:

Total de l'actif	fr. 778,141,611. 72
Avoir:	
Total du passif	fr. 714,376,943. 84
Fortune nette	» 63,764,667. 88
Total, comme ci-dessus	fr. 778,141,611. 72

IV. Fonds spéciaux.

Pages 97 à 131.

Les recettes des fonds spéciaux	
sont de	fr. 2,548,917.73
et les dépenses, de	» 1,848,146.79
et la fortune desdits fonds a augmenté de fr.	<u>700,770.94</u>
augmentation qui se décompose ainsi qu'il suit:	
Augmentations	fr. 1,274,885.13
Diminutions	» 574,114.19
Augmentation nette comme ci-dessus fr.	<u>700,770.94</u>
Montant des fonds spéciaux au	
1 ^{er} janvier 1913	» 24,027,394.82
Montant de ces fonds au 31 décembre 1913	fr. <u>24,728,165.76</u>
soit:	
Actif	fr. 27,630,906.58
Passif	» 2,902,740.82
Fortune nette, comme ci-dessus . .	fr. <u>24,728,165.76</u>

Dans le total de l'augmentation figure le fonds Théodore Kocher de l'Institut de recherches biologiques pour 210,711 fr. 50. En fait d'autres augmentations importantes, il faut mentionner celles des fonds suivants:

Caisse d'assurance des instituteurs bernois, III ^e section	fr. 480,876.50
Fonds spécial de réserve de la Banque cantonale	» 225,330.65
Fonds de la Waldau	» 152,912.90
Fonds pour la création d'une caisse de retraites des fonctionnaires et employés de l'Etat	» 52,125.—
Fonds de secours aux hôpitaux et aux établissements de charité . .	» 33,463.15
Fondation Moser	» 19,855.10

Fonds de secours en cas de dommages ou de dangers imminents causés par les éléments	» 15,026.60
Fonds cantonal pour la lutte contre le phylloxéra	» 12,858.90
Caisse des certificats de santé pour les chevaux	» 10,871.20

Accusent en revanche une diminution, les fonds suivants:

Fonds pour l'extension du service des aliénés	fr. 323,543.70
Legs Lory de l'asile d'aliénés de la Waldau	» 140,411.30
Caisse des indemnités pour les pertes de bétail	» 28,954.50
Fonds d'endiguement pour la correction des eaux du Jura . . .	» 26,980.84
Fonds de l'hôpital de l'île . . .	» 22,810.91
Fonds pour prévenir et combattre la tuberculose	» 8,848.20
Caisse des invalides du corps de police	» 8,502.80
Institution Victoria	» 7,926.45
Réserve de la dime de l'alcool . .	» 5,680.25
Fonds d'éducation de l'institution Victoria	» 274.94
Fondation Guthnick	» 129.80
Médaille Haller	» 50.50

La dette du fonds pour l'extension du service public des aliénés a monté à 2,410,332 fr. 70. La diminution du legs Lory de l'asile de la Waldau est due à l'imputation, sur ce legs, d'une somme de 150,000 fr. pour l'agrandissement dudit établissement.

Le soussigné prie Monsieur le directeur des finances de proposer au Conseil-exécutif et au Grand Conseil l'approbation du présent compte.

Berne, le 30 avril 1914.

Le contrôleur des finances,
E. Jung.

Rapport de la Direction des finances

au

Conseil-exécutif, à l'intention du Grand Conseil,

concernant

la conclusion d'un emprunt de 15 millions de francs.

(Mai 1914.)

L'art. 21 de la loi du 7 juillet 1912 concernant la participation de l'Etat à la construction et à l'exploitation des chemins de fer autorise le Grand Conseil à décréter des emprunts, jusqu'à concurrence d'un total de quinze millions de francs et en tant que les ressources disponibles ne suffiraient pas, pour procurer à l'Etat les fonds nécessaires au paiement des subventions allouées en faveur des chemins de fer conformément à cette loi.

Déjà à l'époque où celle-ci a été adoptée, les engagements de l'Etat en fait de subventions du genre susmentionné montaient à six millions de francs environ, et l'on n'avait pas de disponibilités pour y faire face. Pour plus de brièveté nous renvoyons, sur ce point, à l'exposé fait par le soussigné, au sein du Grand Conseil, relativement à la question de l'entrée en matière sur le projet de loi (v. *Tagblatt* du G. C., année 1912, page 214).

Depuis cette époque, on a subventionné toute une série de nouveaux projets de chemin de fer; comme on le sait, dans chaque cas il a été réservé que la subvention serait versée seulement une fois que l'Etat se serait procuré l'argent nécessaire par voie d'emprunt. Les nouveaux engagements dont il s'agit font eux aussi un total d'environ six millions (lignes Bienne-Täuffelen-Anet, 1,006,500 fr.; Haute-Argovie-Seeland, 2,233,500 fr.; Herzogenbuchsee-Wangen, 280,000 fr.; Soleure-Berne, 864,000 fr.; Mâche-Montménénil, 259,200 fr.; Montménénil-Büren, 140,000 fr.; Soleure-Wiedlisbach-Niederbipp, 400,000 fr.; Huttwil-Eriswil, 195,000 fr.; Langenthal-Melchnau, 575,000 fr.).

Bien que les ressources disponibles de l'Etat soient épuisées, on n'aurait de longtemps encore pas eu besoin de recourir à un emprunt, attendu que la Banque cantonale aurait pu continuer de fournir les fonds nécessaires pour les dépenses impossibles à différer. Mais les compagnies de chemin de fer pour lesquelles il a fallu faire la réserve susmentionnée dans l'arrêté

de subventionnement, réclament avec insistance le versement du premier terme de leur subvention. Les populations des régions intéressées désirent vivement — et cela se comprend — que l'exécution des projets en faveur desquels elles ont consenti des sacrifices considérables ne demeure pas ajournée indéfiniment, mais qu'au contraire elle soit mise en œuvre le plus tôt possible. Nous ne pouvions, pour notre part, rester sourd plus longtemps à un vœu aussi légitime et c'est pourquoi, profitant de l'amélioration qui s'est produite sur le marché de l'argent depuis le commencement de cette année, nous sommes entré en pourparlers au sujet d'un emprunt avec le groupe financier suisse qui s'était déjà chargé de l'emprunt de 30 millions voté par le peuple en 1911. Les pourparlers — assez laborieux — ont abouti à un projet de contrat dont les clauses essentielles sont: montant de l'emprunt, 15,000,000 fr.; taux, $4\frac{1}{4}\%$; cours de prise ferme, 98%. Remboursement, selon un programme à établir encore, par 50 annuités, échéant le 1^{er} juin et allant de l'année 1924 à l'année 1973; il sera cependant loisible à l'Etat de rembourser tout ou partie de l'emprunt, sur dénonciation à trois mois, pour la première fois au 1^{er} juin 1924 et ensuite à chaque échéance du coupon; en cas de remboursement partiel les titres à amortir seront tirés au sort. — Pour le surplus, le projet contient les clauses ordinaires en pareille matière.

Voici ce que nous avons à dire des modalités prévues:

Taux: Nous avons renoncé à essayer d'obtenir un taux moindre que $4\frac{1}{4}\%$. Vu l'état actuel du marché de l'argent, il eût sans doute été difficile de placer un emprunt à 4% seulement; en tout cas, le cours d'émission et celui de prise ferme eussent été si défavorables que le déchet de capital aurait compensé l'économie réalisée sur l'intérêt. Au surplus, avec le type $4\frac{1}{4}\%$ une conversion présenterait plus d'avantage réel qu'avec le type de 4%, attendu que dans ce dernier cas l'économie d'intérêts ne couvrirait ou ne dé-

passerait les frais de conversion (y compris, le cas échéant, la perte sur cours) que si le taux reculait considérablement, tandis que dans le premier cas ce résultat est atteint plus tôt.

Cours de prise ferme : Le taux de 98 % peut être qualifié d'élevé, attendu qu'actuellement encore les occasions ne manquent pas d'acheter au pair des bons de caisse et obligations à 4 1/2 % de banques solides. Il faut dire que nous avons eu de la peine à obtenir le cours dont il s'agit.

Remboursement : Celui-ci pourra donc commencer en 1924, soit dix ans après la conclusion de l'emprunt. C'est le délai minimum d'usage dans notre canton. Il est vrai que pour l'emprunt à 4 1/2 % de la Caisse hypothécaire il en avait été fixé un de cinq ans seulement, mais c'était uniquement parce qu'on ne voulait ni ne pouvait assumer pour plus longtemps les charges d'un taux aussi fort.

Selon notre ferme conviction, le projet dont il s'agit réalise les conditions les plus favorables du marché actuel de l'argent. Il se peut bien que d'ici à cet automne la situation financière s'améliore encore; mais il se peut tout autant qu'elle change dans le sens opposé déjà d'ici à peu de temps, de sorte que si nous attendions nous pourrions être obligés d'accepter des conditions notablement moins bonnes. Nous croyons d'autant moins pouvoir assumer ce risque que — nous venons de le dire — les populations des régions intéressées aux projets de chemin de fer demeurés en suspens commencent à s'agiter quelque peu parce que les subventions cantonales ne sont toujours pas versées.

Nous fondant sur ce qui précède, nous avons l'honneur de vous soumettre le

projet d'arrêté

ci-après :

Le Grand Conseil du canton de Berne,

Vu l'article 21 de la loi sur la participation de l'Etat à la construction et à l'exploitation des chemins de fer;

Sur la proposition du Conseil-exécutif,

arrête :

Article premier. — Est approuvé le contrat passé le ... mai 1914 entre la Direction des finances du canton de Berne, d'une part, et le Syndicat des banques suisses, le Syndicat des banques cantonales et le Syndicat des banques bernoises, d'autre part, concernant la conclusion d'un emprunt de 15 millions de francs, portant intérêt à 4 1/4 % et remboursable en 50 annuités de l'année 1924 à l'année 1973, l'Etat de Berne ayant cependant le droit de le dénoncer dès la première de ces années.

Art. 2. — Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

Berne, le 2 mai 1914.

Le directeur des finances,
Kœnitzer.

Adopté par le Conseil-exécutif et transmis au Grand Conseil.

Berne, le 6 mai 1914.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,
Scheurer.

Le chancelier,
Kistler.

**Projet commun du Conseil-exécutif et
de la commission,
du 21 avril 1914.**

DÉCRET

concernant

l'organisation du Synode évangélique réformé.

Le Grand Conseil du canton de Berne,

Par exécution des art. 44 et 45 de la loi sur l'organisation des cultes du 18 janvier 1874;

Vu le résultat du recensement de la population du 1^{er} décembre 1910;

Vu également la convention passée entre les Etats de Berne et Soleure concernant la condition cultuelle du Bucheggberg et de la paroisse réformée de Soleure, du 17 février 1875;

Sur la proposition du Conseil-exécutif,

décède :

ARTICLE PREMIER. Les délégués au Synode évangélique réformé (art. 45 de la loi sur l'organisation des cultes) sont élus par les paroisses dans les cercles électoraux désignés ci-après, à raison d'un délégué pour 3000 âmes de population protestante ou pour toute fraction dépassant 1500 âmes. Le nombre des délégués à nommer dans chacun de ces cercles est donc fixé, d'après le résultat du recensement de la population du 1^{er} décembre 1910, ainsi qu'il suit :

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
1. Oberhasli	<i>1. Gaden</i>	559	
	<i>2. Guttannen</i>	303	
	<i>3. Innertkirchen</i>	1,032	
	<i>4. Meiringen</i>		
	Meiringen	3,071	
	Hasleberg	946	
	Schattenhalb	751	
		6,662	2

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
2. Brienz	<i>5. Brienz</i>		
	Brienz	2,441	
	Brienzwiler	617	
	Hofstetten	424	
	Oberried	520	
	Schwanden	283	
		4,285	1
3. Unterseen	<i>6. Ringgenberg</i>		
	Ringgenberg	1,483	
	Niederried	183	
	<i>7. Unterseen</i>	3,099	
	<i>8. Habkern</i>	748	
	<i>9. Beatenberg</i>	1,114	
	<i>10. Leissigen</i>		
	Leissigen	557	
	Därligen	351	
		7,535	3
4. Gsteig	<i>11. Gsteig</i>		
	Gsteigwiler	433	
	Bönigen	1,541	
	Gündlischwand	363	
	Interlaken	3,382	
	Iseltwald	528	
	Isenfluh	133	
	Lütschenthal	441	
	Matten	1,937	
	Saxeten	151	
	Wilderswil	1,603	
		10,512	4
5. Zweilütschinen	<i>12. Grindelwald</i>	3,544	
	<i>13. Lauterbrunnen</i>	2,919	
		6,463	2
6. Frutigen	<i>14. Adelboden</i>	2,095	
	<i>15. Aeschi</i>		
	Aeschi	1,205	
	Krattigen	556	
	<i>16. Frutigen</i>	4,696	
	Plus Schwandi et Wengi de la commune de Reichenbach	295	
	<i>17. Kandergrund</i>		
	Kandergrund	772	
	Kandersteg	753	
	<i>18. Reichenbach</i> (sans Schwandi et Wengi, qui se rattachent à la paroisse de Frutigen)	2,033	
		12,405	4

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégues
7. Saanen	19. <i>Gsteig</i>	814	
	20. <i>Lauenen</i>	611	
	21. <i>Saanen</i> (sans Abländschen)	3,781	
	22. <i>Abländschen</i>	100	
		5,306	2
8. Ober-Simmenthal	23. <i>Boltigen</i>	1,832	
	24. <i>Lenk</i>	1,735	
	25. <i>St. Stephan</i>	1,295	
	26. <i>Zweisimmen</i>	2,507	
		7,369	2
9. Nieder-Simmenthal	27. <i>Därstetten</i>	828	
	28. <i>Dientigen</i>	1,888	
	29. <i>Erlenbach</i>	1,288	
	30. <i>Oberwil</i>	1,019	
	31. <i>Reutigen</i>		
	Reutigen	723	
	Niederstocken	197	
	Oberstocken	179	
	32. <i>Spiez</i>	3,336	
	33. <i>Wimmis</i>	1,279	
		10,737	4
10. Hilterfingen	34. <i>Hilterfingen</i>		
	Hilterfingen	727	
	Heiligenschwendi	766	
	Oberhofen	933	
	Teuffenthal	234	
	35. <i>Sigriswil</i>	3,202	
		5,862	2
11. Thun	36. <i>Thun</i>		
	Thun	7,952	
	Schwendibach	135	
	Strättligen	3,588	
		11,675	4
12. Steffisburg	37. <i>Steffisburg</i>		
	Steffisburg	5,683	
	Fahrni	721	
	Heimberg	1,295	
	Homberg	524	
	38. <i>Schwarzenegg</i>		
	Unterlangenegg	968	
	Oberlangenegg	634	
	Eriz	628	
	Horrenbach-Buchen	369	
	39. <i>Buchholterberg</i>		
	Buchholterberg	1,495	
	Wachseldorn	294	
		12,611	4

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégues
13. Thierachern	40. <i>Amsoldingen</i>		
	Amsoldingen	496	
	Forst	261	
	Höfen	358	
	Längenbühl	223	
	Zwieselberg	241	
	41. <i>Thierachern</i>		
	Thierachern	947	
	Pohlern	229	
	Uebeschi	452	
	Uetendorf	2,021	
	42. <i>Blumenstein</i>	812	
		6,040	2
14. Gurzelen	43. <i>Wattenwil</i>	2,017	
	44. <i>Gurzelen</i>		
	Gurzelen	663	
	Seftigen	781	
	45. <i>Kirchdorf</i>		
	Kirchdorf	598	
	Gelterfingen	266	
	Jaberg	160	
	Kienersrüti	56	
	Mühledorf	214	
	Noflen	211	
	Uttigen	487	
		5,453	2
15. Belp	46. <i>Gerzensee</i>	766	
	47. <i>Belp</i>		
	Belp	2,889	
	Belpberg	446	
	Kehrsatz	677	
	Toffen	705	
	48. <i>Zimmerwald</i>		
	Zimmerwald	686	
	Englisberg	563	
	Niedermuhlern	584	
		7,316	2
16. Riggisberg	49. <i>Thurnen</i>		
	Kirchenturnen	209	
	Mühlethurnen	661	
	Burgistein	1,022	
	Kaufdorf	347	
	Lohnstorf	174	
	Riggisberg	1,768	
	Rümligen	369	
	Rüti	570	
	50. <i>Rüeggisberg</i>	2,644	
		7,764	3

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
17. Guggisberg	51. Guggisberg	2,832	
	52. Rüschegg	2,396	
		5,228	2
18. Wahlern	53. Wahlern	5,212	
	54. Albligen	644	
		5,856	2
19. Köniz	55. Oberbalm	1,100	
	56. Köniz	7,464	
	57. Bümpliz	4,953	
		13,517	5
Stadt Bern			
20. Heiliggeist-gemeinde	58. Heiliggeist-gemeinde	21,904	7
21. Paulus-gemeinde	59. Paulus-gemeinde	13,568	5
22. Mittlere Gemeinde	60. Münster-gemeinde	8,654	3
23. Untere Gemeinde	61. Nydeck-gemeinde	13,610	5
24. Lorraine-Breitenrain	62. Johannes-gemeinde	15,545	5
25. Bolligen	63. Bolligen	5,786	
	64. Stettlen	686	
	65. Vechigen	2,723	
	66. Muri	1,607	
		10,802	4
26. Biglen	67. Worb	3,986	
	68. Walkringen	2,061	
	69. Biglen		
	Biglen	942	
	Arni	1,069	
	Landiswil	847	
		8,905	3
27. Münsingen	70. Münsingen		
	Münsingen	2,927	
	Rubigen	1,450	
	Tägertschi	327	
	Gysenstein (arrond. scolaire)	513	
	71. Stalden		
	Häutligen	239	
	Niederhünigen	485	
	Stalden	647	
	Konolfingen	716	
	(communauté scolaire)		
	Ursellen	477	
	(arrond. scolaire)		
	Konolfingen et Ursellen se rattachent à la commune municipale de Gysenstein		
		7,781	3

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
28. Diessbach	72. Wichtrach		
	Kiesen	430	
	Niederwichttrach	728	
	Oberwichttrach	758	
	Oppligen	406	
	73. Oberdiessbach		
	Oberdiessbach	1,397	
	Aeschlen	338	
	Bleiken	374	
	Brenzikofen	332	
	Freimettigen	238	
	Herbligen	324	
	74. Kurzenberg		
	Ausserbirrmoos	548	
	Innerbirrmoos	555	
	Otterbach	309	
		6,737	2
29. Höchstetten	75. Schlosswil	776	
	76. Grosshöchstetten		
	Grosshöchstetten	992	
	Bowil	1,502	
	Mirchel	471	
	Oberthal	885	
	77. Züziwil	1,290	
		5,916	2
30. Signau	78. Signau	2,740	
	79. Röthenbach	1,532	
	80. Eggwil	2,922	
		7,194	2
31. Langnau	81. Langnau	8,414	
	82. Trub	2,614	
	83. Trubschachen	862	
	84. Schangnau	1,010	
		12,900	4
32. Lauperswil	85. Lauperswil	2,663	
	86. Rüderswil	2,217	
		4,880	2
33. Sumiswald	87. Sumiswald	3,030	
	88. Trachselwald	1,517	
	89. Wasen	2,527	
		7,074	2

Cereles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégés
34. Rüegsau	90. Lützelflüh	3,614	
	91. Rüegsau	2,568	
	92. Affoltern	1,168	
		7,350	2
35. Huttwil	93. Walterswil	784	
	94. Dürrenroth	1,426	
	95. Eriswil		
	Eriswil	2,009	
	Wyssachen	1,428	
	96. Huttwil	4,135	
		9,782	3
36. Rohrbach	97. Rohrbach		
	Rohrbach	1,526	
	Auswil	553	
	Kleindietwil	481	
	Leimiswil	548	
	Rohrbachgraben	537	
	98. Melchnau		
	Melchnau	1,336	
	Busswil	310	
	Gondiswil	1,058	
	Reisiswil	290	
	99. Ursenbach		
	Ursenbach	1,233	
	Oeschenbach	381	
		8,253	3
37. Langenthal	100. Madiswil	2,017	
	101. Lotzwil		
	Lotzwil	1,477	
	Gutenberg	57	
	Obersteckholz	461	
	Rütschelen	586	
	102. Langenthal		
	Langenthal	5,593	
	Untersteckholz	303	
	103. Bleienbach	783	
		11,277	4
38. Aarwangen	104. Thunstetten	1,577	
	105. Roggwil	2,526	
	106. Wynau	1,289	
	107. Aarwangen		
	Aarwangen	1,830	
	Bannwil	581	
	Schwarzhäusern	381	
		8,184	3

Cereles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégés
39. Oberbipp	108. Niederbipp		
	Niederbipp	2,330	
	Walliswil-Bipp	183	
	109. Oberbipp		
	Oberbipp	900	
	Attiswil	944	
	Farnern	236	
	Rumisberg	321	
	Wiedlisbach	1,379	
	Wolfisberg	185	
	110. Wangen		
	Wangen	1,329	
	Walliswil-Wangen	569	
	Wangenried	298	
		8,674	3
40. Herzogenbuchsee	111. Herzogenbuchsee		
	Herzogenbuchsee	2,626	
	Berken	94	
	Bettenhausen	386	
	Bollodigen	241	
	Graben	325	
	Heimenhausen	421	
	Hermiswil	104	
	Inkwil	456	
	Niederönz	446	
	Oberönz	350	
	Ochlenberg	902	
	Röthenbach	316	
	Thörigen	640	
	Wanzwil	129	
	112. Seeberg	1,709	
		9,145	3
41. Burgdorf	113. Wynigen	2,528	
	114. Heimiswil	2,325	
	115. Burgdorf	8,765	
		13,618	5
42. Oberburg	116. Oberburg	2,991	
	117. Hasle	2,454	
	118. Krauchthal	1,862	
		7,307	2

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégés
43. Kirchberg	119. Hindelbank		
	Hindelbank	968	
	Bäriswil	504	
	Mötschwil- Schleumen	213	
	120. Kirchberg		
	Kirchberg	2,033	
	Aeffigen	549	
	Ersigen	1,107	
	Kernenried	309	
	Lyssach	721	
	Niederösch	331	
	Oberösch	162	
	Rüdtigen	561	
	Rumendingen	169	
	Rüti	138	
	121. Koppigen		
	Koppigen	1,279	
	Alchenstorf	635	
	Hellsau	155	
	Höchstetten	273	
	Willadingen	219	
		10,326	3
44. Bätterkinden	122. Utzenstorf		
	Utzenstorf	1,916	
	Wiler	410	
	Zielebach	206	
	123. Bätterkinden	1,377	
	124. Limpach		
	Limpach	420	
	Büren z. Hof	296	
	Schalunen	134	
		4,759	2
45. Jegenstorf	125. Grafenried		
	Grafenried	524	
	Fraubrunnen	415	
	126. Jegenstorf		
	Jegenstorf	972	
	Ballmoos	65	
	Iffwil	356	
	Oberscheunen (de la commune de Scheunen)	26	
	Mattstetten	313	
	Münchringen	192	
	Urtenen	1,050	
	Zauggenried	323	
	Zuzwil	270	
	A reporter	4,506	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégés
46. Wohlen	Report	4,506	
	127. München- buchsee		
	Münchenbuchsee	2,006	
	Deisswil	119	
	Diemerswil	239	
	Moosseedorf	644	
	Wiggiswil	100	
		7,614	3
	128. Bremgarten		
	Bremgarten	943	
	Zollikofen	1,843	
	129. Kirchlindach	1,031	
47. Laupen	130. Wohlen	3,033	
		6,850	2
	131. Ferenbalm	867	
	132. Frauen- kappelen	613	
	133. Bernisch- Kerzers		
	Golaten	331	
	Gurbrü	247	
	Wileroltigen	322	
	134. Laupen		
	Laupen	1,027	
	Dicki	373	
	135. Mühleberg	2,103	
48. Aarberg	136. Bernisch- Murten		
	Clavaleyres	92	
	Münchenwiler	339	
	137. Neuenegg	2,276	
		8,590	3
	138. Radelfingen	1,394	
	139. Kallnach		
	Kallnach	1,005	
	Niederried	268	
	140. Kappelen	850	
	141. Aarberg	1,401	
	142. Bargaen	676	
49. Schüpfen	143. Seedorf	2,779	
		8,373	3
	144. Meikirch	951	
	145. Schüpfen	2,277	
	146. Rapperswil	1,620	
	147. Grossaffoltern	1,841	
	148. Lyss	2,971	
		9,660	3

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
50. Büren	<i>149. Arch</i>		
	Arch	682	
	Leuzigen	961	
	<i>150. Büren</i>		
	Büren	1,954	
	Meienried	76	
	<i>151. Diessbach</i>		
	Diessbach	774	
	Büetigen	474	
	Busswil	477	
	Dotzigen	527	
	<i>152. Lengnau</i>	1,732	
	<i>153. Pieterlen</i>		
	Pieterlen	1,409	
	Meinisberg	581	
	<i>154. Rüti</i>	652	
	<i>155. Wengi</i>	554	
		10,853	4
51. Nidau	<i>156. Bürglen</i>		
	Aegerten	656	
	Brügg	1,177	
	Jens	456	
	Merzligen	213	
	Schwadernau	345	
	Studen	477	
	Worben	828	
	<i>157. Gottstatt</i>		
	Orpund	618	
	Safnern	694	
	Scheuren	261	
	<i>158. Mett</i>		
	Mett	1,429	
	Madretsch	3,432	
	<i>159. Nidau</i>		
	Nidau	1,648	
	Bellmund	344	
	Ipsach	237	
	Port	393	
	Sutz-lattrigen	381	
	<i>160. Täuffelen</i>		
	Täuffelen	904	
	Epsach	320	
	Hagneck	105	
	Hermrigen	306	
	Mörigen	164	
	<i>161. Walperswil</i>		
	Walperswil	589	
	Bühl	265	
	A reporter	16,242	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
52. Erlach	<i>Report</i>	16,242	
	<i>162. Twann</i>		
	Twann	730	
	Tüscherz - Alfermee	248	
	<i>163. Ligerz</i>	394	
		17,614	6
	<i>164. Erlach</i>		
	Erlach	854	
	Tschugg	407	
	Mullen	48	
	<i>165. Gampelen</i>		
	Gampelen	600	
	Gals	654	
	<i>166. Ins</i>		
	Ins	1,649	
	Brüttelen	478	
	Gäserz	39	
	Müntschemier	592	
	Treiten	321	
	<i>167. Siselen</i>		
	Siselen	591	
	Finstertennen	350	
	<i>168. Vinelz</i>		
	Vinelz	428	
	Lüscherz	330	
		7,341	2
53. Biel	<i>169. Biel</i>		
	Biel	18,831	
	Bözingen	2,674	
	Evilard	576	
		22,081	7
54. Neuveville	<i>170. Diesse</i>		
	Diesse	350	
	Lamboing	464	
	Prêles	369	
	<i>171. Neuveville</i>	2,043	
	<i>172. Nods</i>	691	
		3,917	1
55. Courtelary	<i>173. Vauffelin</i>		
	Vauffelin	258	
	Plagne	251	
	Romont	125	
	<i>174. Orvin</i>	728	
	<i>175. Péry</i>		
	Péry	996	
	La Heutte	326	
	A reporter	2,684	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des députés
56. St-Imier	Report	2,684	
	176. Sombeval-Sonceboz	1,065	
	177. Tramelan		
	Tramelan-dessous	1,406	
	Tramelan-dessus	3,175	
	Mont-Tramelan	143	
	178. Corgémont		
	Corgémont	1,269	
	Cortébert	736	
	179. Courtelary		
	Courtelary	1,199	
	Cormoret	704	
		12,381	4
	180. St-Imier		
57. Tavannes.	St-Imier	6,014	
	Villeret	1,342	
	181. Sonvilier	1,768	
	182. Renan	1,310	
	183. La Ferrière	556	
	Paroisse allemande du val de St-Imier	—	
		10,990	4
	184. Sornetan		
	Sornetan	180	
	Châtelat	201	
	Monible	75	
	Souboz	194	
	185. Tavannes		
	Tavannes	2,166	
58. Moutier	Loveresse	382	
	Reconvilier	1,699	
	Saicourt	916	
	Saules	181	
	186. Bévilard		
	Bévilard	714	
	Champroz	181	
	Malleray	1,219	
	Pontenet	226	
	187. Court		
	Court	1,058	
	Sorvilier	390	
	Lajoux	48	
	Les Genevez	33	
		9,863	3
	188. Grandval		
	Grandval	272	
	Corcelles	144	
	Crémines	406	
	Eschert	261	
	A reporter	1,083	

Cercles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des députés
59. Jura catholique	Report	1,083	
	189. Moutier		
	Moutier	2,784	
	Belprahon	128	
	Perrefitte	315	
	Roches	196	
	(Elay) } N° appartenant Seehof } à aucune } paroisse réf.	59	
		4,565	2
	190. Delémont,		
	comprenant la population ré- formée du district de Delémont et les communes suivantes de ce- lui de Moutier:	3,656	
	Courrendlin	652	
	Vellerat	9	
	Châtillon	23	
	Rossemaison	20	
	Courchapoix	37	
	Corban	58	
	Mervelier	9	
	La Scheulte (Schelten)	45	
	191. Laufon, com- prenant la popu- lation réformée du district de Laufon	1,058	
	192. Porrentruy, comprenant la population réfor- mée du district de Porrentruy	2,577	
	193. Franches-Mon- tagnes, compre- nant la popula- tion réformée du district des Fran- ches-Montagnes	747	
		8,891	3

Cereles électoraux	Paroisses Communes municipales	Population réformée	Nombre des délégués
60. Bucheggberg	<i>194. Bernisch-Messen</i>		
	Bangerten	194	
	Etzelkofen	275	
	Mülchi	305	
	Messen-Scheunen (appartient à la commune municipale de Scheunen)	68	
	Rupoldsried	215	
	<i>195. Bernisch-Oberwil</i>	622	
	<i>Solothurnisch-Messen</i>		
	<i>Solothurnisch-Oberwil</i>	5,594	
	<i>Aetingen</i> <i>Lüsslingen</i>		
61. Solothurn	<i>Cure de Soleure,</i> <i>Cure de Granges-Bettlach</i> (protestants disséminés dans le district de Lebern)	20,554	
	<i>Cures de Biberist-Gerlafingen</i> et de <i>Derendingen</i> (protestants disséminés dans le district de Kriegstetten)		
		20,554	7

Récapitulation.

Cereles électoraux	Population réformée	Nombre des délégués
1. Oberhasle	6,662	2
2. Brienz	4,285	1
3. Unterseen	7,535	3
4. Gateig	10,512	4
5. Zweilütschinen	6,463	2
6. Frutigen	12,405	4
7. Saanen	5,306	2
8. Ober-Simmenthal	7,369	2
9. Nieder-Simmenthal	10,737	4
10. Hilterfingen	5,862	2
11. Thun	11,675	4
12. Steffisburg	12,611	4
A reporter	101,422	34

Cereles électoraux	Population réformée	Nombre des délégués
Report	101,422	34
13. Thierachern	6,040	2
14. Gurzelen	5,453	2
15. Belp	7,316	2
16. Riggisberg	7,764	3
17. Guggisberg	5,228	2
18. Wählern	5,856	2
19. Köniz	13,517	5
20. Bern, Heiliggeistgemeinde	21,904	7
21. » Paulusgemeinde	13,568	5
22. » Mittlere Gemeinde	8,654	3
23. » Untere Gemeinde	13,610	5
24. » Lorraine-Breitenrain	15,545	5
25. Bolligen	10,802	4
26. Biglen	8,905	3
27. Münsingen	7,781	3
28. Diessbach	6,737	2
29. Höchstetten	5,916	2
30. Signau	7,194	2
31. Langnau	12,900	4
32. Lauperswil	4,880	2
33. Sumiswald	7,074	2
34. Rüegsau	7,350	2
35. Huttwil	9,782	3
36. Rohrbach	8,253	3
37. Langenthal	11,277	4
38. Aarwangen	8,184	3
39. Oberbipp	8,674	3
40. Herzogenbuchsee	9,145	3
41. Burgdorf	13,618	5
42. Oberburg	7,307	2
43. Kirchberg	10,326	3
44. Bätterkinden	4,759	2
45. Jegenstorf	7,614	3
46. Wohlen	6,850	2
47. Laupen	8,590	3
48. Aarberg	8,373	3
49. Schüpfen	9,660	3
50. Büren	10,853	4
51. Nidau	17,614	6
52. Erlach	7,341	2
53. Biel	22,081	7
54. Neuveville	3,917	1
55. Courtelary	12,381	4
56. St-Imier	10,990	4
57. Tavannes	9,863	3
58. Moutier	4,565	2
59. Jura catholique	8,891	3
60. Bucheggberg	7,273	2
61. Solothurn	20,554	7
	574,151	
Le nombre des délégués au Synode est de		193

ART. 2. Est éligible au Synode tout citoyen qui possède les qualités requises pour voter en assemblée paroissiale (art. 8 de la loi sur l'organisation des cultes) et qui a atteint l'âge de 23 ans révolus.

La division des paroisses soleuroises faisant partie de l'association synodale de l'église nationale évangélique réformée du canton de Berne en cercles électoraux, le droit de suffrage et l'éligibilité des délégués de ces cercles au Synode sont réglés par la convention en vigueur entre les Etats de Berne et de Soleure concernant la condition cultuelle du Bucheggberg et des protestants des districts de Soleure, Lebern et Kriegstetten.

ART. 3. Le Synode est renouvelé intégralement tous les quatre ans. La durée de ses fonctions commence le 1^{er} novembre et expire le 31 octobre de la quatrième année qui suit. Les élections ont lieu aux urnes.

Les élections de renouvellement doivent avoir lieu avant l'expiration de la période.

Il sera repourvu le plus tôt possible, pour le reste de la période, à toute vacance se produisant au cours de celle-ci.

ART. 4. La convocation aux élections du Synode a lieu par une ordonnance du Conseil synodal, laquelle doit être communiquée aux conseils paroissiaux et publiée par un avis dans la Feuille officielle, au plus tard trois semaines avant les élections.

ART. 5. Le Synode siège d'ordinaire une fois par an, à Berne, dans la première quinzaine de novembre.

Des sessions extraordinaires ont lieu :

- a. lorsque le Conseil-exécutif ou le Conseil synodal le juge nécessaire ;
- b. lorsque 30 membres du Synode en font la demande par écrit au bureau.

La convocation est faite par le Conseil synodal au moins 14 jours d'avance, au moyen d'une circulaire indiquant le jour et le lieu de l'assemblée, ainsi que les objets à traiter. Cette circulaire sera également adressée au Conseil-exécutif et aux conseils de paroisse.

ART. 6. Dans la session constituante qui suit le renouvellement intégral, le doyen d'âge, ou un membre désigné par lui, dirige les débats jusqu'à la nomination du président ; il s'adjoint un bureau provisoire.

Le Synode vérifie lui-même les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité des élections. Jusqu'à la constitution de l'assemblée, chaque membre du Synode a le droit de siéger et de voter ; les nouveaux membres ne peuvent prendre part aux délibérations ultérieures qu'après la validation de leur élection.

Dès que la majorité des élections sont validées, l'assemblée procède à l'élection du président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire allemand qui tiendra le plumitif, d'un secrétaire français et de deux scrutateurs.

Ces élections ont lieu au scrutin secret et à la majorité des voix, pour la durée de quatre ans. Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 7. Après s'être constitué, le Synode élit au scrutin secret, pour quatre ans, le Conseil synodal prévu à l'art. 46 de la loi sur l'organisation des cultes, ainsi

que son président. Celui-ci n'est pas rééligible comme tel pour la période suivante.

Le Synode fixe le nombre des membres du Conseil synodal et détermine ses attributions.

S'il se produit des vacances au sein du Conseil synodal, les élections complémentaires ont lieu dans l'assemblée du Synode qui suit immédiatement.

ART. 8. La présence de la majorité des membres du Synode est nécessaire pour la validité de ses délibérations et décisions.

Les séances du Synode sont publiques. Les rapports présentés par le Synode et par le Conseil synodal seront imprimés et remis aux membres du Grand Conseil.

Le synode pourra établir, pour son organisation intérieure et le mode de ses délibérations, les prescriptions et règlements nécessaires.

ART. 9. Le présent décret entre immédiatement en vigueur et sera inséré au Bulletin des lois. Il abroge celui du 30 juillet 1902 relatif au même objet.

Berne, le 21 avril 1914.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le président,
Scheurer.

Le chancelier,
Kistler.

Au nom de la commission :

Le président,
Roth.

Recours en grâce.

(Mai 1914.)

1° **Duppenthaler**, Jacob, né en 1867, de Melchnau, démonteur à Bienne, a été condamné le 9 janvier 1914 par le juge au correctionnel de Bienne, pour **infraction à l'interdiction des auberges**, à 2 jours d'emprisonnement et 4 fr. 50 de frais de l'Etat. Le prénommé s'était vu interdire les auberges pour n'avoir pas payé ses impôts à la commune de Bienne en 1897. En dépit de cette interdiction, il fut trouvé à l'auberge le 17 novembre 1913. N'ayant pas comparu à l'audience, il fut condamné par contumace. Il demande aujourd'hui remise de sa peine. Les impôts arriérés, les frais des poursuites et les frais de l'Etat sont payés. Le recours est recommandé par les autorités communales de Bienne et par le préfet. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif peut proposer la remise de la peine.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la peine d'emprisonnement.*

2° **Hugi**, Alfred, né en 1888, d'Oberwil près Büren, hôtelier du Lac Bleu, à Mitholz, a été condamné le 27 janvier 1914 par le juge de police de Frutigen, pour **infraction à la loi sur les auberges**, à 50 fr. d'amende, 5 fr. de droit de patente et 2 fr. 50 de frais de l'Etat. Hugi avait pris à ferme, le 1^{er} janvier 1914, la propriété du Lac Bleu. Son intention n'était pas alors de tenir auberge pendant les mois d'hiver. Dès les premiers jours cependant, des personnes de Kandersteg vinrent dans son établissement pour se rafraîchir et il demanda alors une patente. Entre temps, il servit des boissons sans alcool, du café et du thé. La police en eut connaissance et dressa procès-verbal. La patente d'auberge lui fut délivrée le 22 janvier. Hugi ne contesta pas le bien-fondé du rapport. A l'appui de son recours, il invoque ces faits et déclare avoir cru qu'on pouvait débiter des boissons sans alcool sans être en possession d'une patente. Il ne prétend pas qu'il serait dans l'impossibilité de payer l'amende. Le Conseil-exécutif n'estime pas qu'il y ait lieu de faire droit au recours. Il est difficile d'admettre qu'un aubergiste n'ait pas su qu'une patente est nécessaire aussi pour débiter

des boissons non spiritueuses. Le Conseil-exécutif ne voit donc pas de raisons suffisantes pour une remise de peine.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

3° **Abbühl**, Jean, né en 1859, aubergiste à Montménil, a été condamné le 2 février 1914 par le juge de police de Büren, pour **infraction à la loi sur les auberges**, à 50 fr. d'amende et 3 fr. 40 de frais de l'Etat. Le dimanche 25 janvier dernier et le dimanche suivant, Abbühl dressa des tables et des bancs au bord de l'ancienne Aar près de Montménil et servit des boissons spiritueuses à des patineurs. Comme il n'était pas en possession du permis nécessaire à cet effet, procès-verbal fut dressé contre lui. N'ayant pu contester l'exactitude du rapport, il fut condamné à l'amende susmentionnée. Il demande aujourd'hui remise de cette amende. Il prétend avoir ignoré les prescriptions légales et invoque en sa faveur le fait qu'il n'a encore jamais encouru de condamnation pour infraction à la loi sur les auberges. Ce fait est confirmé par une attestation du président du tribunal de Büren. Le conseil communal de Montménil recommande le recours. Le Conseil-exécutif peut consentir à une certaine réduction de l'amende. Abbühl n'a pas cherché à se soustraire au paiement d'un droit, car il n'a pas servi des boissons sur un terrain appartenant à autrui. L'amende peut donc être considérée, dans ces conditions, comme une peine un peu trop forte. On ne saurait cependant accorder une remise totale, qui créerait un fâcheux précédent. D'ailleurs Abbühl ne prétend pas qu'il serait dans l'impossibilité de payer l'amende.

Proposition du Conseil-exécutif: *Réduction de l'amende à 10 fr.*

4° **Antenen**, Fritz, né en 1859, d'Orpond, maître-tailleur à Thounne, a été condamné le 4 février 1914 par le juge de police, pour **infraction à la loi sur le**

timbre, à 100 fr. d'amende, 8 fr. 50 de droit de timbre extraordinaire et 3 fr. 20 de frais de l'Etat. A l'occasion d'une visite domiciliaire qui eut lieu chez un locataire d'Antenen, les autorités eurent connaissance de deux baux à loyer datant des années 1911 et 1913, dont l'un était accompagné d'une feuille portant 8 reçus non timbrés pour une somme de 153 fr. 70 chacun et l'autre timbré à 10 centimes au lieu de l'être à 15 centimes. Antenen ne put rien contester de tout cela, mais il insista pour que l'affaire fut déférée au juge, afin de se créer la possibilité d'adresser un recours en grâce. Il adresse aujourd'hui ce recours. Il dit avoir commis une faute par ignorance de la loi et invoque aussi sa fâcheuse situation pécuniaire et le mauvais état de sa santé. Le conseil communal de Thoune confirme qu'Antenen a à lutter avec des embarras d'argent, et un certificat de médecin constate qu'il ne jouit pas d'une bonne santé. Antenen ne parviendrait donc qu'avec peine à payer l'amende intégralement. D'un autre côté, si l'on ne veut pas créer un regrettable précédent, on ne saurait accorder une remise totale. Les fraudes de timbre n'arrivent que rarement à la connaissance des autorités et il est donc bien nécessaire, dans l'intérêt de l'observation de la loi, que celles qui sont déférées aux tribunaux soient sévèrement réprimées. Le Conseil-exécutif pense que, dans ce cas-ci, l'amende peut être réduite à 30 francs.

Proposition du Conseil-exécutif: *Réduction de l'amende à 30 fr.*

5° Klopfenstein, Hans, né en 1889, de St-Etienne, aubergiste à Adelboden, a été condamné le 18 septembre 1913 par le juge de police de Frutigen, pour **infraction à la loi sur les auberges**, à 50 fr. d'amende et 2 fr. de frais de l'Etat. Le 31 août 1913, Klopfenstein a organisé près de son restaurant d'été du Hahnenmoos, commune de Lenk, un tir et une répartition au jeu de quilles. Pour le jeu de quilles, le préfet du Haut-Simmental délivra un permis; en ce qui concerne le tir, on fit remarquer qu'il avait lieu dans le district de Frutigen. Klopfenstein négligea toutefois de se procurer un permis à la préfecture de Frutigen et il fit aussi, sans permis, servir des boissons spiritueuses sur la place de tir, sise dans la commune d'Adelboden. Il fut dénoncé par la suite pour contravention aux art. 15 et 44 de la loi sur les auberges et condamné à l'amende dont mention ci-dessus. Il se soumit sans autre au jugement et demande aujourd'hui remise de cette amende. A l'appui de son recours, il soutient qu'il était en possession du permis nécessaire, mais que par hasard quelques groupes de visiteurs étaient allés s'asseoir sur le versant côté Frutigen, où on les avait servis sans la moindre intention de transgresser la loi. Klopfenstein ne se prétend pas hors d'état de payer l'amende.

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

Les allégations qu'il fait dans son recours sont en contradiction avec les pièces du dossier et sont dès lors inacceptables. Sa tentative de présenter les faits d'une façon contraire à la vérité ne fait pas une bonne impression. Le Conseil-exécutif n'estime pas qu'il y ait de bonnes raisons de faire remise de l'amende; d'ailleurs Klopfenstein ne prétend nullement, comme il a été dit, qu'il lui serait difficile de la payer. Le Conseil-exécutif propose donc le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

6° Tschannen, Emile, né en 1868, de Wohlen, manoeuvre, actuellement détenu au pénitencier de Witzwil, a été condamné le 19 octobre 1911 par le juge de police de Berne, pour **non accomplissement de l'obligation de fournir des aliments**, à 2 ans de maison de travail et 18 fr. 50 de frais de l'Etat. Tschannen avait l'obligation, en vertu d'un jugement du tribunal du district de Berne du 4 mars 1910, de payer 15 fr. par mois à titre de contribution aux frais de l'entretien de ses deux enfants, dont l'éducation avait été confiée à leur mère. Il s'est cependant presque complètement soustrait à l'accomplissement de cette obligation, de sorte que la Direction de l'assistance publique de la ville de Berne dut porter plainte contre lui. Il n'avait en effet payé que 30 fr. dans l'espace de deux ans. L'enquête révéla qu'avec de la bonne volonté il aurait pu faire davantage. Il s'était adonné à la boisson et néglige parfois son travail. Tschannen a subi un jour d'emprisonnement en 1908 pour menaces à main armée et scandale et, la même année, le Conseil-exécutif l'a fait interner pour 2 ans dans une maison de travail. Il sollicite aujourd'hui remise d'une partie de sa peine. Son recours ne peut être recommandé par personne. Il n'existe, en effet, aucune raison qui milite en faveur d'une remise de peine. Tschannen paraît être un homme qui vit dans le désordre et dont on n'obtiendra peut-être l'amendement qu'en usant envers lui d'une grande sévérité. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif propose le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

7° Gasser, Godefroi, né en 1883, de Lauperswil, ramoneur à Berne, a été condamné le 7 novembre 1913 par le juge au correctionnel de Bienne, pour **infraction à l'interdiction des auberges**, à 2 jours d'emprisonnement et 12 fr. de frais de l'Etat. L'entrée des auberges lui avait été interdite parce qu'il n'avait pas acquitté l'impôt communal pour 1906. Il a enfreint cette défense en allant consommer des boissons alcooliques au restaurant de la Grande Cave à Berne. Lors de sa comparution à l'audience, il avait payé son impôt arriéré,

mais ce fait ne put l'empêcher d'être condamné. Il sollicite aujourd'hui la remise de sa peine. Il fournit la preuve que les frais de l'Etat sont aussi payés. La direction de police de la ville de Berne recommande le recours. Gasser ayant maintenant satisfait à toutes ses obligations, le Conseil-exécutif trouve que la remise de la peine peut être accordée.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la peine d'emprisonnement.*

8° Finger, Laure, née Ramseier, épouse de Fritz Finger, d'Eriz, demeurant à Berne, a été condamnée le 11 décembre 1913 par le juge de police de Berne, pour **infractions à la loi concernant l'exercice de la profession de fripier**, à 50 fr. d'amende et 33 fr. de frais de l'Etat. La femme Finger a repris, le 1^{er} novembre 1913, le magasin de friperie de son beau-frère à Berne, 13 rue des Bouchers. A ce moment-là, elle n'était pas en possession d'une licence officielle, mais elle en obtint une le 17 novembre. Dans l'intervalle, elle continua le commerce de friperie, ce qui lui valut d'être condamnée à l'amende dont elle demande aujourd'hui remise. A l'appui de son recours, recommandé par la direction de police de la ville et par le préfet, elle déclare notamment qu'elle n'a pas eu le moins du monde l'intention d'enfreindre la loi. Laure Finger n'a pas d'antécédents judiciaires et jouit d'une bonne réputation. Il est assez croyable que la contravention a été commise plutôt par négligence qu'intentionnellement, mais cela ne justifie cependant pas une remise totale de l'amende, que la femme Finger ne prétend d'ailleurs pas ne pas pouvoir payer. Toutefois, la peine paraît être trop forte par rapport à l'importance et aux circonstances de l'infraction. Le Conseil-exécutif peut dès lors proposer une réduction de l'amende à 10 francs.

Proposition du Conseil-exécutif: *Réduction de l'amende à 10 fr.*

9° Fuchs, Emile, né en 1889, de Schännis (St-Gall), télégraphiste à Berne, a été condamné le 24 janvier 1914 par la première Chambre pénale de la Cour suprême, pour **résistance à la force publique**, à 10 jours d'emprisonnement et 97 fr. 50 de frais de l'Etat. Fuchs avait causé du tapage dans la nuit du 13 au 14 août 1913, vers une heure, à la rue d'Aarberg, près de la place des Orphelins, en chantant par trop bruyamment. Les agents l'invitèrent à les accompagner au poste de police pour y prouver son identité, mais il leur opposa un refus et leur résista lorsqu'ils voulurent l'emmener. Une petite rixe s'ensuivit, dans laquelle un des agents eut quelques éraflures à une jambe et à

une main. Finalement Fuchs put être conduit au poste, où l'on constata son identité, après quoi il fut remis en liberté. Le tribunal de première instance le condamna, pour tapage nocturne et résistance à la police, à 6 fr. d'amende et 10 jours de prison. Ce jugement fut confirmé par la première Chambre pénale, devant laquelle Fuchs comparut sans son défenseur, qu'il avait négligé de prévenir. La Chambre ne se trouva pas dans le cas de le mettre au bénéfice du sursis, parce qu'il ne s'était même pas donné la peine de le solliciter, par écrit ou oralement, en exposant sa situation personnelle. Fuchs demande aujourd'hui remise de sa peine d'emprisonnement, qu'il trouve trop rigoureuse; il dit que, s'il devait aller en prison, il perdrait sa place, ce qui lui porterait un grave préjudice. Il déclare que, dans son idée, le jour de l'audience devait être porté d'office à la connaissance de son défenseur et qu'il a ainsi commis une erreur qui a fait croire au tribunal que le jugement à rendre lui était indifférent. Fuchs n'a pas d'antécédents judiciaires et jouit d'une bonne réputation. La direction de police de la ville, le préfet et aussi la première Chambre pénale recommandent une remise partielle de la peine. Le Conseil-exécutif trouve que les motifs invoqués aujourd'hui par le condamné ne peuvent justifier la remise de toute la peine. Il pense cependant que, pour tenir compte du passé irréprochable de ce jeune homme et pour ne pas compromettre son avenir, on peut lui accorder une réduction de peine.

Proposition du Conseil-exécutif: *Réduction de la peine à deux jours.*

10° Kunz, Alexandre, né en 1879, de Grafenried, maçon à Berne, a été condamné le 9 décembre 1913 par la première Chambre pénale de la Cour suprême, pour **faux en écriture privée**, à 70 jours de détention correctionnelle, déduction faite de 20 jours de prison préventive, commués en 35 jours de détention cellulaire, à la privation des droits civiques pour 2 ans et à 158 fr. 50 de frais de l'Etat. Kunz travaillait depuis assez longtemps pour la maison B. sur la place de l'Exposition nationale à Berne. Il se trouva en possession, on n'a pas pu savoir au juste comment, de trois bons qui avaient été enlevés du cahier du contre-maître K. Il remplit ces bons en empruntant les noms de différents ouvriers, les revêtit de la fausse signature du contre-maître et envoya ensuite d'autres personnes en demander le paiement au bureau de la maison. Deux de ces bons, au montant de 41 fr. 05 et de 31 fr., furent payés sans difficulté le 8 et le 10 septembre, mais sa manœuvre frauduleuse ne lui réussit pas lors de la présentation du troisième bon, sur lequel était inscrite la somme de 43 fr. 55. La maison eut des soupçons, qui ne tardèrent pas à se porter sur

Kunz. Mis en prévention, il chercha à nier. Il fut néanmoins reconnu coupable et condamné. Kunz a un casier judiciaire chargé de condamnations à des amendes pour scandale, infraction à la loi sur les grèves, tapage nocturne et injures, comme aussi à de l'emprisonnement et à l'interdiction des auberges pour non-paiement de la taxe militaire; il ne jouit pas d'une réputation irréprochable. Dans son recours en grâce, il proteste toujours encore de son innocence et invoque ses charges de famille. La direction de police de la ville peut, en considération de ces dernières, recommander la remise d'une partie de la peine. Le préfet trouve, par contre, que le passé de Kunz s'oppose à ce qu'on use de clémence à son égard. Ce condamné n'est pas, en effet, un individu recommandable. D'après le rapport de la direction de police de la ville, il s'adonne de temps à autre à la boisson; il n'a donc pas le bien de sa famille autant à cœur qu'il le prétend aujourd'hui. La situation précaire dans laquelle la mettra peut-être l'exécution du jugement ne saurait avoir une importance décisive pour la décision à prendre sur le recours en grâce. Les autorités communales accorderont des secours, si elles en voient la nécessité. Le Conseil-exécutif se trouve obligé, après examen du dossier de l'affaire, de proposer le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

11° Walker, François-Félix-Traugott, né en 1878, de Waiblingen (Wurtemberg), relieur, demeurant à Berne, a été condamné le 27 janvier 1914 par le juge de police de Berne, pour infraction à la loi concernant la création de chambres de conciliation et la répression des excès commis pendant les grèves, à 2 jours d'emprisonnement et à 3 fr. 50 de frais de l'Etat. Pendant la grève des selliers à Berne, des ouvriers qui voulaient travailler étaient accompagnés jusqu'aux ateliers et, la journée finie, jusqu'à leur logement par des agents de police qui devaient empêcher les grévistes de les molester. Le jeudi 15 janvier 1914, l'ouvrier J. fut accompagné de cette façon jusqu'à l'hôtel Eiger. Walker le suivit avec d'autres personnes. Devant l'hôtel Eiger, il lui cria des injures. Il fut emmené par les agents au poste le plus rapproché, où son identité fut établie. Traduit en justice pour infraction à la loi sur les grèves, il se soumit sans autre au jugement prononcé contre lui. Il demande aujourd'hui remise de sa peine, qu'il trouve trop sévère. Il déclare aussi n'avoir pas eu l'intention de se soumettre au jugement, mais avoir cru qu'il pouvait encore en appeler à la première Chambre pénale, qui l'aurait sûrement, prétend-il, fait bénéficier du sursis. La direction de police de la ville et le préfet ne sont pas opposés à une remise d'une partie de la peine. Walker n'avait pas encore subi de condamnation dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif

ne voit cependant pas de raisons suffisantes pour un acte de clémence. Walker a prouvé par sa conduite que même la présence des agents de la force publique ne le retient pas lorsqu'il se sent entraîné à commettre un délit. Il n'a donc pas à se plaindre si la justice le traite un peu durement. N'ayant pas été trouvé digne du sursis, il l'est encore moins de la grâce. Le Conseil-exécutif propose, par conséquent, le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

12° Heiniger Théophile, né en 1862, d'Affoltern, marchand de vin à Huttwil, a été condamné le 11 octobre 1913 par la première Chambre pénale de la Cour suprême, pour délit d'usure, à 3 mois de détention correctionnelle, commués en 45 jours de détention cellulaire, à 500 francs d'amende, à 500 francs de dommages-intérêts et de frais d'intervention envers la partie civile et à 107 fr. 35 de frais de l'Etat. Heiniger a acquis d'une dame S., au cours de l'été de 1910, une maison sise à Mannenbach, dans le canton de Thurgovie, pour le prix de 26,000 francs. L'acquéreur devait prendre à sa charge deux dettes hypothécaires au montant de 11,000 francs; il paya 2,500 francs comptant et, pour le reste de 12,500 fr., il céda 2 titres et 7 actions. Heiniger avait affirmé à dame S. que ces papiers étaient de très bonnes valeurs. Cette personne ne tarda cependant pas à apprendre qu'ils ne valaient rien. Elle somma Heiniger de les reprendre; lorsqu'elle le menaça d'une plainte, il se déclara disposé à lui vendre une maison sise à Gwatt et à reprendre ces titres en paiement du prix. La vente eut effectivement lieu. Dans l'acte de vente du 7 juillet 1910, la soulte fut déclarée éteinte par la rétrocession des titres. En même temps dame S. consentit en faveur de Heiniger une hypothèque de 7,200 fr. sur la maison en cause, pour de prétendus autres engagements. La dette hypothécaire devait porter intérêt à 4 1/2 % et le remboursement n'en était pas exigible aussi longtemps que dame S. resterait propriétaire de la maison, mais il le serait de plein droit dès l'instant où celle-ci viendrait à être aliénée. Heiniger, de son côté, paya à dame S. la somme de 2000 francs. Il exerça plus tard les droits que lui donnait l'obligation hypothécaire. La débitrice n'ayant pas payé le premier intérêt annuel, il la fit poursuivre. Dame S. se vit finalement forcée de porter plainte contre lui pour opérations usuraires. L'enquête révéla qu'à l'époque où se firent ces opérations dame S. se trouvait dans une grande gêne, même dans une véritable détresse, par suite de l'acceptation des titres sans valeur que lui avait remis Heiniger. Complètement dénuée de ressources et circonvenue par Heiniger, dame S., personne de faibles facultés intellectuelles, avait finalement conclu l'accord dont il est question

plus haut. Heiniger soutint qu'il avait fait un mauvaise affaire en achetant la maison sise en Thurgovie, parce que cette maison était mal famée au point qu'il n'avait pu obtenir le renouvellement de la patente d'auberge existante. Il prétendit avoir simplement voulu se récupérer de la perte qu'il avait subie. D'un autre côté, il fût obligé de reconnaître qu'il avait vendu beaucoup trop cher à dame S. la maison de Gwatt. Le tribunal le déclara coupable du délit d'usure et le condamna à la peine mentionnée ci-dessus. L'obligation hypothécaire de 7,200 fr. fut réduite à la somme de 2000 fr. que dame S. avait reçue. Heiniger sollicite maintenant remise de sa peine. A l'appui de son recours, il allègue de nouveau les faits sur lesquels était basé son système de défense devant le tribunal et invoque aussi ses bons antécédents. Le conseil communal de Huttwil et le préfet recommandent le recours. Le Conseil-exécutif ne peut cependant pas se joindre à eux. Le tribunal a tenu compte, dans la mesure du possible, des circonstances qui militent en faveur de Heiniger, mais celui-ci n'ayant pas été mis au bénéfice du sursis, on peut d'autant moins lui faire grâce d'une peine qu'il a méritée en cherchant avec une grande obstination à se procurer des avantages usuraires. Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

13° Gerber, Albrecht, né en 1885, cultivateur et marchand de veaux, a été condamné le 6 novembre 1913, par le juge au correctionnel du district de Signau, à 14 jours d'emprisonnement pour mauvais traitements exercés avec un instrument dangereux et, de plus, par la première Chambre pénale de la Cour suprême, à 350 fr. de dommages-intérêts, 175 fr. de frais d'intervention envers la partie civile et 259 fr. 85 de frais de l'Etat. Le bénéfice du sursis lui a été refusé. Les faits sont brièvement les suivants: Le 19 mai 1913, Albrecht Gerber et le cultivateur G., demeurant tous deux à Schangnau, se rencontrèrent, à leur retour du marché d'Escholzmat, à l'auberge W. à Schangnau. Ils se lancèrent des railleries et finalement en vinrent aux mains. On n'a pas pu savoir au juste pourquoi. Il paraît cependant, d'après les dires d'Albrecht Gerber, que, ce jour-là, il ne voyait pas de bon œil G. — avec lequel il n'était sans cela pas en mauvais termes — parce que ce dernier n'avait pas voulu lui vendre ses veaux et avait préféré les conduire au marché. La scène se termina par un violent coup que Gerber porta à G. sur l'oreille gauche, très probablement au moyen d'un morceau de frottoir à allumettes. Il lui fit ainsi une profonde blessure, qui lui fendit le pavillon de l'oreille et les muscles de la région tem-

porale. L'artère temporale ayant aussi été lésée, G. perdit du sang en abondance. Si, par un heureux hasard, un médecin ne s'était pas justement trouvé à Schangnau, la blessure aurait certainement eu les suites les plus graves. G. resta quand même pendant 14 jours complètement incapable de travailler. A l'instruction, Gerber chercha à nier sa culpabilité. Tout fit croire cependant qu'il était bien l'auteur du coup fatal. Il prétendit que G. s'était blessé lui-même, mais le tribunal ne put ajouter foi à cette affirmation. Gerber n'avait pas d'antécédents judiciaires. Néanmoins, la première Chambre pénale refusa de le faire bénéficier du sursis, d'accord en cela avec le juge de Signau. Elle trouva que la brutalité de l'acte commis par Gerber et les dénégations persistantes de ce prévenu excluaient d'emblée toute clémence. Gerber demande maintenant remise de sa peine par voie de grâce. Il dit que, s'étant établi comme boucher il y a peu de temps, une absence de 14 jours lui porterait un grave préjudice et il se croit déjà assez puni par les fortes dépenses de toute sorte que lui a occasionnées cette affaire. Il invoque aussi son passé honorable. Le recours est recommandé par le conseil communal de Schangnau. Le Conseil-exécutif ne peut cependant pas proposer d'y faire droit. Les motifs qui ont engagé les tribunaux à refuser le bénéfice du sursis s'opposent encore plus impérieusement à la remise intégrale de la peine. Il est bien probable que le commerce de Gerber souffrira de l'exécution de celle-ci, mais cela est dans la nature des peines privatives de liberté. Gerber aurait eu le temps de subir sa peine avant d'ouvrir sa boucherie. Dans la fixation de la durée de la peine, le juge a d'ailleurs tenu compte des circonstances qui peuvent militer en faveur de Gerber. Le Conseil-exécutif propose le rejet du recours, faute de motifs suffisants pour remettre à cet individu la peine dont il a été frappé.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet du recours.*

14° Voirol, Arnold-Ernest, né en 1866, des Genevez, établissement à Bienne, a été condamné le 9 janvier 1914 par le juge au correctionnel de Bienne, pour infraction à l'interdiction des auberges, à 4 jours d'emprisonnement et 11 fr. 20 de frais de l'Etat. Voirol s'était vu interdire les auberges pour n'avoir pas payé ses impôts à la commune de Bienne dans les années 1909 et 1910. En septembre et novembre, il a enfreint deux fois l'interdiction. Il a reconnu l'exactitude du rapport dressé contre lui. Depuis lors il a acquitté ses impôts arriérés et payé aussi tous les frais. Il invoque maintenant ce fait pour solliciter la remise de sa peine. Son recours est recommandé par les autorités communales de Bienne et par le préfet. Le Conseil-exé-

cutif peut aussi proposer, comme il le fait toujours dans les cas de ce genre, la remise intégrale de la peine.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la peine.*

15° Rychener, Emma, née en 1882, originaire de Signau, brodeuse à Berne, a été condamnée le 25 novembre 1913 par le juge au correctionnel de Berne, pour **prostitution habituelle**, à quatorze jours d'emprisonnement et 3 fr. 50 de frais de l'Etat. La pré-nommée a reconnu avoir cohabité dans sa chambre avec un individu, le 10 novembre dernier, moyennant finance. Comme elle avait déjà été condamnée pour semblable fait, elle se trouvait en état de récidive et dut purger les douze jours d'emprisonnement de sa première condamnation, pour lesquels elle avait été mise au bénéfice du sursis. La pré-nommée demande maintenant qu'il lui soit fait remise de la seconde peine d'emprisonnement, en faisant valoir qu'elle a deux enfants à élever; elle est en effet mère de deux enfants illégitimes, mais dont l'un est placé dans un établissement. Ni la direction municipale de la police ni le préfet de Berne ne recommandent le recours. Le Conseil-exécutif ne peut, lui non plus, proposer d'y faire droit. La pré-nommée s'étant montrée indigne du sursis qui lui avait été accordé la première fois, on ne peut maintenant la mettre au bénéfice d'une mesure de clémence. Le gouvernement propose donc d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet.*

16° Ballay, Marcel, né en 1894, originaire de Besançon, pierriste à Bienne, a été condamné le 17 février dernier par le juge au correctionnel de Bienne, pour **concubinage**, à deux jours d'emprisonnement, un an de bannissement du canton et 2 fr. 50 de frais de l'Etat. Ainsi qu'il l'a reconnu, le pré-nommé a vécu en concubinage, à Bienne, avec une D^{lle} A. A., née en 1890, originaire de Monfaucon, également pierriste. Le père Ballay demande maintenant qu'il soit fait remise à son fils de la peine de bannissement. Il expose qu'il aimerait avoir ce garçon auprès de lui (il se trouve actuellement en France) pour pouvoir le surveiller de près; à son avis, il ne serait pas bon, non plus, que le jeune homme exercât le métier de pierriste, qui est une spécialité, à l'étranger et qu'il aidât ainsi à sa diffusion. Le conseil municipal de Bienne ne recommande pas le recours; il ne convient pas, selon lui, de tolérer de pareils individus à Bienne et du reste, le dernier patron du jeune Ballay lui a délivré un très mauvais certificat. Le préfet se prononce dans le même sens. Le gouvernement ne peut, dans ces conditions, que proposer le rejet du recours. Le pré-nommé ne semble

pas avoir de très bonnes dispositions et le Grand Conseil ne saurait, dans un cas comme celui-ci, contrecarrer l'action des tribunaux, lorsqu'ils cherchent à éloigner des individus douteux de notre pays. Le gouvernement propose donc d'écarter le recours, d'autant plus que les motifs invoqués à l'appui de celui-ci ne sont pas concluants.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet.*

17° Matter, Fritz, né en 1887, originaire de Perles, aubergiste à Porrentruy, a été condamné le 29 novembre 1913 par la première chambre pénale de la Cour suprême, pour **infraction à la loi sur les auberges**, à cinquante francs d'amende, dix francs d'émolument de patente et 43 fr. 15 de frais de l'Etat. Les 1^{er} et 2 juillet dernier, le pré-nommé avait donné devant son auberge, en plein air, des représentations cinématographiques; à cette occasion, il avait placé des chaises et des tables sur la place situé entre l'établissement et une grange lui faisant face, place louée de la commune, et y avait servi des boissons spiritueuses. Le pré-nommé avait ainsi dépassé les limites fixées dans sa patente, sans en avoir obtenu l'autorisation, et vu les dispositions de la loi sur les auberges il dut être condamné. Dans son recours, le sieur Matter fait valoir (à part certains motifs qui ne peuvent être contrôlés) qu'il a agi par ignorance des prescriptions; il ne dit pas, en revanche, qu'il lui serait difficile de payer l'amende. Le gouvernement estime qu'il n'y a pas de raisons suffisantes de faire grâce au cas particulier. Le tribunal a déjà tenu compte, en appliquant le minimum de la peine, du fait que le sieur Matter n'a pas été puni jusqu'ici pour infraction à la loi sur les auberges et qu'il ne s'est peut-être pas rendu compte de l'infraction qu'il commettait. Le Conseil-exécutif propose donc d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif: *Rejet.*

18° Schober, Ernest, né en 1883, manœuvre, originaire de Wattenwil, actuellement détenu au pénitencier de Thorberg, a été condamné le 14 mai 1913 par la première chambre pénale de la Cour suprême, pour **extorsion**, à dix mois de détention correctionnelle, à deux ans de privation des droits civiques, à 46 francs de frais de l'Etat de première instance et, solidairement avec un co-accusé, à 12 fr. 50 de frais d'appel. Le sieur Schober s'est rendu coupable du délit sus-mentionné du fait qu'avec deux autres individus, il a, en usant de menaces, amené le sieur Z., commissionnaire à Berne, à lui fournir de l'argent, et ce depuis l'année 1911. Il dut reconnaître avoir reçu à lui seul 475 fr. de cette façon. Le sieur Z., qui paraît

être un perversi, avait eu des relations d'abord avec un des complices du présumé, le sieur B., avec qui il se laissa probablement aller à des actes qui, s'ils n'étaient pas punissables, n'en étaient pas moins répréhensibles. Le sieur B. en profita pour l'exploiter indignement, le menaçant de le dénoncer au mépris public et même de le signaler à la police; non content de cela il fit part de sa bonne aubaine à d'autres individus de son espèce, pour qu'ils en profitassent de leur côté. Le sieur Schober entre autres, qui ne connaissait pas autrement le sieur Z., pris part sans le moindre scrupule aux extorsions dont celui-ci était devenu la victime. Z., un individu faible de volonté et désespéré, s'exécutait à chaque menace, et bientôt la seule présence des individus dont il croyait avoir à craindre la dénonciation suffit pour lui faire donner de l'argent. En fin de compte, il se trouva, de la sorte dépouillé de toutes ses économies. Le sieur Schober avait déjà été condamné, pour menaces à main armée et tapage nocturne, à de la prison et à une amende, de même à une année d'internement dans une maison de travail pour ivrognerie, oisiveté et manquement à ses devoirs de père de sa famille; il avait une mauvaise réputation. Cet individu demande maintenant la remise d'une partie de sa peine. Vu à elle seule la nature du délit, il ne peut être question de lui faire grâce; et les antécédents du recourant ne le permettent pas non plus. Le Conseil-exécutif propose donc d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif.

Rejet.

19° Mundwiler, Jean, né en 1878, originaire de Tenniken, relieur à St-Imier, a été condamné 1° le 13 février dernier par le juge de police de Courtelary, pour tapage nocturne et scandale public, à deux amendes de 10 fr. chacune, à l'interdiction des auberges pendant 6 mois et à 4 fr. 80 de frais de l'Etat, et 2° le 13 mars dernier, par le juge au correctionnel du même district, pour infraction à l'interdiction des auberges, à 1 jour de prison et à 3 fr. 80 de frais de l'Etat. Dans la nuit du 26 au 27 janvier de cette année, le sieur Mundwiler quittait avec d'autres personnes l'auberge P., à St-Imier, vers minuit. Dehors, il chercha opiniâtement chicane à l'une de ces personnes, qu'il aurait frappée sans l'intervention des autres. A cette occasion, il fit du tapage et la police, qui entre temps était arrivée sur les lieux de la scène, dut lui enlever les deux couteaux qu'il portait et, pour le faire rester tranquille, le menacer du violon. Devant le juge, cet individu allégua avoir agi en état d'ivresse et ne plus se souvenir de rien; il se soumit néanmoins au jugement, qui comportait entre autres, ainsi qu'il est dit plus haut, l'interdiction des auberges pour six mois. Le 1^{er} mars dernier, Mundwiler en-

freignit cette interdiction, d'où la deuxième des condamnations susmentionnées. Il sollicite maintenant la levée de l'interdiction des auberges et la remise de la peine d'emprisonnement; dans son recours, qui est appuyé par le préfet de Courtelary, il dit en substance que, vu la modicité de son gain comme relieur, il sert de temps à autre comme sommeiller auxiliaire dans diverses auberges et que c'est à l'une de ces occasions qu'il a enfreint l'interdiction prononcée contre lui. Le Conseil-exécutif est cependant d'avis qu'il n'y a pas de motifs suffisants de lui faire grâce. L'interdiction des auberges prononcée contre le recourant est de courte durée; et si Mundwiler y est sensible, son effet lui sera d'autant plus salutaire. Quant à la peine d'emprisonnement, il n'y a non plus aucune raison d'en faire remise. Il y a donc lieu d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

20° Scherrer, François, né en 1867, originaire de Bâle, aubergiste à Boncourt, a été condamné le 20 février dernier par le juge de police de Porrentruy, pour contravention à la loi sur les auberges, à 50 fr. d'amende et 4 fr. 90 de frais de l'Etat. Le présumé avait l'intention d'ouvrir une auberge à Boncourt et avait demandé la patente nécessaire. Quatre jours avant d'avoir obtenu celle-ci, soit le 1^{er} février dernier, il ouvrit son établissement; déféré au juge, il dut reconnaître le fait et il se soumit au jugement. Le sieur Scherrer sollicite maintenant la remise de l'amende, en invoquant, en substance, l'ignorance de l'illégalité de sa manière de faire; en revanche, il ne se dit pas hors d'état de payer l'amende. D'accord avec la Direction de l'intérieur, le Conseil-exécutif propose, pour ne pas déroger à sa pratique, d'écarter le recours. Le sieur Scherrer devait savoir qu'il n'était pas en droit d'ouvrir son établissement avant que la patente fût entre ses mains; s'il a cru pouvoir passer outre c'était à ses risques et périls et il doit en supporter les conséquences.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

21° Cavallari, Aldo, né en 1872, originaire de Sante Gidio (province de Ferrare, Italie), mécanicien et maître de pension à Oberried, a été condamné le 5 janvier dernier par le juge de police d'Interlaken, pour contravention à la loi sur les auberges, à 80 fr. d'amende, 120 fr. de droit de patente et 3 fr. 80 de frais de l'Etat. Ainsi qu'il l'a reconnu, le présumé avait tenu à Oberried, depuis le mois d'avril 1913, une pension dans laquelle il servait du vin et de la bière à ses

pensionnaires en dehors des repas, ainsi qu'à manger et à boire à d'autres gens, sans avoir de patente; cette pension était donc un véritable débit clandestin de boissons et il fut condamné en conséquence. Le pré-nommé demande maintenant la remise de l'amende, en faisant état de sa modeste condition. Le préfet d'Interlaken n'appuie cependant pas le recours; et il n'y a effectivement aucun motif de faire grâce au cas particulier, car l'infraction était assez grave et on comprend que le juge ne pouvait pas se borner à appliquer le minimum de la peine prévue. Il y a donc lieu d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

22° Lengweiler, Philomène, née Keller, veuve de Jacques, originaire d'Arbon, née en 1838, ménagère à Moutier, a été condamnée le 18 septembre 1913 par

le juge de police de Moutier, pour contravention à la loi sur les auberges, à 50 fr. d'amende, 10 fr. de droit de patente et 7 fr. 10 de frais de l'Etat. La pré-nommée, qui s'occupait du ménage et du magasin de son gendre à Moutier, a vendu le 9 août 1913 un litre de bière à un ouvrier, sans être au bénéfice d'un permis pour la vente au détail de spiritueux; cela lui attira la condamnation susmentionnée. Déjà devant le juge, elle avait déclaré ne pas pouvoir payer l'amende et elle en demande maintenant la remise en invoquant son grand âge et le fait qu'elle a perdu toutes ses économies dans la faillite de son gendre. Le préfet de Moutier appuie le recours; à son avis, dame Lengweiler n'aurait pas dû être poursuivie, attendu que c'était son gendre qui était responsable de la tenue de son magasin. Vu le grand âge et le défaut de ressources de la pétitionnaire. Le Conseil-exécutif propose de faire grâce à celle-ci.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de l'amende.*

Remarque. Vu les circonstances actuelles, les recours en grâce concernant le Jura ont seuls été traduits.

Recours en grâce.

(Septembre 1914.)

1^o **Sorel Giuseppe**, né en 1866, originaire de St-Arcangelo, ouvrier à Moutier, a été condamné les 4 septembre et 18 décembre 1913, les 29 janvier, 5 mars et 9 avril 1914 par le juge de police de Moutier, pour **infraction à la loi sur l'instruction primaire**, à six amendes de 3, 6, 12, 24, 48 et 96 fr. et en tout à 17 fr. 25 de frais, pour n'avoir pas envoyé son fils à l'école pendant les mois de mai 1913 à mars 1914. Le prénommé a payé les trois premières amendes, et il demande maintenant que les trois autres lui soient remises. Il fait valoir qu'il avait été obligé de faire travailler son fils pour l'aider à nourrir sa famille, comprenant cinq membres, lui-même étant souvent malade; qu'il ne pourrait pas payer d'aussi fortes amendes; qu'il n'a dans sa vie que de bons antécédents. Le recours est recommandé par la commission scolaire, le conseil municipal et le préfet de Moutier, en raison de la situation pécuniaire du recourant. Les frais de l'Etat ont été payés. La Direction de l'instruction publique ne s'oppose pas à ce que l'on fasse droit au recours. Le gouvernement propose en conséquence de faire grâce.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise des amendes non encore payées.*

2. **Wälti, Karl Friedrich**, geboren 1885, von Arni, Metzger, wohnhaft gewesen in Lüthwil, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 30. Mai 1906 von den Assisen des ersten Geschworenengerichtes wegen **Totschlages und unzüchtiger Handlungen** zu 12 Jahren Zuchthaus, 1107 Fr. 70 Staatskosten und 500 Fr. Entschädigung und Interventionskosten an die Zivilpartei verurteilt. Die am 25. Dezember 1890 geborene Tochter F. des Tagelöhners G. in Schwendi, Gemeinde Walkringen, war seit Februar 1903 von ihren Eltern bei der Familie Wälti in Lüthwil untergebracht. Sie verblieb daselbst bis anfangs des Jahres 1906. Sonntag den 7. Januar 1906 wurde sie in dem ungefähr 20 Minuten oberhalb des Wohnhauses der Familie Wälti befindlichen, derselben gehörigen Hämlismattscheuerlein erhängt aufgefunden. Die durch die Saumseligkeit mehrerer Funktionäre erschwerte Untersuchung ergab, dass offenbar nicht Selbstmord vorlag. Das Mädchen befand sich im

Zustande der Schwangerschaft im 6. Monate. Verschiedene Indizien wiesen auf den Sohn Friedrich Wälti als den Urheber des Todes des Mädchens. In Untersuchung gezogen, leugnete er zunächst jede Beteiligung, musste aber sehr bald zugeben, dass er der Urheber der Schwangerschaft der F. G. war. Bei der Erhängung wollte er dieser nur Beihilfe geleistet haben. Nach seiner eigenen Darstellung hatte er seit Juli 1905 (nach seiner Entlassung und Heimkehr aus der Kavallerierekrutenschule in Bern) zu wiederholten Malen mit dem Mädchen G. den Beischlaf vollzogen. Am 6. Januar 1906 zu Beginn des Nachmittags wurde die G. mit Fleisch nach Schwendi geschickt. Sie sollte alsdann angeblich den Sonntag dort bei ihren Eltern verbringen. Ihr Weg führte sie an dem hiervor genannten Scheuerlein vorbei. Zufällig ging auch Friedrich Wälti ungefähr um dieselbe Zeit über Land und zwar in derselben Richtung. Wie er an dem Scheuerlein vorbeikam, stand dort, nach seinen Angaben, die G. und veranlasste ihn, in dasselbe hineinzukommen. Sie habe ihn dann angemacht, mit ihr den Geschlechtsakt zu vollziehen. Nachher habe sie ihm mitgeteilt, dass dies das letzte Mal sei. Sie dürfe nicht nach Hause zurückkehren und habe beschlossen, sich zu erhängen. Sie habe ihm dann angehalten, hierbei behilflich zu sein. Nach anfänglicher Weigerung habe er ihr dann das Seil, das sie mitgebracht habe, zurechtgemacht, so dass sie nur den Kopf in die Schlinge zu halten brauchte. Auf ihren Wunsch habe er alsdann die Stalltüre mit einem Sparren verstellt und den Ort verlassen. Als er die Türe langsam habe zugehen lassen, habe er die G. bereits röcheln hören. Nach durchgeführter Untersuchung wurde Wälti den Assisen unter der Anklage auf Mord und unzüchtige Handlungen, begangen mit einer noch nicht 16-jährigen Frauensperson, überwiesen. Die Geschworenen erkannten lediglich auf Totschlag und unzüchtige Handlungen. Danach muss angenommen werden, dass Wälti die G. am erwähnten Orte ohne vorbedachten Plan erhängt hat. In den Urteilsmotiven wird bei Anlass der Begründung der Strafausschüttung dargetan, dass die Umstände des Falles eine schwere Bestrafung erheischten. Wälti hat der G., nachdem er das hoffnungsvolle und intelligente, noch im schulpflichtigen Alter stehende Kind während längerer Zeit in schamloser Weise missbraucht und kurz vor der Tat nochmals besudelt hatte, offenbar in der Absicht, sich den Folgen seines Verhältnisses zu entziehen, in unglaublich roher und brutaler Weise den Tod gegeben. Bei Begehung der Tat und nachher speziell während der Strafuntersuchung hatte er eine ganz ungewöhnliche Gemeinheit der

Gesinnung und des Gefühls an den Tag gelegt. So suchte er das Mädchen noch im Tode schlecht zu machen, indem er die Sache so darzustellen suchte, als ob er von demselben verführt worden wäre. Wälti stellt heute das Gesuch um Erlass des Restes der Strafe. Er macht geltend, er bereue die Tat tief und beruft sich auf seine tatsächlich einwandfreie Aufführung in der Strafanstalt. Der Regierungsrat kann indes angesichts aller Verumständungen der grauenvollen Tat einer Begnadigung des Petenten nicht zustimmen, sondern beantragt, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

3. Wyss, Katharina, geb. Tännler, geboren 1883, Gottliebs Ehefrau, von Grindelwald, wohnhaft gewesen in Meiringen, wurde am 23. Dezember 1913 vom Polizeirichter von Oberhasle wegen **böswilliger Nichterfüllung der Unterstützungspflicht** zu 4 Tagen Gefängnis und 12 Fr. 30 Staatskosten verurteilt. Seit 1904 stand ein aussereheliches Mädchen der Katharina Wyss auf dem Etat der dauernd Unterstützten der Gemeinde Meiringen. Der Mutter war pro 1913 die Leistung eines Beitrages von 40 Fr. an die Verpflegungskosten des Kindes auferlegt. Sie liess sich indes nicht zur Zahlung herbei. Auch die angehobene Betreibung verlief fruchtlos. Die Gemeinde sah sich schliesslich gezwungen, auf dem Strafwege vorzugehen. Vor dem Richter behauptete nun Frau Wyss, der Betrag sei ihr gar nie abgefordert worden. Sie sei bis dahin zufolge anderweitiger Auslagen nicht im Falle gewesen, etwas abzubezahlen, werde sich aber bemühen, das Versäumte nachzuholen. Sie liess aber nichts mehr von sich hören. Im Hauptverhandlungstermine erschien sie trotz gehöriger Ladung nicht. Der Richter gelangte, im wesentlichen gestützt auf ihre eigenen Depositionen, zu ihrer Verurteilung wegen [des eingangs erwähnten Deliktes. Heute stellt nun Frau Wyss das Gesuch um Erlass der Strafe. Sie macht geltend, sie wäre nicht in der Lage gewesen, etwas an den Verwandtenbeitrag zu leisten, da sie bisher ohne genügenden Verdienst und zudem meistens krank gewesen sei. Das Gesuch wird von keiner Seite empfohlen. Der Gemeinderat von Meiringen und der Regierungstatthalter von Oberhasle sind übereinstimmend der Meinung, die Petentin wäre wohl in der Lage, den ihr aufgelegten Betrag bei etwas gutem Willen abzubezahlen. Irgend ein Zeugnis über ihr körperliches Befinden hat Petentin nicht zu den Akten gegeben. Eine Untersuchung war durch den Gemeinderat von Meiringen angeordnet, konnte indes nicht stattfinden, da sich Frau Wyss zurzeit in Luzern in Stellung befindet. Der Regierungsrat hält dafür, es könne angesichts der vorliegenden Berichte und der Umstände des Falles von einer Begnadigung nicht die Rede sein. Er beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

4. Meyer, Otto, geboren 1894, Müller, von Wetterswalde, Sachsen, vormals in Bözingen, zurzeit in der Strafanstalt Witzwil, wurde am 10. März 1913 von der Assisenkammer des Kantons Bern wegen **qualifizierten Diebstahls** zu 2 Jahren Zuchthaus, 20 Jahren Kantonsverweisung, zu 195 Fr. Staatskosten und solidarisch mit einem Mitschuldigen zu 307 Fr. 30 und 19 Fr. 80 Entschädigung an 2 Zivilparteien verurteilt. In der Nacht vom 23./24. Januar 1913 wurde in raffinierter Weise in das Postbureau B. eingebrochen und daraus 2169 Fr. 32 in Banknoten und barem Gelde, eine grössere Anzahl Briefmarken, sowie verschiedene alte abgeschliffene Münzen entwendet. Die Diebe, die mit allem notwendigen Brechwerkzeug versehen waren, hatten in einen eisernen Rolladen ein weites Loch geschnitten, die Fensterscheibe kunstgerecht herausgenommen und sich in dieser Weise Zutritt zum Bureau verschafft. Im Bureau wurde in die Türe des Kassenschrankes eine Oeffnung gebohrt und sodann das vorhandene Geld behändigt. Auch eine der Schalterschiebladen wurde aufgesprengt und ihres Inhaltes entleert. Auf dem Wege, den sie gekommen, verliessen alsdann die Diebe das Lokal, ohne dass in dem bewohnten Hause jemand auf sie aufmerksam geworden wäre. Einige Zeit nach der Ausführung des Diebstahls wurde auf einem der benachbarten Postbureau ein Mandat aufgegeben und mit abgeschliffenen alten Münzen bezahlt. Dieser Umstand führte zur Entdeckung der Täterschaft. Es handelte sich um den vorgenannten Otto Meyer und den Schneider E. E. Beide waren mit den Verhältnissen auf dem Postbureau B. bestens bekannt und hatten, wie sie nach anfänglichem Leugnen zugeben mussten, den Einbruchdiebstahl von langer Hand vorbereitet und gemeinsam zur Ausführung gebracht. Otto Meyer war allerdings als der wesentliche tätige Teil bedeutend schwerer belastet, was auch bei der Strafausmessung zum Ausdruck gelangte. Ein grosser Teil des gestohlenen Gutes konnte wieder zur Stelle geschafft werden. Beide Täter waren nicht vorbestraft. Die Eltern des Meyer stellen heute das Gesuch um Begnadigung ihres Sohnes. Nach dem Berichte des Anstaltsdirektors hat Meyer im Anfange der Strafzeit einen Entweichungsversuch gemacht. Er konnte gleich wieder eingebracht werden. Seither habe sein Betragen weniger zu Klagen Anlass gegeben. Das Gesuch kann indes nicht empfohlen werden. Der Regierungsrat hält denn auch dafür, es seien genügende Begnadigungsgründe nicht vorhanden. Die zugunsten des Petenten sprechenden mildernden Umstände wurden seinerzeit durch das Gericht bei der Strafausmessung soweit möglich in Betracht gezogen. Eine weitere Verkürzung der Strafe erscheint angesichts des von Meyer an den Tag gelegten intensiven deliktischen Willens nicht als angezeigt, wenn die Strafe ihren nachhaltigen Einfluss nicht verfehlen soll. Meyer ist allerdings nicht vorbestraft, war aber wie aus den Strafakten hervorgeht, in Deutschland an 2 Orten in Strafuntersuchungen verwickelt. Gegen eine Begnadigung spricht auch die mangelnde Empfehlung des Anstaltsdirektors. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

5. **Finger, Friedrich**, geboren 1871, von Eriz, Landwirt in Hünibach, Gemeinde Heiligenschwendi, wurde am 10. Januar 1914 vom korrekzionellen Richter von Thun wegen **Anstiftung zur Fälschung von Gesundheits- und Ursprungsscheinen** zu 2 Tagen Gefängnis und solidarisch mit R. N. zu 32 Fr. 80 Staatskosten verurteilt. Am 15. Oktober 1913 veranlasste Finger den 16-jährigen Sohn des Viehinspektors N., ihm in Abwesenheit des Vaters und dessen gesetzlichen Stellvertreters für 2 Tiere des Rindviehgeschlechtes Gesundheits- und Ursprungsscheine auszustellen. Der Jüngling kam dem Begehren nach und unterzeichnete die Scheine mit dem Namen des Vaters. Der eine der Scheine wurde beanstandet. Im folgenden Strafverfahren mussten beide den Sachverhalt zugeben. Die Handlungen charakterisierten sich als Fälschungen im Sinne von Art. 111 Zif. 6 des Strafgesetzbuches. Finger wurde der Anstiftung des Sohnes N. schuldig befunden. Dieser wurde zu 5 Tagen Gefängnis, bedingt erlassen, verurteilt. Beide Täter waren nicht vorbestraft und auch sonst nicht ungünstig beleumdet. Im vorliegenden Strafnachlassgesuch macht Finger geltend, er habe in keiner Weise die Absicht gehabt, den N. zu einer strafbaren Handlung anzustiften. Er habe die Ausstellung der fraglichen Scheine als eine Formalität angesehen und angenommen, der Sohn sei zur Unterschrift namens des Vaters befugt. Dass er in eigenem Namen unterschrieben habe, habe er nicht beachtet. Das Gesuch wird vom Gemeinderat von Heiligenschwendi und vom Regierungsrat empfohlen. Der Regierungsrat kann einem gänzlichen Erlass der Strafe nicht beipflichten. Die Schuldfrage ist durch das Urteil erledigt; es muss demnach angenommen werden, Finger habe den N. in doloser Weise zur Begehung der strafbaren Handlung angestiftet. Eine Ahndung eines solchen Verhaltens ist durchaus am Platze, wenn nicht in der Handhabung der viehseuchenpolizeilichen Bestimmungen eine laxer Praxis einreissen soll. Immerhin kann der Regierungsrat mit Rücksicht auf das Vorleben des Petenten der Umwandlung der Strafe in Geldbusse zustimmen. Er beantragt Umwandlung in 20 Fr. Busse.

Antrag des Regierungsrates: Umwandlung in 20 Fr. Geldbusse.

6. **Wanner, Friedrich**, geboren 1887, von Etzelkofen, Metzger in Bern, wurde am 28. Oktober 1913 vom korrekzionellen Richter von Bern wegen **Unterschlagung** eines Geldbetrages unter 30 Fr. zu 2 Tagen Gefängnis und 22 Fr. Staatskosten verurteilt. Wanner stand vom September 1912 bis August 1913 bei Metzgermeister R. M. in Bern als Metzgerknecht in Dienst. Am 4. Juli 1913 verpackte er im Einverständnis seines Meisters 10 Kilogramm Nierenfett im Wert von 12 Fr., um es seinen in Etzelkofen wohnhaften Eltern zu übersenden. Das Fett wurde dann Wanner durch dessen Eltern auch bezahlt. Wanner lieferte indes den Betrag nicht ab, sondern verwendete ihn in eigenem Nutzen. Am 6. August 1913 quittierte er den Dienst bei M. Dieser sandte sodann am 18. August ein Einzugsmandat für den

fraglichen Betrag an die Eltern Wanner. Solches kam aber uneingelöst zurück. M. erhob hierauf Strafanzeige. Vor Gericht machte Wanner geltend, er habe den Betrag gegen eine Lohnforderung, die ihm noch zugestanden sei, verrechnen wollen. M. bestritt das Vorhandensein einer solchen Forderung. Im Hauptverhandlungstermine erschien Wanner trotz gehöriger Ladung nicht. Der Richter gelangte denn auch zu seiner Verurteilung. Heute stellt Wanner das Gesuch um Erlass der Strafe. Er macht seine frühere Darstellung des Sachverhaltes neuerdings geltend und fügt bei, dass er den R. M. auf Bezahlung des rückständigen Lohnes von 20 Fr. —, es handelte sich um das Salär für die zwei ersten Probewochen, welches R. M. zurückbehalten hatte — vor Gewerbegericht belangt habe. R. M. habe sich denn auch herbeilassen müssen, in eine Verrechnung gegen die Forderung von 12 Fr. für das Nierenfett einzuwilligen. Für den Rest von 8 Fr. habe er schliesslich unter Uebernahme der Kosten den Abstand erklären müssen. Diese Ausführungen sind durch das Sekretariat des Gewerbegerichtes als zutreffend bestätigt. Wanner macht weiter geltend, dass er nur aus Versehen den Urteilstermin versäumt habe und dass auch gegen seinen Willen die Appellation unterblieben sei. Das Gesuch wird von der städtischen Polizeidirektion und dem Regierungsratshalter empfohlen. Der Richter hat zwar den Einwand Wanners, er habe die 12 Fr. gegen eine restanzliche Lohnforderung verrechnen wollen, als unerheblich bezeichnet; es ist aber immerhin anzunehmen, dass er bei erwiesener Existenz dieser Forderung dem Petenten wenn nicht Straflosigkeit, doch den bedingten Erlass der Strafe zugebilligt hätte. Der Regierungsrat kann mit Rücksicht auf alle Umstände des Falles dem Erlass der Strafe zustimmen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass der Strafe.

7. **Reiner, Jenö**, geboren 1891, von Budapest, Kaufmann, zurzeit in der Strafanstalt Witzwil, wurde am 23. September 1913 von den Assisen des zweiten Geschworenbezirkes wegen **qualifizierten Diebstahls** nach Abzug von drei Monaten Untersuchungshaft zu 15 Monaten Zuchthaus, 20 Jahren Landesverweisung und solidarisch mit einem Mitschuldigen zu 747 Fr. 25 Staatskosten verurteilt. Reiner kam mit dem gleichaltrigen E. F., ebenfalls ungarischer Herkunft, Mitte April 1913 nach Bern. Die beiden trieben sich einige Tage beschäftigungslos in der Stadt herum. Offenbar um sich Mittel zum Unterhalte und zur Weiterreise zu verschaffen, erbrachen sie in der Nacht vom 21./22. gleichen Monates an der Spitalgasse einen dort aufgestellten gläsernen Schaukasten und entwendeten daraus eine Anzahl Photographieapparate und eine Anzahl elektrischer Taschenlampen im Gesamtwerte von über 800 Fr. Es gelang ihnen, am nächsten Tage einen Apparat bei einem Trödler zu versetzen und dafür einen Geldbetrag von 35 Fr. zu erhalten. Damit verschafften sie sich Billete nach Genf, wohin sie auch ihren Raub verbrachten. Es gelang der Polizei, ihre Spur aufzunehmen und die beiden in Genf noch im Besitze der entwendeten Sachen aufzuheben. Beide

leugneten trotz flagranter Schuldbeweise frech die Tat, indem sie den bekannten Unbekannten vor-schützten, der ihnen die Sachen übergeben haben sollte. Die Justiz liess sich indes nicht irreführen. Beide Individuen waren trotz ihres jugendlichen Alters vorbestraft und schlecht beleumdet. Der Einbruch auf offener Strasse charakterisierte sich als ein äusserst frecher. Bei der Strafausmessung konnte lediglich das Alter der Delinquenten mildernd in Betracht gezogen werden. Reiner stellt nun das Gesuch um Erlass des Restes der Strafe. Vom Anstaltsdirektor wird das Gesuch nicht empfohlen. In der Tat liegen Gründe für einen Nachlass nicht vor. Weder die Verumständungen der Tat noch das Vorleben des Petenten lassen einen solchen zu. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

8. Helfer, Martin, geboren 1875, von Freiburg, Zimmermann, in Bern, wurde am 10. März 1914 vom korrekzionellen Richter von Bern wegen **Wider-setzlichkeit, Skandals und Aergernisses** zu 5 Tagen Gefängnis, 10 Fr. Busse und 3 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Mittwoch, den 25. Februar 1914, skandalisierte Helfer in seiner Wohnung derart, dass das Publikum zusammenlief. Er zerschlug einen Teil des Mobiliars und bedrohte seine Ehefrau, so-dass sich solche genötigt sah, mit den Kindern auf die Strasse hinaus zu fliehen. Helfer folgte ihnen nach und setzte seinen Skandal fort. Als schliesslich die Polizei eingriff, und Helfer aufforderte, auf die Polizeiwache zu kommen, leistete er keine Folge und widersetzte sich der gewaltsamen Abführung auf das äusserste. Er schlug mit Fäusten und Füssen um sich und verursachte den funktionierenden Poli-zisten nicht unerhebliche Quetschungen. Frau Hel-fer deponierte, dass ihr Mann in der letzten Zeit häufig solche Szenen veranlasse und dabei jeweilen lebensgefährliche Drohungen ausstosse; er halte be-ständig eine geladene Pistole. Durch die Polizei wurde in der Wohnung Helfers eine Pistole samt 6 Patronen erhoben. Vor dem Richter unterzog sich Helfer dem Urteile ohne weiteres, indem er die An-zeige als richtig zugab. Ein Strafantrag wegen Drohung seitens der Ehefrau lag nicht vor. Im vor-liegenden Strafnachlassgesuche macht Helfer geltend, dass er sich bei der Unterziehung nicht bewusst gewesen sei, dass er sich den Appellationsweg ab-schneide. Er sei nicht vorbestraft und hätte sicher-lich vor Obergericht eine Reduktion der Strafe oder den bedingten Erlass erlangen können. Schliesslich beruft er sich noch auf die prekären Verhältnisse, in die seine Familie durch den Vollzug des Urteils gelangen müsste. Das Gesuch wird weder von der städtischen Polizeidirektion noch vom Regierungs-statthalteramt empfohlen. In der Tat liegen genü-gende Gründe zu einer Herabsetzung oder gar dem gänzlichen Erlasse der Strafe nicht vor. Helfer hat sich als ganz brutaler Mensch ausgewiesen, der durch eine empfindliche Strafe zur Ordnung gewiesen wer-den muss. Es ist sehr begreiflich, dass ihm der bedingte Straferlass nicht gewährt worden ist. Um-

soweniger ist aber eine Begnadigung am Platze. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

9. Grimm, Ernst, geboren 1884, von Langnau im E., Bäckermeister, auf der Leimen, Gemeinde Zäziwil, wurde am 21. April 1914 vom korrekzionellen Richter von Konolfingen wegen **Unsittlichkeit mit jungen Leuten** zu 5 Tagen Gefangenschaft und zu 25 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Am 10. Februar gleichen Jahres, morgens gegen 10 Uhr, lockte Grimm ein 7-jähriges Mädchen, das in Gesellschaft seines jüngern Brüderchens auf der Strasse schlittelte, durch Versprechung von «Güezi» in seine Bäckerei, öffnete ihm dort in einem hinteren Raume die Hosen und beschaute sich dessen Geschlechtsteile. Ohne einen weiteren Angriff auf dasselbe auszuüben, liess er es dann gehen. Zu Hause erzählte das Mädchen den Vorfall. In der folgenden Strafuntersuchung gab Grimm den Tatbestand, so wie er hiervor dar-gestellt ist, zu. Grimm ist wegen öffentlicher Ruhe-störung und groben Unfuges mit 1 Tag Gefängnis und 10 Fr. Busse vorbestraft. Er stellt heute das Gesuch um Erlass der Strafe. Der Regierungsrat kann das Gesuch mit Rücksicht auf die Natur des Deliktes und die Vorstrafe des Petenten nicht em-pfehlen, zumal irgendwelche triftigen Begnadigungs-gründe weder geltend gemacht noch vorhanden sind. Er beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

10. Aebi, Jakob, geboren 1880, von Heimiswil, Landarbeiter, in Hirsbrunnen, Gemeinde Wynigen, wurde am 14. Februar 1914 von der ersten Straf-kammer des Obergerichtes wegen **unzüchtiger Hand-lungen** zu 20 Tagen Korrekzionshaus und 73 Fr. 55 Staatskosten verurteilt. Aebi war seit Neujahr 1913 bei Landwirt L. in Hirsbrunnen als Knecht in Stel-lung. Im Laufe des Jahres 1913 entspann sich zwis-chen ihm und der 14jährigen Tochter des L. ein Liebesverhältnis. Im August 1913 und später kam es zwischen den beiden, die sich bisweilen allein zu Hause befanden, zum Geschlechtsverkehr. Das Mäd-chen wurde schwanger. In Strafuntersuchung ge-zogen, musste Aebi den Sachverhalt ohne weiteres zugeben. Er versprach vor Gericht, wie bereits vorher gegenüber dem Vater des Mädchens, für alle Folgen einzustehen und das Mädchen zu heiraten, sobald es das Alter der Ehemündigkeit erreicht haben werde. Es wurde dies, der gute Ruf, den Aebi sonst genoss, und der Umstand, dass das Mädchen aussergewöhnlich früh entwickelt war, bei der Straf-ausmessung, soweit möglich, in Betracht gezogen. Dagegen konnte dem Angeschuldigten der bedingte Straferlass nicht gewährt werden. Das Gericht führt diesbezüglich in den Urteilsmotiven wörtlich folgen-des aus: Hinsichtlich der Anwendung des beding-

ten Straferlasses stellt sich der vorliegende Tatbestand als ein Grenzfall dar. Das Verhalten des Angeeschuldigten nach der Tat lässt ihn dieser Rechtswohltat nicht unwürdig erscheinen; allein die Natur des Deliktes und die Notwendigkeit eines strengen und wirksamen Schutzes Minderjähriger vor Verletzungen ihrer geschlechtlichen Integrität setzen dem bedingten Erlass der Strafe so grosse Bedenken entgegen, dass der Gerichtshof sich zu seiner Gewährung nicht entschliessen kann. Heute stellt Aebi nun das Gesuch um Begnadigung. Er beruft sich auf die Verumständungen des Falles und hält auch heute sein Versprechen, die L. zu heiraten, aufrecht. Der Regierungsrat kann indes das Gesuch nicht zur Entsprechung empfehlen. Eine volle Begnadigung des Aebi müsste, nachdem das Gericht in Würdigung aller Verhältnisse nicht dazu gelangen konnte, den bedingten Straferlass auszusprechen, als eine Inkonsequenz und als eine Desavouierung der Praxis des Gerichtshofes erscheinen. Die gleichen namhaften Gründe, die zur Ablehnung des bedingten Straferlasses führten, sprechen umso mehr gegen einen gänzlichen Straferlass. Der Regierungsrat sieht sich daher veranlasst, obschon vielleicht einzelne Gründe für einen Nachlass ins Feld geführt werden könnten, auf Abweisung des Gesuches anzutragen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

11^e Vauthier Marie, née Betzler, femme d'Albert, originaire de Courtedoux, née en 1871, journalière, demeurant à Chevenez, a été condamnée le 20 février dernier par le juge de police de Porrentruy, pour infraction à la loi sur l'instruction primaire, à 96 fr. d'amende et 17 fr. 15 de frais, pour n'avoir pas envoyé son fils à l'école pendant les mois de juin à novembre 1913. La prénommée demande maintenant que l'amende lui soit remise. Elle fait valoir que son mari l'a abandonnée depuis longtemps; qu'elle doit subvenir à l'entretien de sa famille, comprenant quatre membres; qu'elle est dans une situation pécuniaire telle qu'il ne lui est pas possible de payer son amende. Ses allégations sont confirmées par la commission scolaire, qui appuie le recours, attendu que depuis le mois de janvier dernier les enfants Vauthier suivent l'école avec plus d'assiduité. La Direction de l'instruction publique ne s'oppose pas à la grâce. En conséquence, le gouvernement propose de faire droit au recours.

Proposition du Conseil-exécutif: Remise de l'amende.

12. Schöni, Theodor, geboren 1884, von Sumiswald, Hausierer in Biel, wurde am 8. Mai 1914 vom korrekzionellen Richter von Biel wegen **Wirtshaus-**

verbotsübertretung zu 4 Tagen Gefängnis und 3 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Schöni war wegen Nichtbezahlung der Gemeindesteuern von Biel pro 1912 unterm 4. Juli 1913 zu Wirtshausverbot verurteilt worden. Die Uebertretungen fanden im Frühjahr 1914 statt. Er hat nun die rückständigen Steuern bezahlt und stellt gestützt auf diese Tatsache das Gesuch um Erlass der Strafe. Das Gesuch wird von den Gemeindebehörden und vom Regierungstatthalter empfohlen. Auch die ergangenen Betreibungs- und Staatskosten sind bezahlt. Schöni ist somit seinen Verpflichtungen nach allen Seiten nachgekommen. Der Regierungsrat kann unter diesen Umständen dem Erlasse der Strafe zustimmen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass.

13. Henzi, Friedrich, geboren 1870, von Meinisberg, Schalenmacher in Biel, wurde am 8. Mai 1914 vom korrekzionellen Richter von Biel wegen **Wirtshausverbotsübertretung** zu 4 Tagen Gefängnis und 3 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Henzi war wegen Nichtbezahlung der Gemeindesteuern von Biel pro 1898/1899 im Jahre 1902 zu Wirtshausverbot verurteilt worden. Er übertrat solches zu wiederholten Malen im Frühjahr 1914. Seither hat er nun die rückständigen Steuern sowie auch die ergangenen Kosten der Gemeinde und des Staates bezahlt. Das Gesuch wird denn auch von den Gemeindebehörden und vom Regierungstatthalter empfohlen. Mit Rücksicht auf den Umstand, dass Petent seinen Verpflichtungen in dieser Angelegenheit nun völlig nachgekommen ist, kann auch der Regierungsrat einem Erlasse der Strafe zustimmen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass.

14. Descombes, Arthur, Federnmacher, von Lignières, in Biel, wurde am 15. Mai 1914 vom korrekzionellen Richter von Biel wegen **Wirtshausverbotsübertretung** zu 2 Tagen Gefängnis und 4 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Das Wirtshausverbot war wegen Nichtbezahlung der Gemeindesteuern von Biel pro 1897 über ihn verhängt worden. Die Uebertretung fand im Frühjahr 1914 statt. Heute stellt Descombes nun das Gesuch um Erlass der Strafe. Nach den vorliegenden Berichten hat er nicht nur die rückständigen Steuern, sondern auch die ergangenen Kosten bezahlt. Das Gesuch wird denn auch von den Gemeindebehörden und vom Regierungstatthalter empfohlen. Der Regierungsrat kann demselben ebenfalls beipflichten und beantragt demnach, dem Petenten die Strafe zu erlassen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass der Strafe.

15. **Palfner, Marie**, geboren 1863, von Salzburg, Rentière, in Bern, wurde am 14. November 1913 von der I. Strafkammer des Obergerichtes wegen **Widerhandlung gegen das Gesetz über den Schutz der Arbeiterinnen** vom 23. Februar 1908 zu 50 Fr. Busse und 3 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Maria Palfner betrieb an der Genfergasse in Bern ein Zigarrengeschäft. Im August 1913 wurde gegen sie Strafanzeige eingereicht, weil festgestellt war, dass ihre Angestellte während einiger Zeit des Abends jeweilen bis 10 Uhr im Geschäfte zur Kundenbedienung betätigt wurde. Vor dem Richter gab sie die Anzeige als richtig zu. Der erstinstanzliche Richter verurteilte sie zu einer Busse von bloss 5 Fr. Auf die Appellation der Staatsanwaltschaft hin wurde die Busse auf 50 Fr. heraufgesetzt. Heute stellt Maria Palfner nun das Gesuch um Erlass derselben. Sie macht geltend, dass sie nichts weniger als Rentière sei. Das Zigarrengeschäft habe sie sich anhängen lassen und sei damit in die Schulden geraten. Sie sei sogar fruchtlos ausgepändet. Die Uebertretung des Gesetzes habe sie nicht absichtlich, sondern in Unkenntnis begangen. Die Busse vermöchte sie unmöglich zu bezahlen. Die städtische Polizeidirektion empfiehlt einen teilweisen Erlass der Busse mit Rücksicht auf die ungünstigen finanziellen Verhältnisse. Etwas Nachtteiliges sei sonst über sie nicht bekannt. Maria Palfner sei sehr nervös veranlagt und es sei schon an ihrem normalen Geisteszustande gezweifelt worden. Das Gesuch wird auch vom Regierungstatthalter empfohlen. Er beantragt die Busse auf die Hälfte herabzusetzen. Der Regierungsrat kann sich angesichts der Verumständungen des Falles und der prekären Verhältnisse der Gesuchstellerin damit einverstanden erklären, dass die Busse noch etwas weiter herabgesetzt wird. Er beantragt, solche auf 10 Fr. festzusetzen.

Antrag des Regierungsrates: Reduktion der Busse auf 10 Fr.

16. u. 17. **Tissot, Eugen**, geboren 1891, von Cornaux, **Wagner, Ernst**, geboren 1889, Uhrenmacher, beide wohnhaft in Dotzigen, wurden am 23. Februar 1914 vom Polizeirichter von Büren wegen **Sonntagsjagd** jeder zu 50 Fr. Busse und zu 12 Fr. Staatskosten verurteilt. Tissot und Wagner waren geständig, Sonntags, den 30. November 1913, an der Strasse Dotzigen—Büren mit einem Flobert auf Sperlinge geschossen zu haben. Dieses Verhalten involvierte eine Widerhandlung gegen das Verbot der Sonntagsjagd. Beide stellen nun das Gesuch um Erlass der Bussen. Sie machen geltend, dass sie sich einer Gesetzesübertretung nicht bewusst gewesen seien. Jedenfalls aber sei die Busse im Vergleich zu der Schwere des Deliktes zu hoch. Beide berufen sich im ferneren darauf, dass sie nicht vorbestraft und gut beleumdet seien. Das Gesuch wird vom Gemeinderat von Dotzigen und vom Gerichtspräsidenten von Büren empfohlen. Ebenso kann die Forstdirektion einer Herabsetzung der Busse auf die Hälfte zustimmen. Ein weitergehender

Erlass scheint allerdings nicht als begründet. Es ist zu beachten, dass die Widerhandlung im Umherstreifen mit Jagdwaffen zu geschlossener Jagdzeit bestand, wobei als erschwerendes Moment herzukam, dass es sich um einen Sonntag handelte. Es ist weiter darauf zu verweisen, dass Petenten nicht etwa geltend machen, dass sie die Bussen nicht zu bezahlen vermöchten. Der Regierungsrat beantragt demnach, die Bussen auf je die Hälfte herabzusetzen.

Antrag des Regierungsrates: Reduktion der Bussen auf die Hälfte.

18. **Noëglin Henri**, né en 1893, originaire de St-Aubin (France), vannier, ci-devant à Porrentruy, a été condamné par contumace le 4 octobre 1913, par le tribunal correctionnel de Porrentruy, pour vol d'un filet de pêche d'une valeur supérieure à 30 fr. mais inférieure à 300 fr., à trois mois de détention dans une maison de correction et à dix ans de bannissement. Dans la nuit du 28 au 29 mai 1913 et en compagnie du sieur J. W., de Fontenais, un récidiviste, vannier de profession, le prénommé volait à St-Ursanne, sous un porche, un filet de pêche d'une valeur de 50 à 60 fr. La police réussit à découvrir les voleurs et le filet, qui se trouvait chez le sieur J. W. Les deux individus nièrent le vol, prétendant avoir acheté le filet à un sieur H., mais celui-ci leur donna un démenti formel. Les deux prévenus ne s'étant pas présentés à l'audience, le tribunal les condamna par contumace. Noëglin n'avait pas de casier judiciaire. Il a subi sa détention correctionnelle et il demande aujourd'hui que la peine de bannissement lui soit remise. Il critique le jugement du tribunal de Porrentruy au point de vue de la forme. Mais il ne nie plus aujourd'hui être l'auteur du vol. Pour motiver son recours il fait valoir qu'il a été élevé dans le Jura et qu'il ne pourrait guère exercer son métier autre part; qu'il ne peut retourner en France, étant réfractaire. Selon une information de son avocat, il se trouve actuellement dans le canton de Neuchâtel. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a pas de raisons suffisantes de faire grâce au sieur Noëglin. Il ne convient pas que l'autorité de recours empêche les tribunaux d'expulser du canton les individus qui ne méritent pas d'être tolérés chez nous. Si le prénommé veut bénéficier de la grâce, il faut qu'il prouve d'abord qu'il en est digne, en se conduisant ailleurs d'une façon exemplaire pendant un certain temps. Le gouvernement propose donc de rejeter la requête.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

19° **Jaquet Louis-Alfred**, né en 1851, originaire de St-Imier, antiquaire à Berne, a été condamné le 6 mai dernier par le juge de police de Berne, pour **scandale public**, à dix francs d'amende et dix-huit francs de frais. Le vendredi soir, 3 avril dernier, onze heures, le prénommé fut trouvé en état d'ébriété absolue, couché sur le trottoir de la rue de Morat, à Berne; la police dut le reconduire à la maison. Il prétendit devant le juge qu'il avait été attaqué et laissé là sans connaissance, qu'il n'était pas ivre du tout. Mais l'instruction montra que ses allégations n'étaient pas dignes de foi. Le sieur Jaquet avait déjà été condamné à des amendes pour tapage et scandale. Dans son recours il reprend son système de défense et fait valoir en outre qu'il ne pourrait pas payer l'amende. Suivant le rapport de la direction de la police de la ville de Berne, cet individu ne jouit pas d'une très bonne réputation; il mène parfois une vie déréglée. Aussi ladite autorité n'appuie-t-elle pas son recours. Le gouvernement de son côté estime qu'il n'y a pas de raisons suffisantes de faire grâce. Le tribunal a établi la culpabilité du sieur Jaquet. Les rapports ne représentent pas celui-ci comme un individu très recommandable. Il est d'ailleurs capable de payer l'amende. Le gouvernement propose de rejeter la requête.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

20° **Frossard Maria**, née Cordelier, née en 1873, originaire de Vendlincourt, demeurant à Courgenay, a été condamnée les 3 avril et 8 mai derniers, par le juge de police de Porrentruy, pour **infraction à la loi sur l'instruction primaire**, à des amendes de 3, 6 et 12 fr. et en tout à 5 fr. 25 de frais, pour n'avoir pas envoyé sa fille à l'école pendant les mois de janvier, février et mars derniers. La prénommée demande aujourd'hui que les amendes lui soient remises. Elle fait valoir qu'il ne lui est pas possible de les payer, qu'elle est veuve, doit subvenir à l'entretien de quatre enfants et qu'elle est obligée pour vivre d'avoir recours à l'assistance publique. Ses allégations sont confirmées par le conseil municipal de Courgenay. En revanche, les autorités scolaires ne peuvent appuyer le recours. Sa situation précaire mise à part, il n'y a pas de raisons de gracier la recourante. L'infraction commise est assez grave, la fillette de celle-ci ayant manqué l'école pendant un trimestre entier. Si l'on se montrait trop clément en pareil cas, la loi deviendrait sans objet. En conséquence, le gouvernement propose la remise de la moitié des amendes.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la moitié des amendes.*

21. **Aebischer, Gottlieb**, geboren 1872, von Rüschegg, Arbeiter, in Bern, wurde am 19. Februar 1914 vom Polizeirichter von Bern wegen **böswilliger Nichterfüllung der Unterstützungspflicht** zu 5 Tagen Gefängnis und 12 Fr. Staatskosten verurteilt. Durch Urteil des Amtsgerichtes Bern vom 28. Juni 1911 wurde Aebischer von seiner ersten Frau geschieden, das vorhandene Kind Gertrud Elise, geboren 1905, wurde der Mutter zugesprochen und Aebischer zur Bezahlung eines Alimentationsbeitrages von monatlich 25 Fr. bis zum zurückgelegten 18. Altersjahre verurteilt. Aebischer kam seiner Verpflichtung in keiner Weise nach, sodass die ins Elend geratene abgeschiedene Ehefrau schliesslich im Dezember 1913 gegen ihn Strafklage erhob. Vor dem Richter machte er geltend, dass er nicht in der Lage sei, etwas zu bezahlen, da er sich wiederverheiratet und für ein Kind zweiter Ehe zu sorgen habe. Er musste zugeben, seit Jahren einen regelmässigen Verdienst gehabt zu haben. Im vorliegenden Strafnachlassgesuche macht er geltend, dass seine Anstellung beim Vollzuge der Strafe gefährdet sei. Im weitern weist er sich darüber aus, dass er im ganzen 15 Fr. an seine Schuld abgetragen hat. Das Gesuch wird seitens der städtischen Polizeidirektion mit Rücksicht auf die Familie des Petenten empfohlen; dagegen kann der Regierungsstatthalter einem gänzlichen Erlasse der Strafe nicht zustimmen. Aebischer ist wegen Diebstahls und Hausfriedensbruch mit Gefängnis und wegen fahrlässiger Verursachung eines Brandes und Aergernisses mit Bussen vorbestraft. Der Regierungsrat kann das Gesuch nicht befürworten. Aebischer hat es sich mit seinen Verpflichtungen äusserst leicht gemacht. Er hätte sich deren besser annehmen sollen, bevor er neue einging. Seine seitherigen unwesentlichen Leistungen vermögen keine Grundlage für eine Begnadigung zu geben. Nach Erlass der Strafe würde er sie übrigens voraussichtlich wieder sistieren. Aber auch das Vorleben des Petenten ist kein ganz einwandfreies. Es sind demnach triftige Begnadigungsgründe nicht vorhanden. Der Regierungsrat beantragt, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

22° **Moser Jacob**, né en 1860, originaire de Landiswil, charpentier à Moutier, a été condamné les 24 juillet, 11 septembre et 16 octobre 1913 par le juge de police de Moutier, pour **infraction à la loi sur l'instruction primaire**, à des amendes de 3, 6, 12 et 24 fr. et à 15 fr. 90 en tout de frais de l'Etat. Son fils Léon, qui faisait sa dernière année scolaire, avait manqué l'école de Moutier pendant les mois d'avril à septembre 1913, sans excuse et sans fournir la preuve qu'il suivait les classes d'un autre endroit. Son père dut reconnaître, au contraire, l'avoir placé chez son frère, cultivateur à Augst près Bâle, où, en vertu de la loi bâloise, il n'avait plus à suivre l'école. Le prénommé se soumit aux condamnations à lui infligées de ce chef. Au mois de mars dernier il avait présenté un recours en

grâce, qui n'a pas été accepté par le Grand Conseil. Il revient maintenant à la charge. Il fait valoir en substance que, vu son gain minime, il ne pourrait pas payer les amendes. Le recours est appuyé par le conseil municipal de Moutier, le sieur Moser n'ayant pour vivre que son maigre salaire de journalier. Le gouvernement a dit déjà qu'il s'agissait ici d'un cas grave, le fils Moser ayant manqué l'école pendant six mois entiers. Le sieur Moser avait été rappelé à son devoir par l'autorité scolaire, mais il fit manifestement preuve de mauvaise volonté. Le gouvernement estime qu'il ne saurait être question en pareil cas de faire grâce; ce serait paralyser l'action des organes chargés de faire appliquer la loi scolaire. Il ne se voit pas dans le cas de changer d'avis aujourd'hui et il propose donc aujourd'hui encore d'écarter le recours, d'autant plus qu'il n'est survenu en faveur du recourant aucun fait nouveau.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

23. **Hugg**, Johann Adam, geboren 1869, von Niefern, Amt Pforzheim, Goldschmied, vormalig in Biel, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 30. September 1913 von den Assisen des IV. Bezirkes wegen **Diebstahls und Begünstigung bei Diebstahl** nach Abzug von drei Monaten Untersuchungshaft zu 15 Monaten Korrekthaus, 15 Jahren Verweisung aus dem Gebiete des Kantons Bern, 437 Fr. 40 Staatskosten, allein zu 1500 Fr. Entschädigung und Interventionskosten an die Zivilpartei und solidarisch mit 2 Mitschuldigen zu 200 Fr. und 50 Fr. Entschädigung an die nämliche verurteilt. Hugg war seit Herbst 1911 im Bijouteriewarengeschäft O. P. in Biel als Goldarbeiter angestellt. Er verstand es während längerer Zeit, seinen Dienstherrn trotz der im Geschäft herrschenden strengen Kontrolle um Goldabfälle in beträchtlichem Werte zu bestehlen. Er stahl auch verschiedene Werkzeuge. Die gestohlene Goldfeile schmolz er zu Hause zum Teil selbst zusammen und verarbeitete sie zu Ringen und dgl., zum Teil veräusserte er sie an eine Schmelzanstalt in Pforzheim. Für solche Goldsendungen, die er von Biel aus machte, bezog er von der betreffenden Anstalt, wie festgestellt, im Laufe der Zeit Beträge von zusammen rund 1500 Fr. Gelegentlich war Hugg auch zweien seiner Mitarbeiter zur Verwertung von entwendetem Golde behülflich. Schliesslich kam O. P. den Unterschleifen doch auf die Spur und veranlasste die Strafverfolgung der Täter. Hugg suchte anfänglich zu leugnen, liess sich alsdann aber unter dem Eindrucke des beigebrachten Beweismaterials zu weitgehenden Zugeständnissen herbei. Hugg hat nur eine unbedeutende, weit zurückliegende Vorstrafe erlitten. Er stellt heute das Gesuch um Erlass eines Teiles der Strafe. In der Strafanstalt hat er sich gut aufgeführt. Der Regierungsrat hält indes dafür, dass Gründe für einen weitgehenden Straferlass nicht vorliegen. Der Tatbestand ist ein ziemlich gravierender, indem Hugg die strafbaren Hand-

lungen während längerer Zeit in fortgesetzter Weise begangen und das Vertrauen seines Dienstherrn in schmähhcher Art missbraucht hat. Er hat auch nicht etwa aus Not gehandelt; gegenteils war er als äusserst geschickter Arbeiter in der Lage, einen Lohn zu verdienen, der ihn in den Stand setzte, alle seine Bedürfnisse zu befriedigen. Trotz des gravierenden Tatbestandes haben ihm die Geschworenen wohl mit Rücksicht auf sein Vorleben mildernde Umstände zugebilligt, was denn auch bei der Strafmessung genügend in Betracht gezogen worden ist. Der Regierungsrat beantragt in Erwägung des Angebrachten, das Gesuch des Hugg abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

24. **Schütz**, Arnold Friedrich, geboren 1879, von Sumiswald, Maler, in Bern, wurde am 18. März 1914 von der I. Strafkammer des Obergerichtes des Kantons Bern wegen **Einreichung einer wesentlich falschen Anzeige** zu 8 Tagen Gefängnis, 20 Fr. Entschädigung an die Zivilpartei, 5 Fr. Interventionskosten an die nämliche und zu 72 Fr. 70 Staatskosten verurteilt. Schütz hatte von Gipser L. in Bern einen Dürrbächler-Bastardhund um den Preis von 4 Fr. gekauft. Nach einiger Zeit kehrte der Hund zu L. zurück. L. liess es den Schütz wissen mit der Aufforderung, den Hund wieder zurückzuholen. Schütz unterliess dies indes während längerer Zeit, sodass sich L. veranlasst sah, den Hund weiterzuveräussern. Einige Monate später reichte Schütz gegen L., mit dem er offenbar anderweitige Differenzen hatte, Strafklage wegen Diebstahls ein. Den Wert des Hundes gab er auf 100 Fr. an. Er stellte den Sachverhalt so dar, als ob L. den Hund auf der Strasse eingefangen und alsdann in diebischer Weise veräussert hätte. L. wurde zur Haft gebracht. Die Untersuchung musste indes mangels Schuldbeweises aufgehoben werden. L. reichte nun seinerseits gegen Schütz Strafanzeige ein wegen wesentlich falscher Beanzeigung. Vor Gericht musste Schütz zugeben, dass er gewusst habe, dass L. sich den Hund nicht in diebischer Absicht zugeeignet habe. Er wusste auch, dass solcher keineswegs einen so hohen Wert hatte, wie er angab. Der eingeklagte Tatbestand war somit gegeben. Schütz ist wegen Diebstahls und Betruges wiederholt, zum Teil schwer vorbestraft. Er genoss einen schlechten Leumund. Er stellt nun das Gesuch um Erlass der Strafe, indem er sich im wesentlichen auf seine Eigenschaft als Familienvater beruft. Das Gesuch wird weder von der städtischen Polizeidirektion noch vom Regierungsrat empfohlen. Schütz hat gerade in der letzten Zeit einen bedauerlich unsoliden Lebenswandel geführt und seine Familie arg vernachlässigt. Seine Berufung auf seine familiären Pflichten ist unter diesen Umständen nicht wohl angebracht. Es liegen aber auch im übrigen keinerlei triftige Begnadigungsgründe vor. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

25. **Teuscher, David**, geboren 1886, von Erlenbach, Landwirt, in Allmenden, wurde am 13. Februar 1914 vom korrekzionellen Richter von Niedersimmenthal wegen **Holzfrevels** zu 1 Tag Gefängnis, 5 Fr. Entschädigung an die Zivilpartei und zu 24 Fr. 30 Staatskosten verurteilt. Teuscher hat sich des Forstfrevels dadurch schuldig gemacht, dass er im Monat Dezember 1913 im Walde der Bäuertgemeinde Allmenden 3 Tannlein fällte und zu seinem Hause verbrachte. Das Holz hatte einen Wert von 5 Fr. Teuscher, bei dem das Holz gefunden wurde, suchte den Tatbestand anfänglich hartnäckig abzuleugnen. Er wollte solches rechtmässig erworben haben. Erst als ihm der Beweis hierüber misslang, sah er sich veranlasst, ein Geständnis abzulegen. Teuscher ist nicht vorbestraft. Mit Rücksicht auf das Verhalten des Angeschuldigten während des Verfahrens sah sich der Richter veranlasst, nicht bloss auf Geldbusse zu erkennen. Heute stellt Teuscher das Gesuch um Erlass der Gefängnisstrafe und Umwandlung derselben in Busse. Das Gesuch ist vom Gemeinderate empfohlen. Dagegen spricht sich die Forstdirektion entschieden gegen den Erlass der Gefängnisstrafe aus. Nach der Auffassung des Regierungsrates liegen triftige Begnadigungsgründe nicht vor. Der Richter hat mit voller Absicht gegenüber Teuscher die Gefängnisstrafe ausgesprochen. Aus den Strafsakten geht hervor, dass in jener Gegend der Forstfrevel ziemlich zu blühen scheint. Es ist klar, dass eine Busse auf Leute wie Teuscher, die sich gegebenenfalls nicht scheuen, alles zu tun, um die Justiz irrezuführen, keinen wirksamen Eindruck zu machen vermag. Es kann nicht Sache der Begnadigungsinstanz sein, den Gerichten in ihrem Bestreben, den Forstfrevel zu bekämpfen, dem an sich schwer beizukommen ist, lähmend in den Arm zu fallen. Der Regierungsrat ist deshalb der Ansicht, es müsse das vorliegende Gesuch abgewiesen werden.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

26. **Bieri, Elise**, geb. Wälti, Johann Ulrichs Ehefrau, geboren 1869, von Mühleturmen, wurde am 17. Juni 1914 vom Polizeirichter von Thun wegen **Widerhandlung gegen die Vorschriften über das Wirtschaftswesen** zu 50 Fr. Busse und 2 Fr. 20 Staatskosten verurteilt. Am Maimarkt, den 13. Mai 1914, verabfolgte Frau Bieri an Marktbesucher gegen Bezahlung Küchli und Fleischbrühe. Sie benutzte zu dem Zwecke ein leerstehendes Zimmer, das ihr von einem Hausbewohner überlassen wurde. Am Fenster hatte sie einen Anschlag angebracht. Da sie sich nicht im Besitze eines Patentes für eine Volksküche befand, wurde gegen sie Strafanzeige eingereicht. Sie gab den Sachverhalt ohne weiteres zu und machte geltend, sie habe nicht gewusst, dass ein Patent notwendig sei. Heute stellt sie das Gesuch um Erlass der Busse. Das Gesuch wird vom Gerichtspräsidenten und vom Regierungstatthalter empfohlen. Auch die Direktion des Innern kann einer Herabsetzung der Busse auf 10 Fr. zustimmen. Nach dem Berichte des Regierungstatthalters ist

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

Petentin arm. Ein Nachlass scheint demnach und mit Rücksicht auf die Geringfügigkeit des begangenen Deliktes angezeigt. Der Regierungsrat beantragt, die Busse auf 10 Fr. herabzusetzen.

Antrag des Regierungsrates: Reduktion der Busse auf 10 Fr.

27° **Haequart Emile**, né en 1885, originaire de Vaugécourt (France), journalier à Fontenais, a été condamné le 24 avril dernier par le juge de police de Porrentruy, pour **infraction à l'interdiction des auberges**, à deux jours d'emprisonnement et à 7 fr. 90 de frais de justice. Le prénommé avait été interdit des auberges, le 27 novembre 1913, pour n'avoir pas payé son impôt communal. C'est le 16 mars dernier qu'il fut surpris en état de contravention. Il demande maintenant la remise de sa peine. Il a établi, en versant une quittance au dossier, qu'il avait déjà payé son impôt avant sa condamnation. Suivant le rapport du préfet, le recourant est un pauvre homme, secouru par sa sœur. Vu les circonstances du cas, le gouvernement croit pouvoir proposer de faire acte de clémence.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la peine.*

28. **Pfäffli, Friedrich**, geboren 1880, von Eggwil, Landwirt im Bohnenhäusli, Gemeinde Lützelflüh, wurde am 28. April 1914 vom Polizeirichter von Trachselwald wegen **Widerhandlung gegen das Verbot der Sonntagsjagd** zu 50 Fr. Busse und 13 Franken 80 Staatskosten verurteilt. Pfäffli musste zugeben, Sonntags, den 11. Januar 1914, in einem Wäldchen in der Nähe seines Hauses mittelst eines Flobertgewehres 2 Eichhörnchen geschossen zu haben. Er hatte sich damit der Widerhandlung gegen das Verbot der Sonntagsjagd schuldig gemacht. Heute stellt er nun das Gesuch um Erlass der Busse. Er beruft sich darauf, dass er für eine grosse Familie zu sorgen habe und ökonomisch so belastet sei, dass er die Busse nicht zu entrichten vermöchte. Er sei zudem kränklich und habe auch in der Familie viel mit Krankheiten zu kämpfen. Diese Ausführungen sind durch Zeugnisse belegt. Das Gesuch wird vom Gemeinderate von Lützelflüh empfohlen. Ebenso kann sich der Regierungstatthalter mit einem teilweisen Erlasse der Busse einverstanden erklären. Die Forstdirektion spricht sich für die Reduktion der Busse auf die Hälfte aus. Der Regierungsrat kann sich dieser Auffassung anschliessen. Eine Herabsetzung der Strafe ist angesichts der nicht gerade günstigen Verhältnisse des Petenten zu rechtfertigen. Ein gänzlicher Erlass dürfte sich indes im Interesse einer konsequenten Handhabung der Jagdpolizeivorschriften nicht wohl emp-

fehlen. Es wird demnach beantragt, die Busse auf die Hälfte zu reduzieren.

Antrag des Regierungsrates: Reduktion der Busse
auf die Hälfte.

29. **Läderach**, Hermann, geboren 1896, von Worb, Schreiner in Steffisburg, wurde am 2. Mai 1914 wegen **Widerhandlung gegen die Jagdpolizeivorschriften** zu 50 Fr. Busse und 2 Fr. 20 Staatskosten verurteilt. Läderach hatte zugestandenermassen eines Sonntags im Winter 1913/14, als er bei dem Handlanger M. in Hilterfingen auf Besuch war, mit dessen Flobert einen Sperling geschossen. Läderach machte dieses Geständnis in einer gegen M. wegen wiederholten unerlaubten Vogelschiessens hängigen Strafuntersuchung. Mit Rücksicht auf das strikte Verbot jeder Sonntagsjagd musste er zu der eingangs erwähnten Strafe verurteilt werden. Heute stellt er das Gesuch um Erlass der Busse. Er macht geltend, er habe sich in Unkenntnis des Gesetzes verfehlt und ersucht auf seine Minderjährigkeit sowie den Umstand, dass er noch Lehrling ohne Verdienst und der Sohn unbemittelter Eltern sei, Rücksicht zu nehmen. Der Gemeinderat von Steffisburg empfiehlt das Gesuch. Die Forstdirektion kann einer Herabsetzung der Busse beipflichten; um das Verbot der Sonntagsjagd konsequent durchzuführen, hält sie einen gänzlichen Erlass nicht für angezeigt. Der Regierungsrat kann dieser Auffassung zustimmen, zumal Läderach nicht etwa behauptet, dass es ihm überhaupt unmöglich wäre, die Busse zu bezahlen. Eine Reduktion der Busse auf 10 Fr. dürfte den Verhältnissen angemessen sein. Damit wird auf die Geringfügigkeit der Widerhandlung und das von Läderach ohne weiteres abgelegte Geständnis gebührend Rücksicht genommen.

Antrag des Regierungsrates: Reduktion der Busse
auf 10 Fr.

30. **Thomi**, Rosa, geb. Brüllhardt, geboren 1866, Christians Ehefrau, im Brüggfeld in Brügg, wurde am 16. Juni 1914 vom Polizeirichter von Nidau wegen **Widerhandlung gegen die Vorschriften über das Wirtschaftswesen** zu 50 Fr. Busse, 5 Fr. Patentgebühr und zu 16 Fr. Staatskosten verurteilt. Frau Thomi verkaufte einer Familie in Mett im Sommer 1913 zu verschiedenen Malen einige Liter Kunstwein zu 22—25 Rp. Nachträglich erhielt sie mit den betreffenden Leuten Differenzen und wurde wegen des Weinverkaufes bei der Polizei denunziert. Gestützt auf das Beweisergebnis musste sie zu der eingangs erwähnten Busse verurteilt werden. Heute stellt sie nun das Gesuch um Erlass der Busse. Sie macht geltend, dass sie aus ihrem geringen persönlichen Verdienste für den Unterhalt ihres 5jährigen Kindes sowie des Ehegatten, der seit Jahren lungenkrank sei, aufzukommen habe und nicht im Stande sei, für die Bezahlung der Busse

etwas zu erübrigen. Der Gemeinderat bescheinigt, dass diese Angaben den Tatsachen entsprechen. Frau Thomi geniesse einen guten Leumund. Der Regierungsstatthalter von Nidau empfiehlt das Gesuch ebenfalls. Die Staatskosten hat Rosa Thomi immerhin bezahlt. Mit Rücksicht auf die prekären Verhältnisse der Petentin und die nicht gerade gravierende Natur der Widerhandlung kann der Regierungsrat dem Erlasse der Busse zustimmen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass der Busse.

31. **Padrun**, Karl, geboren 1879, von Sagens, Kanton Graubünden, Packer, in Bern, wurde am 25. Oktober 1913 von der I. Strafkammer des Obergerichtes des Kantons Bern wegen **grobe Unfuges** zu 8 Tagen Gefängnis verurteilt unter Auferlegung von 25 Fr. Rekurskosten. Der dieser Verurteilung zu Grunde liegende Tatbestand ist folgender: Padrun trieb sich am Abend des 27. April 1913 zwischen 11 $\frac{1}{2}$ und 12 Uhr am Stalden und an der Gerechtigkeitsgasse in Bern herum und verursachte mittelst eines Signalhornes einen solchen Lärm, dass die dortigen Bewohner in ihrer Nachtruhe gestört wurden. Die Signale wurden überdies von vielen Leuten als Feuerlärm aufgefasst, was einige Aufregung hervorrief. Da man es mit einem wegen Aergernis, Skandals, Drohung und Messerzuckens vorbestraften Radaumacher zu tun hatte, gegen den überdies gleichzeitig eine Anzeige wegen Beschimpfung und Skandals vorlag, sah sich das Gericht zur Verhängung einer empfindlichen Gefängnisstrafe veranlasst, offenbar in der Absicht, den Szenen des Padrun wenn möglich einmal ein Ende zu machen. Die Ehefrau Padrun stellt nunmehr für denselben das Gesuch um Reduktion der Strafe auf 2 Tage, eventuell Umwandlung in Geldbusse. Padrun befand sich nach seiner Verurteilung im Oktober 1913 für die Dauer eines halben Jahres im Arbeitshaus. Nach dem Berichte der städtischen Polizeidirektion ist seine Aufführung seit seiner Entlassung aus dem Arbeitshaus nicht viel besser geworden. Er ergibt sich weiter dem Trunke. Das Gesuch kann weder von der genannten Amtsstelle noch vom Regierungsrat empfohlen werden. Padrun ist in der Tat kein empfehlenswertes Individuum. Angesichts seines Vorlebens und seines bedauerlichen Leumundes kann von einer Begnadigung keine Rede sein. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

32. **Würsten**, Charles, geboren 1878, von Saanen, Artist, früher Metzger, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 17. Dezember 1907 von den Assisen des I. Geschwornenbezirkes wegen **Raubes** zu 9 Jahren Zuchthaus und 914 Fr. 05 Staatskosten

verurteilt. Würsten, ein vielfach vorbestrafter Dieb und Einbrecher, beging Ende März 1907 in Paris einen frechen und äusserst raffinierten Raub. Er wandte sich nachher nach der Schweiz, wurde im Waadtlande festgenommen und in der Folge den bernischen Gerichten zur Aburteilung überwiesen. Der Tatbestand ist kurz folgender: Würsten machte am 31. März 1907 in Paris in einem Wirtschaftslokale die Bekanntschaft des Dienstmädchens B., das er zu bestimmen wusste, in Abwesenheit ihrer Herrschaft mit ihm die Nacht im Hotel zu logieren. Für den nächsten Nachmittag verabredeten die beiden neuerdings ein Rendezvous. Inzwischen begab sich die B. in die Wohnung ihrer Herrschaft. Trotzdem sie die Offerte des Würsten, sie dorthin zu begleiten, wiederholt entschieden abgelehnt hatte, stellte sich dieser bald nach ihrer Ankunft daselbst ein, drängte sich, als sie die Türe öffnete, ohne weiteres ein, schlug die B. zu Boden, drohte ihr, wenn sie Lärm mache, mittelst eines Rasiermessers die Kehle zu durchschneiden, rieb ihr dann mit Chloroform Nase und Mund ein, schleppte sie auf das Bett, band ihr Arme und Füsse zusammen und bedeckte ihr das Gesicht mit einem chloroformgetränkten Tuche. Sodann raffte er in der Wohnung zusammen, was ihm in die Hände fiel. Bevor er dieselbe verliess, bedrohte er die B. nochmals mit dem Tode, wenn sie ihn verrate, indem er beifügte, er gehöre zu einer Bande, die ihn rächen würde. Nach Verübung der Tat liess er seinen Kinnbart und den Schnurrbart rasieren und logierte in einem andern Hotel in Paris unter falschem Namen. Die Tat war offensichtlich sorgfältig vorbereitet und wurde mit grosser Kaltblütigkeit durchgeführt. Würsten leugnete denn auch in der Folgezeit die Schuld mit grosser Hartnäckigkeit und trotz Konfrontation mit den ihn wiedererkennenden Zeugen. Er stellt nun das Gesuch um Erlass eines Teiles der Strafe. Der Regierungsrat hält indes dafür, dass von einer Begnadigung dieses vielfach vorbestraften Wohnheitsverbrechers nicht die Rede sein kann. Würsten hat in der Strafanstalt wiederholt zu Klagen und disziplinarischen Bestrafungen Anlass gegeben. Es wird demnach beantragt, das vorliegende Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

33° **Fridelance Jacques**, né en 1869, guet-de-nuit, de et à Charmoille, a été condamné le 18 avril dernier par la première chambre pénale de la Cour suprême, pour délit de chasse, à 100 fr. d'amende et à 41 fr. 35 de frais de justice. Le 18 janvier dernier, à dix heures du matin, le prénommé fut surpris par le gendarme G. de Charmoille tandis qu'il relevait dans la forêt un piège à renard qu'il avait lui-même probablement tendu. Le gendarme avait, la veille, trouvé le piège et l'avait détendu. Il s'était alors embusqué pour surprendre le coupable. Devant le juge le sieur Fridelance chercha à nier le fait, prétendant avoir trouvé

le piège par hasard et n'avoir fait que l'examiner. Vu les dires du gendarme, il dut cependant être condamné. Il le fut d'autant plus sévèrement qu'il remplissait les fonctions de guet-de-nuit. Il demande aujourd'hui la remise de sa peine. Il continue de prétendre que ce n'est pas lui qui avait tendu le piège. Il fait valoir en outre qu'il ne peut guère payer l'amende, étant père de famille et sans ressources. Le conseil municipal de Charmoille certifie que la situation économique du recourant n'est pas des meilleures et il ajoute que Fridelance s'adonne malheureusement quelque peu à la boisson. D'accord avec la Direction des forêts, le gouvernement propose d'écarter le recours. Les dénégations répétées du recourant ne font pas du tout bonne impression. Le délit est grave, ainsi que l'a déjà établi le tribunal.

Proposition de Conseil-exécutif:

Rejet.

34. **Schenk, Otto**, geboren 1891, von Eggwil, Zeugschmied, in Bern, wurde am 10. Juni 1914 von der 1. Strafkammer des Obergerichtes des Kantons Bern wegen **Gebrauchs einer gefälschten Privat-urkunde** zu 3 Monaten Korrektionshaus, umgewandelt in 45 Tage Einzelhaft, 258 Fr. 35 Zivilentschädigung und 334 Fr. 20 Staatskosten verurteilt. Im Februar 1911 lieferte die Tuchhandlung L. in H., Kanton Zürich, der Fräulein G. in Bern, nachmaligen Ehefrau des Schenk vorgenannt, Tuchwaren im Werte von 263 Fr. 35. Die Bestellung war aufgenommen worden durch den frühern Reisenden G. der Firma L. Später wurde Fräulein G. wiederholt durch Reisende der Firma L. aufgesucht und um Bezahlung der Rechnung ersucht. Sie versprach Abschlagszahlungen. Inzwischen verheiratete sie sich mit Schenk. Im April 1913 wurde der Ehemann Schenk von L. für den Betrag der Rechnung, an die nur ganz wenig abbezahlt worden war, betrieblen. Schenk erhob Rechtsvorschlag mit der Bemerkung, die Rechnung sei 2 oder 3 Monate nach Lieferung der Ware bezahlt worden. Dem Reisenden des L. wies er eine quittierte Rechnung vom 6. März 1911 vor. Diese Quittung erwies sich in dem von L. angehobenen Strafverfahren als gefälscht. Es konnte zwar nicht nachgewiesen werden, dass die Quittung von Schenk oder von dessen Ehefrau gefälscht worden wäre, dagegen stand fest, dass Schenk von derselben Gebrauch gemacht hatte. Schenk bestritt seine Schuld hartnäckig, wurde indes erst- und oberinstanzlich schuldig befunden. Er ist nicht vorbestraft und genoss keinen ungünstigen Leumund. Heute stellt er nun das Gesuch um Erlass der Strafe. Er bestreitet nach wie vor, sich einer strafbaren Handlung schuldig gemacht zu haben und beruft sich im weitern namentlich auf die Verhältnisse seiner Familie, die durch seine Einziehung den Ernährer verlieren müsste. Die städtische Polizeidirektion bestätigt, dass Schenk für 2 Kinder zu sorgen habe. Mit Rücksicht auf sein Vorleben kann sie eine Herabsetzung der Strafe auf 8 Tage

empfehlen. Dagegen spricht sich der Regierungsstatthalter gegen eine Begnadigung aus. In der Tat liegen genügende Begnadigungsgründe nicht vor. Die etwa zu Gunsten des Petenten sprechenden Umstände sind bei der Strafausmessung genügend berücksichtigt worden. Angesichts der gravierenden Natur des Deliktes hat es das Gericht abgelehnt, Schenk den bedingten Straferlass zu gewähren. Es macht auch einen durchaus ungünstigen Eindruck, wenn Petent auch heute noch hofft, mit seinen Bestreitungen Eindruck zu machen. Der Regierungsrat hält dafür, es müsse das Gesuch abgewiesen werden.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

35. **Hadorn, Fritz**, geboren 1868, von Forst bei Amsoldingen, Dachdeckermeister, in Bern, wurde am 2. Mai 1914 vom korrekzionellen Gericht von Bern wegen **leichtsinnigen Konkurses** zu 3 Monaten Korrekzionshaus, umgewandelt in 45 Tage Einzelhaft, und 423 Fr. 10 Staatskosten verurteilt. Hadorn, der in Bern ein Dachdeckergeschäft und eine Baumaterialienhandlung betrieb, daneben aber in grossem Umfange in Liegenschaften spekulierte, geriet im August 1910 in Konkurs. Der Passivsaldo, mit dem die Gläubiger zu Verlust gewiesen werden mussten, war mit 500,000 Fr. ein aussergewöhnlich hoher. Die Feststellungen im Konkursverfahren gaben in verschiedenen Punkten Anlass zur Einreichung einer Strafanzeige. Der Konkursit wurde denn auch dem urteilenden Gerichte wegen Betruges in 2 Fällen und wegen leichtsinnigen Konkurses überwiesen. Während er von der Anschuldigung auf Betrug durch das Gericht liberiert werden konnte, musste hinsichtlich des Deliktes des leichtsinnigen Konkurses ein Schuldig ausgesprochen werden. Die bezügliche Anschuldigung bestand darin, dass Hadorn in seinem Privatleben einen Aufwand getrieben habe, der in keinem Verhältnisse stand mit seinen sichern Einkünften. So beliefen sich die Ausgaben für die Familie des Hadorn noch im 1. Halbjahr 1910, also kurze Zeit vor dem Konkursausbruche, auf nicht weniger als 15,458 Fr. Hadorn wusste schon seit 2 Jahren, dass seine Vermögenslage eine ganz kritische war. Es wurden massenhaft Betreibungen gegen ihn hängig gemacht, von denen ein grosser Teil nicht durch Zahlung erledigt werden konnte. Schliesslich vermochte er seine Verhältnisse überhaupt nicht mehr zu überblicken. Trotzdem sah er sich nicht veranlasst, seinen Aufwand herabzusetzen. Zu den enormen Haushaltungskosten kamen noch weitere persönliche Auslagen, sowie sehr hohe Geschäftsauslagen. Hadorn unterhielt auch ein Verhältnis mit einer Frauensperson, das ihn ebenfalls einiges Geld kosten mochte. Der Tatbestand charakterisierte sich objektiv und subjektiv als durchaus gravierend. Der Gerichtshof sah sich denn auch nicht veranlasst, den bedingten Erlass der Strafe auszusprechen. Die Frage des bedingten Straferlasses wurde oberinstanzlich durch die 1. Strafkammer nachgeprüft. In den Urteilsmotiven wird diesbezüglich ausgeführt, dass das Verhalten Hadorns kategorisch den Vollzug der Strafe verlange. Hadorn stellt nun heute das Gesuch um Erlass der Strafe auf dem Begnadigungs-

wege. Wie bereits vor Gericht, sucht er seine Handlungsweise in ein milderes Licht zu stellen und darzutun, dass er in seiner grossen Familie viele Krankheiten gehabt und grosse Auslagen für Erziehungszwecke seiner Kinder gemacht habe. Der Vollzug der Strafe würde ihn vollständig ruinieren. Die städtische Polizeidirektion wie auch der Regierungsstatthalter können das Gesuch nicht empfehlen. Was die Schuldfrage anbelangt, so muss auf das Urteil abgestellt werden. Das Gericht hat die Verhältnisse eingehend geprüft. Es kann nicht Sache der Begnadigungsbehörde sein, auf eine weitere Erörterung derselben einzutreten. Nachdem aber das Gericht so entschieden die Zuerkennung des bedingten Straferlasses abgelehnt hat, kann heute umsoweniger von einer Begnadigung die Rede sein. Der Regierungsrat beantragt demnach, das vorliegende Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

36. **Spindler, Oskar**, geboren 1888, von Herboldsheim, Theaterspieler, vorübergehend in Kiesen, wurde am 3. Juli 1914 vom Polizeirichter von Konolfingen wegen **Widerhandlung gegen das Stempelgesetz** zu 10 Fr. Busse, 2 Fr. Extrastempel und 3 Fr. 60 Staatskosten verurteilt. Spindler hatte es unterlassen, auf seinen öffentlich angeschlagenen Theaterzetteln die Stempelmarken zu kassieren. Es war ihm damit die Möglichkeit gegeben, die Stempelmarken mehrfach zu verwenden. Die Polizei brachte den Tatbestand zur Anzeige. Trotzdem Spindler solchen nicht zu bestreiten vermochte, weigerte er sich, die ihm administrativ eröffneten Bussen anzunehmen. Der Richter betrachtete die verschiedenen Einzelfälle als einheitliches Delikt und sprach das Minimum der Busse aus. Spindler stellt nun noch das Gesuch um Erlass der letztern durch Begnadigung. Er macht, wie vor Gericht, geltend, er habe nicht gewusst, dass die Marken kassiert werden müssten. Die Finanzdirektion spricht sich entschieden gegen einen Erlass aus. In der Tat sind keinerlei Nachlassgründe vorhanden. Spindler ist durch den Richter ausserordentlich milde beurteilt worden. Er macht auch nicht geltend, dass er nicht in der Lage wäre, die Busse zu bezahlen. Der Regierungsrat beantragt, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

37. **Dosenbach, Eduard**, geboren 1863, von Rheinweiler, Baden, Kolporteur, wurde am 25. Juli 1914 von der 1. Strafkammer des Obergerichts des Kantons Bern wegen **Hausierens ohne Patent** zu 10 Fr. Busse, 2 Fr. Patentgebühr an den Staat, 20 Rp. Visumgebühr an die Gemeinde Bern und zu 26 Fr. 70 Staatskosten verurteilt. Dosenbach bewarb sich auf dem kantonalen Hausierpatentbureau um Ausstellung eines Patentes zum hausiermässigen Vertrieb von Lotterielosen. Er erhielt dort die Antwort, dass für den Vertrieb von Lotterielosen ein Hausierpatent nicht nötig sei. Als er nun ohne Patent mit Losen hausierte, wurde

er durch die Polizei verzeigt, und die Gerichte entschieden, dass Lose principiell als Ware zu betrachten und der hausiermässige Vertrieb demnach patentpflichtig sei. Dosenbach wurde denn auch zu der erwähnten Strafe verurteilt. Die 1. Strafkammer stellt aber mit Rücksicht auf den Sachverhalt selbst den Antrag, die Busse sei Dosenbach durch Begnadigung zu erlassen. Der Regierungsrat kann der Auffassung des Gerichtshofes beipflichten und stellt demnach dem Grossen Rat den Antrag auf Erlass der Busse.

Antrag des Regierungsrates:

Erlass.

38° Hublard François-Joseph, né en 1865, originaire d'Ocourt, agent de commerce à Porrentruy, a été condamné le 24 juin 1911 par le tribunal correctionnel de Porrentruy, pour abus de confiance, à deux mois de détention correctionnelle, commués en trente jours de détention cellulaire, et à 95 fr. 80 de frais de justice. Le prénommé avait reçu en dépôt d'une maison de Leipzig un piano mécanique, un « orchestron » et un « ariophon ». Il n'avait pas le droit de vendre les instruments sans l'autorisation préalable de la maison. Il les vendit cependant et en toucha la valeur, sans remettre celle-ci à la maison. Lesdits instruments avaient une valeur de 2,777 fr. 20. La maison porta plainte par la suite contre le sieur Hublard pour abus de confiance. Celui-ci voulut faire valoir devant le tribunal que le contrat avait été modifié après coup, mais il ne put sur ce point fournir aucune preuve. Il avait déjà été condamné plusieurs fois à de l'emprisonnement pour violation de l'interdiction des auberges et pour mauvais traitements. Il demande maintenant la remise de sa peine, à l'exécution de laquelle il s'était soustrait en se réfugiant en France. Le Conseil-exécutif estime que vu les circonstances du cas et les antécédents du recourant, celui-ci ne saurait être gracié; le tribunal lui-même avait déjà refusé de lui accorder le bénéfice du sursis. Le gouvernement propose donc d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

39° Chenal Joseph, né en 1853, aubergiste et cultivateur à La Roche (commune de Glovelier), originaire d'Epaouvillers, a été condamné le 24 juin dernier par le juge de police de Delémont, pour infraction à la loi sur le jeu du 27 mai 1869, à 50 fr. d'amende et à 4 fr. de frais de justice. Le prénommé avait obtenu de la préfecture pour le dimanche, 24 mai dernier, l'autorisation de faire jouer une somme de cent francs sur son jeu de quilles. Comme ce jour-là il

Annexes au Bulletin du Grand Conseil. 1914.

faisait mauvais temps, la partie fut renvoyée et le sieur Chenal demanda que son autorisation fût prorogée. Avant que cette dernière formalité fût accomplie, il fit jouer sur son jeu de quilles le 1^{er} juin, lundi de Pentecôte. Mais la nouvelle autorisation du préfet portait la date du 7 juin. Chenal fut donc déferé au juge et condamné. Il demande aujourd'hui la remise de l'amende qui lui a été infligée. Il fait valoir qu'il a agi de bonne foi et que l'amende est trop forte pour lui. Suivant le rapport du préfet, des autorisations du genre de celle dont il s'agit ici ne sont délivrées que pour les dimanches. Chenal savait donc parfaitement bien qu'il était en contravention avec la loi. Au reste, le transfert de son autorisation au lundi de Pentecôte lui avait été refusé. En aucun cas le préfet ne pourrait consentir à une remise entière de l'amende. Le Conseil-exécutif estime, dans ces circonstances, qu'il n'y a pas de raisons de faire grâce, d'autant plus que c'est le minimum de l'amende qui a été infligé au recourant et que celui-ci ne prétend pas qu'il ne pourrait la payer; il propose donc le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

40. Schober, Jakob, geboren 1869, von Wattenwil, Kesselflicker und Landwirt, zurzeit in der Strafanstalt Witzwil, wurde am 8. Mai 1914 von den Assisen des II. Bezirkes wegen Raubes nach Abzug von 2 Monaten Untersuchungshaft zu 8 Monaten Korrekthaus, Einstellung in der bürgerlichen Ehrenfähigkeit auf die Dauer eines Jahres, zu 405 Fr. 85 Staatskosten und 50 Fr. Entschädigung an die Zivilpartei verurteilt. Am Abend des 12. Februar 1914, etwas nach 7 Uhr, begaben sich Jakob Schober und dessen Bruder F. in die Wohnung des Lumpensammlers A. S. in Wattenwil, der im Geruche stand, ziemlich viel Geld in seiner Wohnung aufzubewahren, und wünschten Hosenträger zu kaufen. S. wies ihnen solche vor und man wurde handelseinig. Im Momente nun, wo S. sich anschickte, auf ein Geldstück Münze herauszugeben, packte ihn Jakob Schober am Halse und würgte ihn. S. konnte einen Schrei ausstossen, wurde dann bald bewusstlos und fiel auf den Boden. Der Schrei und der entstehende Lärm wurden im Plainpied des Hauses gehört. Es waren bald verschiedene Personen zur Stelle. Während F. Schober in aller Eile das Haus verlassen konnte, wurde Jakob noch in der Wohnung des S. in der Küche betroffen. S. konnte mit ärztlicher Hülfe bald wieder zum Bewusstsein gebracht werden und bezeichnete sofort die Schober als die Urheber des Ueberfalles. Jakob Schober wurde denn auch unverzüglich zur Haft gebracht. Er wie auch sein Bruder leugneten während der folgenden Strafuntersuchung jede Schuld. Die Geschworenen nahmen an, Jakob Schober habe sich des Raubes in einem geringfügigen Falle schuldig gemacht. Dagegen wurde F. Schober von der Anschuldigung auf Ge-

hülfschaft freigesprochen. Jakob Schober ist wegen Hehlerei, Misshandlung und Nichterfüllung der Unterstützungspflicht wiederholt mit Gefängnis bestraft. Die Strafen liegen allerdings ziemlich weit zurück. Er stellt nun das Gesuch um Erlass des Restes der Strafe. Er beruft sich auf seine gute Aufführung in der Strafanstalt und macht im weiteren die Verhältnisse seiner Familie geltend, die auf seine Hilfe, namentlich in der Bewirtschaftung des Heimwesens, angewiesen sei. Der Direktor der Strafanstalt Witzwil kann Schober höchstens zum Erlasse eines Zwölftels der Strafe empfehlen. Der Regierungsrat hält allerdings dafür, dass durch den Nachlass eines Zwölftels bei guter Aufführung des Petenten allen Verhältnissen des Falles gebührend Rechnung getragen werden kann. Ein weitergehender Nachlass erscheint nicht als angezeigt. Wie das Gericht in den Urteilmotiven ausführte, musste auf den Raubanfall, der in frecher Weise mitten in bewohnten Häusern auf einen alten gebrechlichen Mann verübt wurde, immerhin eine empfindliche Strafe gesetzt werden. Die gleichen Umstände, sowie das nicht einwandfreie Vorleben des Petenten rechtfertigen die Ablehnung eines weitgehenden Nachlasses. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Gesuch des Jakob Schober abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

41. **Zwahlen**, Karl, geboren 1872, von Wahlern, Landwirt, in Guggisberg, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 21. August 1912 von der I. Strafkammer des Kantons Bern wegen **Misshandlung** nach Abzug von 2 Monaten Untersuchungshaft zu 2 Jahren und 10 Monaten Korrekthaus, sowie zu 62 Fr. Staatskosten verurteilt. Am 21. Februar 1912 des Nachmittags kam Zwahlen zu seinem in der Schwendi bei Schwarzenburg wohnhaften Vater, um ihn wegen eines Liegenschaftskaufes zur Rede zu stellen. Er traf solchen im Stalle an und stellte sofort das Ansinnen an ihn, dass er sich mit ihm zum Notar verfüge, um den Kauf rückgängig zu machen. Als Vater Zwahlen sich weigerte, dem Begehren Folge zu geben, warf jener ihn mit einem wuchtigen Stosse zu Boden und misshandelte den hilflos liegenden, 74 jährigen Greis in rohester Weise mit Fusstritten. Vater Zwahlen blieb infolge der erlittenen Misshandlungen während mehrerer Monate arbeitsunfähig und entging nur durch seine kräftige Konstitution dauernder Invalidität oder gar dem Tode. Zwahlen hat wegen Misshandlung und wegen anderweitiger Delikte bereits eine grosse Zahl Vorstrafen erlitten und genoss den Ruf eines gewalttätigen, in der ganzen Gegend gefürchteten Menschen. Die Strafe hat er bereits am 18. Mai 1912 angetreten. Er stellt nun das Gesuch um Erlass des Restes derselben. Er beruft sich zur Begründung seines Gesuches unter anderem auch auf seinen Gesundheitszustand. Nach dem Berichte des Anstaltsdirektors ist er ein träger Mensch; im übrigen sei die Aufführung befriedigend. Er sei wegen eines Halsdrüsenleidens in ärztlicher Behandlung gestanden, sei aber bereits wieder geheilt. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass weder die Umstände der Tat, noch das schwer-

belastete Vorleben des Petenten eine Begnadigung desselben zulassen. Er beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

42. **Wyler**, Adolf, geboren 1878, von Grindelwald, Schreiner, in Unterseen wohnhaft gewesen, zurzeit in Schaffhausen, wurde am 3. April 1914 vom korrektionalen Gericht von Interlaken wegen **Unsittlichkeit mit jungen Leuten** zu 6 Monaten Korrekthaus, 3 Jahren Einstellung in der bürgerlichen Ehrenfähigkeit und 131 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Wyler musste zugeben, an seinen zwei Mädchen, M., geboren 1903, und K., geb. 1904, in den Jahren 1911 bis 1914 in fortgesetzter Weise unzüchtige Handlungen vorgenommen zu haben. Desgleichen hatte er an seiner 1899 geborenen Nichte R. im Winter 1911/12 unzüchtige Handlungen begangen. Zweifellos waren namentlich die Mädchen Wyler durch die Handlungen ihres Vaters sittlich geschädigt. Das Gericht hielt denn auch dafür, dass eine empfindliche Strafe dem pflichtvergessenen Vater gegenüber am Platze sei. Heute stellt Wyler das Gesuch, um Erlass der Strafe. Er macht geltend, er arbeite als Maschinist in Schaffhausen und unterstütze die Familie von dort aus. Der Gemeinderat von Unterseen empfiehlt das Gesuch. Der Regierungsrat hält indes dafür, dass angesichts der Natur der begangenen Delikte und der erschwerenden Verumstände derselben von einer Begnadigung nicht die Rede sein könne. Er beantragt, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

43. **Kiener**, Friedrich, geboren 1885, von Vechigen, Bahnarbeiter, in Bremgarten, und **Nydegger** Rosina, geboren 1888, nunmehr Ehefrau des Kiener, am gleichen Orte wohnhaft, wurden am 25. März 1914 vom korrektionalen Richter von Bern wegen **Konkubinales** zu je 6 Tagen Gefängnis und solidarisch zu 22 Fr. Staatskosten verurteilt. Die beiden lebten seit September 1913 im Konkubinat. Seit der Verurteilung haben sie sich verheiratet und stellen nun gestützt auf diese Tatsache das Gesuch um Erlass der Strafe. Das Gesuch wird vom Gemeinderate von Bremgarten empfohlen. Mit Rücksicht auf die erfolgte Verheiratung der Petenten kann der Regierungsrat der Begnadigung zustimmen.

Antrag des Regierungsrates: Erlass der Strafe.

44. **Müller**, Emil Friedrich Josef, geboren 1898, von Ersigen, in Bern, wurde am 11. Dezember 1913 vom korrektionalen Gericht von Bern wegen **Ver-**

suchs-Diebstahl zu 2 Jahren Korrektionshaus und 54 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Müller schlich sich Montags den 10. November 1913 morgens gegen 2½ Uhr in das Mansardenzimmer seines Kameraden H., mit dem er in Gesellschaft der Eltern H. den Abend zugebracht hatte, indem er das Hausdach benutzte und zum Fenster einstieg und wurde von H., der durch das Geräusch geweckt worden, und dessen Mutter, die ebenfalls wach geworden und mit Licht in die Kammer trat, in dem Momente ertappt, als er sich anschickte, die Kleider des H. zu durchsuchen. Aus den Umständen musste geschlossen werden, dass Müller die Absicht betätigte, den H. zu bestehlen. Müller war kurz vorher, am 30. Oktober 1913, vom korrekzionellen Gericht wegen Diebstahls zu 30 Tagen Einzelhaft, bedingt erlassen, unter Auflage einer Probezeit von 5 Jahren, verurteilt worden. Die Verurteilung und die angewandte Milde hatte offenbar keinen Eindruck auf ihn gemacht. Das Gericht sah sich daher zur Aussprechung einer ziemlich langen Freiheitsstrafe veranlasst, die Müller in der Zwangserziehungsanstalt Trachselwald zubringen sollte. Der Hauptzweck der Strafe war, den deliktisch veranlagten Jüngling, der sich ohne Beschäftigung in müßiggängerischer Weise bei seinen Eltern aufhielt, zur geordneten Arbeit anzuhalten und zu bessern. Vor Antritt der Strafe stellte Müller, bezw. dessen Eltern das Gesuch um Begnadigung, indem sie namentlich geltend machten, ihr Sohn würde durch den Vollzug der Strafe in der Erlernung eines Berufes zu sehr zurückgesetzt. Sie wünschen noch einen Versuch zu machen und ihn in die Lehre zu geben. Die Strafe wurde daraufhin von der Polizeidirektion sistiert. Nach den seither eingeholten Berichten hat sich Müller während einiger Zeit als Schlosserlehrling betätigt. Heute hält er sich aber bereits wieder beschäftigungslos bei seinen Eltern auf. Der seinerzeit namentlich geltend gemachte Grund zur Begnadigung ist damit dahin gefallen. Der Regierungsrat sieht sich daher und in Berücksichtigung aller Umstände des Falls veranlasst, auf Abweisung des Gesuches anzutragen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

45. **Jäggi**, Josef, geb. 1862, Pierrist, von Busswil, in Biel, wurde am 13. Februar 1914 vom korrektzionellen Richter von Biel wegen **Wirtshausverbotsübertretung** zu 2 Tagen Gefängnis und 4 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Der Besuch der Wirtshäuser war dem Jäggi am 20. Mai 1912 wegen Nichtbezahlung der Gemeindesteuern von Biel gerichtlich verboten worden. Am 13. Dezember 1913 wurde er bei der Uebertretung des Verbotes betroffen. Heute stellt er nun das Gesuch um Erlass der Strafe. Er hat die rückständigen Steuern, sowie die ergangenen Kosten der Gemeinde und des Staates bezahlt. Das Gesuch wird denn auch von den Gemeindebehörden und vom Regierungsstatthalter empfohlen. Der Regierungsrat kann dem Erlasse der Strafe ebenfalls beistimmen.

Antrag der Regierungsrates: Erlass der Strafe.

46. **Wirth**, Felix Adolf, geboren 1875, von Seeburg, Schneider und Photographengehülfe, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 20. Juli 1911 von den Assisen des II. Bezirkes wegen **Fälschung einer Privaturkunde** und wegen **Diebstahls** zu 4 Jahren Zuchthaus, 657 Fr. 55 Staatskosten und 2297 Franken Entschädigung an die Zivilpartei verurteilt. Wirth hielt sich im Frühjahr 1911 ohne ständigen Verdienst in Bern auf. Seit 16. Februar teilte er das Zimmer mit dem Schuhmacher J. Mitte März öffnete er in Abwesenheit des J. dessen Koffer und entwendete daraus eine Schachtel mit 90 Fr. Bargeld sowie einen Einlageschein auf die Kantonalbank von Bern. Den Einlageschein präsentierte er gleichen Tages auf der Bank und hob den Kapitalbetrag mit 2207 Fr. ab. Er quittierte mit dem falschen Namen des J. Mit dem entwendeten Gelde verfügte er sich nach Zürich und machte bis zu seiner am 23. März erfolgenden Verhaftung verschiedene Automobilfahrten in der Ost- und Zentralschweiz herum, die sauer verdienten Sparpfennige seines Kameraden mit Dirnen und anderem Gesindel verprassend. Wirth ist im Jahr 1890 wegen Diebstahls mit 1 Jahr Besserungsanstalt und im Jahr 1904 wegen Nichtbezahlung der Militärsteuer mit 1 Tag Gefängnis vorbestraft. Er genoss als arbeitsscheuer und liederlicher Bursche einen ungünstigen Leumund. Er versuchte denn auch, die Tat trotz der erdrückenden Schuldbeweise mit frecher Stirne abzu-
leugnen. Nachdem Wirth noch in der Session vom März 1914 mit einem Begnadigungsgesuche vom Grossen Rate abgewiesen worden ist, stellt seine Mutter heute neuerdings ein Gesuch für ihn. Wie in den frühern Gesuchen wird dargetan, Wirth habe infolge seines vorgerückten Lungenleidens offenbar nur kurze Frist mehr zu leben und es sei unter diesen Umständen seine Freilassung geboten. Wie sich aus dem vorliegenden ärztlichen Zeugnisse ergibt, hat sich das Leiden des Wirth in den letzten Zeiten eher gebessert. Der Anstaltsdirektor berichtet seinerseits, Wirth habe sich sogar entschlossen, die Krankenabteilung, in welcher er sich während Jahren in Uebertreibung seines Leidens aufgehalten habe, zu verlassen. Seither arbeite er denn auch regelmässig. Wie der Regierungsrat anlässlich der Behandlung des letzten Gesuches ausgeführt hat, soll die Frage seinerzeit erwogen werden, ob dem Petenten mit Rücksicht auf seinen Gesundheitszustand ein Zwölftel der Strafe erlassen werden kann, Gründe für einen weitem Nachlass liegen dagegen nicht vor. Angesichts der vorliegenden Berichte sieht er sich nicht veranlasst, von seinem Standpunkte abzugehen. Er beantragt demnach auch heute, das Begnadigungsgesuch des Wirth abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

47. **Ferber**, Simon, geboren 1881, von Geissweid, bei Siegen, Preussen, wurde am 3. Juli 1908 von den Assisen des II. Bezirkes wegen **qualifizierten Diebstahls** und wegen **Diebstahlsversuches** zu 3½ Jahren Zuchthaus, allein zu 244 Fr. 08 und solidarisch mit einem Complicen zu 122 Fr. 04 Staatskosten verurteilt. Ferber, ein Gewohnheitsdieb und -Einbrecher, kam

im Juli 1906 während des eidgenössischen Turnfestes nach Bern. Sonntags den 15. Juli beging er nicht weniger als 3 Einbruchsdiebstähle im Zentrum der Stadt Bern, indem er mittelst Nachschlüssels in Wohnungen eindrang, die als momentan leerstehend ausgekundschaftet waren und sich daselbst unter Erbrechung von Schränken und Schiebläden Geldbeträge und Schmucksachen in bedeutendem Werte aneignete. In einem vierten Falle blieb es beim Versuche, da ihm nichts in die Hände fiel. Am 24. Juli 1906 beging er dann in Biel einen weiteren Einbruchsdiebstahl. Ferber wurde auch in Zürich wegen ähnlicher Diebstähle verfolgt und daselbst mit 5 Jahren Zuchthaus bestraft. Auch in St. Gallen wurde er verfolgt und nach seinen Angaben mit 1 Jahr Gefängnis bestraft. In den Urteilsmotiven wird ausgeführt, dass Ferber Gewohnheitsdieb sei und die Strafe ihm gegenüber im wesentlichen Sicherungszwecke verfolge. Immerhin wurde in Betracht gezogen, dass er nacheinander in verschiedenen Kantonen verfolgt wurde und daher mit der Strafe nicht zu hoch gegangen werden dürfe. Ferber stellt nun heute das Gesuch um Erlass des Restes der Strafe, die er am 19. April 1912 angetreten hat. In der Anstalt hat er sich gut aufgeführt. Der Direktor kann ihn zum Erlasse eines kleinen Teiles der Strafe empfehlen. Ferber hat bereits in Zürich einen wesentlichen Straferlass erhalten. Der Umstand der mehrfachen Bestrafung in verschiedenen Kantonen wurde hierbei, wie anlässlich der Strafaussmessung des bernischen Urteils, stark berücksichtigt. Der Regierungsrat hält demnach dafür, es könne dieser Faktor nicht neuerdings sehr bedeutend ins Gewicht fallen. Er kann immerhin dem Erlasse eines halben Jahres der Strafe zustimmen, unter der Voraussetzung, dass sich Ferber weiterhin einer einwandfreien Auführung in der Strafanstalt befleißt.

Antrag des Regierungsrates: Erlass eines halben Jahres der Strafe.

48. **Plakolm**, Joseph, geboren 1894, von Pöstlingberg, bei Linz, Oesterreich, Schreiner, zurzeit in der Strafanstalt Thorberg, wurde am 7. März 1913 von der Assisenkammer des Kantons Bern wegen **qualifizierten Diebstahls** in 2 Fällen, **einfachen Diebstahls** in 7 Fällen, **Versuchs qualifizierten Diebstahls** in 2 Fällen und wegen **Betruges** nach Abzug von 2 Monaten Untersuchungshaft zu 22 Monaten Zuchthaus, 20 Jahren Verweisung aus dem Gebiete des Kantons Bern und zu 345 Fr. 20 Staatskosten verurteilt. Plakolm kam im Juli 1912 von Oesterreich her nach der Schweiz und arbeitete während kurzer Zeit nacheinander in Zürich, Bern und zuletzt in Biel. Er war ein Arbeiter, der sich seinen Lebensunterhalt sehr wohl verdienen konnte. Er scheint indes starken deliktischen Neigungen unterworfen zu sein. Bereits im August 1912 stahl er auf dem Bahnhofe in Bern zu verschiedenen Zeiten 2 lederne Handkoffer mit Inhalt im Werte von über 30 aber unter 300 Fr. Einen Teil des Inhaltes, bestehend aus Herren- und Damen-Kleidungsstücken und Gebrauchsgegenständen, sandte er nach Hause. In der Nacht vom 17./18. und vom 26./27. Oktober beging er in Biel 2 Diebstähle, indem er in die Waffenhandlung W. eindrang und sich

Waffen im Werte von bedeutend über 100 Fr. aneignete und in gleicher Weise in der Schuhhandlung S. für einen Betrag von unter 100 Fr. Schuhwaren entwendete. Er hatte sich an beiden Orten bereits vorher der zu den betreffenden Lokalitäten passenden Schlüssel zu bemächtigen gewusst. Bei einem ersten Versuche bei Waffenhändler W. einzudringen, war er durch Drittpersonen gestört worden. Plakolm musste ferner 5 weiterer unbedeutender Diebstähle schuldig erklärt werden. Ein Einbruchsdiebstahl bei Optiker S. in Biel war im Versuchsstadium geblieben. Schliesslich lag noch ein Betrug, begangen zum Nachteil eines Unbekannten, im Winter 1912, ebenfalls in Biel, vor. Plakolm ist nicht vorbestraft. Er stellt nun das Gesuch um Erlass eines Teiles der Strafe. In der Strafanstalt hat er sich nicht ganz einwandfrei aufgeführt. Der Regierungsrat ist der Meinung, es könne ihm vielleicht seinerzeit trotzdem mit Rücksicht auf den Umstand, dass er nicht vorbestraft ist und angesichts seines relativ jugendlichen Alters der letzte Zwölfteil erlassen werden. Dagegen kann von einem weitergehenden Nachlasse im Hinblick auf die gravierende Natur des Tatbestandes und die nicht einwandfreie Führung des Petenten in der Strafanstalt nicht die Rede sein. Der Regierungsrat beantragt demnach, das vorliegende Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

49.—54. **Uhlmann**, Georg, geboren 1866, von Rütschelen, Korber und Hausierer, **Uhlmann**, Melanie, geboren 1892, Josefine, geboren 1894, Josef, geboren 1896, Peter, geboren 1893, alles Kinder des erstgenannten, und **Uhlmann**, Magdalena, geborene Girard, geboren 1862, Ehefrau des Georg, wurden am 6. und 27. Juli 1914 vom Polizeirichter von Interlaken wie folgt verurteilt: Melanie, Josefine und Peter Uhlmann wegen **Eigentumsbeschädigung** und **Skandals** zu zwei Bussen von je 20 Fr. und 25 Fr. und je 22 Fr. Staatskosten, Georg, Josef und Magdalena Uhlmann wegen **Skandals** zu je 25 Fr. Busse, Georg und Josef Uhlmann zu je 11 Fr. und Magdalena Uhlmann zu 3 Fr. 80 Staatskosten verurteilt. Ausserdem wurden Melanie und Peter Uhlmann zur Entschädigung der Zivilpartei mit 28 Fr. 50 verurteilt. Am Abend des 14. April 1914 stiessen die beiden Korberfamilien Uhlmann und B., zwischen denen offenbar seit einiger Zeit aus Konkurrenzneid Feindschaft bestand, beim Lambach, ausserhalb des Dorfes Brienz, aufeinander. Die Familie B. hatte daselbst ihr Lager aufgeschlagen. Sofort entspann sich ein heftiger Streit, der in der Folge zu gerichtlichen Erörterungen führte. Die Szene verursachte einen erheblichen Skandal, da während geraumer Zeit stark geschrien und gelärmt wurde. Nach dem Beweisergebnisse war zudem dargetan, dass Melanie, Josefine und Peter Uhlmann den Wagen ihrer Gegner mit Steinen beworfen und stark beschädigt hatten. Der bezügliche Schaden wurde auf die bereits erwähnten 28 Fr. 50 geschätzt. Georg Uhlmann ist wegen Skandals, Widersetzlichkeit, Drohung, Injurien, Eigentumsbeschädigung, Tätlichkeiten und Ungehorsam in verschiedenen Kantonen mit Gefängnis und Busse vorbestraft; desgleichen Peter Uhlmann in Horgen und Dielsdorf wegen Körperver-

letzung. Schliesslich hat auch Josefine Uhlmann in Lausanne eine Busse von 30 Fr. wegen Schlägerei und Ruhestörung erlitten. Vater Uhlmann stellt nun für die sämtlichen beteiligten Familienglieder ein Gesuch um Begnadigung. Er macht im wesentlichen geltend, dass sie nicht in der Lage seien, die Bussen zu bezahlen. Der Regierungsstatthalter von Interlaken beantragt, das Gesuch abzuweisen. Der Regierungsrat sieht sich nicht veranlasst, einen andern Standpunkt einzunehmen. Wie aus dem Vorstrafenverzeichnis hervorgeht, hat das Benehmen verschiedener Mitglieder der Familie Uhlmann auch anderwärts zu schweren Klagen Anlass gegeben. Es dürfte durchaus zweckmässig sein, dass sie durch empfindliche Bussen neuerdings entschieden zur Ordnung gewiesen werden. Im übrigen erscheint es nicht als angängig, zwischen den einzelnen Petenten Unterschiede zu machen. Solchen Auftritten, wie dem durch die Familie Uhlmann verursachten, muss im Interesse der öffentlichen Ordnung entgegengetreten werden. Würde die Strafe erlassen oder auch nur erheblich herabgesetzt, so würde sie bei dem Charakter der Familie Uhlmann ihre Wirkung einbüssen. Der Regierungsrat beantragt demnach, das vorliegende Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

55.—58. Häni, Bendicht, geboren 1885, Adolf, geboren 1883, Eduard, geboren 1886, und Ernst, geboren 1881, sämtliche Landwirte, von und in Diessbach bei Büren, wurden am 8. Juli 1914 von der I. Strafkammer des Obergerichtes des Kantons Bern wegen **Widersetzlichkeit** verurteilt, Bendicht zu 14 Tagen Gefängnis und die drei andern zu je 4 Tagen Gefängnis, alle vier solidarisch zu 107 Fr. 75 Staatskosten und weiter zu je 6 Fr. Staatskosten unter solidarischer Haftbarkeit. Die vier Brüder Häni bilden mit weiteren Geschwistern in Diessbach eine Gemeinderschaft im Sinne des Art. 336 ff C.G.B. Gegen einen der Gemeinder, Fritz Häni, hatte das Betreibungsamt Büren eine Pfändung auszuführen und pfändete am 5. Dezember 1913 den ideellen sechsten Teil einer Reihe von Mobilien. Auf Beschwerde der Geschwister Häni wurde diese Pfändung durch die Aufsichtsbehörde in Betreibungs- und Konkursachen aufgehoben und das Betreibungsamt angewiesen, den Liquidationsanteil des Gemeinders F. Häni zu pfänden. Am 17. Januar 1914 versuchte das Betreibungsamt die Pfändung vorzunehmen. Trotzdem bereits damals polizeiliche Hülfe zugezogen wurde, kam es nicht zur Pfändung, da nach Angabe des funktionierenden Betreibungsgehilfen die vier Brüder Häni sich energisch weigerten, die Pfändung zuzulassen. Solche wurde alsdann auf den 19. Januar 1914 verschoben. Der Betreibungsgehilfe sah sich auch diesmal gezwungen, polizeiliche Hülfe zu requirieren. Mit Hülfe der Landjäger von Büren und Bütigen, des Gemeindepräsidenten, zweier Gemeinderäte, des Gemeindeschreibers und des Burgerschreibers von Diessbach gelang es schliesslich, die gewollte Amtshandlung vorzunehmen. Die vier Brüder Häni verführten dabei einen schlimmen Skandal und setzten sämtliche auch tätlichen Widerstand entgegen. Am heftigsten widersetzte sich Ben-

dict Häni; er schlug mit der Faust drein und verletzte den Gemeindeschreiber von Diessbach auch an der einen Hand. Das Gericht sah sich denn auch veranlasst, Bendicht Häni strenger zu bestrafen als die übrigen. Heute stellen nun sämtliche Verurteilten das Gesuch um Erlass der Strafe. Das Urteil wird in verschiedener Beziehung einer Kritik unterworfen. Es soll dargetan werden, dass das Betreibungsamt nicht befugt gewesen sei, zu der Pfändung der einzelnen Gegenstände des Gemeinderschaftsvermögens zu schreiten. Petenten wollen daher ihre Schuldlosigkeit herleiten; sie bestreiten im weitern, sich tätlich widersetzt zu haben. Aus einem zu den Akten gegebenen Urteile des Bundesgerichtes geht hervor, dass sie gegen die fragliche Pfändung den Beschwerdeweg betreten und bis vor Bundesgericht verfolgt haben. Sie wurden vom Bundesgerichte mit ihrem Antrage auf Aufhebung der Pfändung abgewiesen. In den Motiven des Entscheides macht das Bundesgericht darauf aufmerksam, dass die Pfändung insofern nicht richtig verkundet sei, als die Aufzählung der einzelnen Vermögensgegenstände des Gemeinderschaftsgutes keinen Sinn habe, solange nicht auch sämtliche Schulden der Gemeinderschaft aufgezeichnet seien. Aus diesem Passus, der sich auf eine rechtsirrtümliche Auffassung der bernischen Aufsichtsbehörde in Betreibungs- und Konkursachen bezog, suchen Petenten, wie bereits erwähnt, Kapital zu schlagen. Der Regierungsrat ist indes der Meinung, dass solcher in keiner Weise Anlass zu einem Straferlasse geben kann. Die Strafwürdigkeit ihrer Widersetzlichkeit und ihres skandalösen Verhaltens anlässlich der Pfändung wird dadurch nicht berührt. Der Regierungsrat hält denn auch im übrigen dafür, es seien triftige Begnadigungsgründe nicht gegeben und beantragt demnach, das Gesuch abzuweisen.

Antrag des Regierungsrates: Abweisung.

59° Ecabert François, né en 1861, originaire de Saignelégier, horloger, ci-devant aux Bois, actuellement à Lausanne, a été condamné le 17 juin dernier par le tribunal correctionnel de Courtelary, pour **faillite simple et frauduleuse**, à trois mois de détention correctionnelle comme peine subsidiaire, au paiement d'une indemnité à la partie civile, plus 150 fr. de frais d'intervention à verser à celle-ci solidairement avec sa femme, ainsi qu'à 550 fr. de frais de justice. Le prénommé s'était établi aux Bois en 1890 comme fabricant de boîtes. Dès le début il s'endetta. Son frère, gérant de la Caisse d'épargne du district des Franches-Montagnes, lui ouvrit par la suite un crédit illimité. Avec le temps ce crédit atteignit la somme de 900,000 fr. En 1911, Ecabert fit faillite; arrêté avec son frère pour détournements commis au préjudice de la Caisse d'épargne des Franches-Montagnes il fut condamné, le 30 juillet 1912, par les assises du cinquième ressort, pour complicité, à deux ans de détention correctionnelle. Par la suite une action fut encore intentée contre lui pour différents délits de

faillite, action qui aboutit à la condamnation mentionnée ci-dessus. Il appert du dossier que le sieur Ecabert contractait de façon continue de nouvelles dettes, bien que sachant être depuis longtemps au-dessous de ses affaires; il ne tenait aucune comptabilité commerciale; depuis 1892 il n'établissait plus de bilans. En outre, depuis nombre d'années il vivait lui et sa famille dans un luxe qui n'était guère en rapport avec sa situation pécuniaire. Avant sa condamnation du 17 juin dernier, il avait purgé les deux tiers de la peine prononcée par les assises le 30 juillet 1912 et il avait été libéré conditionnellement par le Conseil-exécutif en vertu du décret du 24 novembre 1910. Il se trouve sous patronage et a eu jusqu'à présent une conduite irréprochable. Il demande maintenant la remise de la peine que lui a infligée le tribunal de Courtelary. Ecabert ayant subi déjà une peine assez longue, puis ayant été libéré conditionnellement et s'étant jusqu'à présent bien conduit pendant son temps d'épreuve, il ne conviendrait guère de lui faire subir encore la peine subsidiaire. Malgré la gravité des délits pour lesquels il a été condamné à Courtelary, le gouvernement peut donc, vu les circonstances du cas, proposer la remise du reste de la peine.

Proposition du Conseil-exécutif: *Remise de la peine.*

60° Heiniger Théophile; né en 1862, d'Affoltern, marchand de vin à Huttwil, a été condamné le 11 octobre 1913 par la première Chambre pénale de la Cour suprême, pour délit d'usure, à 3 mois de détention correctionnelle, commués en 45 jours de détention cellulaire, à 500 francs d'amende, à 500 francs de dommages-intérêts et de frais d'intervention envers la partie civile et à 107 fr. 35 de frais de l'Etat. Heiniger a acquis d'une dame S., au cours de l'été de 1910, une maison sise à Mannenbach, dans le canton de Thurgovie, pour le prix de 26,000 francs. L'acquéreur devait prendre à sa charge deux dettes hypothécaires au montant de 11,000 francs; il paya 2,500 francs comptant et, pour le reste de 12,500 fr., il céda 2 titres et 7 actions. Heiniger avait affirmé à dame S. que ces papiers étaient de très bonnes valeurs. Cette personne ne tarda cependant pas à apprendre qu'ils ne valaient rien. Elle somma Heiniger de les reprendre; lorsqu'elle le menaça d'une plainte, il se déclara disposé à lui vendre une maison sise à Gwatt et à reprendre ces titres en paiement du prix. La vente eut effectivement lieu. Dans l'acte de vente du 7 juillet 1910, la soulte fut déclarée éteinte par la rétrocession des titres. En même temps dame S. consentit en faveur de Heiniger une hypothèque de 7,200 fr. sur la maison en cause, pour de prétendus

autres engagements. La dette hypothécaire devait porter intérêt à 4 1/2 % et le remboursement n'en était pas exigible aussi longtemps que dame S. resterait propriétaire de la maison, mais il le serait de plein droit dès l'instant où celle-ci viendrait à être aliénée. Heiniger, de son côté, paya à dame S. la somme de 2000 francs. Il exerça plus tard les droits que lui donnait l'obligation hypothécaire. La débitrice n'ayant pas payé le premier intérêt annuel, il la fit poursuivre. Dame S. se vit finalement forcée de porter plainte contre lui pour opérations usuraires. L'enquête révéla qu'à l'époque où se firent ces opérations dame S. se trouvait dans une grande gêne, même dans une véritable détresse, par suite de l'acceptation des titres sans valeur que lui avait remis Heiniger. Complètement dénuée de ressources et circonvenue par Heiniger, dame S., personne de faibles facultés intellectuelles, avait finalement conclu l'accord dont il est question plus haut. Heiniger soutint qu'il avait fait un mauvaise affaire en achetant la maison sise en Thurgovie, parce que cette maison était mal famée au point qu'il n'avait pu obtenir le renouvellement de la patente d'auberge existante. Il prétendit avoir simplement voulu se récupérer de la perte qu'il avait subie. D'un autre côté, il fût obligé de reconnaître qu'il avait vendu beaucoup trop cher à dame S. la maison de Gwatt. Le tribunal le déclara coupable du délit d'usure et le condamna à la peine mentionnée ci-dessus. L'obligation hypothécaire de 7,200 fr. fut réduite à la somme de 2000 fr. que dame S. avait reçue. Heiniger sollicite maintenant remise de sa peine. A l'appui de son recours, il allègue de nouveau les faits sur lesquels était basé son système de défense devant le tribunal et invoque aussi ses bons antécédents. Le conseil communal de Huttwil et le préfet recommandent le recours. Le Conseil-exécutif ne peut cependant pas se joindre à eux. Le tribunal a tenu compte, dans la mesure du possible, des circonstances qui militent en faveur de Heiniger, mais celui-ci n'ayant pas été mis au bénéfice du sursis, on peut d'autant moins lui faire grâce d'une peine qu'il a méritée en cherchant avec une grande obstination à se procurer des avantages usuraires. Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet du recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

61° Matter Fritz, né en 1887, originaire de Perles, aubergiste à Porrentruy, a été condamné le 29 novembre 1913 par la première chambre pénale de la Cour suprême, pour infraction à la loi sur les auberges, à cinquante francs d'amende, dix francs d'émolument de patente et 43 fr. 15 de frais de l'Etat. Les 1^{er} et 2 juillet dernier, le prénommé avait donné devant son

auberge, en plein air, des représentations cinématographiques; à cette occasion, il avait placé des chaises et des tables sur la place situé entre l'établissement et une grange lui faisant face, place louée de la commune, et y avait servi des boissons spiritueuses. Le prénommé avait ainsi dépassé les limites fixées dans sa patente, sans en avoir obtenu l'autorisation, et vu les dispositions de la loi sur les auberges il dut être condamné. Dans son recours, le sieur Matter fait valoir (à part certains motifs qui ne peuvent être contrôlés) qu'il a agi par ignorance des prescriptions; il ne dit pas, en revanche, qu'il lui serait difficile de payer l'amende. Le gouvernement estime qu'il n'y a pas de raisons suffisantes de faire grâce au cas particulier. Le tribunal a déjà tenu compte, en appliquant le minimum de la peine, du fait que le sieur Matter n'a pas été puni jusqu'ici pour infraction à la loi sur les auberges et qu'il ne s'est peut-être pas rendu compte de l'infraction qu'il commettait. Le Conseil-exécutif propose donc d'écarter le recours.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet.

62. **Maringer**, Johann, geboren 1893, von Bingen am Rhein, Müller und Portier, wurde am 12. August 1914 vom korrekzionellen Gericht von Frutigen wegen **Diebstahls** zu 6 Monaten Korrekzionshaus, 10 Jahren Kantonsverweisung und 71 Fr. 20 Staatskosten verurteilt. Maringer kam am 1. Juli 1914 über Lörrach in die Schweiz. Auf seiner Wanderschaft kam er am 20. Juli 1914 nach Aeschi. Da er gleichen Tags noch bis Brienz zu gehen wünschte, aber erschöpft war, behändigte er in Aeschi kurzerhand ein Velo, das an einem Hause an der Strasse angelehnt war. Er konnte bereits in Brienz angehalten und samt dem Velo in Sicherheit gebracht werden. Maringer ist wegen Diebstahls wiederholt vorbestraft. Im vorliegenden Strafnachlassgesuch verweist er auf seine mangelhafte Erziehung und macht er weiterhin geltend, er wüschte in Deutschland Militärdienst zu leisten. Nach der

Auffassung des Regierungsrates kann schon mit Rücksicht auf das sehr belastete Vorleben des Petenten von einer Begnadigung nicht die Rede sein. Es wird demnach Abweisung des Gesuches beantragt.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

63. **Gygli**, August, geboren 1872, von Utzenstorf, Schuhmacher, zuletzt wohnhaft gewesen in, Zürich, zurzeit in der Strafanstalt Witzwil, wurde am 18. Februar 1913 vom korrekzionellen Richter von Frauenbrunnen wegen **Nichterfüllung der Unterstützungspflicht infolge liederlichen Lebens** zu 2 Jahren Arbeitshaus und 55 Fr. 50 Staatskosten verurteilt. Durch Ehescheidungsurteil vom 4. Juni 1909 wurde Gygli verpflichtet, an die Verpflegungs- und Auferziehungskosten seiner 3 Kinder monatliche zum voraus zahlbare Beiträge von zusammen 40 Fr. zu leisten. Er entschlug sich dieser Verpflichtung sozusagen vollständig. Er leistete im ganzen einen Betrag von 86 Fr., seit Oktober 1910 nichts mehr. Schliesslich verliess er Bern und siedelte nach Zürich über. Als guter Schuhmacher war er in der Lage, einen schönen Lohn zu verdienen. Anstatt seinen Kindern, die von der Armenbehörde unterstützt werden mussten, etwas zukommen zu lassen, ergab er sich einem liederlichen Lebenswandel und der Trunksucht. Er musste fortwährend seine Stelle wechseln. Gygli ist denn auch wegen Skandals, Wirtshausverbotsübertretung und Bettels wiederholt mit Gefängnis vorbestraft und musste bereits im Jahre 1908 auf administrativem Wege für ein Jahr in die Arbeitsanstalt versetzt werden. Nachdem der Grosse Rat erst anlässlich der letzten Märzsession ein Begnadigungsgesuch Gygglis abgewiesen hat, stellt dieser heute neuerdings das Gesuch um Erlass des Restes seiner Strafe. In der Strafanstalt hat sein Betragen zu Klagen Anlass gegeben. Das Gesuch wird vom Direktor nicht empfohlen. Der Regierungsrat kann es ebenfalls nicht befürworten. Gygli hat durch sein Vorleben bewiesen, dass jedenfalls nur mit aller Konsequenz bei ihm noch etwas zu erreichen ist. Es wird demnach beantragt, das Gesuch abzuleisen.

Antrag des Regierungsrates:

Abweisung.

